

Ministère des Affaires extérieures
Rapport annuel 1982-83



Canada

Ministère des Affaires extérieures
Rapport annuel 1982-83



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada, 1984

Cat. No. E1-1/1983

ISBN 0-662-52865-4



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

le 2 mars 1984

L'honorable Allan J. MacEachen
Vice-premier ministre et
Secrétaire d'Etat aux Affaires
extérieures
Ottawa, Canada

Cher Monsieur MacEachen,

J'ai l'honneur de vous soumettre la
Revue annuelle du ministère des Affaires extérieures
pour l'année 1982-83.

Conformément aux dispositions de la
nouvelle Loi du ministère des Affaires extérieures,
ce rapport rend compte de notre activité au cours de
l'année financière et non plus de l'année civile,
comme par le passé.

La Revue annuelle touche donc la période
de quinze mois du 1^{er} janvier 1982 au 31 mars 1983.

Marcel Massé

Table des matières

	Page
Réorganisation du ministère	vii
Vue d'ensemble LE CANADA ET LE MONDE	1
Chapitre 1 LE CANADA ET LE COMMERCE INTERNATIONAL	
Les échanges commerciaux dans le contexte économique international	3
Relations commerciales spéciales	5
Expansion du commerce	6
Chapitre 2 INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA	
États-Unis	11
Communauté européenne et Europe de l'Ouest	16
Europe de l'Est	20
Asie et Pacifique	21
Afrique et Moyen-Orient	23
Amérique latine et Antilles	25
Chapitre 3 AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	
Le Commonwealth	27
La Francophonie	27
Coopération Nord-Sud	27
Nations Unies	28
Droit de la mer	28
Environnement	29
Énergie	29
Droit de la personne	29
Chapitre 4 DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE	
Relations Est-Ouest et défense collective	31
Contrôle des armements et désarmement	31
Terrorisme	32
Chapitre 5 PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS	
Assistance consulaire	33
Services des passeports	34
Immigration et réfugiés	35
Droit international privé	36
Rapts	36
Chapitre 6 DROIT INTERNATIONAL	
Pêches	39
Litige concernant le golfe du Maine	39
Droit de l'espace extra-atmosphérique	39
Aspects juridiques des questions de développement	40
Droit conventionnel	40
Chapitre 7 RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES	
Affaires publiques au pays et à l'étranger	41
Échanges culturels	41
Études canadiennes	41
UNESCO	41

Table des matières (suite)

Chapitre 8	PROGRAMMES D'INFORMATION ET SERVICE DE PRESSE	
	Relations avec la presse	43
	Service de presse	43
	Expositions universelles	43
	Programmes d'information à l'étranger	43
	Programmes d'information au Canada	44
	Affaires historiques	44
Chapitre 9	FORMULATION DES LIGNES DE CONDUITE ET SYSTÈME DE GESTION	
	Planification des lignes de conduite	45
	Sécurité et renseignements	45
	Coordination fédérale-provinciale	45
	Coordination interministérielle	45
	Communications et informatique	45
	Personnel	46
	Contrôle de la gestion et vérification	46
	Représentation étrangère au Canada et protocole	46
	Privilèges et immunités	46
	Budget	47
	Immeubles et autres biens	47
ANNEXES		
	I. Importations - exportations	50
	II. Composition des échanges commerciaux du Canada, par produit - 1982	52
	III. Déploiement des missions canadiennes et du personnel à l'étranger, par région	53
	IV. Répartition des années-personnes à l'étranger, par programme	53
	V. Accords internationaux bilatéraux	54
	VI. Accords internationaux multilatéraux	57

Réorganisation du ministère

Le 12 janvier 1982, le Premier ministre annonçait une restructuration du ministère des Affaires extérieures dans le cadre de la réorganisation de plusieurs ministères s'intéressant au développement économique du Canada. L'opération visait à améliorer la mise en application des nouvelles lignes de conduite en matière d'expansion économique nationale et à accroître notre capacité d'exporter. Suite à ces changements, le ministère s'est vu confier un mandat essentiellement nouveau qui comporte maintenant des responsabilités liées à la politique et à la promotion commerciales parallèlement à celles qu'il assume depuis toujours sur le plan de la politique extérieure, et à d'autres qui lui ont été assignées plus récemment en matière d'immigration. Sa nouvelle orientation tient compte du rôle primordial du secteur privé et des provinces. Les services du ministère de qui relèvent les questions de politique commerciale travaillent en étroite collaboration avec les bureaux régionaux du ministère d'État au développement économique régional, de même qu'avec le ministère de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale.

Dans le Livre blanc intitulé *Politique étrangère au service des Canadiens*, publié en 1970, il est dit que le ministère des Affaires extérieures a pour rôle de procéder à " une intégration aussi poussée que possible de ses services à l'étranger ... (ce qui) permettra d'atteindre plus sûrement les objectifs nationaux ". Depuis, ces objectifs se sont surtout orientés vers l'économique. Cette évolution a fait naître le besoin de tout mettre en œuvre pour élargir nos marchés d'exportation, à une époque où la conjoncture politique influe de plus en plus sur le rude climat dans lequel évoluent les échanges commerciaux internationaux. Nul ne peut nier l'existence d'une intime corrélation entre la politique extérieure et les échanges commerciaux.

En 1971, un comité interministériel des relations extérieures (CIRE) avait entrepris l'intégration de certains éléments du service extérieur en rattachant au ministère des Affaires extérieures les services de soutien de tous les autres ministères réalisant leurs propres programmes à l'étranger. Pendant toute la décennie suivante, la coordination par le CIRE des lignes de conduite et des programmes a contribué à concilier les objectifs contradictoires des programmes des divers ministères ayant des intérêts à l'étranger. Des directives ont été données pour que les chefs de mission diplomatique à l'étranger se considèrent comme des représentants du gouvernement canadien dans son ensemble. En mars 1980, une nouvelle étape était franchie avec le rattachement aux Affaires extérieures des cadres du service extérieur des ministères de l'Industrie et du Commerce et de l'Emploi et

de l'Immigration; des agents du service extérieur de ce dernier ministère; ainsi que du personnel de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) affecté à l'étranger.

Depuis la réorganisation de janvier 1982, tous les agents du service extérieur provenant de l'ACDI, le personnel du service des délégués commerciaux et de l'Office du tourisme du gouvernement canadien, de même que les employés des divisions de la politique commerciale et de la promotion du commerce de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce, font maintenant partie des Affaires extérieures.

L'examen des portefeuilles confiés aux trois ministres nommés à la tête du ministère laisse voir que la restructuration a transformé les Affaires extérieures en un nouveau ministère ayant à assumer des responsabilités en matière de commerce extérieur. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est tenu de remplir le mandat général du ministère, avec l'aide de deux autres ministres dont les responsabilités sont plus clairement définies. Le ministre d'État au Commerce international s'occupe plus précisément des échanges commerciaux internationaux et de l'expansion des exportations; c'est à lui que la Société pour l'expansion des exportations et la Corporation commerciale canadienne rendent compte de leurs activités. Quant au ministre d'État aux Relations extérieures, il est chargé, entre autres fonctions, d'assister le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en ce qui a trait aux affaires sociales, culturelles et humanitaires internationales, et aux relations avec les États francophones et l'Agence de coopération culturelle et technique.

(Le 1^{er} janvier 1982, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures était l'honorable Mark MacGuigan. Le 12 janvier, l'honorable Pierre de Bané était nommé ministre d'État aux Relations extérieures alors que l'honorable Edward Lumley devenait ministre d'État au Commerce international. Neuf mois plus tard, soit le 10 septembre, le vice-premier ministre, l'honorable Allan MacEachen, était désigné secrétaire d'État aux Affaires extérieures et, le 30 du même mois, l'honorable Charles Lapointe était nommé ministre d'État aux Affaires extérieures tandis que l'honorable Gerald Regan était appelé au poste de ministre d'État au Commerce international.)

Deux sous-ministres dont les fonctions correspondent à celles des ministres d'État, l'un étant chargé de la politique extérieure et l'autre du commerce international, travaillent en collaboration avec le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le sous-ministre aux Affaires politiques s'occupe des bureaux géographiques et des questions de défense, de contrôle des armements, de sécurité et de renseignements, ainsi que des institutions multilatérales et des affaires culturelles internationales. De son côté, le sous-ministre au

Commerce international est chargé de la promotion et de la politique commerciales, en plus de faire office de coordonnateur des relations économiques internationales. Dans l'exercice de ce nouveau rôle, il voit à la coordination des divers intérêts du gouvernement en matière de commerce extérieur, y compris ceux qui relèvent d'autres ministères, notamment ceux de l'Agriculture, de l'Énergie, des Mines et des Ressources, des Communications et des Transports.

Aux autres échelons de la hiérarchie, l'organisation du ministère est conçue de façon à assurer la meilleure coordination possible des activités du Canada en matière de relations extérieures, et à garantir qu'une attention suffisante soit accordée aux facteurs internationaux lors de la formulation de la politique intérieure. En vertu de sa nouvelle vocation globale, le ministère des Affaires extérieures est responsable

de l'élaboration, de la planification et de l'administration de tous les aspects des relations extérieures canadiennes, ainsi que du rapprochement des intérêts du gouvernement au pays et à l'étranger.

L'un ou l'autre des trois ministres est membre de chacun des principaux comités du Cabinet, ce qui assure une certaine uniformité dans la conduite de nos relations extérieures tout en soulignant le fait que le mandat du ministère s'applique à l'ensemble du gouvernement. Les gens d'affaires canadiens qui traitaient jusqu'ici avec des fonctionnaires de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce pour les questions de promotion du commerce constateront que le ministère des Affaires extérieures possède, lui aussi, les outils et la volonté voulus pour faire valoir et protéger leurs intérêts.

Vue d'ensemble

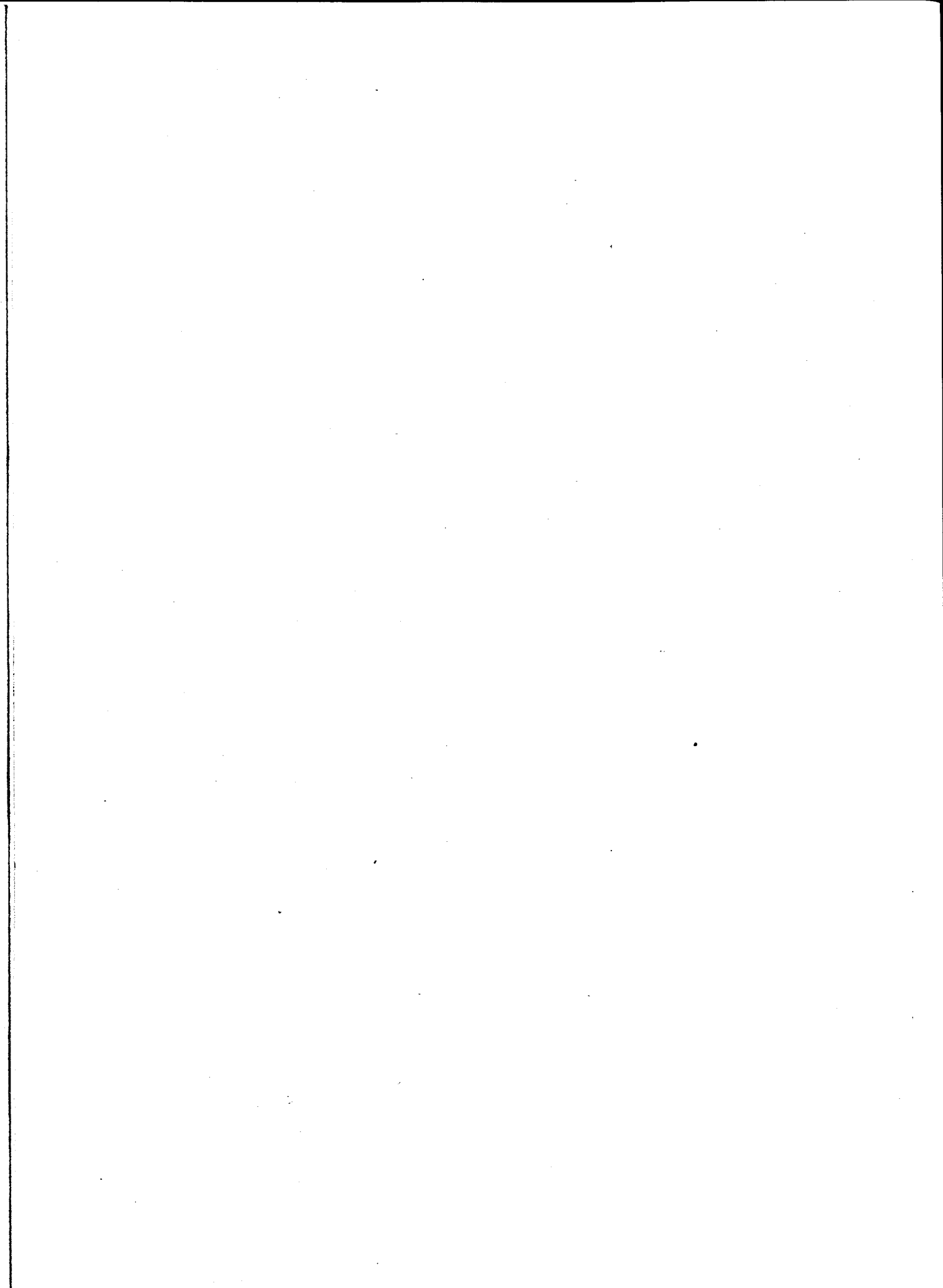
LE CANADA ET LE MONDE

Pour les pays occidentaux, 1982 fut une année morose et incertaine. Dans les pays du tiers monde, une économie malade a parfois envenimé une situation politique déjà fragile; guerres, invasions, coups d'État et violations massives des droits de la personne ont semé la désolation et la mort chez des populations de civils et de réfugiés qui ne se comptent plus. L'attention internationale qui s'était portée sur le dialogue Nord-Sud au cours des dernières années s'est déplacée vers les relations Est-Ouest, tandis que la détente a cédé la place à une méfiance et à des tensions croissantes. Simultanément, les relations Nord-Sud et Est-Ouest sont apparues comme étant de plus en plus interreliées, alors que les grandes puissances sont devenues encore plus préoccupées par la protection de leurs sphères d'influence dans les pays en développement. L'escalade de la course aux armements a nourri l'inquiétude grandissante du public dans les démocraties occidentales; les tragédies quotidiennes au Liban après l'invasion israélienne semblaient ne jamais devoir connaître de fin; et le conflit des îles Malouines opposant la Grande-Bretagne et l'Argentine a montré que des actes téméraires pouvaient conduire à la guerre.

Ces dures réalités de la vie politique et économique ont fait ressortir le caractère inévitable de l'interdépendance des nations. La complexité de ces relations a fait obstacle aux politiques extérieures des gouvernements occidentaux qui cherchaient à parvenir à un consensus autour des grandes

questions de l'heure tout en poursuivant la réalisation de desseins individuels. Cet équilibre fut atteint au cours de deux sommets majeurs pour l'Ouest en 1982, le Sommet économique de Versailles et celui des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à la rencontre de Bonn. Les communiqués finals de ces deux sommets encourageaient ses participants, entre autres choses, à pratiquer une politique prudente dans l'octroi de crédits d'exportation aux pays signataires du pacte de Varsovie, un engagement qui a illustré la parenté entre les visées politiques et économiques. Les leaders ont également convenu de poursuivre des politiques monétaires circonspectes et d'exercer un contrôle plus sévère sur les déficits budgétaires.

Lors de forums multilatéraux plus universels comme l'assemblée des Nations Unies, la rencontre de novembre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et les réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Toronto, les préoccupations des pays en développement ont marqué les délibérations, et, même s'il s'en est dégagé peu de résultats immédiats, les nations membres ont reconnu l'urgence d'entreprendre des actions concertées pour circonscrire les problèmes que pose le contexte économique international. La réalisation multilatérale la plus réussie de l'année fut la signature de la Convention des droits de la mer des Nations Unies par 117 nations.



Chapitre 1

LE CANADA ET LE COMMERCE INTERNATIONAL

Les échanges commerciaux dans le contexte économique international

En 1982, la récession mondiale a fortement ébranlé le système économique international. Les banquiers ont vécu dans la crainte de voir s'effondrer certains éléments du système commercial et financier mondial. Les taux d'intérêt anormalement élevés aux États-Unis ont entraîné une recrudescence de l'inflation et du chômage en Occident. Devant l'incertitude de la conjoncture économique mondiale, certains gouvernements occidentaux ont adopté des mesures protectionnistes afin d'aider leurs industries défaillantes à résister aux importations à vil prix. Parallèlement, d'autres pays ou groupes de pays ont tenté de soutenir leurs marchés d'exportation en accordant des crédits et des subventions tant aux producteurs qu'aux acheteurs. Ces mesures n'ont pas été sans provoquer des conflits parmi les pays en concurrence sur le même marché. Plusieurs de ces actions allaient à l'encontre du consensus en faveur de la libéralisation des échanges commerciaux. Les graves sujets de discorde qui ont surgi entre les États-Unis et la Communauté européenne (CE) sur le plan commercial ont mis en péril des relations économiques jusqu'ici harmonieuses.

La récession a porté un coup particulièrement dur aux pays en développement. La réduction des prix des produits de base conjuguée au rétrécissement des débouchés d'exportation leur a fait perdre d'importantes recettes. Les pays importateurs de pétrole, qui se trouvaient déjà aux prises avec l'augmentation de la note à payer pour leurs importations et la baisse de leurs recettes d'exportation, ont dû faire face à une montée fulgurante de leurs dettes extérieures. Parmi eux, certains pays en développement ont dû dépenser jusqu'au quart de leurs recettes d'exportation pour acquitter leur facture de pétrole. Ironiquement, en même temps qu'elles étaient accueillies avec soulagement par certains pays du tiers monde, la chute des prix du pétrole a affaibli la capacité d'endettement de pays exportateurs comme le Mexique et le Venezuela. L'accroissement soudain de la proportion de leur dette faisant l'objet d'arrangements à court terme, nombre de pays ont été obligés de recourir au refinancement. Le Fonds monétaire international (FMI) s'est donc efforcé d'éviter le pire en aidant les créanciers et leurs débiteurs à réaménager leurs dettes.

Le climat qui a entouré les réunions du FMI et de la Banque mondiale, tenues à Toronto en septembre, en fut un de tensions et d'inquiétudes. Une semaine auparavant, la Banque mondiale déclarait que les premières années de la décennie 1980 avaient été "la plus longue période de ralentissement économique qu'on ait connue depuis les années 1930".

Le Mexique venait d'annoncer sa décision de nationaliser ses banques, mesure qui démontrait la fragilité des économies nationales confrontées à une brusque croissance de leurs déficits. Lors de l'assemblée du FMI, les pays en développement ont fait chorus pour préconiser que soient doublées les quotes-parts et qu'on assouplisse les modalités d'emprunt. Leur insistance a mené à la décision ultérieure d'augmenter les quotes-parts au FMI et d'élargir les Accords généraux d'emprunt, préalables à tout crédit conditionnel.

Les problèmes toujours plus grands auxquels se heurtaient certains pays d'Europe de l'Est ne laissaient rien présager de bon sur le plan des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest, pas plus d'ailleurs que leur endettement progressif. Le sommet de Versailles du début de juin a fait ressortir les divergences des intérêts et des positions des pays occidentaux vis-à-vis de l'Est. À cette occasion, de même qu'au sommet de l'OTAN tenu à Bonn à la même époque, certains progrès ont été accomplis en vue de l'adoption d'une politique commune plus souple, compatible avec ces différents intérêts. Toutefois, plus tard au cours de ce mois, la discordance entre les attitudes des États-Unis et celles d'autres pays au sujet des échanges commerciaux avec l'Union soviétique a encore exacerbé la situation. Le Canada s'est joint aux pays européens pour protester contre la décision américaine d'imposer un embargo sur les approvisionnements et techniques relatifs au pipeline sibérien et destinés aux filiales de compagnies américaines à l'étranger.

La désespérante conjoncture économique internationale a eu de graves répercussions au Canada. Le produit national brut (PNB) canadien provient des exportations dans une proportion de plus de 30 pour cent, et la vie économique est étroitement liée aux échanges commerciaux. En 1982, le Canada a enregistré un excédent commercial record (17,8 milliards de \$ comparativement à 7,2 milliards en 1981), mais il était dû à une réduction de ses importations et non pas à un accroissement des exportations. De fait, les importations ont connu une baisse de 13,6 pour cent en regard des chiffres de 1981. En outre, pour la première fois depuis près de 50 ans, le PNB canadien a diminué de 4,8 pour cent. Comme dans les autres pays, le déficit au chapitre des dépenses s'est accru, le taux de chômage a augmenté et ceux de l'inflation et des intérêts ont atteint des niveaux intolérablement élevés. Le Canada étant tributaire des exportations, l'effet conjugué de ces forces complexes lui a porté un dur coup, et le gouvernement a déployé des efforts soutenus dans ses échanges multilatéraux afin de restaurer la confiance envers l'entreprise. Bien que les dirigeants canadiens aient fait valoir l'idée que la réduction des taux d'intérêt devrait constituer

le seul objectif primordial, le problème immédiat de l'accumulation des mesures protectionnistes au sein des nations commerçantes a vivement préoccupé le Canada. Lors de la réunion du GATT à Genève, en novembre, il a fortement préconisé l'adoption de mesures visant à garantir un accès sûr aux exportations. Les pays participants ont convenu d'une série de résolutions destinées à assurer la libéralisation des échanges commerciaux internationaux et la résistance à la progression du protectionnisme.

Échanges régionaux

Les relations que le Canada a entretenues en 1982 avec ses principaux partenaires commerciaux se sont modelées sur sa performance générale pour l'année en question. En même temps qu'augmentaient ses exportations à destination des États-Unis, du Japon et de l'URSS, le Canada a importé nettement moins de produits en provenance de ces mêmes pays que par les années passées. Ses relations commerciales cruciales avec les États-Unis n'ont pas été des plus harmonieuses. Le Congrès s'est montré de plus en plus protectionniste et a pris des dispositions pour favoriser l'achat de produits américains qui ont nui à l'exportation de certains produits canadiens, notamment les métaux. Certains produits d'exportation canadiens tels que le bois d'oeuvre, l'acier et la pomme de terre ont fait l'objet de transactions commerciales spéciales et l'on a conclu une vente de wagons de métro à la New York City Transit Authority. En outre, la réglementation concernant le contenu américain est venue compromettre le Pacte de l'automobile.

Nos échanges commerciaux avec le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne de l'Ouest et la France ont diminué tant sur le plan des importations que des exportations, ce qui a placé le Canada dans une position légèrement déficitaire face aux deux derniers pays. Le recours aux pratiques anti-dumping et aux droits compensatoires pour freiner l'entrée de produits bon marché en provenance des deux côtés de l'Atlantique s'est répandu un peu partout en Europe de l'Ouest. Les mesures prises en Europe occidentale pour empêcher l'importation de peaux de phoque canadien ont nui aux relations commerciales, tout comme d'ailleurs les problèmes qu'a posés l'application de l'Accord de pêche à long terme entre le Canada et la CE. Malgré la diminution des exportations canadiennes, imputable en partie à la force du dollar canadien face aux devises européennes, l'Europe de l'Ouest a absorbé environ 10 pour cent de nos exportations totales, et est ainsi demeurée le plus important débouché étranger du Canada, après les États-Unis. Les produits finis ont représenté 17 pour cent de nos ventes totales.

Le Canada a enregistré une hausse de ses exportations à destination de Hong Kong, de la Corée du Sud et des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), pays qui n'ont pas vraiment souffert de la récession mondiale. Nos échanges commerciaux bilatéraux avec les seuls pays membres de l'ANASE se sont chiffrés à plus de 1 milliard de \$, ce qui représente une augmentation de l'excédent commercial de 66 pour cent par rapport à 1981. L'Indonésie a supplanté Singapour, devenant ainsi notre principal débouché au sein de l'ANASE.

Le Japon vient au deuxième rang des partenaires commerciaux bilatéraux du Canada. Si nos exportations à destination de ce pays n'ont que légèrement augmenté, l'excédent

de notre balance commerciale s'est nettement accru principalement à cause de la baisse des importations d'automobiles et de camions japonais. L'entrée de voitures importées au Canada est devenue le principal problème commercial au moment où l'industrie canadienne tentait d'adapter sa production aux nouvelles exigences des consommateurs. Le Japon excepté, la Chine est demeurée le plus important marché du Canada en Asie, nos ventes s'y chiffrant à plus de 1,2 milliard de \$. Comme par le passé, nos exportations ont principalement consisté en blé et en pâte à papier, quoique la part des produits manufacturés ait continué d'augmenter.

Pour ce qui est de nos échanges commerciaux avec l'Arabie saoudite, l'Australie, le Venezuela et la Norvège, ils ont fortement diminué en 1982 en raison surtout de la baisse des recettes que ces pays tirent de leur pétrole et, partant, de leur incapacité de financer leurs importations.

En Amérique latine et dans les Antilles, ce sont surtout les dévaluations et le rééchelonnement de la dette dans plusieurs pays qui ont retenu l'attention, de même que le resserrement des contrôles du change étranger et l'augmentation des exigences visant l'obtention de permis d'importation. Signalons toutefois que les conditions défavorables qui ont fait diminuer de 21 pour cent nos exportations totales à destination de cette région n'ont pas empêché des entreprises canadiennes de l'emporter sur des concurrents sérieux pour obtenir d'importants contrats dans le secteur des transports, des télécommunications et de l'exploitation minière. Près de 60 pour cent des 3 milliards de \$ de produits exportés dans ces pays ont consisté en biens manufacturés.

Pour ce qui est de la nature des produits exportés, les exportations totales du Canada en blé, en automobiles, en camions, en châssis et en pièces de rechange ont fortement augmenté. Nous avons principalement exporté des automobiles et des pièces de rechange, de même que du gaz naturel aux États-Unis; du charbon, de l'huile de colza et des minerais de fer au Japon; du papier journal, du bois d'oeuvre et du blé en Grande-Bretagne, ainsi que du blé et de l'orge en URSS. Nos importations de pétrole brut ont considérablement diminué par suite de la mise en oeuvre du Programme énergétique national et grâce au temps clément qu'il a fait pendant l'hiver. La baisse des importations d'automobiles, de camions, de pièces et de châssis n'a pas été aussi marquée, et les ordinateurs ont été importés en plus grand nombre. Signalons particulièrement qu'en 1982 les exportations canadiennes de biens entièrement manufacturés se sont accrues de 12,6 pour cent. La position du Canada dans le commerce mondial a été mise à rude épreuve tandis que la nécessité d'accroître notre part du marché dans les pays industrialisés depuis peu est devenue de plus en plus évidente.

Agriculture et pêche

Le ministère a mis sur pied le Bureau de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires, à qui ont été confiées les responsabilités en matière de commercialisation internationale qui étaient assumées auparavant par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

En ce qui a trait au commerce des produits agricoles, la situation s'est détériorée en 1982, année pour laquelle ont été enregistrés des excédents de stocks et des baisses de prix,

particulièrement pour les céréales et les produits laitiers. Certains des concurrents du Canada ont eu recours à des pratiques commerciales plus agressives. Les États-Unis ont adopté un programme de crédit échelonné sur trois ans, et les pays de la CE ont continué d'offrir d'intéressantes subventions à l'exportation à leurs producteurs. Le Canada s'en est tiré très bien sur le plan de ses exportations agricoles, qui ont atteint un nouveau plafond de 9,5 milliards de \$ en 1982, le blé comptant pour plus de la moitié de ses exportations totales.

Sur la scène internationale, le Canada a multiplié ses démarches pour améliorer le commerce des produits agricoles, et il a proposé aux membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et aux signataires du GATT des programmes destinés à faire échec au protectionnisme dans ce secteur. Se déclarant contre un recours aux crédits et subventions à l'exportation, le Canada a cherché à entrer en consultation avec ses partenaires commerciaux pour aborder ces questions et d'autres pratiques anti-commerciales. Par ailleurs, le gouvernement a résisté aux pressions exercées par les producteurs canadiens pour que des mesures protectrices soient adoptées, se conformant ainsi aux obligations contractées en vertu du GATT.

En septembre, le Canada a conclu avec les États-Unis une entente concernant le commerce du bœuf et du veau. Les États-Unis avaient demandé aux trois principaux pays exportateurs de bœuf, soit le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, de limiter volontairement le volume de leurs exportations afin d'éviter l'imposition de contrôles à l'importation en vertu de la législation américaine relative aux importations de viande. Conformément à cette entente, le Canada a établi vers la fin de 1982 des contrôles à l'exportation touchant les ventes de bœuf et de veau à destination du marché américain pour le reste de l'année.

Le Canada est en faveur d'une libéralisation du commerce des produits de la pêche. L'OCDE a entrepris une étude portant sur les mesures et conditions qui nuisent au déroulement normal des échanges commerciaux dans le secteur des pêches et des produits de la pêche. Le GATT procède lui aussi à une étude sur ces produits afin que les échanges commerciaux se fassent dorénavant de façon plus libérale.

Le Groupe de travail sur les pêcheries de l'Atlantique a pour sa part effectué des examens en profondeur de la situation propre à l'industrie canadienne. Le ministère l'a renseigné au sujet des problèmes que pose le commerce international des produits de la pêche. Étant donné qu'environ 82 pour cent de la production totale, qui a atteint près de 1,6 milliard de \$ en 1982, est destinée à l'exportation, l'accès aux marchés acquiert une grande importance pour l'industrie.

Politique scientifique, technologique et nucléaire

Depuis que le gouvernement a énoncé les principes généraux de sa politique scientifique et technologique, lesquels favorisent une collaboration internationale accrue et mettent l'accent sur les avantages économiques, les relations que le Canada entretient avec d'autres pays en cette matière y ont gagné en vitalité et en précision.

Le Canada est l'un des signataires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en vertu duquel les pays s'engagent à ne pas utiliser de matériel nucléaire pour la mise au point d'engins explosifs. Depuis 1974, le Canada a pour

politique de n'exporter de l'équipement ou du matériel nucléaire qu'aux pays ou groupes de pays qui ont signé le traité, de même qu'une entente bilatérale de non-prolifération des armes nucléaires avec le Canada. Il a par ailleurs conclu d'autres ententes bilatérales du genre avec l'Égypte et l'Indonésie en 1982. En 1983, le Canada a participé activement aux travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et aux préparatifs en vue de la Conférence des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Fabrication

Le ministère est chargé de veiller à ce que la réglementation intérieure concernant la fabrication soit conforme aux droits et obligations du Canada à l'échelle internationale. Pendant l'année, il a fait des démarches pour régler un certain nombre de problèmes importants en traitant avec l'industrie canadienne et en soulevant la question lors de rencontres internationales. Des consultations ont eu lieu au sujet des nouvelles lignes de conduite du gouvernement concernant l'aide aux chantiers navals, le cabotage et l'élargissement aux eaux territoriales de la zone de compétence douanière. Le ministère n'a pas ménagé ses efforts pour régler les problèmes touchant les secteurs de la construction automobile, de la pétrochimie et de la construction d'avions civils, et il a entre autres envisagé l'éventualité d'une participation canadienne au programme de construction de l'Airbus européen.

Transports et communications

Le ministère a continué de participer aux travaux de l'OCDE et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) visant l'élaboration d'une réglementation internationale en matière de navigation maritime qui soit compatible avec la bonne marche du commerce mondial. Le Canada songe à adopter une loi pour protéger les affréteurs et transporteurs canadiens contre les mesures interventionnistes que multiplient d'autres pays.

Plusieurs rondes de négociations ont eu lieu avec l'Inde, l'Allemagne de l'Ouest et la France au sujet d'éventuels accords aériens.

Avec la vente au Brésil du système Anik D, le Canada a exporté son premier satellite de communications. Les essais du bras canadien installé à bord de la navette spatiale américaine ont été concluants. Le Canada a commencé à collaborer avec l'Agence spatiale européenne dans le cadre du programme de construction du nouveau satellite L-Sat, à la conception et à la vente duquel il doit participer. Il a en outre amorcé avec succès la mise en marché de l'équipement vidéotex Télidon.

Le Canada est membre d'une vingtaine d'organisations internationales intéressées à l'exploitation des télécommunications. En 1982, il était représenté à la Conférence des plénipotentiaires de l'agence de réglementation des Nations Unies, de même qu'à l'assemblée de l'Union internationale des télécommunications et à la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Relations commerciales spéciales

Textile et vêtement

En 1981, le Canada s'est donné une politique concernant le textile et le vêtement qui vise à créer une industrie viable

et concurrentielle et à revitaliser l'économie des collectivités les plus touchées par la concurrence étrangère. Parallèlement à la mise en œuvre d'un programme national de modernisation et de rajustement, il est prévu que des arrangements de limitation seront négociés avec les pays exportateurs pour que les importations soient limitées pendant une période de cinq ans. En 1982 et au début de 1983, des arrangements de ce genre avaient été conclus avec 17 pays fournisseurs de textiles et de vêtements à faible coût de revient. Tout en reconnaissant la nécessité de protéger les intérêts des pays les moins avancés et des nouveaux fournisseurs à titre d'exportateurs, ces ententes tiennent compte des besoins de l'industrie canadienne. Elles ont été négociées en vertu du GATT, sauf dans le cas de trois pays qui n'ont pas signé l'Arrangement multifibres (AMF). Le 1^{er} octobre 1982, devant la détérioration de la conjoncture économique, le gouvernement décidait de venir en aide à l'industrie en invoquant les clauses consultatives des arrangements bilatéraux de limitation conclus avec les quatre principaux fournisseurs du Canada, à savoir Hong Kong, la République de Corée, la Chine et la Fédération des producteurs de textiles de Taïwan, pour abaisser les contingents applicables à certains vêtements en 1983. Il devait s'agir d'une mesure provisoire destinée à protéger des emplois et à procurer une certaine marge de manœuvre à l'industrie du vêtement aux prises avec des difficultés inhabituelles. Comme les négociations concernant le contingentement des importations pour 1983 n'ont pas abouti, le gouvernement est à la recherche d'une autre solution, en consultation avec l'industrie.

Chaussure

Suite à la publication du rapport du Tribunal anti-dumping qui avait jugé que les importations de chaussures en provenance de pays où la main-d'œuvre est bon marché seraient grandement préjudiciables à l'industrie canadienne de la chaussure, le gouvernement imposait en décembre 1981 de nouveaux contingents sur les importations de chaussures autres qu'en cuir. En juillet 1982, ce contingentement a été appliqué également aux chaussures en cuir. Ces décisions ont été prises conformément aux obligations et droits internationaux du Canada en vertu des accords du GATT.

Surveillance des exportations

Le Comité de coordination chargé de la surveillance des exportations stratégiques (COCOM) s'est réuni pour la première fois en janvier 1982. Ce comité, composé de représentants des pays de l'OTAN et du Japon, voit à l'application de contrôles multilatéraux pour empêcher la livraison de matériel et de techniques à usage militaire vers des destinations interdites. Après avoir examiné et réitéré ses objectifs d'ordre stratégique, le comité a recommandé l'adoption de mesures visant à accroître l'efficacité des mécanismes actuels de surveillance. En octobre, le COCOM a entrepris la révision périodique de la liste descriptive des pièces de matériel et des techniques faisant l'objet d'une surveillance ou d'un embargo. Les représentants du Canada ont concentré leur attention sur les secteurs qui intéressent plus particulièrement l'industrie canadienne.

Expansion du commerce

Pour être en mesure de faire bonne figure sur un marché mondial où la concurrence s'accroît de jour en jour, le Canada

s'est doté d'un programme national d'expansion du commerce qui a l'avantage d'être mieux coordonné que par le passé. Les consultations tenues régulièrement avec les provinces et le secteur privé en assurent la cohésion et permettent de privilégier certains marchés.

Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) vise à encourager l'exportation de biens et de services canadiens en partageant avec les gens d'affaires canadiens le risque financier que comporte l'entrée sur de nouveaux marchés étrangers.

En juin 1982, le ministère a organisé, à Calgary, la Conférence sur les exportations dans le domaine du pétrole au profit de l'industrie et des entreprises d'où proviennent biens et services. Lors de la Conférence sur les exportations dans le domaine de l'extraction minière, neuf délégués commerciaux ont exposé à 115 représentants de sociétés les débouchés existant dans 17 pays pour le matériel et les services d'extraction minière. En janvier 1983, le ministère, en collaboration avec l'Association des manufacturiers canadiens, a fait venir au Canada 24 délégués commerciaux d'Europe de l'Ouest qui ont présenté une série d'exposés dans dix villes de différentes régions du pays.

Les foires et missions commerciales de même que les voyages des ministres sont une façon dynamique de faire connaître et de montrer les produits canadiens à l'étranger. Les diplomates canadiens affectés dans nos missions à l'étranger consacrent aujourd'hui une plus grande partie de leur temps à la promotion de nos intérêts commerciaux; de concert avec les spécialistes des questions industrielles et des conditions régionales rattachés à d'autres ministères ou à des bureaux régionaux, ils participent à l'élaboration des programmes relatifs aux missions et foires commerciales.

Les plans d'expansion des exportations préparés par le ministère à l'intention des exportateurs canadiens présentent les débouchés qui s'offrent dans les pays prioritaires, par industrie. En 1982, le ministère a publié des plans de ce genre pour divers pays. Parmi les autres composantes du programme d'expansion du commerce figurent les études de marché, les ateliers sur les exportations, la préparation des guides à l'intention des exportateurs, le soutien aux organisations commerciales du secteur privé, l'organisation de missions de gens d'affaires et l'information sur la meilleure façon de tirer profit du PDME, pour participer à des foires où le ministère ne finance pas de kiosque national.

Les activités d'affaires publiques axées sur la promotion du commerce se poursuivent dans le cadre des programmes dont l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce assumait auparavant la direction. Elles comprennent notamment la diffusion du matériel promotionnel, des cahiers de presse et de la publicité, principalement lors de foires commerciales. À l'étranger, la publicité sert à présenter le Canada comme une nation commerçante, et au pays, elle renseigne les gens au sujet des débouchés étrangers.

Efforts régionaux

Une bonne partie des activités de promotion du commerce auxquelles se consacre le ministère visent, comme il se doit, nos partenaires commerciaux les plus importants, à savoir les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon. Parmi les manifestations organisées par le ministère au cours de l'année pour promouvoir le commerce et exposer l'orien-

tation canadienne aux dirigeants et gens d'affaires américains, mentionnons les visites de ministres, les missions commerciales et une trentaine d'expositions à caractère commercial. Grâce à l'intervention directe des dirigeants politiques, les entreprises canadiennes et européennes ont pu approfondir leurs contacts. Lorsque le Premier ministre s'est rendu en Allemagne, en Espagne et en France, la coopération industrielle figurait parmi les grands points inscrits à son programme. À cela sont venues s'ajouter les visites effectuées au Canada par les premiers ministres de France, du Portugal et de Grèce, le ministre allemand des Affaires économiques et le chancelier Schmidt.

Étant donné que le Japon est le deuxième partenaire commercial du Canada en importance et constitue une précieuse source de capitaux d'investissement, notre ambassade à Tokyo accorde une attention très spéciale à la promotion du commerce dans son programme d'affaires publiques, afin d'éveiller l'intérêt de l'entreprise japonaise et de la presse commerciale pour le potentiel industriel du Canada.

Au Japon, le personnel affecté aux affaires publiques s'occupe de faire traduire des brochures traitant de commerce, d'acheter des emplacements dans les catalogues, de faire paraître des messages publicitaires dans les journaux spécialisés et de coordonner la publicité du Centre du commerce canadien, qui organise chaque mois des expositions industrielles.

Malgré la multiplication des foires commerciales un peu partout dans le monde, l'Europe demeure le centre de l'activité mondiale en cette matière. De nos jours, il est souvent nécessaire de s'y prendre deux ans à l'avance pour réserver un emplacement à l'occasion des salons européens les plus prestigieux. Lors de certaines foires commerciales tenues en Europe, où l'industrie canadienne avait obtenu des résultats fort honorables, les clients ne provenaient pas exclusivement du pays hôte. D'après les indications fournies par les entreprises elles-mêmes, le fait d'avoir participé à des foires et missions en Europe organisées et financées par le ministère aurait généré des ventes de l'ordre de 500 millions de \$. Signalons notamment les succès remportés par les industries des pièces d'automobile, de l'électronique, du matériel de télécommunications, de l'impression et de l'emballage. La campagne suivie de promotion de la charpente de bois dans la construction domiciliaire a porté fruit : au fur et à mesure que cette méthode de construction s'implante en Europe, les perspectives d'accroissement des ventes de bois d'œuvre canadien s'améliorent.

En Europe de l'Est également, les foires et missions commerciales sont un bon moyen de promouvoir les exportations canadiennes, ce à quoi contribuent aussi les visites de dignitaires comme celle que le Gouverneur général a effectuée en Roumanie en juin. Le ministère a en outre organisé à l'intention des spécialistes canadiens des exposés sur les échanges compensés qui ont été présentés à Toronto, Montréal et Calgary. Dans ses relations commerciales avec les pays d'Europe de l'Est et du tiers monde, le Canada a de plus en plus souvent recours à ce mode de paiement qui consiste à troquer les marchandises importées pour des biens produits localement.

Les cinq pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), soit l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, Singapour et la Thaïlande offrent des débouchés

de plus en plus intéressants pour l'entreprise canadienne. Quand le Premier ministre s'est rendu dans les pays membres de l'ANASE et à Brunei en janvier 1983, il a longuement parlé de commerce avec ses hôtes et a contribué à attirer l'attention sur les représentants canadiens et sur les affaires que ceux-ci traitent dans ces pays.

Les visites aux échelons supérieurs ont été profitables en termes d'expansion du commerce et de coopération économique entre le Canada et l'Asie. La huitième réunion du Comité mixte Canada-Chine pour le commerce s'est tenue en mai 1982 à Toronto. En septembre, le ministre des Transports s'est rendu en Inde à la tête d'une mission commerciale. Le ministère s'est associé à des gens d'affaires canadiens pour créer le Conseil des gens d'affaires Canada-Inde, et il a participé à la Conférence Canada-Inde sur les débouchés commerciaux organisée à Toronto en novembre, ainsi qu'à l'envoi d'une mission commerciale en Inde en février 1983. Ce même mois, la deuxième conférence " Ouverture sur le Pacifique ", tenue à Toronto, aura permis à 150 représentants du milieu des affaires canadien de se familiariser avec les marchés asiatiques.

Les activités d'expansion du commerce en Amérique latine et dans les Antilles visent à canaliser le potentiel à long terme de l'abondant réservoir de richesses naturelles qui s'y trouve et de la population qui y connaît une croissance rapide. Le ministère a poursuivi son étroite collaboration avec la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et les banques canadiennes aux fins du financement d'entreprises canadiennes. L'élargissement du programme des foires et missions commerciales s'est révélé être fort profitable, les ventes dépassant 80 millions de \$. Au Canada, la Direction générale de l'expansion du commerce a contribué à faire connaître les débouchés existant en Amérique latine en participant à des missions commerciales et à des ateliers financés par les gouvernements provinciaux, et en accordant son appui aux organisations du secteur privé intéressées à exporter dans cette région du monde, à savoir l'Association des exportateurs canadiens, l'Association canadienne-Amérique latine et Antilles (ACAL) et la Chambre de commerce Brésil-Canada.

L'Arabie saoudite, l'Algérie, l'Égypte et l'Afrique du Sud représentent nos principaux marchés en Afrique et au Moyen-Orient. Parmi toutes les activités de promotion qui visaient à accroître notre part de ces marchés, il convient de mentionner tout particulièrement les colloques tenus en décembre 1982 à Montréal, Toronto, Halifax et Edmonton, qui ont permis de démontrer qu'il existe d'excellents débouchés en Afrique.

Le nouveau premier ministre australien, Robert Hawke, a manifesté son intention de renforcer les liens commerciaux et économiques qui unissent déjà son pays au Canada. Les perspectives pour la vente de matériel hautement spécialisé sont particulièrement intéressantes dans les secteurs de l'exploitation pétrolière et gazière, du transport de l'électricité, de l'électronique, des transports, de la défense et des machines spécialisées.

Programmes servant à encourager le commerce

Le ministère s'occupe de plusieurs programmes particulièrement axés sur l'expansion du commerce international.

Programme de développement des marchés d'exportation

Ce programme contribue à l'expansion et à l'accroissement de l'exportation des biens et services canadiens par un partage avec l'entreprise privée des risques financiers que comporte l'entrée sur de nouveaux marchés étrangers. L'aide accordée est remboursable si les résultats escomptés en termes d'exportations sont atteints. Le programme compte huit composantes, dont l'expansion intensive des marchés d'exportation, le soutien des marchés d'exportation pour les

produits agricoles, alimentaires et de la pêche, et le versement de contributions à des organismes sans but lucratif. Pour l'année financière 1982-1983, 5 474 demandes ont été présentées dans le cadre du programme; l'aide approuvée a totalisé environ 40,8 millions de \$, les versements s'étant élevés à 20,9 millions de \$. On peut donc parler d'une hausse appréciable par rapport aux chiffres de l'année précédente, qui étaient de 4 200 pour le nombre de demandes reçues, de 30,9 millions de \$ pour l'aide approuvée et de 12,8 millions de \$ pour les versements effectués.

Programme de développement des marchés d'exportation

Année financière	Demandes reçues	Demandes approuvées	Montants approuvés	Dépenses (en milliers de \$)	Budget
1979-80	3,369	2,526	21,853	11,105	7,000 ¹
1980-81	3,324	2,498	15,843	9,130	7,000 ¹
1981-82	4,200	3,064	30,929	12,792	15,000 ²
1982-83	5,474	3,909	40,846	20,879	19,109

1. Budget sur base A complété par des transferts d'allocations pour couvrir les dépenses réelles.
2. Le programme a été partiellement suspendu pendant cinq mois en 1980-1981, en attendant que des crédits supplémentaires lui soient affectés. Les engagements en vertu desquels des dépenses ont été engagés en 1981-1982 ont donc été moindres qu'en temps normal.

Programme des projets de promotion

C'est de ce programme que proviennent les fonds affectés à la présentation de la production nationale lors des foires commerciales tenues à l'étranger, à l'envoi de missions commerciales et économiques de prestige, à l'organisation de séminaires tant à l'étranger qu'au Canada, ainsi qu'à l'accueil au Canada de groupes et de missions commerciales composés de dignitaires et de gens d'affaires étrangers. Au cours de l'année financière 1982-1983, 950 entreprises auront pu faire la promotion de leurs produits dans 124 foires commerciales et kiosques d'information dans 40 pays; 700 représentants du monde des affaires canadien se seront rendus dans 65 pays dans le cadre de 70 missions commerciales et séminaires, et nous aurons accueilli au Canada 1 200 représentants du secteur des affaires et de gouvernements étrangers faisant partie de 159 missions et groupes de visiteurs. Les ventes à l'exportation générées par ces activités devraient dépasser 400 millions de \$, comparativement à une mise de fonds de 10,6 millions.

Financement des exportations et projets d'immobilisations

Au sein du ministère, la Direction du financement des exportations et des projets d'immobilisations s'assure de l'accessibilité et de la position concurrentielle des services de financement des exportations auxquels les entreprises canadiennes peuvent avoir recours, tout en veillant à ce que les services en question visent la réalisation d'objectifs commerciaux compatibles avec nos obligations internationales, et ce,

de la manière la plus économique possible. La direction a pour fonction d'examiner toutes les propositions visant l'affectation de fonds publics au soutien des ventes à l'exportation canadiennes, y compris les fonds dont l'administration relève de la SEE et de l'ACDI. Pendant l'année 1982, elle a aussi assumé une nouvelle responsabilité, soit celle de coordonner l'activité et la politique d'achat pour les projets financés par des banques de développement et d'autres organisations multilatérales.

COSTPRO et le Comité interministériel sur la facilitation du commerce international

L'Organisation canadienne de simplification des procédures commerciales (COSTPRO) est un organisme sans but lucratif dont le financement est assuré par les cotisations que lui versent ses membres du secteur privé et des gouvernements provinciaux, auxquelles s'ajoute l'aide versée par le gouvernement fédéral. COSTPRO aide les sociétés canadiennes à devenir plus concurrentielles en réduisant leurs frais généraux liés aux pratiques commerciales ainsi qu'à la documentation et à la gestion de l'information. Quant au Comité interministériel sur la facilitation du commerce international que dirige le ministère des Affaires extérieures, son mandat se ramène à deux grandes fonctions, soit coordonner la participation du Canada au Groupe de travail sur la facilitation des procédures du commerce international de la Commission économique pour l'Europe, et examiner les projets de recherche et de développement de COSTPRO dont le financement doit être assuré par le gouvernement.

Prix d'excellence à l'exportation canadienne

Ce prix, dont le ministre d'État au Commerce international doit annoncer la création en octobre 1983, lors du mois des exportations canadiennes, sera décerné chaque année pour souligner les grandes réalisations d'exportateurs canadiens et l'importance des exportations au regard du niveau de bien-être économique des Canadiens. Un comité composé d'éminents Canadiens représentant divers intérêts commerciaux sera appelé à établir les critères d'admissibilité et à faire la sélection des candidats.

Plans d'expansion des exportations

Dans le cadre de la Stratégie canadienne d'exportation pour les années 1980, le gouvernement fédéral publie des plans d'expansion des exportations à l'intention des exportateurs canadiens. Y sont décrits les débouchés qui s'offrent dans les pays constituant des marchés prioritaires, par secteur industriel. En 1982, des plans pour la Norvège, le Japon, le Brésil et la Corée sont venus s'ajouter à ceux qui avaient été publiés en 1981 pour l'Australie et le Mexique. En 1983, on prévoit publier des études à l'intention de la France, de la République fédérale d'Allemagne et de l'Arabie saoudite, de même que d'autres documents en préparation pour le Royaume-Uni et le Venezuela, outre les révisions que l'on compte apporter au document destiné à l'Australie.

Centres d'études sur le commerce international

Le ministre d'État au Commerce international a annoncé l'octroi de bourses au titre d'études supérieures en commerce international. Parmi les boursiers, huit sont inscrits à l'Université de la Colombie-Britannique, huit à l'université Western Ontario, cinq à l'École des hautes études commerciales (HEC) et huit à l'université Dalhousie. En outre, des subventions ont été accordées aux universités Western et Dalhousie, à l'École des HEC et à l'Université du Manitoba et à l'Université de la Colombie-Britannique au titre de l'élaboration des cours et de la recherche en commerce international.

Commission pour l'expansion du commerce extérieur

Cette commission créée en 1981 a pour mandat de fournir des conseils en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise en œuvre des lignes de conduite et programmes en matière de commerce extérieur. Elle s'attache d'abord à améliorer la position du Canada sur le plan des exportations. Pour être mieux en mesure de conseiller le gouvernement, la commission s'est penchée sur un certain nombre de questions dont l'imposition des Canadiens travaillant à l'étranger, la mise sur pied de Canagrex (société commerciale à caractère national), le financement des exportations, la création d'un programme de prix à l'exportation, les échanges compensés, le lien entre le commerce et l'aide, la productivité et la sensibilisation à l'exportation.

Collaboration fédérale-provinciale

L'expansion des marchés d'exportation est un domaine où la plus grande harmonie règne entre le gouvernement fédéral et les provinces. La collaboration fédérale-provinciale est encore plus fructueuse grâce aux efforts consentis de part et d'autre. La nouvelle façon de procéder permet d'éviter que les services assurés par le ministère ne fassent double emploi avec les programmes de commercialisation des exportations

dont les provinces se sont dotées pour répondre à leurs propres besoins, tout en assurant le meilleur soutien possible aux exportateurs, de la façon la plus économique qui soit. Toutes les provinces fournissent une aide précieuse au ministère en faisant connaître les avantages que comportent ses programmes.

Bureaux régionaux du MIC/MEER

Les services d'expansion du commerce des bureaux régionaux du ministère de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale dispensent aux régions les services et programmes du ministère des Affaires extérieures en matière d'expansion du commerce. Leur rôle consiste à encourager et aider les entreprises canadiennes au niveau régional. Pour ce faire, ils cherchent des moyens d'accroître les exportations du Canada afin de contribuer à la création d'emplois, à l'expansion économique régionale et à la position favorable de la balance des paiements. Les bureaux régionaux analysent et planifient le commerce extérieur, administrent des programmes de financement comme le PDME, étudient le potentiel d'exportation, recueillent des données sur les marchés et organisent des séminaires.

Programme de tourisme à l'étranger

Le personnel du ministère des Affaires extérieures dans les missions à l'étranger est chargé de la mise en œuvre du Programme de tourisme. Le secteur du tourisme au Canada contribue largement à l'économie du pays. En 1982, les dépenses à ce chapitre ont atteint plus de 17,6 milliards de \$. Ces dépenses ont représenté un peu plus de cinq pour cent du produit national brut (PNB), ont permis d'offrir des emplois directs et indirects à plus d'un million de Canadiens, ont procuré à l'État des revenus de l'ordre de 8 milliards de \$ et ont entraîné des investissements de plus de 2,5 milliards de \$. De cette somme de 17,6 milliards de \$, 3,8 milliards, ou 22 pour cent, proviennent des bénéficiaires recueillis de visiteurs étrangers. Les Affaires extérieures ont pour mandat de s'occuper de cette partie du programme.

Programmes de défense et de commercialisation de produits spéciaux

La Direction centrale de la production de défense regroupe des spécialistes de l'industrie et du commerce dont la tâche consiste à mettre au point des produits de défense destinés à être exportés à nos alliés et à d'autres nations amies. En janvier 1983, une nouvelle responsabilité lui a été confiée, à savoir celle de la commercialisation des exportations de certains produits "spéciaux", au départ les systèmes Télidon et CANDU.

La direction centrale est appelée à établir et exploiter les possibilités d'exportation de produits de défense et de matériel pouvant servir à la défense, comme les véhicules lourds; à organiser et administrer la participation du Canada à des accords bilatéraux et multilatéraux de coopération de défense dans les domaines de la recherche, de la mise au point et de la production; à venir en aide aux entreprises canadiennes qui doivent prendre contact ou négocier avec des organismes publics étrangers; et à veiller à l'application de l'Accord canado-américain sur le partage du développement industriel pour la défense et de la production de défense.

En 1982-1983, les exportations de produits de défense et de matériel connexe ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente, pour atteindre 1,45 milliard de \$. On a enregistré un accroissement des ventes aux pays européens membres de l'OTAN, ainsi qu'à d'autres pays européens amis qui n'en sont pas membres, une expansion du marché se produisant par ailleurs en Australie, en Suède et en Égypte. Avec l'ouverture de nouveaux débouchés aux États-Unis, les rencontres avec des fonctionnaires et des militaires américains

se sont multipliées, de même que les colloques, missions et foires commerciales dans les deux pays.

Lors de la 21^e Conférence sur les exportations de produits de technologie de pointe organisée par la direction centrale à Ottawa, 65 délégués commerciaux venus d'un peu partout dans le monde ont rencontré plus de 5 000 représentants du secteur des affaires canadien. Des missions de commercialisation ont été envoyées au Japon, aux États-Unis et au Brésil, trois importants marchés pour nos exportations.

Chapitre 2

INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA

États-Unis

D'une variété et d'une complexité que l'on pourrait presque qualifier d'infinies, les relations qu'entretiennent le Canada et les États-Unis sont au cœur de la politique extérieure canadienne. Depuis le début de 1982, elles ont évolué dans le climat de récession économique qui sévit des deux côtés de la frontière. Si le dialogue avec l'administration américaine s'est nettement amélioré, le Canada est demeuré sur ses gardes face au Congrès, lequel assume en matière de commerce un rôle chaque jour plus important, et est réceptif aux pressions venant de certains groupes. C'est ainsi que le Congrès a introduit des lois protectionnistes visant à satisfaire ces intérêts ou à exercer des représailles contre les pays usant de pratiques commerciales déloyales.

Parce qu'elle s'oppose à ce que le jeu des forces en présence sur le marché soit entravé, l'administration Reagan s'est dite inquiète de ce que les mesures interventionnistes adoptées par d'autres gouvernements risquent de fausser les échanges commerciaux. Au centre du débat, le programme énergétique du Canada et sa politique en matière d'investissement ont continué d'accaparer en grande partie l'ordre du jour des rencontres bilatérales, où les questions de commerce et d'environnement figuraient aussi en bonne place.

Comme il fallait s'y attendre, c'est dans un climat de tension que se sont déroulées les relations commerciales habituelles entre le Canada et les États-Unis, chacun demeurant par ailleurs le principal partenaire commercial de l'autre. Le volume des ventes que réalisent les États-Unis au Canada correspond presque à celui qui est enregistré pour l'ensemble de la Communauté européenne, et représente près du double des exportations américaines destinées au Japon, deuxième partenaire commercial en importance de notre voisin. Malgré la conjoncture économique difficile, les échanges commerciaux bilatéraux ont tout de même atteint 106 milliards de \$ en 1982. Environ 15 pour cent des exportations américaines totales nous étaient destinées, et à peu près les deux tiers de nos exportations totales sont allées aux États-Unis. Les exportations canadiennes se sont chiffrées à 59 milliards de \$, et ont donc augmenté comparativement aux chiffres de l'année précédente, pour constituer un excédent de 12 milliards de \$ en notre faveur.

En 1982-1983, le ministère a eu recours à divers moyens pour promouvoir le commerce et expliquer la politique canadienne aux dirigeants de la vie politique et du monde des affaires aux États-Unis. Des contacts plus fructueux entre fonctionnaires et ministres des deux pays ont contribué à dissiper certains malentendus, et les deux parties ont commencé à trouver des terrains d'entente à mesure que l'année avançait.

Le Premier ministre a eu des entretiens avec le président Reagan lors du sommet de l'OTAN tenu à Bonn et à l'occasion du Sommet économique de Versailles. En mars 1983, le vice-président Bush a effectué à Ottawa une visite au cours de laquelle ont été abordées plusieurs questions d'intérêt bilatéral et international, notamment celle du contrôle des armements. En mai 1982, dans l'allocution qu'il prononçait à l'université Notre-Dame lors de la collation des grades, le Premier ministre Trudeau a souligné la nécessité que les pourparlers engagés entre les deux superpuissances au sujet du contrôle des armements progressent plus rapidement.

Les ministres des Affaires étrangères des deux pays se sont réunis à plusieurs reprises. En octobre, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures de même que le secrétaire d'État américain Schultz convenaient de se rencontrer au moins quatre fois par année afin d'assurer une meilleure coordination des relations bilatérales. De plus, le ministre Lumley s'est rendu à New York en juillet pour y prendre la parole devant le Conseil national du commerce extérieur. Le ministre Regan a pour sa part eu l'occasion d'exposer les vues du Canada à Boston, en novembre, devant un auditoire composé de hauts fonctionnaires et de gens d'affaires en vue, et de nouveau à Dallas et à Houston en février 1983. Ce même mois, le ministre d'État au Développement économique et régional et aux Sciences et à la Technologie, M. Johnston, lançait à Chicago un programme de promotion du commerce au nom du ministre Regan.

Le problème des pluies acides est demeuré un grave sujet d'inquiétude pour les autorités canadiennes. Il n'y a eu aucun progrès depuis que les négociations ont été suspendues en juin 1982. Notons toutefois qu'en octobre le secrétaire d'État américain Schultz et le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, M. MacEachen, se mettaient d'accord pour que chacune des parties prépare un document de travail portant sur la lutte contre cette forme de pollution dans le cas du Canada, et sur l'état de la recherche scientifique dans celui des États-Unis. De l'avis des intéressés, cet échange de documents pourrait contribuer au règlement de ce problème de pollution atmosphérique transfrontières.

Le problème de l'élimination des déchets dangereux et toxiques dans la région des Grands Lacs et en particulier dans celle du Niagara s'est posé avec une acuité encore plus grande qu'auparavant. Quant au projet de dérivation de Garrison au Dakota du Nord, il a continué de susciter de vives inquiétudes au Canada, surtout depuis que l'administration américaine a manifesté son intention d'accroître sensiblement les fonds affectés à cet ouvrage. Pour terminer sur une note moins som-

bre, mentionnons que la Colombie-Britannique et la ville de Seattle ont vu leurs négociations progresser en vue de la signature éventuelle d'un accord visant le règlement du problème global soulevé depuis un certain temps déjà par la question de l'inondation de la vallée de la Skagit.

Tout comme ils l'avaient fait l'année précédente, les Américains se sont plaints des ennuis que leur causent certaines dispositions de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*. Les deux gouvernements ont convenu de confier au GATT le soin de trancher le litige qui porte sur certains aspects de l'application de la loi qui auraient présument des incidences sur le commerce. Réagissant aux reproches concernant les lenteurs administratives que lui adressaient les autorités américaines, l'Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE) a simplifié quelque peu le processus d'instruction des demandes. La politique énergétique nationale du Canada est toutefois demeurée une pomme de discorde, principalement pour ce qui est de la part de la Couronne et des redevances et avantages réclamés par le Canada dans le cadre du nouveau système de financement des travaux de prospection pour l'exploitation d'hydrocarbures en sol canadien.

Fidèles aux principes du libre-échange, le Canada et les États-Unis ont joint leurs efforts pour promouvoir la poursuite de la libéralisation du commerce sur la scène internationale. La récession aura cependant contribué à la montée des pressions protectionnistes. Au Canada, ce sont surtout les exportateurs de pommes de terre, de métaux, de bœuf, d'acier, de ciment et de matériel de transport en commun qui ont été touchés par les nouvelles restrictions imposées par les États-Unis. Le problème des voitures importées du Japon s'est posé sensiblement de la même manière dans les deux pays, lesquels ont adopté des mesures semblables pour y remédier. Le risque est demeuré qu'une éventuelle réglementation concernant le contenu américain ne vienne compromettre le Pacte de l'automobile. En novembre, les autorités américaines ont mis fin au moratoire qui frappait depuis un an les demandes de permis de transport transfrontières présentées par les entreprises canadiennes de camionnage.

Sur le plan des mesures protectionnistes, l'événement marquant de l'année avait trait aux exportations canadiennes de bois d'œuvre. Pour certains secteurs de l'industrie américaine du bois, les droits de coupe canadiens, c'est-à-dire les droits exigés par les provinces pour la coupe du bois debout sur les terres publiques, n'étaient pas aussi élevés qu'ils auraient dû l'être, et l'écart devait être considéré comme constituant une subvention. Pour faire ses calculs, la partie américaine se fondait sur les prix en vigueur aux États-Unis. Dans sa décision préliminaire rendue en mars 1983, le département américain du Commerce a toutefois jugé que les exportations canadiennes de bois d'œuvre à destination des États-Unis n'étaient que légèrement subventionnées, et que les droits de coupe avantageux ne constituaient pas une forme de subvention.

En ce qui concerne les pêcheries et la délimitation de la frontière maritime, signalons en particulier que les mémoires canadien et américain sur le litige concernant le golfe du Maine ont été présentés à la Cour internationale de justice, et qu'un traité concernant le saumon du Pacifique a été paraphé en février 1983. L'opposition à ce projet de traité n'a pas tardé à se manifester d'un côté comme de l'autre de la frontière.

L'hypothèse selon laquelle le gouvernement et les organismes de réglementation aux États-Unis pourraient exercer un pouvoir quelconque sur les personnes, les biens et les événements au Canada constitue depuis longtemps une source de friction entre les deux pays. Le problème a refait surface quand les autorités américaines ont imposé des sanctions touchant l'équipement des industries du pétrole et du gaz à l'Union soviétique et aux filiales des compagnies américaines à l'étranger. Le Canada et les États-Unis ont convenu d'entamer des discussions bilatérales, sur les points de droit sous-jacents de reprendre les pourparlers visant la conclusion d'une entente pour que les mesures antitrust aient préalablement fait l'objet d'avis et de consultations.

Le Canada et les États-Unis se sont entendus de sorte que chacun puisse utiliser ses propres satellites pour fournir des services de télécommunications transfrontières d'un point à un autre. Le bras canadien arrimé à la navette spatiale américaine a fait ses preuves. Grâce à la nouvelle Stratégie canadienne en matière de radiotélédiffusion, les deux pays voient s'accroître les possibilités commerciales qui s'offrent dorénavant dans le domaine de la programmation transmise par satellite.

"Sur le plan des relations de défense, l'élaboration de plans pour la défense aérienne de l'Amérique du Nord s'est poursuivie et, en février 1983, le Canada et les États-Unis signaient un accord cadre concernant la mise à l'essai d'armes. Le programme à responsabilité partagée avec la marine américaine pour la mise au point du Dispositif d'appontage et de manutention (pour les hélicoptères) a donné les résultats escomptés; l'industrie canadienne a ainsi obtenu un contrat de production de ces dispositifs dont le nombre pourrait être de 116, pour une valeur totale d'environ 400 millions de \$. Le Canada a aussi conclu une importante vente de véhicules militaires aux marines américains et à l'armée des États-Unis, pour la fourniture de blindés légers qui seront fabriqués par la division Diesel de la société General Motors. Le contrat initial, pour la vente de 60 véhicules, représente près de 30 millions de \$. Au cours des cinq années subséquentes, 969 véhicules supplémentaires seront fabriqués, pour une valeur totale de 478 millions de \$. Si toutes les options sont exercées, ce sont 1 500 véhicules qui seront fabriqués, pour des ventes totales d'approximativement 1,5 milliard de \$.

En raison de l'accent accru mis sur l'élargissement des débouchés pour le matériel de défense aux États-Unis, les rencontres avec des fonctionnaires et des militaires américains se sont multipliées, et des séminaires ainsi que des missions et des foires commerciales ont été organisés des deux côtés de la frontière.

Outre les nombreuses visites que se sont rendues des ministres et des hauts fonctionnaires canadiens et américains, la Direction générale de l'expansion du commerce au sein du ministère a pris diverses initiatives pour accroître la participation de l'industrie canadienne sur le marché américain. Les services de dix experts-conseils du secteur privé ont été retenus pour la réalisation d'études de marché dans différentes régions des États-Unis, aux fins de la commercialisation de divers produits canadiens. Ces études ont permis de découvrir des débouchés très intéressants correspondant au potentiel particulier de petites et moyennes entreprises canadiennes. Des séances d'information ont ensuite été tenues pour renseigner les représentants de l'industrie au sujet de ces débouchés et mettre au point une stratégie de mise en mar-

ché convenable. Toute l'année durant, les entreprises intéressées qui manquaient d'expérience en matière d'exportation ont pu obtenir des renseignements d'ordre pratique et s'initier au marché américain en assistant à des ateliers organisés en collaboration avec les gouvernements provinciaux et les bureaux régionaux du ministère de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale. Les délégués commerciaux travaillant dans nos missions aux États-Unis leur ont aussi fourni des renseignements de première main sur les pratiques qui ont cours dans le territoire dont ils s'occupent.

Dans le cadre de son Programme des missions et foires commerciales, le ministère a monté 30 salons d'envergure aux États-Unis au coût total de 2,1 millions de \$, en plus de coordonner la participation des exposants. Plus de 500 entreprises canadiennes y ont présenté leurs produits. D'après leurs indications, les ventes immédiates se sont élevées à 6,5 millions de \$, les ventes prévues étant estimées à 270 millions. Les responsables du programme ont de plus envoyé ou accueilli 17 missions comprenant 526 participants, pour une mise de fonds de 200 000 \$ pouvant rapporter des ventes de l'ordre de 17 millions de \$.

Cent quinze autres activités de promotion du commerce ont servi à exploiter des débouchés plus limités qui ne se prêtaient pas à l'organisation de foires ou de missions. L'objectif visé consistait à aider de petites et moyennes entreprises à profiter de débouchés qui se créent rapidement. Quelque 800 sociétés canadiennes ont ainsi pu conclure des ventes immédiates de l'ordre de 5,3 millions de \$, et compter sur des ventes futures de 20 millions de \$.

Dans le cadre des fonctions dont elle s'acquitte de façon suivie, la Direction générale de la promotion du commerce s'occupe de bien expliquer la politique canadienne aux hauts dirigeants américains. Aux gens d'affaires qui assistaient aux séminaires organisés aux États-Unis, le Canada a été présenté comme un endroit où il est possible d'investir fructueusement et en toute sécurité. En octobre, le ministère s'est associé au Niagara Institute pour organiser une conférence de deux jours réunissant des représentants des gouvernements et du monde des affaires. À cette occasion, le Premier ministre et d'autres

ministres canadiens ont pu s'entretenir avec les dirigeants de 25 grandes sociétés américaines ayant une certaine autorité, pour leur exposer la ligne de pensée du gouvernement canadien et recueillir leurs vues en retour. Cette conférence, la première du genre, s'est révélée profitable pour tous les participants.

Pendant l'année, le ministère a procédé à la mise à jour de la série de guides qu'il publie à l'intention des entreprises canadiennes exportant aux États-Unis. Ces 11 brochures renferment des données économiques sur les diverses régions des États-Unis, de même que des renseignements d'ordre général sur l'exportation et les services offerts par le ministère et ses missions commerciales établies outre-frontière. Sur la scène culturelle, nombre d'artistes, d'écrivains et d'interprètes ont exposé, se sont produits ou ont fait des tournées aux États-Unis grâce aux efforts du ministère pour faire connaître nos réalisations culturelles. La production du Vancouver East Cultural Centre de la pièce *Billy Bishop Goes to War* a été présentée au festival international du théâtre de Denver. Les Grands Ballets canadiens se sont produits au New York City Centre, et le quintette Moe Koffman a participé au festival Scotscale de Californie. Le musée canadien 49th Parallel, à New York, a présenté 15 expositions des œuvres de peintres et de photographes parmi lesquels figuraient Noel Harding et Pierre Beaugarts, ainsi que le vidéogramme d'Elke Town. Des écrivains canadiens, dont Anne Marriot, Thomas Wright, Louis Caron et Alice Munro, ont fait des tournées aux États-Unis. Lors de l'Expo Énergie 82 présentée à Knoxville, au Tennessee, qui a incidemment remporté un grand succès avec ses 11 millions de visiteurs, le pavillon du Canada avait pour thème la scène énergétique nationale.

Au printemps de 1982, les États-Unis lançaient le programme Échanges Jeunesse pour que se multiplient les échanges de jeunes originaires des sept pays participant aux sommets économiques; le Canada a réagi favorablement à cette initiative. C'est aussi pendant l'année qui nous occupe que l'Association américaine pour les études canadiennes prenait l'importante décision de se doter d'un siège permanent.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES CANADA - ÉTATS-UNIS

I. Échanges commerciaux du Canada

	Avec tous les pays ¹		Avec les États-Unis ²	
	Exportations ³ (en milliards de \$ canadiens)	Importations	Exportations	Importations (en milliards de \$ américains)
1978	53,2	50,1	33,1	30,3
1979	65,6	62,9	38,5	37,9
1980	76,2	69,3	42,0	40,7
1981	83,7	79,1	47,4	44,6
1982	84,4	67,6	47,8	38,1

II. Taux de variation (en pourcentage)

	Avec tous les pays ¹		Avec les États-Unis ²	
	Exportations ³	Importations	Exportations	Importations
1979	+ 23,4	+ 25,5	+ 16,3	+ 21,8
1980	+ 16,0	+ 10,2	+ 9,1	+ 7,4
1981	+ 9,9	+ 14,2	+ 12,9	+ 9,6
1982	+ 0,9	- 14,5	+ 0,8	- 14,6

¹ Données de Statistique Canada établies selon la valeur en douane.

² Chiffres rajustés.

³ Réexportations comprises.

III. Pourcentage de répartition des exportations et des importations en 1982

Exportations	Du Canada	Des États-Unis
Vers Canada	-	15
États-Unis	68	-
Japon	5	9
Communauté européenne	9	21

Importations	Du Canada	Des États-Unis
Vers Canada	-	15
États-Unis	70	-
Japon	5	13
Communauté européenne	7	22

IV. Principales exportations canadiennes vers les États-Unis

1. Voitures particulières et châssis
2. Gaz naturel
3. Camions, tracteurs et châssis
4. Pièces d'automobile, à l'exception des moteurs
5. Papier journal
6. Pétrole brut
7. Produits du pétrole et du charbon
8. Bois d'œuvre, résineux
9. Pâte de bois et autre
10. Métaux précieux

V. Principales exportations américaines vers le Canada

1. Pièces d'automobile
2. Voitures particulières et châssis
3. Ordinateurs
4. Moteurs d'automobile
5. Pétrole brut
6. Charbon
7. Matériel de télécommunications et équipement connexe
8. Camions, tracteurs et châssis
9. Produits chimiques

VI. Compte courant du Canada avec les États-Unis, 1982

(en millions de \$ canadiens)

Solde du commerce de marchandises		+ 11,070
Transactions sur services :		
Voyages	- 820	
Intérêt et dividendes	- 5,899	
Transport	+ 2	
Autres transactions sur services	- 5,545	
Solde des transactions sur services		<u>- 12,262</u>
Solde des opérations sur biens et services		- 1,192
Valeur nette des transferts		+ 147
Solde total du compte courant		<u>- 1,045</u>

VII. Investissement étranger¹

Investissements américains directs au Canada	54 milliards de \$
Investissements américains en valeurs mobilières au Canada	50 milliards de \$
Investissements canadiens directs aux États-Unis	18 milliards de \$
Investissements canadiens en valeurs mobilières aux États-Unis	7 milliards de \$

¹ Dernières estimations de Statistique Canada en dollars canadiens, total cumulé, fin de 1982.

VIII. Passages à la frontière

	Du Canada vers les États-Unis	Des États-Unis vers le Canada
	(en millions)	
1978	37,3	31,6
1979	34,4	31,2
1980	34,7	38,5
1981	33,6	39,8
1982	31,3	39,1

IX. Population

(en millions d'habitants)

	Canada	États-Unis
1982	24,7	231,3

Communauté européenne et Europe de l'Ouest

Les relations qu'entretient le Canada avec les pays d'Europe de l'Ouest qui font ou non partie de la Communauté européenne ont évolué de façon positive pendant l'année malgré l'existence de certains problèmes. Les visites souvent réciproques que se sont rendues des premiers ministres et des ministres sont venues confirmer certaines initiatives et en lancer de nouvelles. En mars, le Parlement britannique a adopté la *Canada Act* sanctionnant le rapatriement de la Constitution canadienne après maintes années de discussions et de négociations. Devant l'évolution de la conjoncture économique et politique, le Canada s'est employé à revitaliser ses relations avec la France et la Grande-Bretagne. Les possibilités d'échange dans les domaines des sciences et de la technologie se sont multipliées, tout comme d'ailleurs dans les secteurs de l'activité industrielle, de l'énergie et de l'environnement. Des foires commerciales, des missions de coopération industrielle et des rencontres organisées à l'intention des gens d'affaires ont servi à promouvoir les échanges commerciaux.

Nos relations commerciales avec l'Europe de l'Ouest ont surtout été influencées par l'instabilité du climat économique qui règne dans le monde. Par suite du fléchissement des prix des produits et d'une plus grande vulnérabilité face aux importations, les gouvernements ont eu davantage recours à des mesures d'anti-dumping et à l'imposition de droits compensateurs pour bloquer la vente des produits bon marché provenant d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique.

La conjoncture économique et un regain de vigueur du dollar canadien face aux devises européennes ont fait que les exportations canadiennes à destination de l'Europe de l'Ouest ont diminué de plus de 15 pour cent par rapport à 1981. Les importations ont quant à elles fléchi de 12,4 pour cent dans un volume total d'échanges commerciaux de près de 16 milliards de \$. Après les États-Unis, c'est l'Europe de l'Ouest qui représente le marché extérieur le plus important des exportations canadiennes, avec 10 pour cent du volume total. En 1982, la balance commerciale s'est élevée à plus de 1,7 milliard de \$. Nos principaux débouchés demeurent la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas, la Belgique et la France.

L'Europe de l'Ouest constitue un important débouché pour les produits agricoles comme le blé, de même que pour d'autres, dérivés des richesses naturelles, tels que les produits forestiers, les minerais de fer et le poisson. Pour ce qui est des produits finis comme les pièces d'automobile et d'avion, le matériel de télécommunications et de bureau et l'outillage industriel et agricole, la tendance amorcée il y a dix ans s'est maintenue, ces produits représentant maintenant 17 pour cent des ventes totales du Canada en Europe de l'Ouest.

C'est en Europe que se tiennent le plus grand nombre de foires commerciales mondiales; cette année, les ventes conclues grâce à la participation du ministère à ces manifestations dans le cadre de son Programme des missions et foires commerciales se sont élevées à quelque 500 millions de \$. Signalons en particulier les affaires importantes traitées par les fabricants de pièces d'automobile, les industries de l'électronique et des télécommunications et celles de l'imprimerie et de l'emballage. Parmi les projets spéciaux, mentionnons notamment la venue d'acheteurs européens au Canada, la présentation d'exposés sur les échanges composés par des

spécialistes canadiens dans de grands centres européens, et les services de consultation offerts aux entreprises canadiennes qui souhaitent participer à des foires où le ministère ne finance pas de kiosque national.

Au début de 1983, le ministère a parrainé un programme spécial visant à ouvrir de nouveaux marchés d'exportation en Europe de l'Ouest. Il a ainsi fait venir 24 délégués commerciaux d'Europe de l'Ouest qui ont participé à une série d'ateliers et de colloques dans des villes canadiennes et rencontré des représentants du monde des affaires intéressés aux stratégies d'expansion des exportations.

Communauté européenne (CE)

Le Comité mixte de coopération Canada-CE a pour mandat d'encourager et d'examiner les diverses activités de coopération commerciale et économique auxquelles se livrent la Communauté européenne et le Canada. Lors de la réunion du comité tenue à Bruxelles en janvier 1983, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures a réitéré les engagements à long terme du Canada en vertu de l'Accord cadre de coopération commerciale et économique. Le comité a approuvé pour l'année un programme de travail dans lequel l'accent devait être mis sur les possibilités de coopération accrue dans les secteurs des transports et de l'énergie. Le Symposium mondial sur l'amiante tenu à Montréal en mai 1982 et parrainé conjointement par le Canada, le Québec et la CE, est un exemple de coopération en vertu de l'accord cadre. L'amiante, la santé et la société ont été les principaux thèmes abordés à cette occasion. La signature d'un Protocole d'entente sur le recyclage du papier au début de 1983 a constitué une nouvelle manifestation de la volonté des deux parties de collaborer, aux étapes de la recherche et de la conception, à la réalisation d'un projet d'intérêt commun.

Lors des consultations semi-annuelles ordinaires, les représentants du Canada et de la CE ont discuté des diverses questions d'ordre commercial et économique portant notamment sur les industries de la chaussure et du papier journal, l'examen des droits compensateurs, les arrangements pour la fixation des prix des produits agricoles, en particulier le fromage et le blé, les pratiques des sociétés provinciales des alcools en matière de commercialisation et les démêlés des investisseurs européens au Canada avec l'Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE).

Lors de rencontres aux échelons supérieurs, les discussions ont porté sur les enjeux de la coopération industrielle dans divers domaines comme le fer et l'acier, le charbon, l'uranium, les produits forestiers, l'énergie, les transports, les sciences et la technologie (recherche médicale, traitement des déchets nucléaires, planification à long terme et évaluation) et la pollution atmosphérique. Pour ce qui est des secteurs offrant des possibilités de coopération pour l'avenir, mentionnons ceux de la recherche sur la fusion thermonucléaire, de la biotechnologie, du traitement automatique des langues naturelles, de la climatologie, de la qualité de l'eau et de la pollution transfrontalière.

Les tensions qui sont apparues entre le Canada et la CE ont surtout porté sur la vente des peaux de phoque et la pêche. Le 28 février 1983, un Conseil de ministres de l'Environnement de la CE adoptait une résolution interdisant pour une période de deux ans l'importation de peaux de blanchons

dans les pays de la CE à compter du 1^{er} octobre de la même année. Une étude de la CE, portant sur les aspects et les conséquences scientifiques du processus d'élimination des éléments malsains d'un troupeau, devait être présentée le 1^{er} septembre 1983, et une révision de la résolution en question est prévue pour le 1^{er} octobre.

Aux termes de l'Accord de pêche à long terme Canada-CE (ALT), le Canada devait obtenir des taux de droits avantageux pour l'écoulement de ses produits de la pêche sur le marché de la CE, en échange de quoi les pêcheurs de la Communauté devaient se voir accorder des quotas supplémentaires pour leurs prises dans les eaux canadiennes. Insatisfait de la façon dont la CE s'est acquittée de sa partie de l'accord, le Canada demande réparation pour manque à gagner en 1982; sa réaction a été de n'accorder qu'une faible partie des permis qui auraient normalement dû être octroyés aux bâtiments de la Communauté au début de 1983. L'avenir de l'ALT a fait l'objet d'intenses discussions et négociations entre le Canada et la CE. Les deux parties cherchent un moyen satisfaisant de régler le litige de façon à ce que l'accord serve leurs intérêts respectifs.

Le Royaume-Uni

Dans nos relations avec le Royaume-Uni, l'événement marquant de l'année aura été l'adoption par le Parlement britannique du *Canada Act* autorisant le rapatriement de la Constitution canadienne. La Grande-Bretagne est demeurée notre principal partenaire commercial en Europe; c'est en effet sur ce marché qu'a été écoulé près du tiers de nos exportations à destination de l'Europe de l'Ouest pour 1982. Sur le plan de la balance commerciale entre les deux pays, le Canada a une fois de plus enregistré un excédent qui s'est chiffré à 820 millions de \$ pour un volume total de 4,6 milliards de \$ en échanges. Le Canada a appuyé les mesures prises par la Grande-Bretagne pour défendre les îles Falkland. La visite effectuée au Canada en octobre par le secrétaire britannique au Foreign Office a contribué à renforcer les liens de longue date entre les deux pays.

France

Face à la volonté manifestée par les deux parties de consolider leurs relations, nos contacts officiels avec la France se sont sensiblement accrus. Étant donné que les Français et beaucoup de Canadiens parlent la même langue, nos échanges avec ce pays touchent tout autant la culture que l'économie. Les échanges culturels et universitaires entre les deux pays ont visiblement augmenté depuis 1980. Ce rapprochement a été souligné par les visites effectuées d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique par les premiers ministres des deux pays. Lors de son passage au Canada en avril, M. Mauroy s'est rendu à Ottawa et a également séjourné au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Lorsque le Premier ministre Trudeau s'est rendu en visite officielle en France au mois de novembre, il en a profité pour souligner la nécessité d'accroître la coopération industrielle. Il n'a pas manqué d'encourager l'industrie et le milieu des affaires français à établir des liens durables et à collaborer avec les Canadiens. Les réunions des comités mixtes scientifique et économique tenues en mars et en avril, de même que les échanges de visites entre ministres et hauts fonctionnaires des deux pays ont constitué autant d'occasions d'élargir les perspectives de coopération entre la France et le Canada.

Les négociations qui ont eu lieu à Paris en janvier 1983 pour régler le différend qui oppose le Canada et la France au sujet de la délimitation des frontières maritimes n'ont pas abouti. Ces négociations avaient débuté en 1977, après l'élargissement à 200 milles de la zone de pêche canadienne et l'établissement par la France d'une zone économique de 200 milles le long des côtes de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les navires français ont continué à pêcher en eaux canadiennes conformément à l'accord de pêche signé par la France et le Canada en 1972.

République fédérale d'Allemagne

La République fédérale d'Allemagne (RFA) a été le deuxième client en importance du Canada en Europe pour 1982; si nos exportations totales à destination de l'Europe ont fléchi de 15,8 pour cent, la baisse n'aura été que de 2,8 pour cent dans le cas de l'Allemagne de l'Ouest.

La création en 1981 d'une équipe de gestion RFA-Canada aura fortement influé sur le cours des relations entre les deux pays. En mars 1982, les hauts fonctionnaires faisant partie de cette équipe profitaient d'une rencontre tenue à Ottawa, au cours de laquelle devaient être définis les secteurs les plus susceptibles de se prêter à une coopération économique et commerciale, pour lancer un programme d'activités intensives axé sur la petite et la moyenne entreprise. Organisées dans le cadre d'un programme permanent d'information, les journées du Canada tenues à Stuttgart ont remporté un franc succès. À l'occasion d'une visite effectuée en Alberta et à Ottawa au mois d'août, le ministre allemand des Affaires économiques, M. Lambsdorff, a eu avec plusieurs ministres canadiens des entretiens qui ont permis de faire un tour d'horizon complet des relations économiques et commerciales qu'entretiennent les deux pays. Au cours du même mois, le chancelier Schmidt s'est rendu dans le Nord canadien et il a eu des entretiens avec le Premier ministre à Ottawa. En octobre, une mission représentant les industries allemandes du pétrole et du gaz a fait une tournée dans cinq provinces, où elle est entrée en contact avec plus d'une centaine d'entreprises. Le gouvernement canadien a ouvert à Munich un nouveau consulat général chargé principalement de traiter de questions commerciales.

En octobre, M. Helmut Kohl, chef de la démocratie chrétienne, a été élu chancelier après que le social-démocrate Helmut Schmidt eût été défait au *Bundestag* par une motion de censure. En novembre, le Premier ministre canadien et le chancelier Kohl ont fait des projets d'avenir lors de leurs entretiens de Bonn, profitant de l'occasion pour exprimer le souhait que les deux pays continuent d'avoir des relations chaleureuses et de coopérer.

Pays-Bas

Les Pays-Bas viennent toujours au troisième rang de nos partenaires commerciaux européens, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest. Les consultations que tiennent régulièrement les deux gouvernements dans un cadre informel sur toutes sortes de questions internationales comme les relations Est-Ouest, le dialogue Nord-Sud et les affaires des Nations Unies, sont le fondement des relations entre les deux pays. Grâce aux efforts consentis tant par le Canada que par les Pays-Bas, d'importants échanges culturels ont pu avoir lieu; signalons en particulier l'octroi de chaires de professeurs

invités à des universitaires canadiens. Les quelque 500 000 immigrants venus des Pays-Bas après la guerre ne sont certes pas étrangers au resserrement du lien qui unit les deux pays.

Pays scandinaves

Pour ce qui est de nos relations avec les pays scandinaves, ce sont les visites échangées aux plus hauts échelons qui ont constitué les faits saillants de l'année 1982-1983. Le Canada a reçu la visite du ministre de la Défense ainsi que du secrétaire général et du secrétaire d'État du ministère des Affaires étrangères de la Norvège. Il a accompli les démarches initiales pour appliquer l'Accord relatif à la mise en place du groupe-brigade canadien transportable par air et par mer (GBCTAM) en procédant à l'installation de pièces d'artillerie lourde en Norvège.

En mars 1982, le Premier ministre Motzfeldt du Groenland a effectué au Canada une première visite depuis que le Danemark a accordé son autonomie au Groenland en 1979. L'énergie et l'environnement sont au cœur des préoccupations du voisin le plus immédiat du Canada à l'Est; les négociations se sont poursuivies avec le Danemark en vue de la rédaction d'un projet d'accord sur le règlement des problèmes d'environnement marin dans la zone s'étendant entre le Canada et le Groenland. En juin 1982, le Canada et le Danemark ont mis la dernière main à un accord de coopération sur l'environnement marin.

Portugal

Nos échanges commerciaux avec le Portugal se sont considérablement accrus ces dernières années, et nos exportations à destination de ce pays représentent le double des importations qui en proviennent. Le Premier ministre portugais a effectué une visite officielle au Canada en octobre en compagnie de ses ministres des Affaires étrangères, de l'Agriculture, du Commerce et des Pêches. Les relations bilatérales en matière de pêche ont occupé une bonne partie des entretiens que nos hôtes ont eus avec leurs homologues canadiens. Conscient des problèmes auxquels les morutiers portugais doivent faire face, le Canada leur a accordé un traitement de faveur au moment de fixer leurs quotas. En retour, le Portugal a collaboré aux efforts de conservation et il a porté à un niveau record ses achats de produits de la pêche canadiens. Les Canadiens d'origine portugaise, arrivés pour la plupart ces dernières années, sont au nombre d'environ 300 000. Leur présence a contribué à renforcer les liens qui unissent les deux pays.

Espagne

Compte tenu de son adhésion à l'OTAN et du fait qu'elle pourrait prochainement faire partie de la CE, l'Espagne se rapproche chaque jour davantage du modèle européen. Lors de la visite officielle qu'il effectuait en Espagne en juin, le Premier ministre Trudeau a eu l'occasion d'aborder diverses questions d'ordre bilatéral et multilatéral avec le Premier ministre espagnol d'alors, de même qu'avec Felipe Gonzalez, chef du parti socialiste, devenu Premier ministre à l'issue des élections générales d'octobre. Les dirigeants des deux pays ont

mis tout en œuvre pour améliorer leurs relations en matière de pêche. Malheureusement, l'Espagne a continué de s'opposer à l'octroi de licences pour l'importation de produits de la pêche canadiens et n'a pas cru bon de se conformer aux mesures et règlements de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPAN) applicables aux stocks se trouvant dans les eaux adjacentes à la zone canadienne de 200 milles. Les autorités de ce pays ont toutefois fait savoir qu'elles ont l'intention de devenir partie à la Convention de l'OPAN. Les pourparlers qui ont eu lieu à Madrid en février 1983 ont permis d'annoncer un règlement de cette question épineuse qui accapare depuis plusieurs années déjà la majeure partie du temps que Canadiens et Espagnols consacrent à dialoguer entre eux.

Autres pays d'Europe de l'Ouest

Nos relations avec les autres pays d'Europe de l'Ouest ont évolué normalement. Les ministres canadiens qui participaient à des rencontres multilatérales ou à des sommets dans l'un ou l'autre de ces pays ont souvent profité de l'occasion pour s'entretenir avec leurs homologues européens. Ainsi, lorsque le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Mark MacGuigan s'est rendu au Luxembourg en mai 1982 pour assister à une réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, il a eu des consultations bilatérales parallèles avec le ministre des Affaires étrangères du pays hôte. La visite qu'il a effectuée par la suite en Belgique lui a permis d'avoir un entretien avec le ministre des Relations étrangères Léo Tindemans, qui assume par ailleurs la présidence du conseil des ministres de la CE. À nouveau au début de 1983, un séjour en Belgique et en Suisse aura permis au vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures Allan MacEachen de coprésider le Comité mixte de coopération Canada-CE, de rencontrer le président de la CE, Gaston Thorn, de prendre la parole devant le Comité du désarmement à Genève, de participer au Symposium de Davos organisé par le Forum européen de management et de s'entretenir à Berne avec le président Aubert. Il a aussi effectué une visite en Irlande.

L'importance de ces relations a aussi été mise en relief par les visites faites au Canada par des ministres de ces pays. Il convient de signaler tout particulièrement les visites que se sont rendues les chefs d'État du Canada et de la Grèce. Le Gouverneur général a séjourné en Grèce en mai en compagnie du ministre d'État aux Relations extérieures, Pierre de Bané, et le président Karamanlis de Grèce a visité le Canada en octobre. À la fin de mars 1983, le Premier ministre Papan-dreou, accompagné de plusieurs ministres, a effectué une visite officielle au Canada.

La qualité des relations qu'entretiennent le Canada et la Turquie est rehaussée par le fait que les deux pays sont membres de l'OTAN, de l'OCDE et des Nations Unies. Il est donc d'autant plus déplorable que ces relations aient été entachées par les premiers actes de terrorisme international à avoir été commis au Canada, à savoir la tentative d'assassinat sur la personne d'un diplomate turc, et l'assassinat de l'attaché militaire turc survenu ultérieurement à Ottawa.

Exportations canadiennes à destination de l'Europe de l'Ouest, par pays

	1980	1981 (en milliers de \$)	1982
Royaume-Uni	3,191,724	3,293,308	2,664,003
Gibraltar	97	159	382
Irlande	113,959	136,576	96,976
Malta	1,477	3,052	2,356
Autriche	69,430	57,401	41,394
Belgique-Luxemburg	987,829	829,372	763,114
Danemark	85,682	90,801	82,817
Espagne	222,822	196,459	189,175
Finlande	138,135	100,789	110,563
France	995,261	976,143	709,494
Grèce	128,172	74,618	75,959
Islande	8,234	9,694	6,155
Italie	988,124	916,814	691,170
Norvège	344,965	422,443	254,556
Pays-Bas	1,433,947	1,197,013	1,076,866
Portugal	100,410	92,863	121,272
République fédérale d'Allemagne	1,640,645	1,287,066	1,231,185
Suède	269,424	223,288	192,410
Suisse	372,729	213,131	218,613
Total	11,093,065	10,120,988	8,528,460

Importations canadiennes de l'Europe de l'Ouest, par pays

	1980	1981 (en milliers de \$)	1982
Royaume-Uni	1,974,280	2,376,588	1,900,774
Gibraltar	376	76	2
Irlande	100,564	117,898	128,715
Malta	2,005	2,125	2,658
Autriche	95,679	90,471	91,862
Belgique-Luxemburg	251,194	297,089	263,313
Danemark	120,071	159,448	129,009
Espagne	186,600	237,770	189,823
Finlande	66,699	97,273	96,424
France	772,602	878,587	876,787
Grèce	30,938	54,148	30,313
Islande	6,053	6,511	4,931
Italie	610,520	702,177	724,538
Norvège	80,558	169,137	92,685
Pays-Bas	263,609	295,763	267,622
Portugal	51,676	53,005	43,647
République fédérale d'Allemagne	1,455,169	1,611,460	1,382,806
Suède	416,209	445,164	366,956
Suisse	521,900	424,013	429,786
Total	7,006,702	8,018,703	7,022,649

En 1982, plusieurs événements auront contribué au maintien de liens étroits entre le Canada et le Vatican. Au mois de mai, deux Canadiens, le frère André Bessette et mère Marie-Rose Durocher, ont été béatifiés et, le 10 octobre, mère Marguerite Bourgeoys est devenue la première Canadienne à être canonisée. Le Vatican a également annoncé que Sa Sainteté le pape se rendrait en visite au Canada en 1984.

Europe de l'Est

Du début à la fin de l'année 1982, les relations Est-Ouest sont demeurées tendues pour diverses raisons. Toutefois, avec la fin du règne de Brejnev et la désignation de Youri Andropov au poste de secrétaire général est apparue la possibilité que puissent surgir de nouvelles chances d'instaurer un climat politique plus serein. D'éventuels progrès dans les pourparlers de Genève sur le contrôle des armes nucléaires pourraient, dans ce contexte, revêtir une importance capitale.

Les graves inquiétudes suscitées par la situation en Pologne ne se sont pas relâchées. Suite à l'imposition de la loi martiale le 13 décembre 1981, le Canada et ses alliés de l'OTAN ont adopté des mesures destinées à marquer aux autorités polonaises et surtout à l'Union soviétique leur désapprobation des violations des droits fondamentaux des Polonais. Malgré la levée de la loi martiale en décembre 1982, le Canada et ses alliés ont préféré maintenir ces mesures jusqu'à ce que leur ait été démontrée la volonté du gouvernement polonais de favoriser la réconciliation nationale.

Les événements de Pologne n'auront certes pas contribué à la détente. Lors de la rencontre de Madrid de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), tenue en février 1982, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN les ont dénoncés comme étant des violations de l'Acte final d'Helsinki. Ce n'est qu'en novembre, après un ajournement de huit mois, que les participants à la conférence se sont remis à la tâche pour parvenir éventuellement à une conclusion qui devrait, comme le Canada et ses alliés le soulignent avec insistance, être équilibrée et précise et tenir compte de l'importance qu'accordent les pays occidentaux à l'application de l'Acte final.

Pendant cette période où les relations Est-Ouest étaient tendues et où s'opérait la transition du pouvoir dans la hiérarchie soviétique, le Canada n'a rien ménagé pour éviter que ne soit rompu le dialogue politique capital entre l'Est et l'Ouest. En novembre, pour la première fois depuis l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques en 1979, des pourparlers diplomatiques de haut niveau ont eu lieu entre le Canada et l'Union soviétique. Le sous-ministre chargé de la politique étrangère, M. de Montigny Marchand, dirigeait alors une délégation qui s'est rendue à Moscou pour y avoir des entretiens visant la reprise partielle du dialogue dans les secteurs auxquels le Canada s'intéresse plus particulièrement, notamment celui des échanges de scientifiques et d'universitaires. Le Premier ministre est lui aussi allé à Moscou en novembre pour assister aux obsèques de Léonid Brejnev et rencontrer les nouveaux dirigeants soviétiques.

Comme par le passé, le Canada a jugé préférable de conserver un caractère individuel à ses relations avec chacun des pays d'Europe de l'Est en raison des avantages qu'il est susceptible d'en retirer sur le plan des échanges commerciaux et autres, et parce que ce type de lien contribue au dialogue et pourrait éventuellement réduire les tensions entre l'Est et l'Ouest.

Nos relations commerciales avec les pays d'Europe de l'Est se sont donc déroulées dans un climat tendu et n'ont pu que se ressentir des graves difficultés économiques avec lesquelles la plupart d'entre eux continuent d'être aux prises, en particulier la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie. Les exportations canadiennes à destination de l'Europe de l'Est se sont accrues de 10 pour cent en 1982, pour atteindre 2,5 milliards de \$. Nos importations en provenance de cette région du monde ont toutefois diminué de 31 pour cent pour n'être plus que de 241 millions de \$, ce qui a concouru avec la baisse générale des importations canadiennes pour l'année à l'étude.

L'URSS, la Pologne, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie ont été nos principaux clients. En 1982, près de 90 pour cent de nos exportations destinées à l'Europe de l'Est ont consisté en produits agricoles, principalement des céréales. Notons toutefois que plusieurs centaines de sociétés canadiennes y ont trouvé des débouchés pour toute une gamme d'autres produits comme les machines et pièces d'équipement, les pâtes et papiers, les avions, les machines industrielles et agricoles, le matériel téléphonique et les véhicules automobiles. Des entreprises canadiennes ont poursuivi les travaux qui leur avaient été confiés dans le cadre de projets de grande envergure dans des pays d'Europe de l'Est.

Les foires et missions commerciales constituant de bons moyens de promouvoir les exportations canadiennes en Europe de l'Est, le Canada a participé à six foires commerciales pendant la période qui nous intéresse. Environ une demi-douzaine de demandes visant la réalisation de projets en Europe de l'Est ont été examinées dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME).

Outre les nombreuses missions commerciales organisées de part et d'autre et composées de gens d'affaires représentant différentes sphères de l'activité industrielle, le Canada a eu des consultations commerciales bilatérales avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Le Gouverneur général s'est rendu en Roumanie en mai; le Premier ministre a visité la Yougoslavie en juin en compagnie d'un groupe de représentants du monde des affaires; le ministre hongrois des Affaires étrangères a effectué une visite au Canada en juin, et le ministre d'État au Commerce international a séjourné en Hongrie en janvier 1983 à la tête d'une mission composée de gens d'affaires.

Les échanges compensés, qui consistent à troquer les marchandises et services importés pour des biens produits localement, acquièrent de plus en plus d'importance dans les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest. Le ministère des Affaires extérieures et l'Association des exportateurs canadiens (AEC) ont parrainé conjointement des exposés présentés à Toronto, Montréal et Calgary pour faire connaître cette nouvelle forme de mise en marché aux exportateurs canadiens.

Dans ses relations commerciales avec les pays de l'Est, le Canada ne manque pas de faire entrer en ligne de compte d'autres considérations de politique extérieure. À l'instar de ses alliés au sein de l'OTAN et du Japon, il se conforme à l'embargo décrété par le Comité de coordination chargé de la surveillance des exportations stratégiques (COCOM) sur la vente de matériel et de technologie militaires aux pays de l'Est. À l'occasion de sa rencontre aux échelons supérieurs, en janvier 1982, le COCOM a réitéré ses objectifs stratégiques

après les avoir passés en revue, et il a recommandé des mesures destinées à renforcer le système actuel de surveillance.

Mentionnons en outre que le Canada figurait parmi les signataires des communiqués émis à l'issue de la réunion de l'OTAN et du sommet de Versailles en juin. Dans les deux cas, les signataires s'engageaient à exercer une certaine prudence dans l'octroi de crédits à l'exportation aux pays membres du Pacte de Varsovie. Lors de leur rencontre d'octobre tenue à Québec, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ont convenu de procéder à un examen global des relations économiques Est-Ouest; en prévision de la réunion qui devait avoir lieu en avril 1983, un comité spécial a été chargé de déterminer quelles techniques de pointe il y aurait lieu d'ajouter à la liste de celles dont le transfert est jugé par le COCOM comme risquant d'être contraire aux intérêts des pays occidentaux en matière de sécurité.

En 1982, le Canada et l'URSS ont poursuivi leurs négociations en vue de la signature éventuelle d'un accord bilatéral de pêche. Les grands objectifs du Canada sont de préciser davantage la clause concernant la conservation des stocks au-delà de la zone des 200 milles, et d'obtenir de meilleures garanties pour la vente des produits de la pêche canadiens. L'accord en vertu duquel avait été créée la Commission mixte de consultation sur les pêcheries a pris fin le 31 décembre 1982.

Le Canada a amorcé des consultations avec la Yougoslavie et des négociations avec la République démocratique allemande (Allemagne de l'Est) en vue d'accélérer le règlement de réclamations toujours en suspens faites par des citoyens canadiens auprès de chacun de ces pays. Pour ce qui est de la Yougoslavie, il y a eu échange de vues préliminaire en septembre 1982, après quoi une première ronde de consultations a pu avoir lieu à Belgrade, en février de l'année suivante.

En ce qui a trait aux réclamations présentées à la République démocratique allemande par des Canadiens, une liste officielle des réclamations non réglées a été présentée aux autorités est-allemandes à la fin de 1982, et la première ronde de négociations s'est tenue à Berlin-Est en avril 1983. Une deuxième ronde de négociations devrait avoir lieu avec la Yougoslavie et la République démocratique allemande en 1983-1984; la Section des réclamations du ministère a bon espoir qu'elle permettra de parvenir à un règlement satisfaisant pour les deux parties.

Asie et Pacifique

En 1982, le champ déjà assez vaste des relations qu'entretient le Canada avec les pays de l'Asie et de la région du Pacifique a continué de s'élargir, et nos exportations à destination de cette partie du monde ont enregistré une augmentation de plus d'un demi-milliard de \$. Le Japon est l'un des pays avec lesquels le Canada entre régulièrement en consultation, par exemple lors des sommets économiques, et il vient toujours au deuxième rang de nos partenaires commerciaux. Pour ce qui est de nos relations avec la Chine, elles se fondent sur une longue tradition de bonne volonté, illustrée par la rapidité avec laquelle le Canada a reconnu la République populaire. Nos échanges commerciaux et culturels avec ce pays se sont accrus en 1982. Nous commerçons aussi beaucoup avec la République de Corée et Hong Kong. En outre,

ces dix dernières années, la stabilité et la qualité des relations que nous avons entretenues sur le plan politique avec les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) auront favorisé une expansion rapide des échanges commerciaux.

Le dialogue auquel se livrent présentement le Canada et les nations de la région du Pacifique sur la question de la création d'un éventuel marché commun du Pacifique montre toute l'importance que revêt cette région au regard de la promotion de nos intérêts. La création en mars 1983 d'un comité chargé de mettre sur pied la Fondation de l'Asie et du Pacifique a constitué un événement digne de mention qui vient concrétiser l'intérêt que le Canada porte à la région, et sa volonté d'y favoriser un climat de compréhension réciproque et de collaboration.

L'augmentation du nombre des visites officielles est une nouvelle preuve de l'intérêt que ne cesse de susciter la région au Canada. En juin, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a assisté à la réunion annuelle des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE, à laquelle se sont aussi rendus les autres partenaires des Dialogues, soit l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, les États-Unis et la Communauté européenne; le ministre canadien des Affaires extérieures et le ministre japonais des Affaires étrangères ont tenu leur troisième consultation annuelle au Canada en octobre, et les premiers ministres d'Australie et de Nouvelle-Zélande, ainsi que les présidents du Pakistan et de la République de Corée, se sont rendus au Canada. En janvier 1983, le Premier ministre canadien a effectué une tournée de la région qui l'a mené dans les cinq pays membres de l'ANASE, à Brunei et au Japon et, le mois suivant, le ministre d'État au Commerce international a eu à Tokyo des entretiens avec ses homologues des États-Unis, de la CE et du Japon. Des ministres fédéraux et provinciaux ont effectué des visites en Australie, en Chine, au Japon, en République de Corée, en Inde et en Thaïlande, dans la plupart des cas pour y promouvoir les échanges commerciaux avec le Canada.

En matière d'affaires publiques, la principale cible du programme canadien réalisé dans la région est le Japon et, à un degré moindre, d'autres pays d'Asie et du Pacifique. Parmi les 94 activités de promotion organisées en 1982, il y a eu 16 foires commerciales et de nombreuses missions composées de représentants commerciaux et du monde des affaires, dont 51 sont venues au Canada et 27 se sont rendues à l'étranger. Par rapport à l'année précédente, les projets ont augmenté de 56 pour cent. Plus de 400 sociétés canadiennes ont ainsi pu conclure des transactions dont la valeur a dépassé 1,2 milliard de \$.

Japon

Le nouveau Premier ministre japonais élu l'an dernier s'est révélé dynamique. Dès le début de son mandat, il a pris, en matière de politique extérieure, d'importantes décisions qui témoignent d'une vision plus internationaliste que celle de son prédécesseur. Le Japon représente pour le Canada une importante source de capitaux d'investissement et de techniques de pointe; le dialogue amorcé avec ce pays s'est poursuivi notamment dans le cadre des consultations annuelles des ministres des Affaires étrangères et des consultations bisannuelles sur les sciences et la technologie, de même qu'au sein du Comité de coopération commerciale Canada-Japon et

du Comité économique mixte. Une importante mission japonaise qui avait séjourné au Canada pendant l'année pour se renseigner au sujet des pratiques de l'AEIE, du Programme énergétique national et de la situation syndicale a conclu que le Canada représente un bon marché pour les investissements japonais à long terme.

Les exportations canadiennes à destination du Japon se sont légèrement accrues par rapport à l'année précédente pour atteindre 4,6 milliards de \$. Notons par ailleurs que notre excédent commercial a enregistré une hausse sensible, passant de 460 millions de \$ à 1 milliard de \$. Celle-ci est attribuable en bonne partie à la réduction des importations d'automobiles et de camions de fabrication japonaise. Les négociations concernant le contingentement des exportations de voitures japonaises au Canada pour 1982 et 1983 ont occupé une bonne partie du temps des titulaires successifs du poste de ministre d'État au Commerce international, MM. Lumley et Regan. En août 1982, après des mois de négociations, M. Lumley annonçait la conclusion d'une entente établissant les contingents à cet égard et, en février de l'année suivante, M. Regan faisait savoir qu'une entente provisoire de même nature avait été conclue pour les six premiers mois de 1983.

Chine

Nos relations bilatérales avec la Chine se sont intensifiées, ce pays ayant manifesté sa volonté de tirer avantage de la technologie et du crédit étrangers pour se moderniser. Parmi les faits saillants de l'année, signalons le grand nombre de visites à caractère technique, culturel et commercial. Les ministres canadiens de la Défense, du Sport amateur et de la Santé et du Bien-être social ont également effectué des visites en Chine. La visite de Mme Bégin, ministre de la Santé, a fourni l'occasion d'établir dans quelles sphères de la médecine un programme de coopération pourrait être mis en œuvre, et de signer un accord concernant le jumelage de l'Université de Toronto et du Collège médical de Sichuan. Depuis la signature de l'entente sino-canadienne sur l'éducation, il y a maintenant quatre ans, plus de 1 300 universitaires et étudiants chinois sont venus fréquenter des établissements d'enseignement canadiens. Sur le plan culturel, mentionnons la visite de la réputée cantatrice Maureen Forrester en Chine, et la tournée du cirque de Wuhan au Canada.

La Chine constitue toujours notre plus important débouché après le Japon dans la région du Pacifique, nos ventes s'y chiffrant à 1,2 milliard de \$. Le blé, les métaux et les minerais, la pâte de bois et le caoutchouc synthétique sont demeurés nos principaux produits d'exportation. Quant à nos importations en provenance de la Chine, elles consistent surtout en textiles. Nous importons aussi entre autres des produits agricoles, de l'artisanat et du mobilier chinois.

La huitième assemblée du Comité mixte du commerce Canada/Chine a eu lieu à Ottawa, en mai. Le programme chinois de modernisation offre des possibilités intéressantes aux fournisseurs canadiens dans les secteurs liés à l'exploitation des richesses naturelles, notamment la foresterie, l'extraction minière et l'agriculture, de même que dans le secteur de la technologie de pointe.

Quelque 2 500 immigrants chinois sont arrivés au Canada en 1982, ce qui porte leur nombre total à 26 000 environ depuis la signature en 1973 de l'entente concernant la réunion des familles.

République de Corée et Hong Kong

Nos exportations à destination de la République de Corée et de Hong Kong ont augmenté en 1982. Si notre balance commerciale est demeurée déficitaire dans un cas comme dans l'autre, il faut néanmoins noter que les débouchés pour nos produits y sont de plus en plus intéressants. Dans son plan d'expansion des exportations pour la Corée, publié en 1982, le Canada a établi que les secteurs offrant les meilleurs débouchés pour ses biens et services sont ceux de l'énergie nucléaire, des produits énergétiques, des télécommunications, des céréales, de la construction d'avions et de la pâte de bois. En août 1982, à l'occasion de la première visite à avoir jamais été faite au Canada par un président coréen, le président Chun Do Huwan s'est fait accompagner par des représentants du monde des affaires, par des ministres de son cabinet et par des hauts fonctionnaires qui ont pu avoir des entretiens avec leurs homologues canadiens.

Asie du Sud et du Sud-Est

La situation géographique stratégique de ces pays n'a pas laissé les superpuissances indifférentes, d'où les luttes que se livrent la Chine, l'URSS, les États-Unis et le Japon dans la région afin d'y promouvoir leurs intérêts et d'y asseoir leur pouvoir. Des ministres canadiens ont continué d'appuyer les efforts de l'ANASE pour qu'intervienne au Cambodge un règlement pacifique garantissant le retrait des troupes vietnamiennes et le droit de la population khmère à l'autodétermination.

C'est en Asie et dans la région du Pacifique que sont réalisés les programmes canadiens d'aide au développement les plus importants. Les Canadiens ont été directement touchés par l'exode massif des réfugiés indochinois, dont plus de 70 000 sont venus s'établir au Canada depuis 1975; ils sont aujourd'hui mieux renseignés au sujet de la situation qui règne en Asie du Sud-Est. Le Canada a versé plus de 2 millions de \$ au titre des opérations de secours à l'intention des réfugiés cambodgiens, en 1982.

Nos dirigeants ont aussi continué d'appuyer les démarches tentées à l'échelle internationale pour que les troupes soviétiques acceptent de se retirer d'Afghanistan afin de laisser la population afghane se doter du gouvernement de son choix sans subir d'influence extérieure. On est à mettre sur pied un Regroupement de coopération régionale en Asie du Sud au sein duquel le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka seront encouragés à s'entraider. Cette initiative est vue d'un bon œil par le Canada, qui la perçoit comme une étape importante franchie dans le sens d'une coopération accrue entre les pays de la région. L'accent est surtout mis sur la coopération technique et les échanges de spécialistes et de connaissances dans des domaines comme les communications et la météorologie.

Avec le soutien et la participation du ministère, des gens d'affaires canadiens ont pu créer le Conseil commercial Canada-Inde, tenir à Toronto, en novembre, une Conférence sur les débouchés au Canada et en Inde, et organiser une mission commerciale qui s'est rendue en Inde en février 1983.

Les relations entre le Canada et le Pakistan ont été rehaussées par la visite effectuée à Ottawa par le président Zia en décembre 1982. Les entretiens, jugés utiles, ont alors porté sur les relations commerciales bilatérales ainsi que sur le problème de la présence de réfugiés afghans au Pakistan. Le Canada a en outre établi des relations diplomatiques avec les Maldives.

ANASE

Le Canada a exprimé sa ferme intention de resserrer ses liens économiques et commerciaux avec les pays membres de l'ANASE, soit l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. L'Accord de coopération économique signé avec l'ANASE en 1981 est entré en vigueur le 1^{er} juin 1982. Il doit servir à élargir le cadre des consultations. L'intérêt toujours plus grand que présente la région a été mis en évidence lors de la deuxième conférence "Ouverture sur le Pacifique" tenue à Toronto en février 1982.

Un certain nombre d'entreprises canadiennes ont beaucoup investi dans les pays de l'ANASE, et plusieurs banques canadiennes y possèdent des succursales. Nos échanges commerciaux avec ces pays se sont élevés à 1,1 milliard de \$, nos exportations s'accroissant de 27 pour cent par rapport à 1981, ce qui a eu pour effet de hausser de 66 pour cent l'excédent de notre balance commerciale. Cette augmentation est attribuable pour une bonne part à nos ventes de produits finis à valeur ajoutée élevée tels que les machines, les avions et les locomotives.

La coopération au développement revêt beaucoup d'importance dans le contexte de nos relations avec les pays de l'ANASE. La troisième session du Dialogue entre le Canada et l'ANASE s'est déroulée à Manille en mai 1982. Ayant débordé le cadre de la relation qui existe normalement entre le pays donateur et le pays bénéficiaire de l'aide, les Dialogues ont témoigné de plus en plus de la volonté manifestée tant par le Canada que par les pays de l'ANASE d'innover en assurant une participation et un contenu locaux dans les projets de développement. Parmi les secteurs susceptibles de se prêter à ce genre de coopération, mentionnons ceux de l'agriculture, de la foresterie, de l'énergie, des sciences et de la technologie, des transports, des communications, du perfectionnement des ressources humaines, de l'information et de la culture.

Vingt sociétés et candidats à des coentreprises ont participé à CANEX 82, une importante exposition tenue à Singapour en juin. Cette manifestation financée par l'ACDI visait à promouvoir le transfert de la technologie canadienne au profit d'entreprises établies dans les pays de l'ANASE. Parmi les autres événements marquants de l'année, signalons la signature d'une entente de coopération nucléaire avec l'Indonésie, et celle d'un accord concernant l'assurance des investissements étrangers, d'un accord concernant la coopération au développement et d'un dernier sur le transfèrement des délinquants avec la Thaïlande.

Australie et Nouvelle-Zélande

Élu le 5 mars 1983, le nouveau Premier ministre australien, M. Robert Hawke, a déclaré avoir l'intention de resserrer les liens économiques et commerciaux qui unissent le Canada et l'Australie. C'est sensiblement pour le même motif qu'a été prise la décision d'établir à Perth un nouveau Consulat général du Canada, dont l'ouverture remonte au mois de mai.

Nos échanges commerciaux avec l'Australie ont connu une baisse en 1982 en raison des problèmes que pose la récession actuelle. Toutefois, les débouchés pour les exportations canadiennes en Australie offrent de bonnes perspectives d'expansion et de diversification. Les importations de l'Australie consistent, dans une proportion supérieure à 66 pour cent,

en biens d'équipement comme les machines, le matériel de transport et les biens de consommation durables de toutes sortes; ses besoins à cet égard touchent des secteurs où le Canada a fait ses preuves en tant qu'exportateur. En 1982, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont chiffrés à 1,1 milliard de \$.

Pour ce qui est de nos échanges commerciaux avec la Nouvelle-Zélande, ils ont dépassé 300 millions de \$, nos exportations s'accroissant de 13 pour cent par rapport à 1981. Les débouchés sont nombreux et variés pour les biens de consommation durables, les denrées alimentaires, les machines, le matériel forestier et l'équipement électronique.

Pacifique Sud

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la deuxième phase du projet OK Tedi d'extraction de cuivre et d'or, dans lequel sont investis 1,7 milliard de \$, doit en principe débiter en 1984. Si la première phase s'est révélée quelque peu décevante pour les entreprises canadiennes, les choses se présentent mieux pour la seconde, compte tenu de l'expérience que possède le Canada dans la fabrication de pièces d'équipement pour l'extraction, la manipulation et la transformation des minéraux.

Afrique et Moyen-Orient

Au Moyen-Orient, c'est l'escalade de la violence qui aura surtout retenu l'attention et ce, malgré le retrait intégral des Israéliens de la péninsule du Sinaï en avril. Un renversement complet de la situation s'est produit le 6 juin 1982 avec l'invasion du Liban par Israël, ce qui a entraîné à Beyrouth même de graves hostilités. Les deux appels lancés par le Conseil de sécurité des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu et du retrait des troupes israéliennes ont été ignorés. Dans une lettre qu'il adressait à son homologue israélien, le Premier ministre Trudeau n'a pas manqué de souligner la vive opposition du gouvernement canadien à l'invasion israélienne. Deux atrocités commises en septembre, à savoir l'assassinat du président-élu Béchir Gemayel et les massacres de réfugiés palestiniens perpétrés par les phalanges libanaises dans deux camps près de Beyrouth, ont considérablement intensifié l'attention que suscitait déjà, sur le plan régional et international, le cours tragique des événements au Liban.

Le Canada n'a jamais cessé de préconiser l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, de même que le retrait de toutes les forces étrangères sauf celles qui s'y trouvaient à la demande expresse du gouvernement libanais.

Quant aux initiatives de paix sur la scène régionale, le gouvernement canadien a continué de prôner un règlement pacifique équitable, global et durable qui assurerait le bien-être et la sécurité d'Israël à titre de nation indépendante au Moyen-Orient, et permettrait aux Palestiniens de participer pleinement aux négociations qui détermineront leur avenir tout en leur reconnaissant le droit de fonder un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Des initiatives de paix ont été proposées par le président Reagan, de même qu'à l'occasion du sommet arabe de Fez, au Maroc, à l'automne 1982; toutefois, en mars 1983, on ne constatait encore aucune amélioration appréciable ni de la situation au Liban ni des perspectives de paix sur la scène régionale. La récurrence des hostilités au Liban a été tout par-

ticulièrement décourageante. De plus, la stabilité régionale fut encore menacée par les conflits qui ont continué de sévir entre l'Iran et l'Iraq, infligeant d'importantes pertes et faisant de nombreuses victimes dans les deux camps.

Le Canada a poursuivi ses efforts afin de renforcer et d'intensifier ses relations bilatérales politiques et économiques avec les pays du Moyen-Orient, notamment en ouvrant une ambassade à Amman, en Jordanie, pour satisfaire à la fois ses intérêts politiques et d'expansion du commerce. Par rapport à l'année précédente, nos exportations totales se sont légèrement accrues, alors que nos importations ont enregistré une baisse appréciable. L'Arabie saoudite demeure notre débouché le plus important dans cette région.

En janvier 1982, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Herb Gray, s'est rendu à Jérusalem à la tête d'une délégation canadienne devant participer à une réunion du Comité économique mixte Canada-Israël, au cours de laquelle a été signée une lettre d'entente visant l'élargissement de la coopération commerciale, économique et industrielle entre les deux pays. En mars, une mission commerciale pluri-sectorielle a séjourné à son tour en Israël sous l'égide du ministère. En janvier 1982 également, le ministre de l'Énergie, Marc Lalonde, a effectué des visites en Arabie saoudite, en Égypte et au Koweït pour y promouvoir nos relations commerciales avec ces pays et la coopération dans le domaine de l'énergie. Lors de sa visite au Caire, Canadiens et Égyptiens ont publié une déclaration conjointe concernant la coopération nucléaire et un accord de coopération a ensuite été signé en mai à Ottawa. Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'Égypte s'est rendu en visite officielle au Canada en novembre, en préparation de la visite d'État du président Moubarak en janvier 1983.

Parmi les autres échanges notables destinés à favoriser l'élargissement de nos relations avec les pays du Moyen-Orient, notons la conclusion avec l'Iraq d'une entente sur la coopération commerciale, économique et technique, de même que la tournée de la région effectuée en janvier 1983 par le ministre d'État au Commerce international, Gerald Regan, cette tournée l'ayant mené à Oman, au Koweït, dans les Émirats arabes unis et en Arabie saoudite.

En Afrique, déchirée par des dissensions intestines, l'Organisation de l'unité africaine a jugé préférable de ne pas tenir son sommet annuel à deux reprises. Dans la guerre civile qui sévit au Tchad depuis maintenant 17 ans, la force panafricaine de maintien de la paix s'est retirée du pays après que Hissène Habré se fût emparé de la plus grande partie du territoire et eût assumé la présidence. Les États africains n'ont pas encore réussi à s'entendre au sujet du Sahara occidental. Un nouveau coup d'État est survenu en Haute-Volta. L'expulsion des travailleurs étrangers illégalement résidents du Nigéria au début de 1983 a porté un dur coup aux ressources du Togo et du Bénin, pays que devaient traverser les réfugiés pour retourner au Ghana, un État qui a dû accueillir environ 500 000 de ses citoyens rentrant chez eux.

L'Afrique du Sud a continué d'occuper illégalement la Namibie. Le Groupe de contact des pays occidentaux, dont font partie le Canada, la France, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne et les États-Unis, a multiplié ses efforts pour négocier une transition pacifique menant à l'indépendance de la Namibie. En octobre 1982, les ministres des Affaires étrangères des cinq pays membres du Groupe de contact

réunis pour une deuxième fois cette même année se sont déclarés satisfaits de l'issue des consultations tenues un peu plus tôt avec les Pays de ligne de front, la South West Africa People's Organization (SWAPO) et l'Afrique du Sud et dont on avait fait part au Secrétaire général des Nations Unies. Parmi les questions toujours en suspens au début de 1983, signalons l'exigence formulée par l'Afrique du Sud, avec l'appui des États-Unis, pour que son retrait de la Namibie soit rattaché à celui des troupes cubaines d'Angola.

Parce que leur situation économique est moins précaire que celle d'autres pays du continent africain, les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique australe, de même que le Cameroun, demeurent des partenaires commerciaux importants. En 1982, les exportations canadiennes de marchandises à destination de l'Afrique se sont élevées à 1,7 milliard de \$, les importations atteignant approximativement 682 millions de \$. L'Algérie, l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc ont constitué nos principaux débouchés.

Parmi les diverses activités de développement et de promotion auxquelles le gouvernement canadien a eu recours pour accroître ses ventes, signalons en particulier une série de conférences sur les débouchés d'exportation en Afrique qui ont attiré plus d'un millier de gens d'affaires canadiens et de représentants africains à Montréal, Toronto, Halifax et Edmonton. Parmi les secteurs jugés les plus intéressants figuraient ceux de l'électrification, de l'énergie, des télécommunications, des transports et de la foresterie.

En mars 1982, la Banque africaine de développement (BAD) a envoyé au Canada une mission chargée d'expliquer à des gens d'affaires de toutes les régions du pays les avantages que les Canadiens pourraient retirer des arrangements qu'elle est disposée à leur offrir. Le Canada s'est associé à la BAD au début de 1983.

Des rencontres bilatérales ont eu lieu avec l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et le Cameroun au sein de comités mixtes. Les intéressés ont ainsi eu l'occasion d'examiner leurs relations commerciales et économiques, notamment les programmes canadiens d'aide et de crédit.

Les visites qu'ont effectuées des ministres tant canadiens qu'africains, en Afrique ou au Canada, selon le cas, sont demeurées la pierre angulaire des relations bilatérales. Il convient de signaler particulièrement la tournée effectuée en janvier 1982 par le ministre d'État au Commerce international Lumley au Kenya, au Zimbabwe et au Swaziland, à l'issue de laquelle ont été signés cinq importants contrats visant la fourniture de biens et de services canadiens. En mars de l'année suivante, le ministre d'État aux Relations extérieures, Charles Lapointe, s'est arrêté au Cameroun, au Mali, en Guinée et au Nigéria lors de son deuxième séjour en Afrique. Les présidents de la Somalie, du Cameroun et de la Guinée ont effectué des visites au Canada vers la même époque.

Le ministère a organisé des missions commerciales dans divers secteurs, dont le tourisme au Maroc et en Algérie, le matériel de transport urbain en Arabie saoudite et en Égypte, ainsi que le matériel de télécommunications et de pêche en Arabie saoudite et dans les États du Golfe. Des sociétés canadiennes ont également été invitées à participer aux foires commerciales d'Alger et de Bagdad, ainsi qu'à des foires sectorielles comme le Salon du foyer en Arabie saoudite et la semaine commerciale d'Abidjan.

Lors de la troisième réunion ministérielle annuelle de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (la CCDA), le Canada a contracté un premier engagement au titre d'un projet de grande envergure parrainé par la CCDA, à savoir la réfection du chemin de fer Nacala-Entrelagos. L'objectif visé est de moderniser la portion du chemin de fer qui relie le Malawi à la Zambie après avoir traversé le Mozambique, entre Nacala dans le nord du Mozambique et Entrelagos à la frontière du Malawi. Ces pays sans littoral pourront ainsi avoir accès à des installations portuaires.

Amérique latine et Antilles

La majorité des pays d'Amérique latine et des Antilles ont connu de graves difficultés économiques en 1982. L'instabilité politique et les soulèvements civils ont accaparé l'attention du monde comme jamais auparavant. Mentionnons en particulier l'accroissement de la violence en Amérique centrale, et le conflit des îles Falkland.

Le Canada a joint sa voix à celle de nombreuses autres nations pour condamner la violation par l'Argentine de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, ce pays ayant en effet eu recours à la force militaire pour régler un litige international. À l'instar de la Communauté européenne et d'autres pays, le Canada a décrété un embargo sur toutes les ventes de matériel et de fournitures militaires à l'Argentine, suspendu l'octroi de crédits à l'exportation et cessé les importations de toutes les marchandises en provenance de l'Argentine. Il a cependant choisi de se montrer correct dans ses relations avec l'Argentine pendant toute la durée de la crise; depuis que les hostilités ont cessé, les deux parties se sont prononcées en faveur du rétablissement de relations normales.

Le sous-comité de la Chambre des communes chargé d'étudier les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles a déposé en novembre son rapport final dans lequel il analyse les relations que le Canada a entretenues avec les pays d'Amérique latine ces dix dernières années. Conscients de ce que divers pays de la région sont aux prises avec des problèmes à la fois graves et complexes, ses auteurs réaffirment la volonté du Canada d'utiliser de son influence quand il en a la possibilité pour favoriser le recours à des solutions pacifiques de préférence à la confrontation armée et à la violation généralisée des droits de la personne. Les membres du sous-comité ont aussi majoritairement recommandé que le Canada devienne membre à part entière de l'Organisation des États américains (OEA).

De nouveaux gouvernements ont été élus au Mexique, au Honduras, en République dominicaine, au Costa Rica et en Colombie. En Bolivie, l'arrivée au pouvoir d'un régime qui a promis de rétablir la démocratie a été bien accueillie. En Argentine, le président Galtieri a été déposé et la nouvelle junte a promis de tenir des élections générales. Des élections controversées ont eu lieu en mars au Salvador, pays où la violence est quotidienne. Au Guatemala, les élections frauduleuses ont été suivies d'un coup d'État à l'issue duquel a été instauré un nouveau régime voué à la réforme et au respect des droits de la personne, ce qui n'a pas empêché de nouveaux incidents violents de se produire dans les campagnes. Des escarmouches frontalières ont eu lieu entre le Nicaragua et ses voisins, le Honduras et le Costa Rica. Les démarches en-

treprises pour instaurer la paix dans la région n'ont pas porté fruit. Le Guatemala n'a pas réussi à régler ses revendications territoriales avec Belize. Devant les épreuves subies par les populations civiles, le Canada a décidé de donner plus d'ampleur à son programme d'admission de réfugiés en provenance d'Amérique latine.

Aux prises avec des crises financières d'une gravité sans précédent, la plupart des pays d'Amérique latine ont tenté de faire rééchelonner leur dette extérieure. Les graves difficultés économiques auxquelles la région doit faire face se sont traduites par des dévaluations, des contrôles plus stricts des devises et un resserrement des exigences relatives à l'obtention de permis d'importations. Les exportations canadiennes à destination de l'Amérique latine et des Antilles ont diminué de 20 pour cent, et les importations en provenance de cette région, de 15 pour cent par rapport à 1981. Les biens manufacturés représentaient plus de 60 pour cent de nos exportations, qui se sont chiffrées à 3 milliards de \$. Pour ce qui est des importations, il s'agissait majoritairement de produits agricoles et de matières premières, environ 60 pour cent de celles-ci étant constituées de pétrole mexicain et vénézuélien.

Malgré les difficultés économiques de la région, voire en raison même de la détérioration de la situation commerciale et du besoin impératif de protéger ses débouchés, le Canada s'est tout particulièrement attaché à accroître ses échanges commerciaux avec ces pays. Ainsi, le ministre d'État au Commerce international rendait public en juillet le Plan d'expansion des exportations canadiennes au Brésil, en vue de renseigner les entreprises des secteurs public et privé intéressées à exporter vers ce pays. Par suite de la participation du Canada à 14 foires commerciales régionales et de l'envoi à l'étranger de 30 missions commerciales, le Programme des missions et foires commerciales a produit plus de 80 millions de \$ des ventes prévues à l'exportation. La Foire commerciale internationale de Bogota a rapporté à elle seule plus de 6 millions de \$ au Canada en ventes immédiates. La plus importante manifestation entièrement canadienne a été l'exposition de matériaux de construction présentée à Trinité par 42 sociétés canadiennes; incidemment, elle a remporté beaucoup de succès.

Les relations politiques et commerciales que le Canada entretient avec les pays de la région ont été mises en valeur à l'occasion de visites effectuées par certains ministres. En 1982, le Premier ministre s'est rendu au Mexique en compagnie d'une délégation de gens d'affaires. Des ministres canadiens ont effectué des visites au Brésil, au Mexique, en Colombie, au Venezuela et à Trinité-et-Tobago, des ministres péruviens, colombiens, nicaraguayens et mexicains faisant de même au Canada. En juillet, le président Figueiredo du Brésil s'est rendu au Canada à la tête d'une importante mission composée de huit ministres et d'au moins une centaine de représentants du monde des affaires. C'est à cette occasion qu'a été signé un protocole d'entente en vertu duquel les deux pays se sont engagés à tenir des consultations politiques dans le contexte de l'accord conclu. Pendant l'année, le Venezuela a lui aussi signé un accord semblable avec le Canada, et des réunions de comités mixtes commerciaux et économiques ont eu lieu avec Cuba, le Brésil et le Mexique.

Grâce à l'intérêt accru porté à la région par le Canada, à la grande qualité de nos produits et aux modalités avan-

tageuses pour le financement des exportations, des sociétés canadiennes ont pu, malgré la forte concurrence internationale, obtenir d'importants contrats pour la vente d'outillage d'extraction minière et de manutention à la Colombie, de matériel de transport au Mexique et de satellites de communication au Brésil, ainsi que pour la révision complète du réseau téléphonique de Trinité.

Le ministère a continué de collaborer avec les organisations des provinces et du secteur privé intéressées à exporter certains produits dans la région, en participant à des rencontres et à des missions commerciales parrainées par les autorités provinciales et en offrant son aide au secteur privé, notamment à l'Association des exportateurs canadiens, à l'Association canadienne-Amérique latine et Antilles (ACAL) et à la Chambre de commerce Brésil-Canada. Ces deux derniers organismes ont bénéficié d'un important appui à l'occasion de leur assemblée gouvernementale annuelle tenue en novembre. L'ACAL s'est également vue accorder de l'aide pour ses comités de gens d'affaires mexicains et colombiens et au titre de la Conférence interaméricaine sur l'entreprise privée qui a eu lieu à Montréal en septembre et à laquelle 300 personnes ont assisté. Des fonctionnaires ont aussi accompagné

des missions envoyées à Washington et dans les Antilles par l'ACAL, et ils ont participé à l'organisation de séances d'information sur le Venezuela et la Colombie.

Lors de la rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Sainte-Lucie en février 1983, le Premier ministre Trudeau a réaffirmé que le Canada s'est engagé à considérer ses relations avec les nations des Antilles du Commonwealth comme une priorité, et à doubler le montant de son aide publique au développement de la région d'ici à 1986. En février 1982, le gouvernement canadien annonçait que les crédits affectés à l'aide au développement en Amérique centrale seraient à toutes fins utiles triplés sur une période de cinq ans. Le Canada est demeuré associé à la Colombie, au Mexique, au Venezuela et aux États-Unis dans le cadre de l'Initiative du bassin des Caraïbes qui vise à encourager l'action bilatérale et internationale destinée à stimuler le développement économique et social dans la région. En octobre 1982, le Canada a nommé un ambassadeur en résidence au Guatemala, accrédité également au Honduras, puis il a augmenté le personnel diplomatique de son ambassade au Costa Rica afin d'assurer une meilleure représentation canadienne en Amérique centrale.

Chapitre 3

AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Considérées comme étant essentielles à l'heure où s'accroît l'interdépendance entre nations sur les plans économique, politique et social, les institutions multilatérales servent de complément aux mécanismes bilatéraux pour ce qui est de la promotion des intérêts canadiens.

Le Commonwealth

Le Secrétariat du Commonwealth a procédé à un examen des objectifs et priorités qui fut adopté à l'unanimité par les membres de l'association lors de leur assemblée à Arusha, en Tanzanie, en décembre 1982. Il en est ressorti que les pays membres attachent une grande importance au fait que le Commonwealth est un instrument de consultations, particulièrement en ce qui a trait aux questions Nord-Sud.

Les Jeux du Commonwealth tenus à Brisbane, en Australie, auront constitué pour le Canada l'événement marquant de l'année sur la scène sportive internationale. Le ministère a fourni son assistance à plus de 250 athlètes, représentants et journalistes canadiens qui se sont rendus sur place. Dans un autre ordre d'idées, le Canada a joué un rôle utile dans les négociations concernant les contacts sportifs de la Nouvelle-Zélande avec l'Afrique du Sud, qui avaient soulevé une controverse l'année précédente. Un code de conduite du Commonwealth régissant les relations sportives avec l'Afrique du Sud a finalement été adopté pour dissiper certaines ambiguïtés qu'avait laissées planer l'entente de 1977 interdisant ce genre de contacts.

En février 1983, le Premier ministre Trudeau a assisté à la rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth de la région des Antilles, à Sainte-Lucie. Le gouvernement canadien a ainsi pu profiter de l'occasion pour réitérer sa confiance dans l'association et témoigner de sa volonté de lui conserver son appui financier.

Parmi les réunions des ministres du Commonwealth qui ont eu lieu, citons, pour 1982, celles des ministres de la Santé, à Genève, en mai; des ministres de l'Emploi et du Travail, à Genève, en juin; des ministres des Finances, à Londres, en août; et des ministres du Commerce à Genève, en novembre. En 1982, les ministres de la Justice se sont réunis à Colombo en février. Le Canada a pris part à chacune de ces rencontres.

La Francophonie

Le nouveau secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, M. François Owono Nguéma, a effectué une visite au Canada au printemps de 1982. La qualité des relations que le Canada entretient avec la Fran-

cophonie a aussi été rehaussée par la visite officielle que le Premier ministre faisait en novembre au siège de l'agence à Paris.

Coopération Nord-Sud

Dans le contexte du dialogue Nord-Sud, le Canada est resté fidèle aux importants engagements qu'il avait pris, et ce, malgré les effets de la récession non seulement sur la destinée économique des pays en développement, mais également sur la capacité des pays donateurs de satisfaire les besoins des premiers en termes d'aide. En procédant de façon globale et coordonnée, le Canada peut faire en sorte que les questions Nord-Sud entrent en ligne de compte dans la prise des décisions d'ordre économique, et que soit reconnu le lien qui existe entre l'endettement et les finances, de même qu'entre le commerce et l'aide.

Le Canada a réitéré son intention de consacrer 0,5 pour cent de son PNB à son programme d'aide d'ici à 1985-1986. Il a en outre poursuivi ses efforts pour mieux faire saisir cette réalité qu'est l'interdépendance des nations, de même que la nécessité de maintenir un climat propice à la coopération Nord-Sud. Lors de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international tenue à Toronto en septembre, le Canada s'est particulièrement signalé en préconisant la création d'un fonds provisoire spécial pour l'Association internationale de développement, qui s'occupe d'accorder des prêts à des conditions de faveur au nom de la Banque mondiale.

En ce qui a trait à la coopération Nord-Sud, le ministère a concentré son action sur le lancement des Négociations globales, en mettant particulièrement à profit l'élan acquis lors du sommet de Versailles en juin. Au début de l'année 1983, il s'est préparé avec application à la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED VI). Cette rencontre considérée comme la plus importante dans le contexte du dialogue Nord-Sud devait se dérouler à Belgrade en juin, et s'articuler autour du thème "Reprise et développement".

En 1982, le ministère a collaboré avec le ministère d'État à la condition physique et au sport amateur ainsi qu'avec l'Association canadienne des entraîneurs, en vue de la création d'un programme de coopération avec des pays du tiers monde dans le domaine de l'entraînement. Des projets pilotes ont été réalisés avec Singapour qui, en matière de sports, fait figure de chef de file parmi les pays membres de l'ANASE, ainsi qu'avec le Conseil supérieur du sport en Afrique (CSSA), de qui relèvent les aspects techniques de l'entraînement sur

le continent africain. Entre autres initiatives, signalons l'échange de délégations de spécialistes chargés de définir les objectifs et priorités des Africains, et la participation d'entraîneurs africains d'expérience au Séminaire national des entraîneurs. On a aussi prévu l'envoi de matériel spécialisé aux centres de documentation sportive du CSSA et de Singapour, ainsi que le perfectionnement du personnel du centre d'information du CSSA, qui devait par ailleurs être doté de meilleures ressources techniques.

Nations Unies

Avec la crise économique qui s'est poursuivie sans relâche et la multiplication des conflits armés internationaux, l'année a été pénible à traverser. L'utilité des Nations Unies en tant qu'organisme susceptible d'aider à résoudre ce genre de problèmes a continué d'être mise à rude épreuve. Notons toutefois que le nouveau secrétaire général Javier Perez de Cuellar, du Pérou, s'est acquis le respect de tous pour l'impartialité avec laquelle il a évalué les menaces à la sécurité internationale, pour sa perception des mesures à prendre afin de renforcer l'organisation en conséquence, et pour sa médiation lors du conflit des îles Falkland. Le secrétaire général a effectué une visite au Canada en août, et le Gouverneur général s'est pour sa part rendu au siège de l'organisation en octobre à l'occasion de la Journée des Nations Unies.

Des Canadiens ont dirigé les efforts visant à donner un souffle nouveau au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), présidé la commission juridique de l'Assemblée générale et le conseil d'administration de l'Organisation mondiale de la santé, et accédé à la haute direction financière du Secrétariat du PNUD. Le Canada a mis à profit des rencontres multilatérales pour raffermir la situation financière du système des Nations Unies pour le développement, et il en a présidé le conseil d'administration. Il convient de signaler notre entrée à la Banque africaine de développement. Le Premier ministre a pris la parole lors de la deuxième session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement (UNSSOD II) qui s'est tenue en juin et au cours de laquelle notre pays a joué un rôle de premier plan en faveur d'une campagne de désarmement.

Les participants à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont à nouveau tenté de résoudre certains des problèmes que pose le commerce des produits de base. Le Canada a signé et entrepris d'appliquer à titre provisoire le sixième Accord international sur l'étain qui devait entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1983. Il a également participé à la renégociation de l'Accord international sur le café, ainsi qu'à la négociation de l'Arrangement international sur le jute, le premier arrangement touchant le commerce d'un produit de base qui prévoit une collaboration entre pays producteurs et pays consommateurs pour améliorer les techniques de production et la mise en marché du produit.

Fidèle aux intentions qu'il avait exprimées lors des sommets d'Ottawa et de Cancun en 1981, le Canada n'a pas ménagé ses efforts pour que s'amorcent des Négociations globales. Si rien d'encourageant ne s'est produit en ce sens aux Nations Unies, la nécessité de progresser dans cette voie n'en demeure pas moins primordiale.

Avec l'accession de l'Inde à sa présidence en remplacement de Cuba, le mouvement des non-alignés dont 101 pays sont membres a adopté une orientation plus modérée lors de son sommet de New Delhi tenu en mars 1983.

Si l'Union internationale des télécommunications avait décidé en septembre de rejeter la candidature d'Israël pour la tenue de sa conférence, après qu'elle l'eut formellement été pour celle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le préjudice infligé au système des Nations Unies aurait pu être grave.

Droit de la mer

Parmi les faits saillants de l'année, mentionnons la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, "sans doute l'instrument juridique le plus important du siècle", pour citer le secrétaire général de l'organisation. C'est en 1973 que la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a été convoquée pour la première fois; son objectif ultime était l'adoption d'un instrument général devant régir la gestion des océans. Le 30 avril 1982, lors de sa onzième session tenue à New York, la conférence adoptait la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer par un vote de 130 voix en faveur (dont celle du Canada), 4 voix contre (celles des États-Unis, d'Israël, de la Turquie et du Venezuela) et 17 abstentions. La convention a été signée par 117 pays, dont le Canada, lors de la dernière session de la conférence qui a eu lieu à Montego Bay, en Jamaïque, du 6 au 10 décembre 1982. C'était la première fois qu'une convention des Nations Unies était signée par autant de pays dès le premier jour.

La convention traite de tous les aspects du droit maritime et notamment de la souveraineté des États côtiers, de la navigation, de l'exploitation des ressources minières sous-marines au-delà de la zone de compétence nationale, du règlement des litiges, de la protection et de la conservation du milieu marin, de la recherche scientifique marine, ainsi que de la mise au point et du transfert des techniques marines.

Le Canada a largement contribué à la réussite de la conférence en s'imposant comme chef de file et en proposant des solutions aux multiples problèmes qui se sont présentés en cours de route. À titre d'un des principaux États côtiers, il est particulièrement avantagé par les résultats de la conférence à l'issue de laquelle lui a été reconnu le droit de gérer comme bon lui semble les ressources marines vivantes et non vivantes le long de ses côtes, et de prendre des mesures pour lutter contre la pollution du milieu marin, en particulier dans les eaux de l'Arctique.

En vertu de la convention, qui entrera en vigueur un an après le dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'accession, une Autorité internationale des fonds marins sera créée pour administrer l'exploitation des ressources des grands fonds marins au-delà des limites de la zone de compétence nationale. En prévision de cela, les participants à la conférence ont approuvé la mise sur pied d'une Commission préparatoire pour l'Autorité internationale des fonds marins et le Tribunal international du droit de la mer. La Commission préparatoire s'est réunie pour la première fois du 15 mars au 8 avril 1983 à Kingston, en Jamaïque, où doit être établi le siège de l'Autorité internationale; ses membres ont profité de l'occasion pour discuter de la façon dont ils entendent procéder et de leur programme de travail.

C'est donc en 1982-1983 qu'auront finalement porté fruit des années de négociations sur le droit de la mer. La convention adoptée institue une réglementation claire et précise en matière de gestion des océans et représente une importante contribution à la paix et à la sécurité mondiales.

Environnement

Le conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a tenu en mai une session spéciale à Nairobi pour souligner le dixième anniversaire de sa création. La délégation canadienne a participé à la rédaction de la "Déclaration de Nairobi" adoptée à cette occasion pour réaffirmer la volonté des pays représentés de respecter les principes énoncés à Stockholm en 1972. Outre qu'ils ont reconnu la nécessité de multiplier les efforts concertés pour régler les problèmes d'environnement qui existent depuis déjà un certain temps ou qui viennent de surgir, les signataires de la déclaration ont défini les tendances et priorités actuelles et recommandé les voies dans lesquelles le PNUE devrait s'engager pour la décennie à venir. Parmi la douzaine de secteurs prioritaires ayant fait l'objet de recommandations, signalons ceux de la pollution marine d'origine tellurique, de la protection de la couche d'ozone et du transport, de la manipulation et de l'élimination des déchets toxiques et dangereux. Des lignes d'action détaillées ont été proposées pour chacun des secteurs prioritaires.

Un groupe de travail spécial composé de juristes et de technologues, au sein duquel le Canada est représenté, s'est réuni à Stockholm du 20 au 28 janvier 1982 pour entreprendre la réduction d'un projet de convention sur la protection de la couche d'ozone stratosphérique.

La Conférence ministérielle sur l'acidification de l'environnement convoquée à Stockholm en juin a permis de donner une suite politique à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance adoptée par la Commission des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et ratifiée par le Canada, les États-Unis et la majorité des autres pays membres de la CEE. Les participants ont admis que les précipitations acides représentent pour l'environnement un grave problème international auquel il convient de trouver une solution de toute urgence en agissant de façon concertée.

La septième réunion consultative de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières, appelée souvent Convention de Londres sur les déversements, a eu lieu à Londres du 14 au 18 février 1983. Les discussions ont principalement porté sur le déversement dans la mer de déchets à faible radioactivité. Les participants ont adopté une résolution proposée par l'Espagne pour que les déversements de déchets radioactifs soient suspendus jusqu'à ce que le groupe de scientifiques constitué précisément pour étudier la question ait présenté son rapport, ce qui devrait être fait dans deux ans environ.

Énergie

Il s'est produit cette année un fléchissement de la demande mondiale de pétrole dont les causes étaient en partie d'ordre structurel, par exemple le recours à de nouvelles sources d'énergie et la conservation, et en partie d'ordre conjoncturel, à savoir le marasme dans lequel était plongée l'économie mondiale.

Le Canada et ses partenaires économiques ont continué à collaborer à la poursuite de leurs objectifs communs qui sont d'assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques et de favoriser la conservation, une plus grande efficacité et le remplacement du pétrole. La baisse de la demande qui s'est produite en 1982 sur les marchés pétroliers a obligé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à réduire son prix de référence du pétrole au début de 1983. Si les pays consommateurs se sont félicités de l'effet stimulant que cette baisse des prix du pétrole a eue sur l'économie, il reste que cette même baisse a fait naître certaines inquiétudes au sujet de la solidité des institutions financières internationales en raison de l'énorme endettement de plusieurs pays producteurs de pétrole, notamment le Mexique et le Venezuela.

Dans la poursuite de ses objectifs dans le domaine énergétique, le Canada a participé à de nombreuses rencontres internationales comme celle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et d'autres telles que la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui a eu lieu à Rome.

Parallèlement aux échanges multilatéraux qui se multiplient dans le domaine énergétique, le Canada a intensifié ses contacts bilatéraux avec un certain nombre de pays. Ainsi, le Mécanisme consultatif de l'énergie est redevenu la tribune officielle où Canadiens et Américains abordent les questions énergétiques telles que les ventes de gaz naturel; des rencontres ont eu lieu à Ottawa et à Washington. Le Canada a eu des consultations à caractère politique avec d'importants pays exportateurs de pétrole dont le Nigéria, le Koweït, l'Arabie saoudite et la Norvège, et il a renouvelé ses contrats d'approvisionnement pétrolier avec le Mexique. À la fin de sa première année d'existence, la Corporation Pétro-Canada pour l'assistance internationale avait consacré 25 millions de \$ à la réalisation de projets d'exploitation énergétique à la Bardade, en Tanzanie et au Sénégal, et elle se proposait d'inclure l'Asie dans son programme d'activités pour 1983.

Les événements survenant sur la scène internationale ont continué de se répercuter sur la scène énergétique nationale. Les ententes fédérales-provinciales concernant la fixation des prix ont dû être révisées, et il a fallu retarder à nouveau la réalisation des mégaprojets d'exploitation des sables bitumineux et d'extraction d'huile lourde. En raison de la baisse de la demande intérieure de pétrole, l'exportation à court terme d'huile légère a été autorisée afin d'atténuer le grave problème de la capacité de production non exploitée. L'Office national de l'énergie a autorisé de nouvelles exportations de gaz à destination des États-Unis et, pour la première fois, du Japon. Les exportations nettes d'électricité ont sensiblement diminué, alors qu'ont augmenté les exportations de charbon.

Droits de la personne

La promotion et la protection des droits de la personne figurent parmi les grands principes sur lesquels se fonde la politique extérieure du Canada. Tout en étant fidèle à une tradition de primauté des droits et des libertés et de compassion pour ceux qui sont démunis ou en danger, elle reconnaît du même coup les limitations qu'impose l'actuel climat international de méfiance, de désillusion et d'insécurité.

Souvent, des problèmes d'ordre politique viennent compliquer le règlement des situations de violation des droits de la personne. En Amérique centrale, au Moyen-Orient, en Afrique australe et en Asie du Sud-Est, il est devenu malaisé d'aborder la question du respect des droits de la personne hors du contexte des luttes politiques. Ces droits sont de plus en plus une source de mésentente entre l'Est et l'Ouest, certains États d'Europe de l'Est faisant valoir que l'application des normes de base établies en vertu de l'Acte final d'Helsinki doit être considérée comme une affaire strictement intérieure. L'utilisation des droits de la personne comme arme tactique dans les guerres idéologiques ou pour servir des intérêts économiques nuit considérablement aux tentatives faites par la communauté internationale pour porter rapidement secours aux victimes de tragédies humaines, quelles qu'elles soient.

Le Canada n'a pas hésité à dénoncer les violations des droits de la personne qui se produisent notamment en Pologne, au Salvador, au Guatemala, en Afrique du Sud et en Afghanistan. Le respect de ces droits constitue un critère d'admissibilité à l'aide canadienne; sont exclus les pays où les excès commis par le gouvernement ont gravement perturbé l'ordre social. Lors d'entretiens avec des dirigeants de pays où les droits de la personne sont régulièrement bafoués, le Premier ministre n'a pas manqué d'exprimer son inquiétude à cet égard, profitant souvent de l'occasion pour s'engager à favoriser un rapprochement avec les pays en question et à leur accorder de l'aide au titre de leur développement advenant une amélioration de la situation.

Devant l'Assemblée générale des Nations Unies et la Commission des droits de l'homme à Genève, le Canada s'est déclaré partisan de deux grandes lignes d'action, la première visant la lutte contre les violations à caractère générique ou thématique, et la seconde concernant l'éventuelle mise en place de mécanismes de surveillance.

La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est entrée

en vigueur en janvier 1982. Le Canada est un des pays qui ont le plus contribué à la rédaction de cette convention, et l'un de ses plus ardents défenseurs; un Canadien a été élu membre du comité chargé d'en surveiller l'application. Le Canada est également représenté au sein du groupe de travail qui rédige le projet de convention contre la torture, et il a insisté pour que cette convention comporte une clause établissant l'universalité de son application. En vertu d'une telle clause, n'importe quel tortionnaire, où qu'il se trouve, pourrait être poursuivi en justice quelle que soit sa nationalité ou celle de sa victime et peu importe le lieu où la torture a été infligée.

Depuis sa création en 1980, à la suite d'une initiative prise par le Canada, le groupe de travail des Nations Unies chargé d'étudier les cas de personnes disparues a présenté des rapports sur plus de 2 100 personnes déclarées manquantes dans 22 pays. Il a aussi institué une procédure d'urgence, un précédent du genre aux Nations Unies, qui autorise le président à intervenir dans les cas de disparitions signalées par des voies prioritaires en entrant immédiatement en contact direct avec le gouvernement intéressé.

Le Canada s'est aussi occupé de la préparation d'un rapport sur les mouvements soudains de populations, où sont analysées les causes profondes du phénomène et les mesures à envisager pour éviter la répétition de ces exodes massifs et les violations des droits de la personne qui y sont reliées.

Le Canada s'est efforcé de profiter pleinement des occasions que lui offraient les rencontres tenues à Madrid dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) pour faire valoir son point de vue. Il n'a pas manqué de défendre les droits de la personne, en particulier en ce qui a trait à l'application des clauses de l'Acte final relatives à la liberté de mouvement, insistant pour que les causes humanitaires progressent au même rythme que la sécurité militaire. La délégation canadienne a proposé que des spécialistes se réunissent à la suite de la rencontre de Madrid pour discuter de droits de la personne.

Chapitre 4

DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

Relations Est-Ouest et défense collective

Les relations Est-Ouest ont continué de se détériorer. La présence des troupes soviétiques en Afghanistan, les troubles en Pologne, le durcissement du discours des superpuissances, la course aux armements, la poursuite par pays interposés d'objectifs stratégiques dans le monde en développement et les divergences apparues au sein de l'OTAN entre les positions des Américains et des Européens et leur façon d'envisager les relations Est-Ouest, ainsi que les problèmes économiques, sont autant de facteurs qui ont contribué à faire de 1982 une année difficile, fertile en défis. Du début à la fin, le Canada n'a pas cessé d'insister sur la nécessité que le dialogue politique capital entre l'Est et l'Ouest ne soit pas rompu.

OTAN

L'Espagne est officiellement devenue le seizième membre de l'OTAN. Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN tenue en mai 1982, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacGuigan, a félicité l'Espagne, en sa qualité de président du Conseil de l'Atlantique Nord, pour son adhésion à l'organisation, en soulignant que cette décision, outre qu'elle contribue à la sécurité collective des pays occidentaux, devrait accélérer la réintégration de l'Espagne dans le monde occidental.

En juin, le Premier ministre a participé à la rencontre au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN qui se tenait à Bonn. C'est à cette occasion qu'a été publié un énoncé général et équilibré des principes et objectifs de l'alliance. Les membres ont confirmé la "double politique" de l'OTAN, à savoir renforcer la sécurité collective tout en continuant parallèlement de négocier aux fins du contrôle des armements de toutes sortes. Les signataires de la Déclaration finale ont également manifesté leur volonté de mieux expliquer aux populations des nations membres les lignes de conduite de l'OTAN en matière de contrôle des armements et de désarmement.

En octobre 1982, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacEachen, a reçu les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Val-David, au Québec. Lors de cette rencontre extraordinaire tenue pour la première fois hors des cadres officiels, les ministres ont adopté une orientation progressiste en matière de sécurité collective, et une ligne de conduite plus globale en ce qui a trait aux relations Est-Ouest, sans omettre les enjeux économiques.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ont profité de cette rencontre extraordinaire et de leur réunion

régulière de décembre 1982 pour réaffirmer unanimement le principe suivant lequel il importe que les relations économiques avec l'Union soviétique et les autres pays d'Europe de l'Est fassent entrer en ligne de compte les intérêts occidentaux en matière de sécurité, sans que les Soviétiques puissent en retirer quelque avantage militaire ou stratégique que ce soit. Ils se sont aussi entendus pour dire que les positions historiques de l'OTAN avaient bien résisté à l'épreuve du temps et demeuraient toujours valables, et que la nécessité s'imposait de renforcer la sécurité de l'Occident bien qu'il convint de faire preuve d'une certaine souplesse vis-à-vis des nouveaux dirigeants soviétiques.

En mai 1982, le Canada a signé avec l'Italie un accord visant l'institution d'un programme restreint d'instruction au Canada pour des pilotes de l'aviation italienne. En février 1983, c'est avec les États-Unis qu'il signait un accord cadre concernant l'utilisation des installations et de l'espace aérien du Canada aux fins de l'essai et de l'évaluation des appareils et dispositifs de défense américains.

Dans le cadre du programme à long terme de modernisation de leur matériel de défense, les forces canadiennes ont reçu le premier chasseur CF-18A McDonnell-Douglas, et la dernière phase du programme d'acquisition de nouvelles frégates de patrouille a progressé normalement.

Contrôle des armements et désarmement

La signature d'accords concernant le contrôle des armements à des niveaux vérifiables et le désarmement est demeurée l'un des objectifs prioritaires de la politique extérieure canadienne. La poursuite des négociations sur les forces nucléaires de portée intermédiaire entamées en 1981 et la reprise des pourparlers américano-soviétiques sur la limitation et la réduction des armes stratégiques, d'une importance cruciale, ont fait ressortir la gravité, la complexité et l'urgence du problème tout au long de l'année.

Parmi les événements qui ont particulièrement retenu l'attention, signalons la deuxième session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement (UNSSOD II), du 7 juin au 9 juillet 1982, les audiences sur la sécurité et le désarmement du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale, à la Chambre des communes, en février 1982.

Prenant la parole devant les participants à l'UNSSOD II, le Premier ministre a rappelé que le véritable problème consiste à briser la spirale de l'armement, et qu'il ne sera jamais possible d'y parvenir tant et aussi longtemps qu'un pays, quel qu'il soit, craindra pour sa sécurité. Il a appuyé la double politi-

que de l'OTAN, de même que la décision relative au déploiement de fusées Pershing II et de missiles de croisière, d'ici à la fin de 1983, pour faire obstacle au déploiement de missiles SS-20 par l'URSS, si les négociations sur la limitation des armements n'aboutissent pas. Le Premier ministre a de plus rappelé que le Canada est en faveur d'un traité sur l'interdiction complète des essais, et il a proposé que soit entreprise dès maintenant la rédaction d'un traité interdisant la mise au point, les essais et le déploiement d'armes destinées à servir dans l'espace extra-atmosphérique.

Dans une importante allocution prononcée le 1^{er} février 1983 à Genève devant la Commission du désarmement, l'organe de négociations multilatérales des Nations Unies, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures a exposé les priorités du Canada.

Lors de l'UNSSOD II, le Canada a réitéré son engagement à jouer un rôle actif dans le règlement des questions liées à la vérification sismologique des essais d'armes nucléaires en vertu d'un éventuel accord sur l'interdiction des essais. Il a aussi présenté trois rapports au groupe de spécialistes chargé d'étudier l'utilisation des armes chimiques, et a assumé le 29 mars 1983 la présidence du Groupe de travail sur les armes chimiques au sein de la Commission du désarmement.

Notre pays a continué à participer activement aux consultations tenues au sein de l'OTAN au sujet des négociations

américano-soviétiques sur les forces nucléaires de portée intermédiaire, et il a bien accueilli la reprise des pourparlers sur la réduction des armes stratégiques (START) survenue au milieu de 1982.

Aux Pourparlers sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR) tenus à Vienne, l'Occident a déposé un projet de traité concernant un accord en quatre étapes. À la réunion de Madrid de la CSCE, les participants ont à nouveau tenté de s'entendre pour que soit convoqué une conférence sur l'instauration d'un climat de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe.

Terrorisme

Des actes de terrorisme ont été perpétrés par des Arméniens au Canada en 1982. Un diplomate turc a subi des blessures graves et un autre a été assassiné. À l'étranger, la violence et le terrorisme ont continué de faire partie de l'actualité quotidienne, peu de régions du monde en étant à l'abri.

La déclaration de Bonn sur les détournements d'avions a été appliquée pour la première fois en 1982, quand l'Allemagne de l'Ouest, la France et la Grande-Bretagne ont mis fin à leurs accords aériens avec la compagnie Afghan Airways (Ariana) après que l'Afghanistan eût refusé de traduire en justice ou d'extrader les auteurs du détournement d'un avion civil pakistanais à bord duquel se trouvaient des Canadiens.

Chapitre 5

PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS

Assistance consulaire

Quand ils se trouvent à l'étranger, il peut arriver que les Canadiens aient des problèmes. Par l'entremise de ses services consulaires, juridiques et autres, et de son bureau des passeports, le ministère des Affaires extérieures est souvent en mesure de protéger les intérêts de ces Canadiens si ceux-ci en font la demande quand ils se trouvent en difficulté ou en détention ou qu'ils sont exposés à des dangers par suite de troubles civils ou de catastrophes naturelles.

La demande de services consulaires a augmenté ces dernières années. L'assistance consulaire consiste à délivrer des passeports, à offrir des services de citoyenneté et d'information, et à secourir les personnes qui font face à une situation critique, par exemple en cas de maladie, de décès, de poursuites judiciaires, de litige concernant la garde d'un enfant et de manque de fonds.

Un *Manuel des instructions consulaires* complètement remanié est paru en 1982. Il tient compte d'un certain nombre de rajustements apportés au programme des services consulaires de façon à conserver un degré élevé d'efficacité tout en répondant de manière satisfaisante aux priorités et besoins nouveaux.

Les États-Unis sont une destination de prédilection pour les Canadiens qui se rendent à l'étranger. Bien que l'on ait enregistré une baisse générale du nombre des voyages à l'étranger en 1982, près d'un million et demi de Canadiens ont effectué des séjours dans des pays autres que les États-Unis, ce qui représente une légère augmentation par rapport à l'année précédente.

D'après les renseignements fournis par nos missions à l'étranger, plus de 600 Canadiens étaient détenus ou purgeaient une peine dans des prisons étrangères pendant l'année. Cinq Canadiens incarcérés dans des prisons situées aux États-Unis, au Mexique et au Pérou ont été rapatriés au Canada aux termes d'accords sur le transfèrement des délinquants.

À l'administration centrale du ministère à Ottawa, la Direction centrale des services consulaires s'est chargée d'assurer des services d'assistance aux missions, de demeurer en contact avec les parents et amis des personnes détenues à l'étranger et d'effectuer des démarches souvent longues en

vue de réunir des familles. Pour une journée moyenne, la direction centrale reçoit 115 télégrammes et en envoie 40, fait 135 appels téléphoniques, et reçoit trois demandes de renseignements des cabinets des ministres. Elle s'occupe également d'un programme de relations avec la presse qui consiste à fournir des informations et à accorder des interviews aux représentants des journaux, ainsi que des stations de radio et de télévision.

Pendant l'année, la direction centrale a entrepris une révision en profondeur de ses plans d'assistance aux Canadiens qui se retrouvent dans des situations d'urgence du fait qu'ils séjournent dans des régions où surviennent des troubles civils ou politiques. Les nouveaux plans tiennent compte de l'évolution de la situation, ainsi que de tout autre facteur susceptible de nous empêcher de réagir comme il le faudrait en cas d'urgence.

Dans certaines régions où le Canada n'a pas de représentant diplomatique ou consulaire attitré, les consuls honoraires ont pour fonction de dispenser sur place des services consulaires aux Canadiens qui sont de passage ou qui vivent en permanence à l'étranger. Ils contribuent également à la mise en œuvre de notre programme d'expansion du commerce. En 1982, des consuls honoraires ont été nommés pour la première fois à Douala (Cameroun), à Monrovia (Libéria) et à Curaçao (Antilles néerlandaises), ce qui porte à 18 le nombre total des consuls honoraires.

Le Canada a poursuivi ses négociations avec d'autres pays avec lesquels il souhaite conclure des accords visant le transfèrement des délinquants afin de permettre aux Canadiens détenus dans des prisons étrangères de purger le reste de leur peine au Canada, près de leur famille et de leurs amis et dans des conditions plus favorables à leur réinsertion dans la société.

Les préparatifs se sont poursuivis en consultation avec les provinces en vue de la reprise des négociations visant la signature éventuelle de conventions consulaires avec la Hongrie, la Roumanie et d'autres pays d'Europe de l'Est. Le ministère est également entré en consultations avec les autorités mexicaines afin de résoudre un certain nombre de problèmes que des touristes canadiens ont rencontrés lors d'un séjour au Mexique.

Quelques chiffres au sujet des services consulaires

Canadiens inscrits à l'étranger (nombre approximatif)	66,872
Canadiens vivant en permanence à l'étranger, y compris ceux qui ont une double nationalité (nombre approximatif)	1,500,000
Passeports	
Passeports valides en circulation	3,478,436
Nombre total de passeports délivrés en 1982	700,000
Passeports délivrés par les missions	50,077
Augmentation du nombre total par rapport à l'année précédente	8%
Voyages	
Nombre total de voyages à l'étranger	34.7 millions
• États-Unis (11,2 millions y ont passé au moins une nuit)	33.3 millions
• Pays autres que les États-Unis	1.4 millions
• Europe	743,000
• Bermuda et Antilles	402,000
Activités consulaires	
Nombre total de services rendus	668,000
• Aide financière	1,725
• Rapatriement moyennant engagement à rembourser	339
• Arrestations, détentions	835
• Détention à l'étranger dont le ministère a été informé (accusations liées au trafic de narcotiques dans 75 % des cas)	144
• Hospitalisations	525
• Décès	341
• Maladies mentales	22
• Demandes de localisations	203
Dépenses et ressources, année financière 1982-1983	
Coûts directs et indirects	14,488,000 \$
Avances de fonds moyennant engagement à rembourser	
1981-82	181,347 \$
1982-83	144,000 \$
Recouvrement	32 %
Années-personnes à l'administration centrale et à l'étranger	311

Services des passeports

Trois millions et demi de Canadiens sont présentement détenteurs d'un passeport valide. Considéré sur une période de cinq ans, le nombre des passeports délivrés par le ministère s'est accru en moyenne de 5 pour cent par année, quoiqu'une légère réduction ait été enregistrée pour 1982. Le 1^{er} novembre, le droit exigible pour la délivrance d'un passeport canadien est passé de 20 à 21 \$.

En 1982, le Bureau des passeports a délivré au total 615 437 passeports canadiens, certificats d'identité et titres de voyage établis en vertu de la Convention des Nations Unies

sur les réfugiés. Sur ce nombre, 566 549 l'ont été au Canada, contre 587 158 en 1981, et 48 888 dans les missions à l'étranger, contre 45 546 l'année précédente.

Les programmes gouvernementaux d'aide aux réfugiés ont contribué à maintenir la demande de documents d'identité à un niveau élevé : 4 659 certificats d'identité et 212 titres de voyage de réfugiés ont été délivrés en 1982, ce qui représentait une nouvelle augmentation de 37,2 pour cent par rapport au volume déjà considérable enregistré en 1981.

Le Groupe d'étude interministériel sur l'efficacité des méthodes de traitement a cherché à établir dans quelle

mesure les techniques de pointe et l'uniformisation des méthodes employées pourraient accélérer l'instruction des demandes d'immigration. À la suite de cette étude, le ministère a lancé des projets pilotes dans le cadre desquels sont utilisés des ordinateurs, des machines de traitement de textes et des microfilms.

Au Canada, 74,7 pour cent des requérants se sont présentés dans l'un ou l'autre des 15 bureaux régionaux des passeports situés dans différentes villes canadiennes pour y demander leur passeport, ce qui constitue une augmentation de 6,3 pour cent par rapport à 1981. Si les requérants sont chaque année plus nombreux à se rendre dans les bureaux régionaux, c'est qu'ils sont de mieux en mieux informés de la rapidité des services qu'ils peuvent y obtenir sans avoir à s'éloigner de chez eux. Le Bureau des passeports fait en sorte que cette tendance se maintienne en informant la population des services qui leur sont offerts par les bureaux

régionaux non seulement en ce qui touche la délivrance des passeports, mais aussi lorsque des Canadiens se trouvent en difficulté à l'étranger par suite de problèmes d'ordre consulaire.

Le Bureau des passeports s'est doté d'un service téléphonique sans frais d'interurbain auquel ont facilement accès tous les Canadiens qui veulent se renseigner au sujet des passeports, quelle que soit la région qu'ils habitent.

Nombre des activités des Affaires extérieures se déroulent sur la scène internationale, où les nations, les gouvernements et leurs chefs sont les acteurs principaux appelés à prendre des décisions qui touchent indistinctement toutes les populations du monde. Dans d'autres circonstances, quand le ministère applique la politique extérieure canadienne en matière d'immigration, de droits de la personne et d'aide aux réfugiés, son rôle se situe dans le cadre de la vie personnelle des individus concernés.

Immigration et réfugiés

Visas délivrés en 1982

Mission ou région	Visas d'immigrant	Visas de visiteur
Hémisphère occidental		
États-Unis	13,283	64,875
Antilles	8,459	15,075
Amérique latine	4,048	12,714
Sous-total	25,790	92,664
Afrique et Moyen-Orient		
Afrique	3,615	28,646
Moyen-Orient	3,567	49,568
Sous-total	7,182	78,214
Europe		
Europe de l'Ouest	32,459	28,010
Europe de l'Est	8,629	26,409
Sous-total	41,088	54,419
Asie et Pacifique		
Hong Kong	10,437	17,267
New Delhi	6,845	11,068
Manille	5,340	7,637
Autres provenances	12,000	23,930
Sous-total	34,624	59,902
TOTAL	108,684	285,199

Devant la détérioration du marché de l'emploi, la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada a réagi en imposant des restrictions touchant la sélection des immigrants en quête de travail. Ces restrictions ont eu pour effet d'obliger tous les requérants indépendants à avoir un emploi assuré à l'avance, et de continger l'immigration en provenance des pays d'où arrivent habituellement les ouvriers

spécialisés. En 1982, les missions diplomatiques canadiennes ont délivré 108 684 visas d'immigrant, ce qui correspond à une réduction de 15 pour cent par rapport à 1981, et 285 199 visas de visiteur, ce qui, par contre, représente une légère augmentation comparativement aux chiffres de l'année précédente.

En matière d'immigration, des programmes spéciaux à l'intention des personnes opprimées et déplacées et des réfugiés ont continué d'être réalisés pour venir en aide aux populations éprouvées de la terre. Pendant l'année écoulée, plus de 16 000 personnes ont été admises au Canada dans le cadre de programmes d'assistance aux réfugiés. C'est en 1982 que le programme de réunion des familles vietnamiennes a donné les meilleurs résultats depuis son lancement en 1979. Des agents du ministère se sont rendus à Hô Chi Minh-Ville à six reprises et y ont accordé des visas à 1 180 personnes au total.

L'une des plus grandes tragédies de l'histoire mondiale continue à se dérouler en Indochine, et le Canada est engagé à fond dans la recherche d'une solution aux problèmes qui en découlent. Ainsi, en ce qui concerne la crise du Cambodge, il a déclaré être prêt à aider l'ANASE à trouver une solution pacifique qui aurait pour effet de mettre un terme à l'occupation du pays par des troupes étrangères, de permettre à la population khmère de choisir ses dirigeants sans subir de pressions de l'extérieur, et d'endiguer le flot des réfugiés. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait savoir aux ministres des Affaires étrangères de l'ANASE que tant et aussi longtemps que le Viêt Nam refuserait de retirer ses troupes du Cambodge, le Canada ne lui accorderait aucune aide au titre du développement, de crainte que celle-ci ne serve à financer ses activités militaires.

Les troubles civils en Amérique centrale ont obligé nombre de Salvadoriens et de Guatémaltèques à chercher refuge dans d'autres pays de la région. Devant la tournure des événements, les autorités canadiennes ont décidé de donner plus d'ampleur à leur programme d'assistance aux réfugiés d'Amérique latine.

Une équipe spéciale a été envoyée à Vienne pour accélérer l'instruction des demandes d'installation permanente au Canada présentées par un grand nombre d'exilés volontaires polonais.

Droit international privé

Dans le domaine du droit international privé, le ministère offre divers services visant à faciliter les recours juridiques mettant en cause les juridictions étrangères et canadiennes aux termes de conventions ou de procédures convenues. Étant donné la mobilité croissante de l'homme moderne, diverses questions (prestations de sécurité sociale, obligations alimentaires, jugements d'entretien et autres questions connexes) ont obligé les États à collaborer. Comme nombre de ces questions relèvent de la compétence des provinces, le ministère assure la liaison avec celles-ci afin d'arrêter et d'appliquer les modalités réciproques nécessaires. En 1980, le ministère avait publié une brochure intitulée *Entraide judiciaire internationale en matière civile, commerciale, administrative et criminelle*. Cette publication, qui vise à faciliter la tâche des avocats et des officiers de justice canadiens aux prises avec des problèmes de droit international, continue d'être largement diffusée.

L'application du droit pénal est un autre secteur où s'exerce la collaboration entre États. Dans ce domaine également, le ministère assure la liaison nécessaire entre le Canada et l'étranger. Un nouveau traité d'extradition devrait être signé prochainement entre le Canada et la Norvège. Un ordre d'extradition en République fédérale d'Allemagne a été prononcé

contre Albert Helmut Rauca, premier citoyen canadien à avoir jamais été arrêté pour crimes de guerre.

Le ministère continue de s'intéresser activement aux problèmes que soulèvent sur le plan international un certain nombre de cas d'enlèvements d'enfants découlant d'un conflit entre la mère et le père au sujet de la garde de leur enfant. Il a fait de son mieux pour obtenir des renseignements sur le bien-être des enfants en cause et, dans la mesure du possible, a prêté son concours en vue de leur retour au Canada dans les cas où les tribunaux canadiens avaient déjà statué sur la garde de l'enfant. L'opinion publique s'est vivement intéressée au rôle du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux à cet égard, ce qui s'explique sans doute en partie par la grande peine que ressentent les acteurs de ces drames.

Sur la scène internationale, le Canada a participé en 1980 à la rédaction finale de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement d'enfants, qui a été adoptée à la quatorzième session de la Conférence de La Haye sur le droit international privé. Il a signé cette convention le 25 octobre de la même année, et les autorités provinciales ont été consultées avant sa ratification. La France a elle aussi entériné cette convention qui devrait entrer en vigueur peu de temps après qu'un troisième pays l'aura ratifiée; son utilité principale est d'assurer une collaboration judiciaire permettant d'obtenir que l'enfant déplacé illicitement soit promptement renvoyé chez celui de ses parents qui en avait la garde dans le pays où il a été enlevé. Jusqu'à présent, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique ont pris les mesures législatives voulues pour l'appliquer. On s'attend à ce que d'autres provinces suivent leur exemple en temps opportun.

Pendant l'année, la Section des réclamations du Bureau des affaires juridiques a répondu à de nombreuses demandes de renseignements présentées par des citoyens canadiens désireux de connaître leurs droits éventuels à propos de réclamations contre des gouvernements étrangers pour perte de propriété. Ces réclamations visaient de nombreux pays, des États-Unis à l'Iran en passant par le Nicaragua et le Mexique.

La section a aussi prêté son assistance à la Commission des réclamations étrangères dans l'exercice de ses fonctions en se documentant au sujet des réclamations soumises à cette dernière. Elle s'est en outre chargée de la rédaction des règlements intérieurs devant régir les activités de la Commission après la signature de l'accord de règlement des réclamations entre le Canada et la République populaire de Chine, et elle a vu à ce que ceux-ci soient adoptés.

Rapts

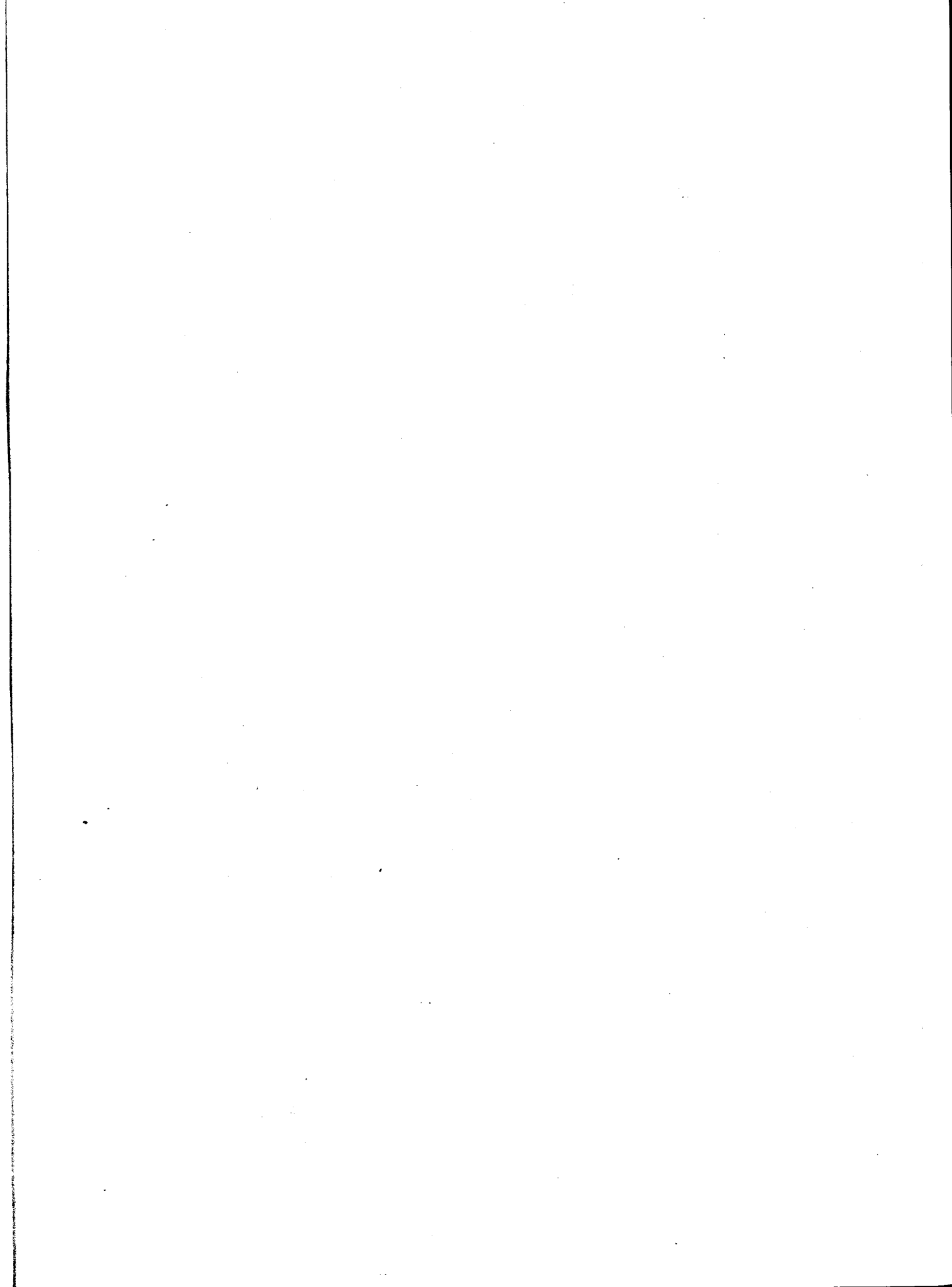
Le ministère est préoccupé depuis plusieurs années déjà par le problème des rapts commis au Canada par des personnes prétendant se conformer aux instructions de l'administration fédérale américaine ou d'un État américain, et par le retour forcé aux États-Unis des personnes enlevées pour y être traduites en justice. Il est arrivé que le même genre d'acte répréhensible soit commis en territoire américain, et que des individus aient été forcés de rentrer au Canada.

L'enlèvement présumé de Sidney Jaffe, citoyen canadien, de sa résidence de Toronto par deux chasseurs de prime américains, le 23 septembre 1981, aura servi à illustrer la gravité du problème qui hypothèque indûment les relations

entre les deux pays. La presse a abondamment parlé de l'affaire Jaffe, au Canada comme aux États-Unis. Dans une série de protestations, le Canada a exposé clairement sa position aux autorités américaines devant le refus de ces dernières d'accéder à sa demande pour que M. Jaffe soit libéré et autorisé à rentrer chez lui. Pour justifier sa position, le gouvernement canadien a invoqué le fait que l'affaire porte atteinte à la souveraineté canadienne, au droit international

et au Traité d'extradition signé par les deux pays en 1976 pour perpétuer une tradition datant de 1842, ainsi qu'aux droits fondamentaux du principal intéressé.

Les autorités américaines ont accepté d'extrader les deux chasseurs de prime, lesquels ont renoncé à leur droit d'appel. Ceux-ci ont été libérés provisoirement sous caution en attendant leur procès.



Chapitre 6

DROIT INTERNATIONAL

Pêches

En 1982, le Canada a poursuivi ses efforts pour régler les différends frontaliers et élargir ses relations bilatérales en matière de pêches. Il a par ailleurs cherché à renforcer la coopération aux fins de la conservation et de la gestion des ressources biologiques de la mer.

Le Canada a participé aux étapes préliminaires à l'entrée en vigueur éventuelle de la Convention sur la conservation du saumon de l'Atlantique Nord qui a été adoptée lors d'une conférence diplomatique tenue à Reykjavik en Islande, le 22 janvier 1982. La convention a été signée par le Canada, les États-Unis, la Communauté européenne, l'Islande, la Suède, la Norvège, et le Danemark agissant au nom des Îles Féroé. Ce traité vise à promouvoir la conservation, la restauration, la valorisation et la gestion rationnelle des stocks de saumon dans l'Atlantique Nord grâce à la coopération internationale. En définissant les fonctions de l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord, le traité reconnaît l'opportunité de réduire les interceptions et interdit la pêche du saumon au delà des mers territoriales, sauf au large du Grønland (40 milles) et des Îles Féroé (200 milles).

Lors d'une réunion tenue en novembre 1982, la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique a recommandé d'accroître légèrement les prises de thon rouge dans l'Atlantique Ouest pour 1983 par rapport à celles de 1982. Fondée sur des raisons scientifiques, cette décision a répondu aux nombreuses demandes faites par le Canada en vue d'établir une meilleure réglementation pour la protection des stocks de thon rouge, qui vont en s'amenuisant.

La réunion annuelle de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPAN) qui a eu lieu à Halifax en septembre 1982, avait pour but d'établir des mesures de conservation et de gestion applicables à des stocks situés dans sa zone de réglementation, ainsi qu'aux stocks dont l'emplacement débordait de cette zone dans les eaux de pêche canadiennes.

Litige concernant le golfe du Maine

Le Canada et les États-Unis ont confié à la Cour internationale de justice le soin de décider du tracé de leur frontière maritime commune dans la région du golfe du Maine. Cette frontière doit délimiter le plateau continental et la zone de pêche de 200 milles des deux parties. La cause sera entendue par une chambre spéciale de la Cour de La Haye composée de cinq membres, dont la décision sera finale et exécutoire.

En septembre 1982, le Canada et les États-Unis ont présenté en même temps leur première défense écrite (sous forme de "mémoire"). Chacune des parties y énonce ses vues au sujet des principes de droit et des faits à l'origine du litige. D'autres défenses écrites doivent être déposées en 1983, et les audiences devraient avoir lieu au printemps de 1984, une décision devant être rendue plus tard dans la même année.

Dans l'affaire du golfe du Maine, c'est la première fois qu'un tribunal international aura à se prononcer sur le tracé d'une frontière maritime unique délimitant la compétence de chacune des parties sur le fond marin et les eaux proprement dites au delà des limites de la mer territoriale. C'est également la première fois que le Canada se présente devant la Cour internationale de justice, et qu'il défend lui-même sa cause dans une affaire d'adjudication de frontière internationale.

Le véritable enjeu du litige concernant le golfe du Maine est la richesse des ressources halieutiques du banc de Georges, et les hydrocarbures que l'on pourrait un jour en extraire. S'il était admis, le principe de l'équidistance dont se réclame le Canada diviserait le banc de façon telle que moins de la moitié de celui-ci lui reviendrait. Les États-Unis tentent pour leur part de faire valoir que c'est tout le banc de Georges qui doit relever de leur compétence.

Droit de l'espace extra-atmosphérique

Depuis plusieurs années déjà, les tentatives se sont multipliées pour élaborer des principes relatifs à la diffusion directe par satellite (DDS); à cet égard, le Canada a directement contribué à la rédaction d'un ensemble de principes. Il s'est malheureusement révélé impossible de réconcilier le principe de la libre circulation de l'information que défendent la majorité des pays occidentaux et celui de la souveraineté qui, de l'avis de bon nombre de gouvernements, est menacée par la DDS. Bien que les Nations Unies aient jusqu'ici adopté par consensus tous les accords relatifs à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, cette fois-ci, l'ensemble de principes concernant la DDS a dû faire l'objet d'un vote à l'Assemblée générale. Le 10 décembre 1982, la grande majorité des délégations votait pour l'adoption des principes. Le Canada s'est abstenu afin de signifier sa déception que le consensus n'ait pu se faire après des années de discussions et de négociations. Il voulait montrer ainsi que le consensus représente selon lui la seule voie valable pour élaborer des principes d'application générale.

Depuis la désintégration du satellite soviétique Cosmos 954 au-dessus de son territoire en 1978, le Canada s'intéresse tout particulièrement à l'élaboration de règles concernant l'utilisation de sources d'énergie nucléaire (SEN) dans l'espace extra-atmosphérique. À la suite d'une de ses initiatives, un groupe de travail créé au sein du sous-comité juridique s'est vu confier en 1981 le mandat d'étudier la possibilité de préciser davantage les normes de droit international concernant l'utilisation des SEN. En mars 1983, le Canada a présenté aux Nations Unies un document de travail qui fait le point de la situation, en vue de faciliter la rédaction d'un ensemble de principes devant régir l'utilisation des SEN. Lors de sa session de 1983, le sous-comité juridique a pu adopter un langage convenu pour traiter de la question de la notification préalable à la rentrée des SEN dans l'atmosphère. Devant l'inquiétude générale suscitée dans le monde par la menace que constitue l'utilisation de SEN dans l'espace extra-atmosphérique, le Canada a l'intention de maintenir son appui aux tentatives des Nations Unies visant à faire adopter les règles concernant l'utilisation d'objets spatiaux fonctionnant à l'énergie nucléaire.

Aspects juridiques des questions de développement

Les efforts ont continué de porter sur le lancement des négociations globales sur la base de la résolution 34/138 de l'Assemblée générale des Nations Unies qui réclamait une plus grande coopération économique pour le développement à l'échelle internationale. Aucun progrès n'avait toutefois encore été accompli à la fin de l'année en raison d'une impasse concernant la forme.

La sixième Commission de l'Assemblée générale a pris connaissance d'une étude analytique intitulée " Systématisation et développement progressif des principes et normes de droit eu égard aux aspects juridiques du nouvel ordre économique international ", autorisée en vertu de la résolution 35/166 de l'Assemblée générale. Pendant l'examen de cette étude par la Commission, le Canada a fait valoir qu'il importe d'étudier les pratiques des États de même que les traités et les conventions pour bien définir les normes de droit en cette matière, plutôt que de se référer constamment à des résolutions, déclarations et décisions des Nations Unies qui ne bénéficient pas de l'appui général d'États n'ayant ni le même niveau de développement, ni les mêmes structures sociales. Sans renier les objectifs fondamentaux d'un nouvel ordre économique international, le Canada a préféré s'abstenir de voter sur la résolution autorisant de nouvelles études parce qu'il ne peut admettre hors de tout doute que toutes les règles qui constituent le nouvel ordre économique international ont ou doivent nécessairement avoir une valeur juridique.

Les négociations portant sur les questions liées à la science, à la technologie et au savoir-faire se sont poursuivies. Le Canada a participé aux travaux de groupes de travail qui

se sont réunis en dehors des cadres habituels pour discuter des points en suspens dans les négociations sur le code international de conduite applicable au transfert de technologie. Ce code doit servir à établir un ensemble de règles destinées à favoriser la transmission de techniques par les pays développés aux pays en développement. D'autres négociations se sont poursuivies sur l'établissement d'un code de conduite des sociétés transnationales, qui doit servir à clarifier les responsabilités respectives des États hôtes, des États d'origine et des sociétés transnationales. Les participants à la troisième session de la Conférence diplomatique de révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ont réglé certains points qui ne soulevaient pas une trop grande controverse. La conférence a pour but de réviser le texte de la Convention concernant la protection internationale de la propriété industrielle adoptée à Stockholm en 1967, afin de faire entrer les intérêts des pays en développement en ligne de compte. Enfin, le Groupe de travail sur le nouvel ordre économique international a poursuivi la rédaction d'un guide juridique sur les contrats visant les achats et les travaux de construction pour les aménagements industriels de grande envergure.

Droit conventionnel

Pendant l'année 1982, le Canada a signé 30 accords bilatéraux. Dix-neuf accords bilatéraux sont entrés en vigueur au Canada dès leur signature. En outre, dix autres sont entrés en vigueur par ratification ou par échange de notification. Le Canada a aussi signé sept accords multilatéraux et est devenu partie à 13 autres par ratification, adhésion ou acceptation.

On a achevé la préparation d'un répertoire des traités en vigueur au Canada. La première édition de cette publication intitulée *Traités en vigueur pour le Canada* (au 1^{er} janvier 1982) paraîtra vers le milieu de l'année 1983.

Outre ses responsabilités au titre de l'élaboration et de l'interprétation des traités et de l'élaboration de tous les instruments officiels qui les constatent, le ministère tient à jour un répertoire de tous les traités touchant le Canada. Les accords internationaux régis par le droit international et dont le Canada est signataire ou partie sont inscrits au *Registre des traités du Canada* qui donne le lieu et la date de la signature de chaque traité, la date de son dépôt devant le Parlement ou de son approbation par ce dernier, ainsi que les détails de la ratification ou de l'adhésion, s'il y a lieu, et enfin des renseignements sur l'entrée en vigueur et l'extinction du traité, les réserves ou déclarations qui l'accompagnent, les accords connexes et les amendements ultérieurs. Les arrangements non contraignants conclus par le Canada, comme les protocoles d'entente, sont répertoriés dans le *Registre des protocoles d'entente et arrangements*. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec la Section des traités du ministère.

Chapitre 7

RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES

Affaires publiques au pays et à l'étranger

La façon dont le Canada et les Canadiens sont perçus à l'étranger influe grandement sur nos relations internationales. C'est donc dire que l'une des tâches fondamentales du ministère des Affaires extérieures consiste à mieux faire connaître le Canada, en privilégiant un auditoire particulier fait de personnes dont l'opinion compte ailleurs. Si les relations culturelles et universitaires internationales sont une façon attrayante de stimuler l'intérêt, l'information sur la qualité de la vie chez nous contribue à la poursuite des objectifs du Canada en matière de politique extérieure et de commerce.

Les programmes canadiens d'affaires publiques servent à projeter l'image d'un État fédéral démocratique, d'un partenaire commercial fiable, ouvert aux investissements étrangers, capable de mettre au point et en application les techniques les plus perfectionnées, et d'un pays qui, culturellement parlant, se distingue par son bilinguisme et son multiculturalisme.

Au Canada même, le ministère, par l'entremise des journaux, de la radio et de la télévision, renseigne la population en général, ainsi que les personnes et organismes pour qui les affaires étrangères revêtent un intérêt particulier; il espère ainsi animer davantage le débat autour du rôle du Canada sur la scène internationale, tout en faisant mieux connaître le mandat du ministère et les services que celui-ci offre aux Canadiens.

Échanges culturels

Grâce aux efforts déployés par le ministère pour attirer l'attention sur les réalisations canadiennes dans le domaine culturel, les dirigeants d'institutions, de musées et de festivals étrangers de grand renom ont invité des artistes et des troupes du Canada à participer à leurs activités. Devant la manifestation d'une volonté d'encourager et de faciliter les contacts culturels entre le Canada et l'étranger, les demandes de subventions au titre des voyages ont commencé à affluer en provenance de toutes les sphères du monde artistique. Pendant l'année à l'étude, des troupes canadiennes se sont produites en tournée en Europe, aux États-Unis, en Amérique latine, en Asie et en Afrique, sous les auspices du ministère. Parmi elles figuraient l'Orchestre symphonique de Toronto, à qui les publics de Londres, d'Amsterdam, de Zurich et de Vienne ont réservé un bon accueil; la Ligue nationale d'improvisation, qui a remporté un franc succès en France, en Belgique et en Suisse; et la troupe de mimes *Theatre Beyond Walls* qui, après sa tournée au Japon, a été invité à s'y produire de nouveau, le financement étant assuré par des intérêts

privés. Plusieurs grandes expositions ont eu lieu, dont celle des œuvres du peintre Riopelle au Centre Pompidou de Paris; l'exposition de tapisseries contemporaines canadiennes au nouveau musée de Barbican, à Londres; et l'exposition pluridisciplinaire "O Kanada" sur la culture canadienne à l'*Akademie der Kunst* de Berlin.

Les consultations bisannuelles avec les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne ont été l'occasion de faire le point de la situation devant la multiplication des activités culturelles, et d'établir le cadre à l'intérieur duquel devraient se poursuivre nos relations culturelles avec ces deux pays. Le gouvernement canadien a aussi accordé son appui au programme Échanges Jeunesse que les États-Unis lançaient au printemps de 1982 pour accroître les échanges de jeunes originaires des sept nations participant aux sommets économiques.

La réunion annuelle du Comité mixte Canada-Belgique a davantage retenu l'attention que les années précédentes étant donné l'intérêt accru que présentent nos relations culturelles avec les régions flamande et wallonne de la Belgique depuis l'adoption d'une politique de régionalisation annoncée récemment par le gouvernement de ce pays. Suite à la réunion de 1981, les consultations fédérales-provinciales de 1982 sur la politique culturelle ont permis aux provinces de renforcer leur présence sur la scène des relations culturelles internationales.

Études canadiennes

La promotion des études canadiennes dans les universités étrangères est demeurée un important volet du programme de relations universitaires du ministère. Les associations d'études canadiennes d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Irlande ont tenu leurs premières conférences. L'association des États-Unis s'est finalement dotée d'un siège permanent. Il convient de souligner la qualité exceptionnelle des participants au programme de bourses à l'intention des nationaux de 17 pays poursuivant des études de deuxième cycle ou des recherches postdoctorales.

UNESCO

La Conférence mondiale sur les politiques culturelles s'est réunie à Mexico en juillet et août. Les signataires de la "Déclaration de Mexico" ont adopté un certain nombre de principes ayant trait à l'identité, à l'épanouissement et au patrimoine culturels ainsi qu'à la coopération internationale dans le domaine de la culture. La délégation canadienne a proposé deux résolutions, la première portant sur la protection du patrimoine mondial, et la seconde, sur les liens exis-

tant entre la culture, l'information et les communications. Elles ont toutes deux été adoptées. En prévision de la prochaine conférence générale, l'UNESCO convoquait en novembre une conférence générale spéciale consacrée à l'examen du plan à moyen terme des activités pour la période de 1984 à 1989. Pour terminer, signalons que le Canada a participé à la réunion de décembre du conseil intergouvernemental portant sur

le programme de développement des communications internationales, à l'issue de laquelle a été créé un programme d'aide au tiers monde en matière de coopération technique. Les Nations Unies ont proclamé 1983 Année mondiale des communications dans le but de promouvoir la mise en place et le perfectionnement des infrastructures de communications partout dans le monde.

Chapitre 8

PROGRAMMES D'INFORMATION ET SERVICE DE PRESSE

Le ministère administre trois programmes d'information distincts, un premier à l'intention des missions du Canada à l'étranger, un deuxième dont la mise en œuvre se fait au Canada, et un troisième, en l'occurrence le service de presse du ministère, qui englobe les relations avec la presse et certains éléments des deux autres programmes.

Relations avec la presse

Le Service de presse du ministère a pour tâche de fournir au vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de même qu'aux deux ministres d'État, les services dont ceux-ci ont besoin pour leurs contacts avec la presse. Le directeur du Service de presse est le porte-parole officiel du ministère en matière de politique extérieure; ses fonctions consistent à répondre aux questions des journalistes et à organiser des séances d'information, des conférences de presse et des interviews à Ottawa et à l'étranger. Les deux directeurs adjoints sont les porte-parole des ministres d'État.

Le Service de presse aidera, sur demande, les journalistes canadiens voyageant à l'étranger en planifiant leurs déplacements, en leur fournissant de la documentation et en s'assurant que les missions canadiennes les informeront de la situation politique, économique et sociale du pays visité.

Service de presse

Lorsque le Premier ministre ou l'un ou l'autre des trois ministres chargés des Affaires extérieures se rend à l'étranger en visite officielle, le Service de presse renseigne les journalistes qui l'accompagnent au sujet des objectifs de la visite et leur remet habituellement un cahier de presse comprenant de la documentation sur les questions d'ordre politique et économique. La chose s'est produite à plusieurs reprises en 1982. De la même façon, lorsque des dignitaires étrangers effectuent des visites officielles au Canada, le Service de presse organise des séances d'information, des rencontres et des interviews pour les journalistes qui les accompagnent, de même que pour les journalistes canadiens affectés à la visite. Il voit au besoin à l'accréditation des journalistes étrangers et canadiens. C'est également lui qui prête régulièrement son assistance à une quarantaine de correspondants étrangers rendant compte de l'actualité canadienne au Canada même ou à partir des États-Unis.

Le Service de presse émet tous les communiqués du ministère, de même que les discours et les déclarations officielles. Les missions à l'étranger reçoivent chaque jour par transmission télégraphique un condensé des nouvelles parues dans les journaux canadiens qui leur est particulièrement utile pour se tenir au courant de l'actualité de leur pays.

Expositions universelles

La Direction des expositions universelles est chargée d'assurer la participation du Canada aux expositions internationales, parfois appelées foires mondiales. Le Canada a participé à l'Expo Énergie 82 qui, tenue à Knoxville, au Tennessee, a attiré 11 millions de personnes; la visite de son pavillon a permis aux visiteurs de mieux connaître nos ressources énergétiques. Le Canada a été invité à participer à d'autres expositions de grande envergure par les États-Unis, qui organisent l'Expo 84 à la Nouvelle-Orléans sur le thème *Le monde des fleuves*, ainsi que par le Japon qui tiendra l'Expo 85 à Tsukuba, laquelle portera sur " la science et la technologie au service de l'homme chez lui ". Entre-temps, les préparatifs vont bon train en vue de la présentation d'expositions universelles à Paris en 1989, ainsi qu'à Chicago et à Séville, en Espagne, en 1992. Les formalités d'enregistrement pour ces dernières manifestations devraient avoir été remplies avant que l'année 1983 ne s'achève.

Le Canada sera l'hôte de l'exposition mondiale de 1986, Expo 86, qui aura lieu à Vancouver, sur le thème des transports et des communications. C'est la Direction qui est chargée de la coordination de l'exposition et de sa promotion auprès des gouvernements étrangers. Quinze pays ont déjà accepté d'y participer, et l'on s'attend à ce que leur exemple soit suivi par beaucoup d'autres encore.

Outre ses responsabilités liées aux expositions internationales, la Direction est chargée de l'organisation de 35 expositions itinérantes qui servent à faire connaître le Canada. Ces expositions peuvent soit être utilisées dans le cadre du programme canadien d'information à l'étranger, soit servir à intéresser le public étranger à des manifestations telles que les journées du Canada et les semaines du film canadien, soit faciliter la promotion du tourisme et du commerce.

Programmes d'information à l'étranger

Le ministère tient ses missions au courant non seulement des événements qui font l'actualité au Canada, mais aussi des questions de politique qui ont des répercussions à plus long terme. Si certaines des activités en matière d'affaires publiques sont coordonnées par l'administration centrale, d'autres sont laissées à la discrétion de chacune des missions. L'administration centrale et les missions échangent constamment des informations, des conseils et des demandes de renseignements. Le ministère a recours à une foule de moyens pour aider les missions à renseigner la population locale au sujet des événements qui surviennent au Canada, ainsi que pour promouvoir nos objectifs commerciaux et politiques.

Pendant l'année 1982, les cinémathèques mises sur pied dans 90 missions ont reçu quelque 3 000 films réalisés par l'Office national du film et le secteur privé, qui sont présentés dans le cadre des activités générales ou de prestige.

Le documentaire d'une demi-heure intitulé "Canada Today/Canada d'aujourd'hui", réalisé en 1981, a été traduit en 19 langues afin d'atteindre un auditoire beaucoup plus vaste. Deux nouveaux films, "Le cheptel porcin canadien" et "Vers les marchés de l'Amérique latine", ont été réalisés au titre de la promotion du commerce. Dans le cadre d'un nouveau programme qui sert à tenir les agents d'information et journalistes étrangers au courant de la vie politique canadienne, le ministère s'occupe de distribuer des vidéos et des cassettes audio d'émissions d'affaires publiques pour la télévision. Des enregistrements de courts documentaires télévisés ont été produits pour que nos missions aux États-Unis demandent aux stations locales de les diffuser. Au chapitre des réalisations particulières, mentionnons la production d'un enregistrement-souvenir de l'œuvre du pianiste Glenn Gould, et d'un vidéotex Télidon pour marquer l'ouverture du consulat de Munich. Les missions ont à leur disposition une collection de plus de 30 000 diapositives couleur qu'elles peuvent utiliser dans des publications, des expositions et des foires commerciales.

Le ministère produit aussi toutes sortes de publications, de brochures et de dépliants destinés à des auditoires étrangers. Par exemple, les fiches de documentation, qui servent à répondre aux questions les plus couramment posées, traitent de sujets en dix langues différentes. Canada Weekly et Hebdo Canada sont les principaux organes ministériels de diffusion des nouvelles canadiennes à l'étranger. Plus de deux millions de personnes lisent ces hebdomadaires qui paraissent également toutes les deux semaines en espagnol et en portugais. Cette année, 14 missions canadiennes ont publié des périodiques pour plus de 250 000 lecteurs vivant en Australie, en Belgique, au Brésil, en France, en République fédérale d'Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Afrique francophone, en Grande-Bretagne, au Mexique, aux États-Unis, au Japon et au siège de la Communauté européenne à Bruxelles.

Les missions reçoivent également des textes et de la documentation sur les questions d'actualité, des articles rédigés expressément pour leurs publications, des brochures du ministère et des expositions internationales, des cahiers de presse, des trousseaux d'information; s'y sont ajoutés cette année, 18 numéros du bulletin sur la réorganisation. Des résumés quotidiens de l'actualité fédérale et provinciale et des nouvelles sur l'économie ont été envoyés aux missions par télex ou télécopie à l'intention des agents du service extérieur qui s'en servent dans le cadre de leurs activités de diffusion de l'information. Les missions ont aussi reçu à de nombreuses reprises des extraits de la période de questions à la Chambre des communes.

Parmi les projets spéciaux, mentionnons l'envoi aux missions du texte soumis à l'embargo des rapports de l'Office national de l'énergie et les copies du budget fédéral, la création de vidéotex pour trois terminaux Télidon, la coordination du programme de dons de livres par les chefs de mission et la rédaction du cahier de presse préparé à l'occasion de la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Toronto.

Les fonds affectés à la publicité servent à rehausser l'image du Canada comme nation commerçante dans les publications étrangères et, au Canada même, à renseigner l'entreprise au sujet des débouchés qui existent à l'étranger, dans le but ultime d'accroître les exportations de biens et services.

Enfin, le programme de visites et conférences permet aux journalistes et autres façonneurs d'opinion étrangers d'effectuer des séjours d'étude au Canada pour mieux connaître ce qui se fait au pays de manière générale ou dans un domaine particulier. En 1982, 714 visiteurs ont été accueillis au Canada dans le cadre de 127 visites distinctes. Ils venaient principalement de France, du Royaume-Uni, de République fédérale d'Allemagne, des États-Unis, du Japon et d'Australie. Dans le cadre de ce même programme, 17 spécialistes canadiens ont pu se rendre à l'étranger pour y prononcer des conférences dans les domaines de la médecine, de l'enseignement, de l'administration publique, de la culture, des communications par satellite et de l'informatique.

Programmes d'information au Canada

Responsable, en vertu de son nouveau mandat élargi, de la réalisation des objectifs commerciaux du Canada en matière d'exportations, le ministère a considérablement augmenté, en 1982, ses activités d'information au Canada. On a ainsi préparé des expositions, des dépliants et des brochures, des annonces radiophoniques, des présentations audio-visuelles et des messages publicitaires à l'intention du monde des affaires canadien.

En outre, la Direction des services d'information au Canada a poursuivi son rôle traditionnel de pivot des activités ministérielles d'information destinées au public canadien. Parmi ces activités, mentionnons le traitement des demandes de renseignements généraux, la rédaction de publications variées sur le ministère et sur divers aspects des relations extérieures du Canada, la préparation, à l'intention d'auditoires canadiens, de conférences données par des spécialistes de la politique extérieure, et l'organisation de voyages à l'étranger pour les représentants de groupes ayant un intérêt particulier pour les relations internationales.

Affaires historiques

La Direction des affaires historiques a la garde des clés de l'histoire du ministère et de la politique extérieure du Canada. Elle rassemble les documents ministériels à valeur historique, les communique aux chercheurs et rédacteurs canadiens et étrangers, et collabore à l'exécution des demandes d'accès limité aux dossiers du ministère qui sont présentées par les universités, d'autres organismes de recherche ou des particuliers. Elle est également chargée d'aménager les archives du ministère en vue de la promulgation anticipée de la loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Par ailleurs, on a terminé, au cours de l'année, la compilation du volume des *Documents relatifs aux relations extérieures du Canada* qui porte sur la période 1948-1949; cet ouvrage est maintenant en cours de publication. Enfin, au chapitre de ses projets en voie de réalisation, la direction s'occupe d'interviewer nombre d'employés anciens et actuels aux fins de son programme d'histoire orale, et reproduit sur microfiches les documents historiques du ministère.

Chapitre 9

FORMULATION DES LIGNES DE CONDUITE ET SYSTÈMES DE GESTION

Le ministère des Affaires extérieures possède un réseau très étendu de missions et est appelé à s'occuper d'une foule de questions complexes. Pour que tout fonctionne bien, il est essentiel que la coordination de l'élaboration et de l'exécution des lignes de conduite, ainsi que l'administration, soient centralisées. Le ministère gère des biens immobiliers dont le gouvernement est propriétaire ou locataire dans le monde entier et il administre le personnel de ses bureaux au Canada et dans nos 122 missions à l'étranger. Il lui faut donc des services administratifs pour gérer des budgets comptabilisés en diverses devises, un bureau du protocole pour répondre aux besoins des représentants diplomatiques étrangers, de même qu'un bon réseau de communications pour demeurer en contact avec tous ces gens.

Planification des lignes de conduite

Les secrétariats de la politique étrangère et de la politique économique internationale secondent le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures et la haute direction, évaluant l'efficacité des lignes de conduite en vigueur et proposant des options ou de nouvelles orientations à la lumière de la conjoncture nationale et mondiale. Ils s'attachent également à renforcer le nouveau mandat du ministère à titre d'organisme central chargé de coordonner tous les aspects de la politique extérieure et des échanges commerciaux du Canada.

Sécurité et renseignements

Le Bureau de l'analyse des renseignements et de la sécurité assume la responsabilité de la sécurité matérielle des documents et des communications, ainsi que la sécurité du personnel des missions et de l'administration centrale. Son personnel rassemble et analyse les renseignements d'ordre politique et économique qui lui parviennent de sources multiples et qui servent de fondement à l'élaboration de directives dans les domaines touchant les intérêts du Canada. Les questions de terrorisme international et les préparatifs en cas d'urgence sont également de son ressort.

Coordination fédérale-provinciale

La volonté que manifeste le gouvernement de mieux harmoniser les relations extérieures du Canada s'étend aux activités et objectifs fédéraux et provinciaux en dehors de nos frontières. Les gouvernements provinciaux affectent un personnel fort nombreux et des ressources financières considérables à la promotion de leurs intérêts particuliers à l'étranger, et bénéficient à cet égard de l'appui du ministère. Dans le même ordre d'idées, le ministère consulte les pro-

vinces davantage que par le passé afin de veiller à ce que leurs intérêts soient pris en considération dans la conduite de nos relations internationales.

Les activités de coordination et de collaboration fédérales-provinciales visent, entre autres, à faciliter la participation des provinces aux travaux des institutions multilatérales et aux affaires internationales touchant l'économie, le commerce, la société, la culture, l'environnement et l'immigration, ainsi qu'à maintenir des liens étroits avec les bureaux provinciaux à l'étranger. Le réseau de communications du ministère est mis à la disposition des provinces pour que celles-ci puissent avoir rapidement recours aux services des missions diplomatiques du Canada. Le ministère offre aussi aux provinces la possibilité de se procurer plusieurs de ses rapports relatifs aux affaires étrangères.

Le ministère contribue en outre à l'organisation des visites qu'effectuent des ministres et des délégations des provinces à l'étranger, et il fournit son aide aux délégations étrangères désireuses de rencontrer des ministres, des hauts fonctionnaires et des gens d'affaires des provinces.

Coordination interministérielle

Le Comité des sous-ministres chargé de la politique étrangère et de la défense qui a remplacé le Comité interministériel sur les relations extérieures en 1980, est présidé par le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il est chargé d'examiner les grandes propositions de politique et de défense que lui soumet le Cabinet ou que des ministères ont formulées à l'intention de comités du Cabinet. Il s'assure que ces propositions sont conformes aux priorités et aux objectifs du gouvernement et qu'il y aura suffisamment de ressources pour les appliquer. Le comité s'occupe de questions d'ordre politique, économique et autre touchant le domaine des affaires étrangères, de l'aide et de la défense. Son sous-comité coordonne les consultations interministérielles.

Communications et informatique

Les communications sont le système nerveux central du ministère des Affaires extérieures au Canada et de ses 122 missions à l'étranger. Cette année, le Centre des télécommunications a transmis plus d'un milliard de mots constituant sept millions de messages pour le ministère et pour d'autres ministères ayant des bureaux ou des intérêts un peu partout dans le monde. D'autres messages sont transmis par télécopie ou par téléphone, et les services de courrier diplomatique acheminent messages et documents à destination.

Le service des télécommunications veille aussi à la sécurité des installations techniques et des communications, ainsi que des chancelleries et du personnel; il assure la formation des opérateurs, offre des services de communications spéciaux à l'occasion de visites de dignitaires et de membres de la famille royale, de même que des services audio-visuels et des services de transmission par radio, par téléphone et par télécopieur. L'installation d'appareils de transmission par télécopie et de machine de traitement de textes dans nos consulats est presque terminée, et de nombreuses missions disposent maintenant de téléphones à clavier et d'ordinateurs.

Personnel

La Direction du personnel est chargée du recrutement, de l'affectation, de la rémunération et des conditions de travail des 4 132 employés canadiens du ministère, dont 2 849 font partie du service extérieur permutant et 1 283 du personnel non permutant affecté uniquement au Canada. Le ministère compte, en outre, un certain nombre d'employés engagés sur place dans les missions à l'étranger. En 1982, la réorganisation du ministère, qui prévoit l'intégration de centaines d'employés de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce, a considérablement influé sur les opérations de la direction.

L'harmonisation des échelons supérieurs du service extérieur avec le nouveau système de la catégorie Gestion qui s'applique à l'ensemble de la Fonction publique s'est poursuivie. Ce projet de longue haleine doit entraîner une restructuration de tous les échelons du service extérieur.

La direction s'occupe aussi du déménagement de plusieurs centaines d'employés du service extérieur qui partent pour l'étranger ou reviennent au Canada avec leur famille et leurs effets ménagers.

Contrôle de la gestion et vérification

La Direction centrale du contrôle et de la vérification de la gestion s'assure que les missions à l'étranger et les divers services de l'administration centrale se conforment aux lignes de conduite, méthodes et pratiques établies.

L'évaluation des programmes fait aussi partie intégrante du processus de gestion du ministère, en conformité des lignes directrices du Conseil du Trésor. Elle consiste à effectuer des études formelles en vue de déterminer la pertinence et l'efficacité des programmes ministériels. Au cours de la période à l'étude, la direction centrale a évalué les programmes d'assistance technique et d'immigration, ainsi que les dispensaires et les bibliothèques. Elle a également poursuivi son travail de mise à jour de la politique et des plans d'évaluation en fonction des nouvelles structures et priorités ministérielles.

Représentation étrangère au Canada et protocole

Le Canada entretient des relations diplomatiques avec 140 pays. Il y a maintenant au Canada 74 ambassadeurs en résidence et 30 ambassadeurs non-résidents, ainsi que 23 hauts commissaires résidents et 13 hauts commissaires non-résidents. À ceux-là, viennent s'ajouter les représentants de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui compte 47 États, la délégation de la Commission des communautés européennes, le Bureau international du travail, le

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Centre des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat), l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

En 1982, le Bureau du protocole a assuré la liaison avec toutes ces missions, leur prodiguant services et conseils conformément aux lois et règlements du Canada et à ses obligations aux termes des conventions internationales. C'est également le Bureau du protocole qui veille à la protection personnelle des représentants diplomatiques et consulaires et à la sécurité matérielle des ambassades et consulats, qui s'occupe de l'accréditation des chefs de mission étrangers et canadiens, de même que des aspects protocolaires des visites de dignitaires au Canada. C'est encore lui qui veille à l'application du régime des privilèges et immunités dont jouissent 795 représentants consulaires et 285 représentants d'organisations internationales, ainsi que les membres de leur famille et, leurs domestiques lorsque ceux-ci ne sont pas canadiens. Le bureau aide les représentants étrangers nouvellement arrivés à comprendre les coutumes ainsi que les lois et règlements du Canada.

Le bureau est également chargé d'accueillir les visiteurs étrangers et de leur offrir l'hospitalité du gouvernement canadien. Parmi les visites officielles que nous avons reçues en 1982, mentionnons celles des présidents du Brésil, du Cameroun, de la Grèce, de la Guinée, de la Corée, du Pakistan et de la Somalie; des premiers ministres de l'Australie, de la Barbade, de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Portugal; des vice-premiers ministres de l'Australie, de l'Égypte et du Gabon, ainsi que du secrétaire d'État américain et des ministres des Affaires étrangères de 17 pays.

Le bureau a pris les dispositions nécessaires en vue des voyages du Gouverneur général en Roumanie, en Grèce, au Groenland et aux Nations Unies; des visites effectuées par le Premier ministre dans 12 pays, ainsi que de celles du secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans 13 pays.

Le Cabinet du chef du protocole s'est occupé de coordonner la participation du gouvernement canadien à la cinquième conférence nationale des chefs du protocole tenue à Edmonton. Ces conférences sont l'occasion pour les autorités fédérales et provinciales d'échanger leurs vues sur des questions d'intérêt commun.

Privilèges et immunités

Le ministère assume la responsabilité de l'interprétation et de l'application, au Canada comme à l'étranger, des principes que renferment divers accords internationaux sur les privilèges et immunités touchant les missions diplomatiques, les postes consulaires et les organisations internationales.

La *Loi sur l'immunité des États* qui établit l'immunité des États étrangers devant les tribunaux canadiens est entrée en vigueur le 15 juillet 1982. En vertu de cette loi, un État étranger peut, en principe, faire l'objet de poursuites judiciaires relativement à ses activités ou agissements sur le plan commercial. Son immunité est limitée à certains égards, ce qui le place, juridiquement parlant, dans une position qui se rapproche davantage de celle du simple citoyen canadien. Jusqu'à présent, la loi laissait planer de nombreux doutes quant au degré d'immunité dont jouissaient les États étrangers devant les tribunaux canadiens, lesquels étaient portés à appli-

quer le principe de l'immunité absolue. Avec le temps, la plupart des États ont progressivement abandonné ce principe qui avait vu le jour à une époque révolue et dans des circonstances qui n'ont plus cours. La *Loi sur l'immunité des États* rend la pratique canadienne conforme à la norme internationale.

Budget

Pour l'année financière 1982-1983, le budget du ministère au titre des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations, et des subventions et contributions se chiffrait à 634,3 millions de \$.

Les dépenses d'exploitation et d'entretien sont faites au titre de l'administration et de la coordination des opérations au Canada et à l'étranger, et notamment au titre des traitements, salaires et autres coûts de personnel, des coûts de location de propriétés à l'étranger, des déplacements et

des communications et de la conduite des opérations étrangères. Les dépenses d'immobilisations sont engagées au titre du programme d'acquisition à long terme qui a pour but d'accroître la proportion des locaux et logements dont le gouvernement est propriétaire à l'étranger pour épargner sur les coûts de location qui deviennent exorbitants. Ces fonds servent également à remplacer les voitures de même que les installations de sécurité et de communications et d'autres pièces d'équipement à l'étranger.

Les subventions et contributions consistent pour une bonne part en paiements incompressibles découlant de l'appartenance du Canada à des organisations internationales telles que les Nations Unies, l'OTAN, l'OCDE, le Commonwealth, l'Agence de coopération culturelle et technique et bien d'autres encore; se rangent également sous cette rubrique les dépenses liées aux relations avec les institutions intergouvernementales, à l'expansion du commerce international et aux relations dans les domaines de l'information et de la culture.

Principaux postes budgétaires

	(en millions de \$)
Exploitation	
Relations avec les gouvernements étrangers	86.1
Commerce international	77.5
Immigration et aide	24.7
Services consulaires offerts aux Canadiens à l'étranger	14.3
Information et relations culturelles	35.6
Administration générale	41.1
Services de soutien à l'étranger	159.7
Contributions aux avantages sociaux des employés	13.1
TOTAL	452.1
Immobilisations	
Construction et acquisition d'immeubles	26.1
Remplacement de pièces d'équipement	30.6
TOTAL	56.7
Subventions et contributions	
Organisations internationales	103.5
Expansion du commerce international	15.6
Information et relations culturelles	6.3
TOTAL	125.4

Immeubles et autres biens

La Direction générale des biens s'occupe de fournir tous les locaux et tous les biens matériels affectés aux opérations du ministère à l'étranger. C'est également elle qui gère le programme d'acquisition à long terme qui a pour but d'accroître la proportion des locaux à bureaux et logements dont le gouvernement est propriétaire à l'étranger. Pour l'instant, le budget dont ce programme est doté dépasse annuellement 26 millions de \$. On estime à plus de 500 millions de \$ la valeur du portefeuille immobilier du ministère.

Pendant la période qui nous intéresse, la Direction générale a mené à terme la construction de la superstructure de la nouvelle chancellerie de Belgrade, en Yougoslavie,

et les travaux de déblaiement pour le complexe de l'ambassade de Riyad, en Arabie saoudite, de même que les importantes rénovations entreprises à la chancellerie de Paris et à la *Canada House*, à Londres. D'importants travaux de rénovation se sont poursuivis à la future résidence officielle à Rome, et l'on a entrepris de moderniser de fond en comble la *MacDonald House*, principale chancellerie de Londres. La préparation des plans pour la construction des grandes chancelleries de Pékin, de Lagos, et de Washington s'est poursuivie. Les travaux de moindre envergure effectués à Pékin, Brasilia et Port of Spain, à la Trinité, de même que les petites rénovations faites dans certaines missions ont coûté au total 2,2 millions de \$. Le budget du programme d'entretien des immeubles s'est élevé à 9 millions de \$.

La Direction générale a eu fort à faire pour doter les nouvelles missions diplomatiques et consulaires de Perth (Australie), Amman (Jordanie), Munich (RFA), Kigali (Rwanda) et Conakry (Guinée), de locaux à bureaux et de propriétés résidentielles. On a procédé à l'achat d'une chancellerie à Rio de Janeiro, au Brésil, d'un rajout pour la résidence de l'ambassadeur auprès des Nations Unies à New York, et de logements destinés au personnel de Bangkok (Thaïlande), de Singapour, de Cleveland, de La Haye (Pays-Bas), de Harar (Zimbabwe), et de Kingston (Jamaïque). Le bail des nouvelles chancelleries de Lagos, d'Atlanta et de Yaoundé (Cameroun), de même que ceux de la chancellerie de Bangkok et de la

résidence officielle à Quito (Équateur) ont été signés pendant l'année.

Le ministère a procédé pour la première fois à la nomination d'un conservateur professionnel chargé d'administrer son programme des beaux-arts. Il peut maintenant compter sur les services à plein temps de spécialistes de la restauration, de la documentation et de la conservation pour sa collection de quelque 3 000 œuvres d'art canadiennes exposées dans les aires auxquelles le public a accès dans les chancelleries et les résidences officielles des missions à l'étranger, de même que dans l'immeuble de l'administration centrale et au 7, Rideau Gate, à Ottawa.

ANNEXES

Annexe I: Importations-exportations

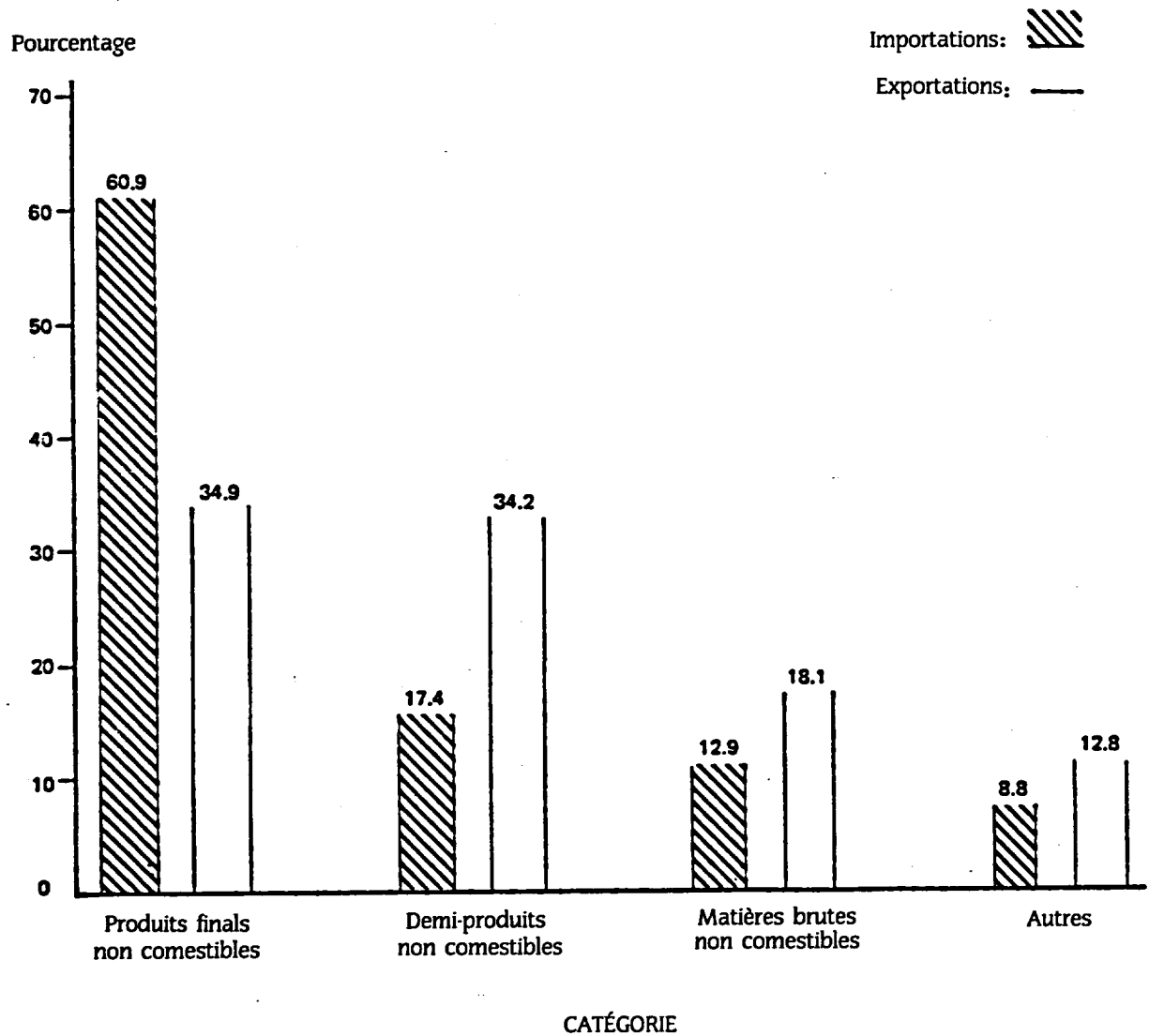
Importations en provenance des marchés principaux

Zone de commerce	Année	Animaux vivants	Aliments, provendes, boissons et tabacs	Matières brutes, non comestibles (en milliers de \$)	Matières travaillées, non comestibles	Produits finis non comestibles	Transactions spéciales commerciales	Total des importations
États-Unis	1980	108,950	2,392,409	5,165,913	9,198,001	31,184,460	563,909	48,613,642
	1981	196,330	2,651,546	4,423,283	10,281,743	36,099,067	698,310	54,350,280
	1982	137,332	2,570,983	3,825,619	8,386,316	31,674,705	767,145	47,362,100
Royaume-Uni	1980	805	154,619	110,669	455,688	1,212,599	39,901	1,974,280
	1981	994	146,043	440,860	507,083	1,242,716	38,892	2,376,588
	1982	969	148,788	359,300	461,850	889,626	40,243	1,900,774
Autres CEE	1980	1,781	347,674	73,177	922,533	2,192,868	64,993	3,603,027
	1981	2,060	394,189	103,774	1,384,223	2,162,790	69,535	4,116,572
	1982	2,111	448,580	87,051	1,069,806	2,125,331	70,225	3,803,103
Japon	1980	17	48,667	42,547	484,600	2,196,642	23,371	2,795,844
	1981	35	47,171	46,857	630,242	3,285,983	28,099	4,038,388
	1982	30	47,488	53,885	495,588	2,904,096	26,098	3,527,185
Autres OCDE	1980	319	586,607	189,691	500,202	808,827	19,436	2,105,082
	1981	574	533,210	290,792	487,332	845,275	22,032	2,179,214
	1982	204	475,551	206,378	443,701	754,586	28,665	1,909,085
Autres Amérique	1980	54	776,437	2,469,676	523,401	270,830	11,268	4,051,666
	1981	437	849,790	3,338,178	602,325	287,909	14,253	5,092,892
	1982	367	752,182	2,725,708	474,302	353,029	26,128	4,331,716
Autres pays	1980	947	383,347	3,292,873	623,854	1,790,056	39,226	6,130,303
	1981	1,007	415,852	3,526,743	659,053	2,313,456	59,309	6,975,420
	1982	683	354,056	1,414,963	462,818	2,231,549	57,307	4,521,378
Ensemble des pays	1980	112,874	4,689,761	11,344,544	12,708,279	39,656,282	762,104	69,273,844
	1981	201,437	5,037,800	12,170,487	14,552,002	46,237,195	930,431	79,129,353
	1982	141,696	4,797,627	8,672,904	11,794,381	40,932,922	1,015,811	67,355,341

Exportations vers les marchés principaux

Zone de commerce	Année	Animaux vivants	Aliments, provendes, boissons et tabacs	Matières brutes, non comestibles (en milliers de \$)	Matières travaillées, non comestibles	Produits finis, non comestibles	Transactions spéciales commerciales	Total des exportations nationales	Total des réexportations
États-Unis	1980	216,611	1,779,467	9,061,308	18,843,901	16,837,993	201,591	46,940,871	1,232,852
	1981	179,437	2,091,763	9,235,817	21,420,935	20,276,578	586,266	53,790,797	1,587,376
	1982	277,660	2,463,131	9,399,130	19,648,298	23,431,056	223,139	55,442,413	1,788,590
Royaume-Uni	1980	698	538,949	713,611	1,543,793	392,383	2,289	3,191,724	53,087
	1981	1,101	683,939	684,933	1,448,295	451,351	23,689	3,293,308	53,654
	1982	305	555,776	405,981	1,285,854	413,481	2,606	2,664,003	57,052
Autres CEE	1980	10,110	714,229	1,401,002	3,219,629	992,554	1,578	6,339,102	93,145
	1981	9,269	651,429	1,329,487	2,722,980	777,499	10,966	5,501,631	119,612
	1982	9,370	664,698	1,281,940	2,006,673	761,828	3,073	4,727,582	166,289
Japon	1980	6,374	765,559	1,943,072	1,535,621	105,747	145	4,356,518	16,988
	1981	5,069	1,058,217	1,929,737	1,392,355	112,234	49	4,497,660	24,034
	1982	4,891	1,048,735	1,947,243	1,394,358	167,319	223	4,562,768	21,517
Autres OCDE	1980	2,133	180,308	602,524	842,908	749,919	1,082	2,378,875	69,594
	1981	4,091	243,617	681,036	686,146	689,975	8,839	2,313,704	143,843
	1982	892	301,076	500,189	602,809	638,924	7,042	2,050,932	99,857
Autres Amérique	1980	13,698	1,156,460	221,841	1,171,893	1,300,301	14,831	3,879,026	157,616
	1981	15,461	1,051,526	327,499	1,122,364	1,264,834	13,517	3,795,202	430,844
	1982	9,805	933,645	235,535	828,101	1,030,708	14,376	3,052,169	380,536
Autres pays	1980	4,354	2,874,143	816,016	2,187,158	1,471,586	6,602	7,359,859	89,342
	1981	14,359	3,431,796	1,020,975	1,737,705	1,778,774	27,380	8,010,989	115,312
	1982	22,609	3,927,179	990,373	2,116,904	1,893,637	13,404	8,964,107	168,885
Ensemble des pays	1980	253,979	8,009,116	14,759,116	29,344,903	21,850,483	228,118	74,445,976	1,712,624
	1981	228,787	9,212,287	15,209,484	30,530,781	25,351,246	670,707	81,203,291	2,474,675
	1982	325,532	9,894,240	14,760,392	27,882,996	28,336,953	263,862	81,463,974	2,682,727

Composition des échanges commerciaux du Canada par produit - 1982



Déploiement du personnel et des missions canadiennes à l'étranger, par région

	Employés de programme	Employés de soutien
Organisations internationales	57	106
États-Unis	305	473
Afrique anglophone	66	231
Afrique francophone	73	326
Moyen-Orient	65	203
Amérique latine	116	278
Antilles	94	238
Asie du Sud et du Sud-Est	144	602
Asie du Nord et région du Pacifique	152	306
Europe de l'Ouest	441	1,101
Europe de l'Est	64	237
Total	1,577	4,101
TOTAL GÉNÉRAL		5,678

Annexe IV

Répartition des années-personnes à l'étranger, par programme

Programmes	Employés de programme	Employés de soutien
Affaires consulaires	45	133
Douanes et accise	10	13
Relations de défense	111	124
Immigration	297	450
Relations générales	240	180
Aide au développement international	110	71
Liaison policière	45	30
Information et relations culturelles	117	207
Science, technologie et environnement	18	12
Tourisme	70	47
Commerce	401	305
Transport, communications et énergie	11	7
Administration	102	2,522
Total	1,577	4,101
TOTAL GÉNÉRAL		5,678

Accords internationaux bilatéraux

ANASE

Accord de coopération économique entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

New York, le 25 septembre 1981
En vigueur le 1^{er} juin 1982

Bangladesh

Convention entre le Canada et la République populaire du Bangladesh en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Dacca, le 15 février 1982

Brésil

Accord à long terme sur le blé entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale du Brésil.

Ottawa, le 20 juillet 1982
Adopté le 20 juillet 1982
En vigueur à compter du 1^{er} janvier 1983

Bulgarie

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Bulgarie prévoyant le règlement définitif de certaines obligations bulgares.

Ottawa, le 14 juin 1982
En vigueur le 14 juin 1982

Cameroun

Convention entre le Canada et la République unie du Cameroun tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (avec lettre portant sur ce sujet).

Ottawa, le 26 mai 1982

Chine, République populaire de

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine prorogeant l'Accord commercial du 13 octobre 1973.

Beijing, le 3 décembre 1982
En vigueur le 13 octobre 1982

Communauté européenne du charbon et de l'acier

Protocole concernant la coopération commerciale et économique entre le Canada et la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Bruxelles, le 26 juillet 1976
En vigueur le 1^{er} février 1982

Égypte

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République arabe d'Égypte pour la coopération dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Ottawa, le 17 mai 1982
En vigueur le 8 novembre 1982

Protocole entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République arabe d'Égypte concernant la création de l'Institut canadien en Égypte.

Le Caire, le 21 septembre 1982

Accord de prêt de développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République arabe d'Égypte.

Le Caire, le 8 décembre 1982

États-Unis

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis modifiant l'Accord concernant l'attribution de canaux de télévision, constitué par un échange de notes en date du 23 juin 1952.

Washington, le 26 février et le 7 avril 1982
En vigueur le 7 avril 1982

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis modifiant l'Accord du 24 octobre 1962 relatif à la coordination et à l'utilisation des fréquences radioélectriques de plus de 30 mégacycles par seconde, tel que modifié par l'échange de notes du 24 juin 1965.

Washington, le 26 février et le 7 avril 1982
En vigueur le 7 avril 1982

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis portant adjonction d'une nouvelle annexe (Annexe V) au Plan d'urgence conjoint en cas de pollution marine établi par un échange de notes à Ottawa, le 19 juin 1979.

Ottawa, les 5 et 17 mars 1982
En vigueur le 17 mars 1982

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis accompagné d'un Mémoire d'accord, modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent (1959) dans sa forme modifiée.

Washington, le 18 mars 1982
En vigueur le 18 mars 1982

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis constituant un Accord portant modification de l'Accord existant concernant l'utilisation par les États-Unis des installations de recherche spatiale du Conseil national de recherches et le prorogeant pour une période additionnelle de trois ans, soit jusqu'au 30 juin 1985.

Ottawa, les 8 et 26 octobre 1982
Adopté le 26 octobre 1982
En vigueur à compter du 1^{er} juillet 1982

France

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française constituant un Accord modifiant l'Accord entre le Canada et la France sur le transport aérien, signé à Paris le 15 juin 1976.

Paris, le 21 décembre 1982
En vigueur le 21 décembre 1982

Guinée

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée concernant la coopération au développement.

Conakry, le 8 juin 1982
En vigueur le 8 juin 1982

Inde

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Inde visant à éviter la double imposition des revenus des transporteurs aériens, complémentaire à l'Accord de transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Inde, signé le 20 juillet 1982.

New Delhi, le 20 juillet 1982
En vigueur le 20 juillet 1982

Accord sur les services aériens entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Inde.

New Delhi, le 20 juillet 1982
En vigueur le 31 août 1982

Indonésie, République d'

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Indonésie concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Ottawa, le 12 juillet 1982

Iraq, République d'

Accord relatif au commerce et à la coopération économique et technique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Iraq.

Baghdad, le 12 novembre 1982

Italie

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Italie portant sur l'entraînement au Canada de membres de l'Aviation militaire italienne.

Ottawa, le 3 mai 1982
En vigueur le 3 mai 1982

Malte, République de

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Malte constituant un Accord relatif à l'assurance-investissement à l'étranger (avec entente).

La Vallette, le 24 mai 1982
En vigueur le 24 mai 1982

Nouvelle-Zélande

Accord de coopération commerciale et économique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

Ottawa, le 25 septembre 1981
En vigueur le 1^{er} janvier 1982 (article IV excepté)

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée constituant un Accord relatif à l'assurance-investissement.

Papouasie-Nouvelle-Guinée, les 6 et 31 mai 1982
En vigueur le 10 juin 1982

Pologne

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Pologne sur leurs relations mutuelles en matière de pêches.

Ottawa, le 14 mai 1982
En vigueur le 15 mai 1982

Roumanie

Accord à long terme entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République socialiste de Roumanie relatif à la promotion et au développement de la coopération industrielle et économique.

Bucarest, le 19 mai 1981
En vigueur le 24 septembre 1982

Rwanda

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République rwandaise concernant la coopération au développement.

Kigali, le 25 octobre 1981
En vigueur le 1^{er} juin 1982

Soudan

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République démocratique du Soudan concernant la coopération au développement.

Khartoum, le 16 septembre 1979
En vigueur le 24 juin 1982

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République démocratique du Soudan portant sur la formation au Canada de personnel des forces armées du Soudan.

Khartoum, le 31 octobre 1982
En vigueur le 31 octobre 1982
avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1978

Sri Lanka

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République socialiste démocratique de Sri Lanka constituant un Accord relatif à l'assurance-investissement.

Colombo, le 17 juin 1982
En vigueur le 17 juin 1982

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République socialiste démocratique de Sri Lanka en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur le capital.

Colombo, le 23 juin 1982

Tunisie

Convention entre le Canada et la République tunisienne, tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur le capital.

Tunis, le 10 février 1982

Union des républiques socialistes soviétiques

Protocole prolongeant l'Accord commercial conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques, signé à Ottawa le 29 février 1956.

Moscou, le 21 janvier 1982
En vigueur le 21 janvier 1982

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur leurs relations mutuelles en matière de pêches.

Moscou, le 19 mai 1976
Adopté le 19 mai 1976
Notification canadienne du 12 mai 1981, dénonçant l'Accord, en vigueur le 19 mai 1982.
Prorogation de la notification du 12 mai 1981, dénonçant l'Accord, en vigueur le 30 septembre 1982.

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur des questions d'intérêt mutuel concernant la pêche.

Ottawa, le 22 décembre 1975
En vigueur le 22 décembre 1975
Notification canadienne du 7 juin 1982, dénonçant l'accord, en vigueur le 30 décembre 1982.

Venezuela

Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Venezuela.

Ottawa, le 25 juin 1982
En vigueur le 20 décembre 1982

Accords internationaux multilatéraux

- I. Actes du XII^e Congrès de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne
 Fait à Managua, Nicaragua, le 28 août 1981
 Signé par le Canada le 28 août 1981
 Le deuxième Protocole additionnel et le Règlement général sont entrés en vigueur pour le Canada le 1^{er} janvier 1982.
- II. Protocole sur les privilèges, exemptions et immunités d'Intelsat
 Fait à Washington, le 19 mai 1978
 En vigueur le 9 octobre 1980
 L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé le 15 décembre 1981.
 En vigueur pour le Canada le 4 janvier 1982
- III. Protocole au Traité de l'Atlantique Nord relatif à l'accession de l'Espagne
 Fait à Bruxelles, le 10 décembre 1981
 Signé par le Canada le 10 décembre 1981
 L'instrument d'acceptation du Canada a été déposé à Washington, le 8 janvier 1982.
- IV. Convention sur l'élimination de toutes les formes de (discrimination à l'égard des femmes)
 Fait à New York, le 1^{er} mars 1980
 Signée par le Canada à Copenhague, le 17 juillet 1980
 En vigueur le 3 septembre 1981
 L'instrument de ratification du Canada a été déposé à New York, le 10 décembre 1981.
 En vigueur pour le Canada le 9 janvier 1982
- Déclaration**
 Dans une lettre accompagnant l'instrument de ratification, le gouvernement du Canada a fait la déclaration suivante :
- Le gouvernement du Canada déclare que les autorités législatives compétentes du Canada ont mis en pratique le concept de l'égalité de rémunération tel qu'il est envisagé à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 11 en adoptant une législation qui prévoit la fixation des taux de rémunération sans discrimination fondée sur le sexe. Les autorités compétentes du Canada continueront de faire droit à l'objectif visé par l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 11, et à cette fin, elles ont mis au point – et, le cas échéant continueront à mettre au point – de nouvelles mesures, législatives et autres. (Traduction)
- V. Convention de l'Organisation internationale de métrologie légale
 Fait à Paris, le 12 octobre 1955
 En vigueur le 28 mai 1958
 L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé à Paris, le 23 décembre 1981
 En vigueur pour le Canada le 22 janvier 1982
- VI. Convention internationale sur la sécurité des conteneurs (CSC)
 Fait à Genève, le 2 décembre 1972
 En vigueur le 6 septembre 1977
 L'instrument de ratification du Canada a été déposé à Londres, le 19 février 1981
 En vigueur pour le Canada le 19 février 1981
- VII. Convention pour la conservation du saumon dans l'Atlantique Nord
 Fait à Reykjavik, le 2 mars 1982
 Signée par le Canada le 18 mars 1982
- VIII. Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel
 Fait à Genève, le 6 octobre 1979
 Signé par le Canada le 30 juin 1980
 En vigueur provisoirement le 23 octobre 1980
 La notification d'application provisoire du Canada a été déposée à Genève, le 7 novembre 1980.
 L'instrument de ratification du Canada a été déposé à New York, le 15 décembre 1981.
 En vigueur définitivement le 15 avril 1982
- IX. Actes finals de la Conférence administrative mondiale des (radiocommunications, Genève, 1979)
 Fait à Genève, le 6 décembre 1979
 Signé par le Canada, sous réserve d'approbation, le 6 décembre 1979
 L'instrument d'approbation du Canada a été déposé à Genève, le 27 avril 1982.
 Le 27 avril 1982, le gouvernement du Canada a soumis les réserves suivantes :
- Réserves**
Satellites du service mobile fonctionnant dans la bande des ondes décimétriques
 Le Canada convient que les systèmes mobiles à satellites qu'il mettra au point conformément au numéro 641 du Règlement des radiocommunications doivent être coordonnés et notifiés relativement aux articles 11, 12, 13 et 14. Mais, une fois ces satellites mis en service, le Canada considère qu'ils fonctionneront dans le cadre d'une attribution à titre primaire pendant toute leur durée de vie utile.
- Radiodiffusion à ondes décimétriques**
 Le Canada considère que la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979) n'a pas apporté de solution au grave encombrement du spectre des fréquences attribuées au service de radiodiffusion à ondes décimétriques au-dessous de la bande de 9 MHz.

La conférence a rejeté à une très faible majorité une proposition du Canada visant à ajouter dans le monde entier une bande de 100 kHz, entre 7 300 et 7 400 kHz, aux fréquences attribuées à ce service, alors que cette adjonction aurait permis de résoudre le problème. C'est pourquoi, en approuvant les Actes finals, le Canada se réserve le droit de répondre à certains de ses besoins de radiodiffusion en recourant à la bande des 7 300 - 7 400 kHz. Dans la mesure du possible, il respectera bien entendu les droits des administrations dont les services seront exploités conformément aux Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications (Genève, 1979).

X. Sixième Accord international sur l'étain

Conclu à Genève, le 26 juin 1981
Signé par le Canada à New York, le 29 avril 1982
La notification d'application provisoire du Canada a été déposée à New York, le 11 mai 1982.

XI. Convention internationale sur la recherche et le sauvetage (maritime, 1979)

Fait à Hambourg, le 25 avril 1979
L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé à Londres, le 18 juin 1982.

XII. Protocole prorogeant au 31 juillet 1986 l'Arrangement concernant (le commerce international des textiles

Adopté à Genève, le 22 décembre 1981
En vigueur le 1^{er} janvier 1982
L'instrument d'acceptation du Canada a été déposé à Genève, le 12 juillet 1982.

XIII. Constitution de l'Organisation des Nations Unies pour le (développement industriel

Fait à Vienne, le 8 avril 1979
Signée par le Canada le 31 août 1982

XIV. Prorogation de l'Accord international de 1976 sur le café

Fait à New York, le 31 janvier 1976
Signé par le Canada le 30 juillet 1976
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à New York, le 17 septembre 1976.
En vigueur provisoirement le 1^{er} octobre 1976

En vigueur définitivement le 1^{er} août 1977
La notification du Canada relative à l'acceptation de la prorogation de l'Accord du 1^{er} octobre 1982 au 30 septembre 1983, a été déposée à New York, le 30 septembre 1982.

XV. Protocole modifiant l'Accord sur le financement collectif de (certains services de navigation aérienne du Groenland et des îles (Féroé, fait à Genève le 25 septembre 1956

Fait à Montréal, le 3 novembre 1982
Signé par le Canada à Montréal, le 3 novembre 1982
En vigueur provisoirement le 1^{er} janvier 1983

XVI. Protocole modifiant l'Accord sur le financement collectif de (certains services de navigation aérienne d'Islande, fait à Genève (le 25 septembre 1956

Fait à Montréal, le 3 novembre 1982
Signé par le Canada à Montréal, le 3 novembre 1982
En vigueur provisoirement le 1^{er} janvier 1983

XVII. Actes finals de la Conférence internationale des télécommunications avec annexes

Fait à Nairobi, le 6 novembre 1982
Signé par le Canada à Nairobi, le 6 novembre 1982

XVIII. Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Fait à Montego Bay, le 10 décembre 1982
Signée par le Canada à Montego Bay

XIX. Accord portant création de la Banque africaine de développement, (tel qu'amendé

Fait à Khartoum, le 4 août 1963
En vigueur le 10 septembre 1964
L'instrument d'acceptation du Canada a été déposé à New York.

Réserves

En présentant l'instrument de ratification, le gouvernement du Canada a fait les réserves suivantes :

En ratifiant ledit Accord, le gouvernement du Canada, conformément au paragraphe 3 de l'article 64, se réserve le droit de percevoir une taxe sur tout traitement ou salaire versé par la Banque aux Canadiens, aux nationaux et aux résidents.

② 12
1232

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20047193 9

DUE DATE		
DATE DUE		
DATE DE RETOUR		
NOV 6 1995		

✓

b. 1854136 (E)

b. ~~20~~ 5114 x (F)

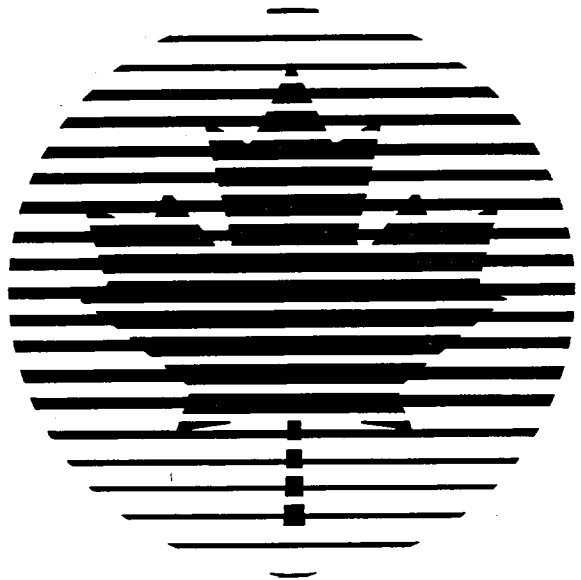
S

NON - CIRCULATING 1
CONSULTER SUR PLACE

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

FEB
REV 1 1986

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



Department of External Affairs
Annual Report 1982-83



Canada

Department of External Affairs **Annual Report 1982-83**



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

© Minister of Supply and Services Canada 1984

Cat. No. E1-1/1983

ISBN 0-662-52865-4



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

March 2, 1984

The Honourable Allan J. MacEachen
Deputy Prime Minister and
Secretary of State for External Affairs
Ottawa, Canada

Dear Mr. MacEachen,

I have the honour to submit for your consideration the Department's annual report for 1982-83.

It is submitted in accordance with the provisions of the new Department of External Affairs Act, which required that reports of the department be submitted on a fiscal rather than calendar year basis as in the past.

This report therefore covers the fifteen-month period from January 1, 1982 to March 31, 1983.

Yours sincerely,

Marcel Massé

Table of contents

	Page
Re-organization of the Department	vii
Overview: CANADA AND WORLD AFFAIRS	1
Chapter 1: CANADA AND WORLD TRADE	
Trade and the international economic environment	3
Special trade relations	5
Trade development	5
Chapter 2: CANADA'S REGIONAL INTERESTS	
The United States of America	9
The European Community and Western Europe	13
Eastern Europe	16
Asia and the Pacific	17
Africa and the Middle East	19
Latin America and the Caribbean	20
Chapter 3: MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION	
The Commonwealth	23
La Francophonie	23
North-South co-operation	23
The United Nations	23
Law of the Sea	24
Environmental questions	24
Energy	24
Human rights	25
Chapter 4: DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY	
East-West relations and collective defence	27
Arms control and disarmament	27
Terrorism	28
Chapter 5: PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS	
Consular assistance	29
Passport services	30
Immigration and refugees	31
Private international law	32
Unlawful seizure of individuals	32
Chapter 6: INTERNATIONAL LAW	
Fisheries	33
The Gulf of Maine case	33
Outer space law	33
Legal aspects of development	34
Treaty law	34
Chapter 7: INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS	
Public affairs at home and abroad	35
Cultural exchanges	35
Canadian studies	35
UNESCO	35

Table of contents (cont'd)

	Page
Chapter 8: INFORMATION PROGRAMS AND PRESS SERVICE	
Media relations	37
Press Office	37
World exhibitions	37
Information programs abroad	37
Information programs in Canada	38
Historical affairs	38
Chapter 9: POLICY FORMULATION AND MANAGEMENT	
Policy planning	39
Security and intelligence	39
Federal-provincial co-ordination	39
Interdepartmental co-ordination	39
Communications, information storage and retrieval	39
Personnel	39
Management review and audit	40
Foreign representation in Canada and protocol	40
Privileges and immunities	41
Budgetary estimates	41
Physical resources	41
APPENDICES:	
I. Export-import trade	44
II. Canada's trade share by commodity	46
III. Distribution of Canadian diplomatic posts and personnel by geographical region	47
IV. Deployment of person-years abroad by program	47
V. Bilateral international agreements	48
VI. Multilateral international agreements	51

Re-organization of the Department

On January 12, 1982, the Prime Minister announced a restructuring of the Department of External Affairs as part of a re-organization of several government departments concerned with Canada's economic development. Its purpose was to improve the implementation of new policies for national economic expansion and enhance export trade ability. The result of these changes is a fundamentally changed departmental mandate which now includes responsibility for trade policy and trade promotion along with the traditional area of foreign policy and the more recently acquired functions related to immigration. The new approach recognizes the vital role of the private sector and the provinces. Trade policy units of the Department work closely with the regional offices of the Ministry of State for Economic and Regional Development and the Department of Industry, Trade and Commerce/Regional Economic Expansion.

The White Paper "Foreign Policy for Canadians," published in 1970, described the role of the Department of External Affairs as "the maximum integration of its foreign operations that will effectively contribute to the achievement of national objectives." Canada's national objectives have shifted towards economic emphasis. With the shift has come the need for an aggressive drive towards larger export markets at a time when the difficult international trade climate is increasingly affected by the political environment. Foreign policy and trade are inevitably interrelated.

In 1971 an interdepartmental committee on external relations (ICER) had begun to integrate elements of the foreign service by incorporating the support services of all other departments with programs abroad in the Department of External Affairs. Throughout the following decade, ICER policy and program co-ordination helped reconcile diverging program objectives among the various government departments with interests abroad. Efforts were made to ensure that heads of diplomatic missions abroad would regard themselves as representatives of the whole Government of Canada. In March 1980, consolidation was taken a step further with the integration at the senior executive level of the foreign service officers from the departments of Industry, Trade and Commerce, and Employment and Immigration; operational-level foreign service officers from Employment and Immigration; and Canadian International Development Agency (CIDA) field staff.

As a result of the January 1982 reorganization, all foreign service officers from CIDA, trade commissioners and Canadian Government Office of Tourism employees are now fully integrated into the Department of External Affairs, along with the trade policy and trade promotion sections of the former Department of Industry, Trade and Commerce.

The restructuring of External Affairs into a new department with external trade responsibilities is reflected in the portfolios of the three ministers that have been assigned to the Department. The Secretary of State for External Affairs is charged with managing the broad mandate of the Department, but he has two other Ministers with more precisely defined responsibilities. The Minister of State for International Trade is responsible for international trade and export development and serves as the minister to whom the Export Development Corporation and the Canadian Commercial Corporation report. The Minister of State for External Relations, among other duties, supports the Secretary of State for External Affairs in international social, cultural and humanitarian affairs, and is responsible for francophone states and the Agency for Cultural and Technical Co-operation.

(On January 1, 1982, the Secretary of State for External Affairs was the Honourable Mark MacGuigan. On January 12, 1982 the Honourable Pierre de Bané was appointed Minister of State for External Relations and the Honourable Edward Lumley was appointed Minister of State for International Trade. Nine months later, on September 10, Deputy Prime Minister Allan MacEachen was appointed Secretary of State for External Affairs, and on September 30, the Honourable Charles Lapointe was appointed Minister of State for External Relations and the Honourable Gerald Regan was appointed Minister of State for International Trade.)

Working with the Under-Secretary of State for External Affairs are two deputy ministers corresponding to the Ministers of State - one for foreign policy and one for international trade. The Deputy Minister, Foreign Policy, is responsible for the geographic bureaux, defence, arms control, multilateral institutions, international cultural matters, security and intelligence. The Deputy Minister, International Trade, is responsible for trade promotion and trade policy, and is also Co-ordinator of international economic relations. In this newly created role, he is responsible for the co-ordination of the whole range of the government's external trade interests, including those of domestic departments such as Agriculture, Energy, Mines and Resources, Communications and Transport.

Below this senior level, departmental organization is designed to achieve maximum co-ordination of Canada's foreign relations activities and ensure that international considerations receive due weight in the formulation of domestic policy. The new comprehensive role for the Department of External Affairs makes it responsible for the policy, planning and management of all aspects of Canadian foreign relations and the link between the government's interests at home and abroad.

One or another of the three ministers in the Department sits on every major Cabinet committee, ensuring coherence in the country's external relations and underlining the significance of the government-wide mandate. Canadian business representatives who have been accustomed to deal-

ing with officials of the former Department of Industry, Trade and Commerce on trade promotion matters will find that the Department of External Affairs is equipped to protect and promote their interests.

Overview:

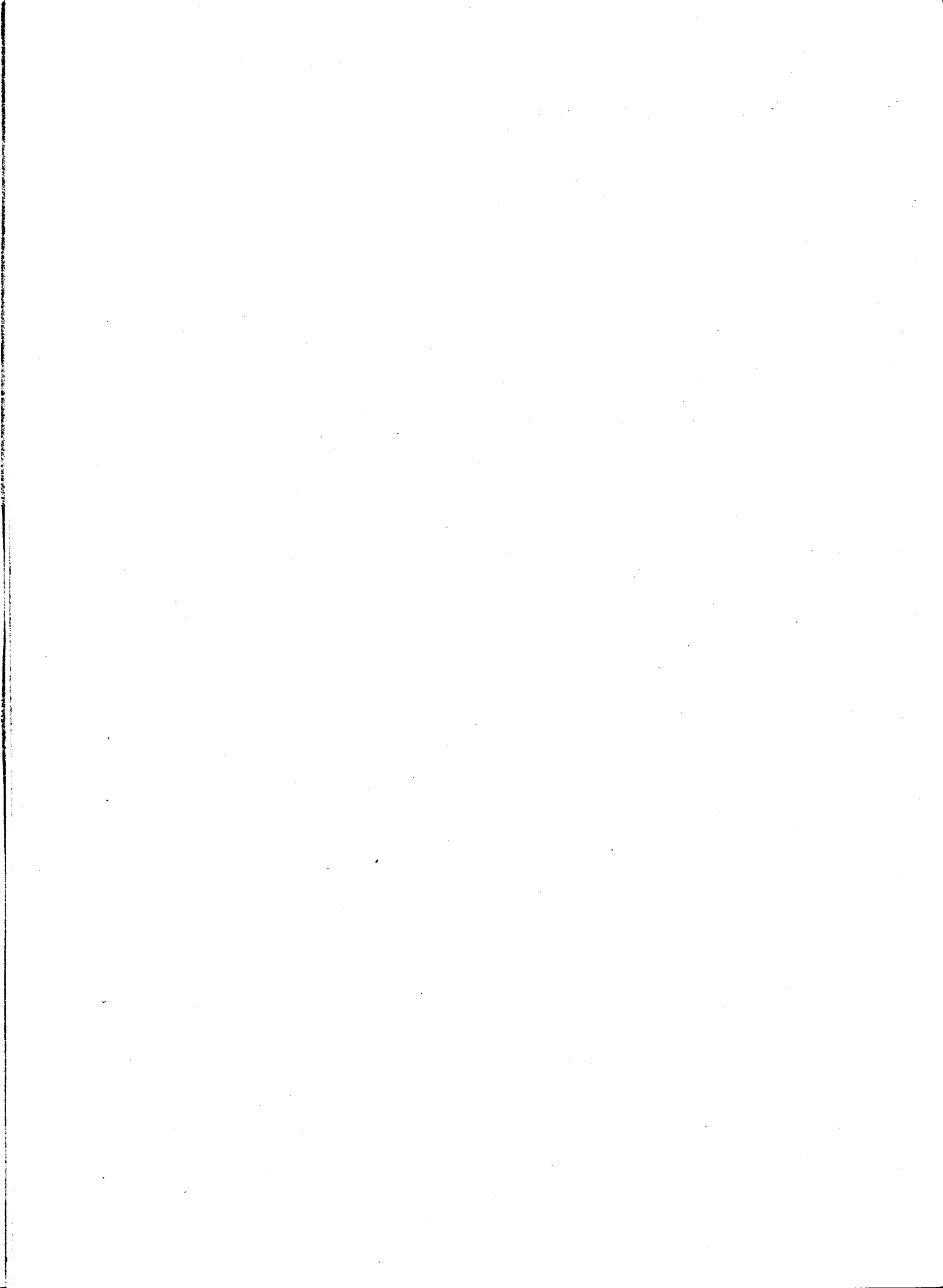
CANADA AND WORLD AFFAIRS

For Western countries, 1982 was a year of economic gloom and uncertainty. For Third World countries, crippled economies sometimes exacerbated already fragile political situations; and wars, invasions, *coups d'état* and massive human rights violations brought suffering and death to countless civilians and refugees. The international attention given to the North-South dialogue in recent years gave way to a focus on East-West relations as *détente* was replaced by increased strain and suspicion. At the same time, North-South and East-West issues appeared to be increasingly interrelated as the superpowers became more preoccupied with protecting their spheres of influence in the developing world. The escalating nuclear arms race fuelled a growing concern among the public in Western democracies; the daily tragedies in Lebanon after the Israeli invasion seemed never-ending; and the Falkland Islands conflict between Britain and Argentina demonstrated that reckless acts could lead to war.

These harsh political and economic realities underlined the inescapable interdependence of nations. The complexity of these relations challenged the foreign policies of Western governments, which sought to reach consensus on major

issues while pursuing individual objectives. This balance was achieved at the two major Western summits in 1982 – the Versailles Economic Summit, and the NATO Heads of State and Governments Summit Meeting at Bonn. Final communiqués from both pledged attending members, among other things, to pursue caution in the granting of export credits to Warsaw Pact countries, a commitment which demonstrated the relationship between political and economic objectives. The leaders also agreed to pursue prudent monetary policies and achieve greater control over budgetary deficits.

At larger multilateral forums such as the United Nations, the November meeting of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and the Toronto meetings of the International Monetary Fund and World Bank, the views of the developing world also figured in the deliberations, and while few immediate results were achieved, member nations recognized the urgency of agreeing on concerted action to deal with the international economic environment. The most positive multilateral accomplishment of the year was the signing of the UN Law of the Sea Convention by 117 nations.



Chapter 1

CANADA AND WORLD TRADE

Trade and the international economic environment

In 1982, the world recession shook the international economic system. Bankers held their breath for fear that parts of the global system of trade and finance would disintegrate. Unusually high interest rates in the United States were linked to growing inflation and unemployment in the West. In an economically unsure world, some Western governments introduced measures to protect and assist their ailing industries against cheaper imports. At the same time, some countries and groups of countries attempted to bolster their export markets through credits and subsidies to both producers and buyers. Such measures prompted disputes between countries competing for the same market. Many of these actions were contrary to the general consensus favouring the liberalization of trade. Serious trade disputes erupted between the United States and the European Community (EC) which threatened to prejudice long-standing economic relationships.

The recession hit developing countries particularly hard. Falling commodity prices and declining export markets meant a loss of revenue. Oil-importing countries, burdened by high import bills and falling export revenues, faced rapidly increasing foreign debts. Some oil-importing developing countries had to spend up to one-quarter of their export earnings to pay their oil bills. Ironically, the drop in oil prices, although it brought relief to some Third World countries, eroded the credit-worthiness of oil exporters such as Mexico and Venezuela. For many countries, the proportion of debt subject to short-term arrangement rose sharply, making refinancing imperative. The International Monetary Fund (IMF) attempted to lead the way through the minefield by helping lenders and debtors to consolidate and reschedule debts.

The climate surrounding the Toronto meetings of the IMF and the World Bank in September was one of crisis and concern. The World Bank had a week earlier called the first years of the 1980s "the most prolonged period of economic slowdown since the 1930s." Mexico had just announced its decision to nationalize its banks, a move which demonstrated the fragility of national economies with rapidly increasing deficits. At the IMF meeting, developing countries grouped together to urge the doubling of quotas and an easing of terms and conditions for borrowing. This urgency resulted in the later decision to increase IMF quotas and enlarge the General Arrangements to Borrow, which are prerequisite for standby credit.

Prospects for East-West trade had been clouded by the growing difficulties faced by some East European countries

and their increasing debt. The Versailles Economic Summit in early June revealed that Western countries differ in their interests and approach to the Eastern bloc countries. At Versailles, and at the Bonn NATO Summit Meeting, also in early June, some progress was made on a more unified approach that would accommodate these various interests. However, later that month, the difference in attitudes between the United States and other countries toward trade with the Soviet Union became a major irritant. Canada joined European countries in protesting a U.S. decision to extend an embargo on supplies and technology for the Siberian pipeline to foreign subsidiaries of U.S. companies.

The disheartening international economic picture had a significant impact on Canada. This country is heavily dependent on international trade, with more than 30 per cent of its Gross National Product (GNP) generated by exports. Canada recorded a record trade surplus in 1982 - \$17.8 billion, up from \$7.2 billion in 1981 - but this was a result of a decrease in imports, not an increase in exports. Imports were down 13.6 per cent from 1981. Canada's GNP also declined (4.8 per cent) for the first time in nearly 50 years. As in other countries, deficit spending was up, unemployment rose and the inflation rate and interest rates were intolerably high. The combined impact of these complex forces hit export-dependent Canada hard. Although Canadian leaders promoted the view that a reduction of interest rates should be the most important single goal, the immediate problem - an increase in protectionist measures by trading nations - was a very major concern for Canada. At the Geneva GATT meeting in November, Canada argued strongly in support of measures aimed at ensuring secure access for exports. Attending countries agreed to a series of resolutions concerned with the liberalization of international trade and the avoidance of more protectionism.

Regional trade patterns

With its main trading partners, Canada's trade performance in 1982 was a replica of its overall trade performance for the year. While exports expanded to the United States, Japan, and the Soviet Union, imports from these countries declined. Canada's crucial trade relations with the United States came under some strain. Increasing protectionist pressures in the U.S. Congress resulted in some "Buy American" provisions which had an adverse effect on some Canadian exports such as specialty metals. Canadian lumber, specialty steel and potato exports were also subject to special

trade actions, and a sale to the New York City Transit Authority of subway cars was resolved. In addition, the Autopact agreement was threatened by a U.S. domestic auto content bill.

Both imports and exports declined with Britain, the Netherlands, West Germany and France, resulting in marginal trade deficits with the latter two. In Western Europe as a whole, there was increasing use of anti-dumping and countervailing duty procedures against low-priced products originating from both sides of the Atlantic. West European action against imports of Canadian sealskins and problems in the operation of the Canada-EC Long-term Agreement on Fisheries perturbed trade relations. Although Canadian exports declined, in part because of the strength of the Canadian dollar against European currencies, Western Europe accounted for about 10 per cent of our total exports and remained Canada's largest foreign market area after the United States. Finished products account for 17 per cent of the total.

Canadian exports to Hong Kong, South Korea and the Association of Southeast Asia Nations (ASEAN), where the global recession has had a limited impact, increased. Two-way trade with the ASEAN countries alone reached over \$1 billion, with a trade surplus increase of 66 per cent over 1981. Indonesia replaced Singapore as our largest ASEAN market.

Japan is Canada's second-largest bilateral trading partner and although exports to Japan were up only marginally, the Canadian surplus increased significantly, principally because of decreased imports of Japanese automobiles and trucks. Imports of motor vehicles into Canada were the single most important trade issue, as Canadian producers made efforts to adjust to changed consumer requirements. Outside Japan, China remained Canada's biggest market in Asia at more than \$1.2 billion. As in the past, wheat and wood pulp were the main exports but manufactured products continued to increase.

Trade with Saudi Arabia, Australia, Venezuela and Norway recorded dramatic declines in 1982, mainly because of reductions in their petroleum revenues and their consequent inability to finance imports.

In Latin America and the Caribbean, the period was marked by devaluations and debt rescheduling in a number of countries, stricter foreign exchange controls and extensions of import licensing requirements. However, in spite of the adverse conditions which brought a 21 per cent decline in Canada's exports to the area, Canadian companies won large contracts against stiff competition in transportation, telecommunications and mining. Manufactured goods accounted for about 60 per cent of the \$3 billion exported to this region in 1982.

In terms of commodities, Canada's total exports of wheat, automobiles, trucks, chassis and parts improved significantly in 1982. Automobiles and parts as well as natural gas dominated exports to the United States; coal, rapeseed and ores to Japan, newsprint, lumber and wheat to Britain and wheat and barley to the Soviet Union. Imports of crude petroleum declined considerably as a result of the impact of the National Energy Policy and a mild winter. Imports of automobiles, trucks, parts, and chassis declined to a lesser extent, while imports of computers increased. It was particularly noteworthy that in 1982 there was a 12.6 per cent

increase in Canada's exports of fully manufactured goods. Canada's world trading position was severely tested in 1982 and its need to increase its market share in the newly industrialized countries was increasingly evident.

Agriculture and fisheries

The Department established a new Office for the International Marketing of Agriculture, Fisheries and Food Products to help implement the corresponding trade policy responsibility transferred from the former Department of Industry, Trade and Commerce.

The trading environment for agricultural products deteriorated in 1982 with surplus stocks and depressed prices, particularly for grain and dairy products. Some competitors followed more aggressive trading practices. The United States introduced a blended credit program coupled with three-year credit and the EC maintained high export subsidies. Nonetheless, our agricultural exports held up well, reaching a new record of \$9.5 billion in 1982, with wheat accounting for more than one-half of the total.

Canada made a number of efforts internationally to improve agricultural trade and supported programs of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) and under GATT to come to grips with agricultural protectionism. Canada urged restraint in the use of export credits and subsidies, and sought to consult trading partners on these and other trade-distorting measures. At the same time, the government resisted domestic pressures for protective measures, in keeping with GATT obligations.

In September, Canada concluded an arrangement with the United States for trade in beef and veal. The U.S. had sought voluntary restraint by the principal beef exporters – Canada, Australia and New Zealand – so as not to trigger import controls under the U.S. meat import law. To uphold this arrangement, Canada introduced export controls towards the end of the year on shipments of beef and veal to the U.S. market for the balance of the year.

Canada is fostering liberalization in the trade of fish and fishery products. The OECD is working on a study of measures and conditions that have a distorting effect on this trade, while GATT has undertaken a study on fishery products with the aim of achieving greater liberalization in the trade.

The Task Force on Atlantic Fisheries conducted exhaustive studies into the conditions facing the Canadian industry. The Department contributed information on problems of the international fisheries trade. Exports account for about 82 per cent of total fisheries production, worth nearly \$1.6 billion in 1982; thus conditions of market access are of great importance to the industry.

Science, technology and nuclear policy

Canada's foreign relations in international science and technology have a new stimulus and more definition since the government's enunciation of a comprehensive policy for a more vigorous use of international collaboration and more emphasis on the economic benefits.

Canada is a signatory of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) which commits countries not to use nuclear material in the development of explosive devices. Canadian policy since 1974 has been to export nuclear materials or equipment only to countries or

groups of countries which have signed the NPT as well as a bilateral non-proliferation agreement with Canada. Such bilateral agreements were concluded with Egypt and Indonesia in 1982. Canada continued to be active in the International Atomic Energy Agency (IAEA) and in preparation for the UN Conference on the Peaceful Uses of Nuclear Energy in 1983.

Manufacturing

The Department is responsible for ensuring that domestic manufacturing policies comply with Canada's international rights and obligations. During the year it sought to resolve a number of major issues through discussion with Canadian industry and in international forums. There were consultations on the government's new policies for shipbuilding assistance, coasting trade and the extension of customs jurisdiction offshore. During the year, the Department worked to resolve issues in the automotive, petrochemical and civil aircraft sectors; the latter included the possibility of Canadian participation in the European Airbus program.

Transportation and communications

The Department continued to take part in the work of OECD and the UN Conference on Trade and Development (UNCTAD) to develop international shipping policy compatible with the interests of efficient world trade. Canada is reviewing the need for legislation to defend Canadian shippers and carriers against a growing number of interventionist measures by other countries.

Several rounds of negotiations on air transportation were concluded with India, West Germany and France.

The first export of a Canadian communications satellite occurred with the sale of an ANIK D system to Brazil. The Canadian-built CANADARM successfully proved its capabilities aboard the U.S. Space Shuttle and Canada joined the L-Sat satellite program of the European Space Agency through which it will be a part of the development and sale of this new satellite. Some success was achieved in the marketing of Telidon videotex equipment.

Canada is a member of some 20 international organizations concerned with the development of telecommunications. Among meetings attended in 1982 were the Plenipotentiary meeting of the UN regulating agency, the International Telecommunications Union; and the Second UN Conference on the Exploration and Peaceful Uses of Outer Space.

Special trade relations

Textile and clothing

In 1981, Canada set out a policy for the textile and clothing sectors. It seeks to establish a viable and competitive industry and to revitalize the economies of communities most vulnerable to foreign competition. Together with domestic measures for modernization and adjustment, the policy calls for negotiation of restraint arrangements with exporting countries to limit imports during a five-year period. During 1982 and early 1983, restraint arrangements were concluded with 17 low-cost suppliers. These arrangements recognize the need to provide for the export interests of less-developed countries and new entrants, while being sensitive to the needs of the Canadian industry. The arrangements were negotiated under the auspices of GATT with the exception of those with three countries who are not signatories of the Multi-fibre Arrangements (MFA). On October 1, 1982, in response to the

deteriorating economic situation facing the industry, the government invoked the consultative clauses in Canada's bilateral restraint arrangements with the four principal suppliers - Hong Kong, the Republic of Korea, China and the Taiwan Textile Federation - to initiate lower restraint levels for selected clothing products in 1983. This was intended as a short-term measure to ease the unusual circumstances confronting the clothing industry and to help preserve jobs. These negotiations for reductions in 1983 were unsuccessful and the government is consulting the industry on alternative courses of action.

Footwear

In response to the Anti-dumping Tribunal report which had found that the Canadian footwear industry would be seriously injured by imports from low-wage sources, the government reimposed import controls on non-leather footwear in December 1981. In July 1982, leather footwear was included on this import control list. These actions are consistent with Canada's international rights and obligations under GATT provisions.

Export controls

In January 1982, the high-level Co-ordinating Committee for Strategic Trade Controls (COCOM) met for the first time. The purpose of this committee of NATO countries and Japan is to maintain multilateral controls on the shipment of military-related goods and technology to proscribed destinations. COCOM reviewed and reaffirmed its strategic objectives and recommended measures to improve the effectiveness of the present controls. In October, COCOM began its periodic revision of the list and descriptions of controlled and embargoed goods and technologies. Canadian participation has concentrated on areas of particular interest to Canadian industry.

Trade development

Canada is responding to the challenge of an increasingly competitive world marketplace with a more co-ordinated national program of trade development. Regular meetings with the provinces and the private sector are producing a more coherent national program with greater selectivity for priority markets.

The Program for Export Market Development (PEMD) encourages the export of Canadian goods and services by sharing with the Canadian business community the financial risk of entering new foreign markets. In June 1982, the Department organized the Petroleum Industries Export Conference in Calgary to assist the industry and companies that supply it with goods and services. At a Mining Industries Export Conference in March 1983, nine trade commissioners made presentations to 115 business representatives on opportunities for equipment and services for mining in 17 countries. In January 1983, the Department co-operated with the Canadian Manufacturers Association to bring 24 trade commissioners from Western Europe to Canada for a series of seminars in ten cities across the country.

Trade fairs, missions and ministerial travels provide support and dynamic visibility for Canadian products in foreign countries. Canadian diplomats in our posts abroad are giving higher priority to promoting our trade interests, and

together with industry and area specialists from government departments and regional offices, help in the formulation of the Trade Fairs and Missions Program.

Export development plans prepared by the Department alert Canadian exporters to opportunities in priority countries by industry. In 1982, the Department published plans for several countries. Marketing studies, export workshops, guides for exporters, support and advice for private sector business organizations, businessmen's missions and counselling on how best to use the the PEMD to participate in fairs where the Department does not sponsor a national stand – all these are facets of the trade development program.

Public affairs support of trade promotion continues with the projects inherited from the former Department of Industry, Trade and Commerce. These include the distribution of promotional material, media kits and publicity, chiefly at trade fairs. Advertising abroad promotes Canada as a trading nation, and at home informs the domestic audience of opportunities abroad.

Regional efforts

Many of the Department's trade promotion activities are directed toward our most important trading partners: the United States, the European Community and Japan. The Department organized a number of initiatives during the year to promote trade and foster understanding of Canadian policies among U.S. leaders and businessmen, including visits by Cabinet ministers, trade missions and 30 trade shows. More extensive contact between businesses in Canada and Europe benefitted from the active involvement of political leaders. Industrial co-operation was a central component of the Prime Minister's discussions during his visits to Germany, Spain and France. These activities were further reinforced by visits to Canada by the Prime Ministers of France, Portugal and Greece and by the German Chancellor Helmut Schmidt and his Minister of Economic Affairs.

Because Japan is Canada's second-largest bilateral trading partner and a major source of investment, Canada's embassy in Tokyo maintains especially active public affairs support for trade promotion, to draw the attention of Japan's business community and trade press to Canadian industrial capacity. The program in Japan includes translation of trade brochures, purchase of space in catalogues, advertising in trade journals and publicity for the Canadian Trade Centre, which holds industrial shows every month.

Despite a proliferation of trade fairs throughout the world, Europe remains the centre of world trade fair activity. It is often necessary to book space as much as two years in advance at the most prestigious European events. At certain trade fairs in Europe where Canadian industry had substantial success, sales were made to countries other than the host country. Industrial participants reported sales of \$500 million generated from participation in trade fairs and missions in Europe organized and supported by the Department. Significant among successes were those in the automotive parts industries, electronic and telecommunications equipment and the printing and packaging industries. A continuing program promoting timber frame construction for housing is gaining wide acceptance for this method of construction in Europe, with resulting prospects for increased sales of Canadian lumber.

In Eastern Europe, trade fairs and missions are also an effective way of promoting Canadian exports, together with high-level visits such as organized seminars by Canadian experts on countertrade in Toronto, Montreal and Calgary. Countertrade, the barter arrangement by which imported goods are paid for with goods of local production, is on the increase with Eastern Europe and Third World countries.

The five member countries of the Association of South East Asian Nations (ASEAN) – Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand – also present increasingly attractive opportunities for Canadian business. When the Prime Minister visited the ASEAN countries and Brunei in January 1983, he held extensive discussions on trade and helped focus attention on Canadian executives and the business they pursue in the host countries.

Senior-level visits promoted the development of trade and economic co-operation between Canada and Asia. In May 1982, the eighth meeting of the Canada-China Joint Trade Committee was held in Ottawa. The Minister of Transport led a transportation equipment and services trade mission to India in September. The Department co-operated with Canadian businessmen in the formation of a Canada-India Business Council and participated in a Canada-India Business Opportunities Conference mounted in Toronto in November, as well as a trade mission to India in February 1983. The Second Pacific Rim Opportunities Conference in Toronto, also in February 1983, introduced Asian markets to more than 150 Canadian businessmen.

Trade development in Latin America and the Caribbean is directed toward the long-term potential of the region's strong natural resource base and rapidly increasing population. The Department continued to work closely with the Export Development Corporation (EDC) and Canadian banks in arranging financing for Canadian ventures. An expanded trade fairs and missions program showed impressive returns, with projected sales of over \$80 million. In Canada, the Office of Trade Development promoted awareness of market potential in Latin America by participating in trade missions and seminars sponsored by provincial governments and supporting private sector organizations interested in exporting to the region, such as the Canadian Export Association, the Canadian Association for Latin America and the Caribbean (CALA) and the Brazil-Canada Chamber of Commerce.

In Africa and the Middle East, our chief markets are Saudi Arabia, Algeria, Egypt and South Africa. Most notable among a number of promotional activities to increase our share of these markets were the seminars in Montreal, Toronto, Halifax and Edmonton in December 1982, designed to show that there are excellent market possibilities in Africa.

The new Australian Prime Minister, Robert Hawke, has stated his intention of strengthening Canada-Australia trade and economic links. Sectors holding particular promise for sales of high-technology goods include oil and gas, power transmission, electronics, transportation, defence and specialized machinery.

Trade fostering programs

The Department has a number of programs specifically devoted to the development of international trade.

Program for Export Market Development

This program helps develop and increase the export of Canadian goods and services by sharing the financial risks of entering new foreign markets with the business community. The funding is repayable if export efforts are successful. The program's eight sections cover sustained export market development, support for the agriculture, fisheries and food

products industries and contributions to non-profit organizations. During fiscal year 1982-83 there were 5474 applications under the program which approved \$40.8 million in support and paid out \$20.9 million. This represents a significant growth over the previous year, when 4200 applications were received, \$30.9 million in support approved and \$12.8 million paid out.

Program for Export Market Development: Summary table

Fiscal year	Number of applications received	Number of applications approved	Amount approved (\$000)	Expenditures (\$000)	Budget (\$000)
1979-80	3,369	2,526	21,853	11,105	7,000 ¹
1980-81	3,324	2,498	15,843	9,130	7,000 ¹
1981-82	4,200	3,064	30,929	12,792	15,000 ²
1982-83	5,474	3,909	40,846	20,879	19,109

¹ A-base supplemented by allotment transfers to meet actual expenditures.

² The program was partially closed for 5 months in 1980-81 prior to receiving additional funding. This meant that fewer commitments were made which required expenditures in 1981-82.

Promotional Projects Program

This program provides funds for organizing national exhibits at trade fairs outside Canada, for trade and economic missions, seminars abroad and in Canada as well as incoming trade missions and visits to Canada by foreign officials and businessmen. The 1982-83 program included 124 trade fairs and information booths in 40 countries, involving 950 companies; 70 outgoing trade missions and seminars taking 700 businessmen to 65 countries; and 159 incoming missions and visits bringing 1,200 foreign officials and businessmen to Canada. Export sales influenced by these activities are expected to exceed \$400 million at a cost of \$10.6 million.

Export Financing and Capital Projects

Within the Department, the Export Financing and Capital Projects Division ensures that the export financing facilities available to Canadian business remain accessible and competitive and that they are used to advance trade objectives consistent with our international obligations at minimal cost. This division reviews all proposals for the use of official funds to support Canadian export sales, including those administered by both EDC and CIDA. During 1982, it also assumed a new responsibility, that of co-ordinating activity and policy for procurement in projects financed by development banks and other multilateral organizations.

COSTPRO and the Interdepartmental Committee on the Facilitation of International Trade

The Canadian Organization for the Simplification of Trade Procedures (COSTPRO) non-profit organization financed from private sector and federal and provincial government membership, with assistance from the federal government. This

organization helps Canadian companies become more competitive by reducing their overhead costs in trade procedure, documentation and information management. The Department of External Affairs heads the Interdepartmental Committee on the Facilitation of International Trade. This committee has two main functions - to co-ordinate Canada's involvement in the Economic Commission for Europe Working Party on the Facilitation of International Trade Procedures, and to review COSTPRO research and development proposals funded by the government.

The Canada Export Award

This award, to be presented by the Minister of State for International Trade during Canada Export Trade Month in October 1983, will acknowledge annually the significant achievements of Canadian exporters and the importance of exports in the maintenance of Canada's economic well-being. A committee of prominent Canadians representing various business interests will be responsible for determining the criteria for the awards and selecting the candidates.

Export development plans

As part of its Canadian export strategy for the 1980s, the federal government continued to publish export development plans for Canadian exporters. These plans focus attention on export opportunities in priority countries by industrial sector. In 1982, plans for Norway, Japan, Brazil and Korea were added to those for Australia and Mexico, published in 1981. For 1983, publications for France, the Federal Republic of Germany and Saudi Arabia are planned, with other documents in preparation for the United Kingdom and Venezuela, and revisions to the Australian document.

Centres of international business studies

Minister of State for International Trade Gerald Regan has announced the award of fellowships to graduate students of international business, including eight at the University of British Columbia (UBC), eight at the University of Western Ontario, five at *l'École des Hautes Études Commerciales (HEC)* and eight at Dalhousie University. In addition, funding for course development and research in international business have been provided to Western, HEC, Dalhousie, the University of Manitoba and UBC.

Export Trade Development Board

This Board was established in 1981 to advise on issues related to the formulation and implementation of export trade policies and programs. Its primary concern is to improve export performance. The Board has considered and advised the government on a variety of issues, including taxation of Canadians working abroad, a national trading corporation, Canagrex, export financing and an export awards program, countertrade, the relationship between trade and aid, productivity, and export awareness and education.

Federal-provincial co-operation

A high level of federal-provincial harmony and co-operation exists in the area of export market development. Federal-provincial cooperation has been enhanced by efforts of both levels of government. Where provinces have established export marketing programs in response to provincial needs, these changes avoid duplication of services provided by the Department and ensure maximum export assistance at minimal cost. All provinces give valuable assistance to departmental programs by spreading awareness of their benefits.

ITC/DREE regional offices

Trade development divisions in the regional offices of the Department of Industry, Trade and Commerce/Regional Economic Expansion deliver Department of External Affairs trade development services and programs to the regions. Their role is to encourage and assist Canadian companies at the regional level. They pursue opportunities to expand Canada's exports as a contribution to job creation, regional economic development and a positive balance of payments. These regional offices analyze and plan export trade, deliver funded programs such as PEMD, analyze export capability, build up a knowledge of export markets and organize seminars.

Tourism program abroad

External Affairs is responsible for the delivery of the Tourism Program through personnel at posts abroad. The tourism sector in Canada contributes significantly to the economy of the country. In 1982, tourism expenditure in Canada totalled over \$17.6 billion. This expenditure represented slightly over five per cent of Canada's gross national product, provided direct and indirect employment for over one million Canadians, provided \$8.0 billion in government revenue and induced over \$2.5 billion in investment. Of the total \$17.6 billion, \$3.8 billion or 22% represented earnings from foreign visitors. It is this portion of the program that External Affairs is responsible for delivering.

Defence programs and special marketing

The Defence Production Branch is a highly specialized industrial and trade group which works to develop Canadian defence products for export to our allies and other friendly nations. In January 1983 it was assigned the additional responsibility of export marketing for certain "special products," initially the Telidon and CANDU systems.

The objectives of the branch are to identify and follow up export opportunities for defence products and products such as heavy vehicles, which have defence potential; establish and manage Canadian participation in bilateral and multilateral co-operative defence research, development and production agreements; assist Canadian industry in contacts and negotiations with foreign government agencies, and manage the Canada-United States Defence Development and Defence Production Sharing Agreement.

In 1982-83, exports of defence and related products increased slightly from the previous year to about \$1.45 billion. Sales to European NATO and other friendly non-NATO countries increased, with market development in Australia, Sweden and Egypt. Expanding opportunities in the United States led to numerous meetings with U.S. officials and military personnel, with seminars, missions and trade fairs in both countries.

At the branch's 21st annual High Technology Industries Export Conference in Ottawa, 65 trade commissioners from around the world held interviews with more than 5,000 Canadian businessmen. Marketing missions travelled to Japan, the United States and Brazil, all of which are large potential markets.

Chapter 2

CANADA'S REGIONAL INTERESTS

The United States of America

Relations between Canada and the United States are of an almost infinite variety and complexity and are central to Canadian foreign policy. Since the beginning of 1982, managing these relations has proceeded against a background of economic recession in both countries. There was a marked improvement in the dialogue with the present Administration, but the U.S. Congress remained of special concern because of its increasingly important role in trade matters and its sensitivity to pressures from special interests. This led to congressional initiatives for protectionist legislation to satisfy these interests or retaliate against what are perceived as unfair trade practices by other countries.

The Reagan Administration has emphasized the free play of market forces and this has led to its expressed concern over the more interventionist policies of other governments with their potential for trade distortion. Canada's energy and investment policies continued to be the focus for much of this concern and they dominated the bilateral agenda, together with trade and environmental issues.

In such an atmosphere, the traditional trade relationship came under strain, although Canada and the United States remain each other's most important trading partners. The U.S. sells almost as much to Canada as to the entire European Community and nearly twice as much as to Japan, its next largest single trading partner. Despite the economic situation, trade remained high, totalling \$106 billion in 1982. Some 15 per cent of all U.S. exports were to Canada and about two-thirds of our total exports went to the United States. Canada's exports totalled \$59 billion, which was an increase over the previous year and \$12 billion in our favour.

The Department organized a number of initiatives in 1982-83 to promote trade and foster a better understanding of Canadian policies among U.S. political and business leaders. More effective communication at the official and ministerial levels reduced misunderstanding, and as the year progressed, achieved a measure of reconciliation on selected issues.

The Prime Minister held meetings with President Reagan at both the NATO Heads of State and Governments Summit Meeting in Bonn and at the Versailles Economic Summit. Vice President Bush visited Ottawa in March 1983 to discuss a range of bilateral and international issues, in particular arms control. In May 1982, Prime Minister Trudeau addressed the Notre Dame University convocation ceremony, urging greater progress on arms control between the two superpowers.

Several meetings took place at the foreign minister level. In October 1982, the Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs and U.S. Secretary for State Schultz

agreed to meet at least four times a year, as a means of managing our bilateral relations more effectively. In addition, Minister Lumley visited New York City in July to address the National Foreign Trade Council. Minister Regan addressed senior government officials and businessmen in Boston in November and in Dallas and Houston in February 1983. Also in February 1983, Minister of State for Economic Development and Science and Technology Johnston undertook a program of trade promotion on behalf of Minister Regan in Chicago.

Acid rain continued to be an issue of primary concern to Canada. No progress was made after negotiations were suspended in June 1982. However in October, Secretary of State Schultz and Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs MacEachen agreed that each country should prepare a position paper, Canada on abatement measures and the United States on the state of scientific research. They anticipated that this exchange of papers would lead to progress in resolving this transboundary air pollution problem.

The clean-up of hazardous and toxic wastes in the Great Lakes, particularly in the Niagara River area, became an increasingly important issue. The Garrison Diversion project in North Dakota remained a serious concern for Canada, especially in light of the Administration's proposal for a significant increase in construction funds for the project. On a more cheerful note, British Columbia and the city of Seattle made progress toward reaching agreement on a package for settlement of the long-standing Skagit Valley flooding issue.

As in the previous year, the United States continued to express its vexation over some features of the *Foreign Investment Review Act*. The two countries agreed to ask GATT to adjudicate certain alleged trade-related aspects of the Act's administration. American complaints that the Foreign Investment Review Agency (FIRA) was dilatory in processing applications were allayed by some streamlining of the process. However Canada's National Energy Policy continued as a bone of contention, principally on the Crown share and the provision of benefits to Canada in the new system for financing hydrocarbon exploration on Canadian lands.

Both Canada and the United States continued to affirm their commitment to freer trade principles and worked together internationally to maintain the momentum of liberalization. Nevertheless, the recession tended to increase protectionist pressures. New U.S. restrictions affected Canadian trade in potatoes, specialty metals, beef, steel, cement, mass transit equipment and other products. Both countries faced similar problems in automobiles *vis-à-vis* Japan and

sought similar remedies. However the possibility of U.S. domestic content regulation continued to threaten the Autopact. In November, the United States lifted its year-long moratorium against Canadian trucking applications for transborder trucking authority.

The most significant event of the year related to these protectionist pressures was in Canadian lumber exports. Some segments of the American lumber industry had contended that Canadian stumpage rates, that is, the provincial charges for cutting timber on Crown lands, were less than fair value and constituted a subsidy. The American petition based this fair value on U.S. pricing practices. However the U.S. Department of Commerce preliminary decision in March 1983 ruled that Canadian lumber exports to the United States benefited from only minimal subsidies and that stumpage was not a subsidy.

In fishery and maritime boundary matters, the most significant events were the submission of the Canadian and U.S. memorials on the Gulf of Maine dispute to the International Court of Justice and the initialling of a Pacific Coast Salmon Treaty Agreement in February 1983. On both sides of the border, opposition to the draft treaty began to manifest itself almost instantly.

A long-standing cause of irritation between Canada and the United States is the assumption of jurisdiction by U.S. government and regulatory agencies over persons, property and events in Canada. This issue took on increased importance as a result of the extension of U.S. oil and gas industry equipment sanctions imposed against the Soviet Union to foreign subsidiaries of U.S. companies. Canada and the United States agreed to launch bilateral discussions on the underlying conflicts of law and to resuscitate the discussions on an understanding to provide advance notification and consultation on anti-trust issues.

The two countries reached an agreement to allow each other's satellites to provide transborder, point-to-point telecommunications services. The Canadian-built CANADARM successfully proved its capabilities aboard the U.S. space shuttle. The new Canadian National Broadcasting Strategy opened the way for increased commercial opportunities between the two countries in the area of satellite-delivered programming.

In Canada-U.S. defence relations, planning for North American air defence continued and in February 1983, Canada and the United States signed an umbrella agreement on weapons testing and evaluation. A project shared with the U.S. Navy for the development of a Recovery Assist Secure Traverse System (helicopter hauldown) was completed successfully and resulted in a Canadian production contract with the potential for 116 systems at a value of approximately \$400 million. Canada also made a large sale of military vehicles to the U.S. Marine Corps and Army for the Light Armoured Vehicle by General Motors Diesel Division. The initial contract for 60 vehicles is worth about \$30 million, with additional quantities of 969 vehicles over the next five years valued at \$478 million. If all options are exercised, some 1,500 vehicles would be sold for approximately \$1.5 billion.

Increased emphasis on expanding defence business opportunities in the United States led to numerous meetings with American government officials and military personnel and the conduct of seminars, missions and trade fairs in both countries.

In addition to the many ministerial and high-level visits to and from the United States, the Department's Office of Trade Development engaged in a number of activities to increase Canadian industry participation in the U.S. market. It commissioned ten private consultants to study the potential markets for various Canadian products in different regions of the United States. These studies identified high-quality export opportunities and matched them with the specific capabilities of small and medium-sized Canadian firms. Subsequent information sessions briefed industry on opportunities and prepared the groundwork for marketing strategies to pursue these opportunities. Export workshops throughout the year, in co-operation with provincial governments and regional offices of the Department of Industry, Trade and Commerce/Regional Economic Expansion, provided practical information and assistance in the U.S. market for firms with limited or no export experience. Trade commissioners from diplomatic posts in the United States gave firsthand advice on doing business in their territories.

As part of its Trade Fairs and Missions program, the Department organized and managed participation in 30 major trade shows in the United States at a cost of \$2.1 million. Over 500 Canadian firms exhibited their products. They reported on-site sales of \$6.5 million and projected sales estimated at \$270 million. This program also organized 17 missions involving 526 participants to or from the United States at a cost of \$200,000, with a forecast for \$17 million in future sales.

An additional 115 trade promotion events responded to more limited opportunities which could not be accommodated in the fairs and missions program. These were aimed at enabling small and medium-sized firms to take advantage of rapidly emerging market opportunities. Some 800 Canadian firms were involved, with immediate sales of \$5.3 million and related sales of \$20 million anticipated.

The Office of Trade Promotion has an ongoing program to promote understanding of Canadian government policies among senior U.S. decision makers. For American businessmen, seminars in the United States recommended Canada as a safe and profitable place in which to invest. In October, the Department was joint host with the Niagara Institute at a two-day business-government conference. The Prime Minister and Cabinet members met top executives from 25 large and influential American companies to brief them on Canadian government policies, and in return obtain their impressions. The conference was a unique and beneficial experience for both government leaders and businessmen.

The Department's series of guides for Canadian exporters to the United States was revised during the year. These 11 booklets provide market facts about the diverse regions of the United States as well as general information about exporting and the services offered by both the Department and its trade posts in the United States.

Many artists, writers and performers toured and exhibited in the United States as a result of the Department's efforts to promote Canada's cultural achievements. The Vancouver East Cultural Centre production of "Billy Bishop Goes to War" was presented at the Denver International Theatre festival. *Les Grands ballets canadiens* appeared at the New York City Centre and the Moe Koffman Jazz Quintet played at the California Scotscale Festival. Canada's art gallery in New York, The

49th Parallel, showed some 15 exhibitions of artists and photographers, including works by Noel Harding and Pierre Beaugarts, and the video presentation by Elke Town. Canadian writers such as Anne Marriot, Thomas Wright, Louis Caron and Alice Munro also toured the United States. The Canadian pavilion at Energy Expo 82 in Knoxville, Tennessee explained the Canadian energy scene at this highly successful exhibition which attracted 11 million visitors.

In the spring of 1982, the United States launched the Youth Exchange Initiative, aimed at increasing youth exchange programs among the seven economic summit nations, and Canada has responded positively. Also during the year, the Canadian Studies Association in the United States took the important step of setting up a permanent office.

CANADA-U.S. ECONOMIC INDICATORS

I. Canadian Trade

	With all countries ¹		With United States ²	
	Exports ³ (\$ million Cdn)	Imports	Exports	Imports
1978	53.2	50.1	33.1	30.3
1979	65.6	62.9	38.5	37.9
1980	76.2	69.3	42.0	40.7
1981	83.7	79.1	47.4	44.6
1982	84.4	67.6	47.8	38.1

II. Percentage change

	With all countries ¹		With United States ²	
	Exports ³	Imports	Exports	Imports
1979	+ 23.4	+ 25.5	+ 16.3	+ 21.8
1980	+ 16.0	+ 10.2	+ 9.1	+ 7.4
1981	+ 9.9	+ 14.2	+ 12.9	+ 9.6
1982	+ 0.9	- 14.5	+ 0.8	- 14.6

¹ From Statistics Canada on customs basis.

² Canada-U.S. reconciled statistics.

³ Include re-exports.

III. Percentage Distribution of exports and imports in 1982

Exports	From Canada	From the United States
To: Canada	-	15
United States	68	-
Japan	5	9
European Community	9	21

Imports	By Canada	By United States
From: Canada	-	15
United States	70	-
Japan	5	13
European Community	7	22

IV. Top Canadian exports to the United States

1. Passenger autos and chassis
2. Natural gas
3. Trucks, truck tractors and chassis
4. Motor vehicle parts, except engines
5. Newsprint paper
6. Crude petroleum
7. Petroleum and coal products
8. Lumber, softwood
9. Wood pulp and similar pulp
10. Precious metals

V. Top U.S. exports to Canada

1. Motor vehicle parts
2. Passenger autos and chassis
3. Computers
4. Motor vehicle engines
5. Crude petroleum
6. Coal
7. Telecommunications and related equipment
8. Trucks, truck tractors and chassis
9. Chemical products

VI. 1982 Canadian current account with United States

\$ million Cdn.

Merchandise trade balance		+ 11,070
Service transactions:		
Travel	- 820	
Interest and dividends	- 5,899	
Freight and shipping	+ 2	
Other service transactions	- 5,545	
Balance on service transactions		<u>- 12,262</u>
Balance on goods and services		- 1,192
Net transfers		<u>+ 147</u>
Total current account balance		<u>- 1,045</u>

VII. Foreign investment¹

U.S. direct investment in Canada	\$54 billion
U.S. portfolio investment in Canada	\$50 billion
Canadian direct investment in the United States	\$18 billion
Canadian portfolio investment in the United States	\$ 7 billion

¹ Statistics Canada 1982 cumulative estimates in Canadian dollars.**VIII. Border crossings**

	Canada to U.S.	U.S. to Canada
	(millions)	
1978	37.3	31.6
1979	34.4	31.2
1980	34.7	38.5
1981	33.6	39.8
1982	31.3	39.1

IX. Population

	Canada	United States
1982	24.7 million	231.3 million

The European Community and Western Europe

Canada's relations with West European countries both in and outside the European Community remained strong during the year. Prime Ministerial and ministerial visits, often reciprocal, cemented some initiatives and instituted others. In March, the British parliament passed the *Canada Act* which patriated the Canadian constitution after many years of discussion and negotiation. Changing economic and political conditions brought about attempts to revitalize our ties with France and the United Kingdom. There were increased opportunities for exchanges in science and technology and in the industrial, energy and environmental sectors. Trade fairs, industrial co-operation missions and business seminars promoted trade.

The difficult global economic situation was the major factor influencing our trade relations with Western Europe. As a result of lower product prices and greater sensitivity to imports there was increasing use of anti-dumping and countervailing duty procedures against low-priced products originating on both sides of the Atlantic.

As a result of the economic conditions and the growing strength of the Canadian dollar against European currencies, Canadian exports to Western Europe in 1982 declined from 1981 levels by more than 15 per cent. Imports fell by 12.4 per cent in a total two-way trade of almost \$16 billion. Western Europe is Canada's largest foreign market after the United States, accounting for 10 per cent of total Canadian exports. There was a trade balance in Canada's favour of more than \$1.7 billion in 1982. The United Kingdom, West Germany, the Netherlands, Belgium and France continued as our leading markets.

Western Europe is an important market for agricultural commodities such as wheat, and other resource-based commodities such as forest products, ores and fish. Finished products, such as automotive and aircraft parts, telecommunications, office, industrial, and agricultural equipment, increased to 17 per cent of total Canadian sales to Western Europe, continuing a 10-year trend.

Europe is the centre of world fair trade activity and departmental participation through the Trade Fairs and Missions Program has generated sales of some \$500 million from these events. Significant among successes are those in the automotive parts, electronic and telecommunications equipment, and printing and packaging industries. Other special projects have brought buyers from Europe to Canada, mounted seminars on counter-trade by Canadian experts in European centres and advised Canadian industry on participation at fairs where the Department does not sponsor a national exhibit.

The Department sponsored a special program early in 1983 to develop new exports to Western Europe. Twenty-

four Western European trade commissioners participated in a series of workshops and seminars in Canadian cities and met with business representatives interested in developing export strategies.

The European Community

The Canada-EC Joint Co-operation Committee promotes and reviews the various commercial and economic co-operation activities between the European Community and Canada. During its meeting in Brussels in January 1983, the Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs reaffirmed Canada's long-term commitment to the 1976 Framework Agreement on Commercial and Economic Co-operation. The committee approved a work program for the year which was to focus on the potential for expanding co-operative activities in areas such as transportation and energy. One example of co-operation under the Agreement was the World Symposium on Asbestos, held in Montreal in May 1982 and sponsored jointly by Canada, Quebec and the EC on the topic of "Asbestos, health and society." The signature of a Memorandum of Understanding on Waste Water Management in early 1983 was another example of research and development collaboration on a project of mutual interest.

During the regular semi-annual consultations, Canadian and EC officials discussed various trade and economic issues in areas such as footwear and newsprint; countervailing duties investigations; pricing agreements for agricultural goods, notably cheese and wheat; Canadian provincial liquor board marketing practices and the implications of the Foreign Investment Review Agency for European investment in Canada.

High-level meetings were held to discuss current industrial co-operation in sectors such as iron and steel, coal, uranium, forest products, energy, transportation, science and technology - including medical research, nuclear waste treatment, long-term forecasting and evaluation - and atmospheric pollution. New project possibilities include co-operation in thermonuclear fusion research, biotechnology, the automatic processing of natural languages, climatology, water quality and transboundary pollution.

Major tensions with the EC centred on seals and fisheries. On February 28, 1983, the EC Council of Environment Ministers passed a resolution banning the import of seal pup skins into the European Community, effective October 1, 1983, for two years. An EC study on the scientific aspects and consequences of culling the herd is to be presented on September 1, 1983, and the resolution will be reviewed on October 1.

The Canada-EC Long-term Agreement on Fisheries (LTA) provided for Canadian access to the EC market for Canadian fish products at lower tariff rates in exchange for allocations of fish in Canadian waters for Community fishermen. As a

result of the manner in which the EC implemented the Agreement, Canada is seeking redress from the Community for impairment of our benefits in 1982 and has responded by providing only a small part of the scheduled licences to Community vessels at the beginning of 1983. The future of the LTA has been a topic of intense discussion and negotiation between Canada and the Community. Both sides are attempting to find a satisfactory solution to the dispute so that the Agreement can work to our mutual benefit.

The United Kingdom

The most significant event in our relations with the United Kingdom was the British Parliament's passage of the *Canada Act*, which resulted in the patriation of the Canadian constitution. Britain remained Canada's leading European trading partner, receiving almost one-third of our West European exports in 1982. With a total two-way trade of \$4.6 billion, Canada maintained its traditional favourable balance of trade at \$820 million. Canada was supportive of Britain's defence actions on the Falkland Islands and the visit of the British Foreign Secretary to Canada in October reinforced the traditional links between the two countries.

France

An expressed wish to strengthen relations has resulted in a recent marked intensification of official activity with France. The shared language of many Canadians and the French people makes France a cultural partner as well as an economic one. There has been a substantial increase in cultural and academic exchanges between the two countries since 1980. The increasing closeness of relations was demonstrated when the prime ministers of both countries visited each other. Prime Minister Mauroy came to Canada in April, visiting Quebec, Ontario and New Brunswick. When Prime Minister Trudeau paid an official visit to France in November, he laid particular stress on increased industrial co-operation. He encouraged French business and industrial leaders to establish lasting contacts and co-operation with Canadians. Meetings of scientific and economic joint committees in March and April and exchange visits by ministers and senior officials provided the impetus for broadening discussion between the two countries.

In January 1983, a negotiating session in Paris on the Canada-France maritime boundary issue did not reach agreement. These negotiations began in 1977 after the extension of Canadian fisheries jurisdiction to 200 miles offshore and the establishment by France of a 200-mile economic zone off St. Pierre and Miquelon. French vessels continued to fish in Canadian waters pursuant to the 1972 Canada-France fisheries agreement.

The Federal Republic of Germany

The Federal Republic of Germany (FRG), or West Germany, is Canada's second-largest market in Europe. In 1982, although total exports to Europe were down 15.8 per cent, they decreased only 2.8 per cent to West Germany.

The establishment of the FRG-Canada management team in 1981 had a significant effect on our bilateral relations. In March 1982, this grouping of senior officials launched a program of intense activity at a meeting in Ottawa which explored potential areas of economic and commercial co-operation, with a focus on the small and medium-sized

business sectors. Successful Canada Days in Stuttgart were part of an ongoing program. The German Minister of Economic Affairs, Dr. Lambsdorff, visited Alberta and Ottawa in August. He met a number of Canadian ministers and together they undertook a complete review of the bilateral economic and commercial relationship. Chancellor Schmidt visited the Canadian North to view Canada's energy potential first-hand, and came to Ottawa for talks with the Prime Minister, also in August. In October, a German oil and gas mission visited five provinces and made contact with more than 100 firms. A new Canadian Consulate General, to deal principally with trade and commercial activities, was opened in Munich.

Christian Democratic leader Helmut Kohl was elected Chancellor after Social Democrat Helmut Schmidt lost the confidence vote in the *Bundestag* in October. The following month, the Prime Minister met with Chancellor Kohl in Bonn, and both leaders expressed the desire for continued warm relations and bilateral co-operation.

Netherlands

The Netherlands remains our third most important European trading partner after Britain and West Germany. Regular informal consultations on many international questions such as East-West relations, the North-South dialogue and the United Nations are a keystone of relations between the two governments. Sustained efforts by both Canada and the Netherlands have resulted in important cultural exchanges, in particular visiting professorships for Canadian academics. The large-scale post-war migration of some 500,000 people from the Netherlands to Canada has been an important ingredient in cementing the bilateral relationship.

The Nordic Countries

In the Nordic region, high-level bilateral visits were the major events during 1982-83. The Norwegian Defence Minister, the Secretary General of the Ministry of Foreign Affairs and the State Secretary of the Ministry of Foreign Affairs came to Canada. Canada took the first steps to implement the agreement for prepositioning of the Canadian Air Sea Transportable (CAST) Brigade Group by deploying some heavy equipment in Norway.

Premier Motzfeldt of Greenland visited Ottawa in March 1982 on his first trip to Canada since Denmark granted home rule to Greenland in 1979. Energy and environmental issues were of primary interest to Canada's closest eastern neighbour and negotiations continued with Denmark on a draft agreement for control of marine environment problems in the area between Canada and Greenland. In June 1982, Canada and Denmark completed negotiations on a Marine Environment Co-operation Agreement.

Portugal

In recent years trade with Portugal has grown considerably with a balance of two to one in Canada's favour. The Portuguese Prime Minister made an official visit to Canada in October, accompanied by his Foreign Minister, and his Minister of Agriculture, Trade and Fisheries. The Canada-Portugal fisheries relationship was uppermost in their discussions with Canadian ministers. Canada made a special effort to allocate cod stocks to Portugal, recognizing the difficulty faced by Portugal's cod fleet. Portugal responded by co-

operating in conservation efforts and by making a record level of purchases of Canadian fish products. There are some 300,000 Canadians of Portuguese origin, most having immigrated during the last few years. Their presence has served to strengthen the ties between the two countries.

Spain

With its membership in NATO and its proposed accession to the EC, Spain is increasingly in the mainstream of European life. During his official visit to Spain in June, Prime Minister Trudeau was able to discuss bilateral and multilateral questions with the Spanish Prime Minister and also with Felipe Gonzalez, leader of the socialist party, who became Prime Minister after the October general election. Both sides worked to improve Canada-Spain fisheries relations. Unfortunately, Spain continued to create impediments to the licensing of imports of Canadian fisheries products and failed to comply with North Atlantic Fisheries Organization (NAFO) measures and regulations applicable to stocks in waters adjacent to Canada's 200-mile economic zone. Spain has indicated, however, that it intends to become party to the NAFO Convention. Discussions in Madrid in February 1983 have begun the process of resolving this thorny fisheries question, which has dominated the Canadian-Spanish dialogue for several years.

Other countries of Western Europe

Relations with the other countries of Western Europe progressed normally. Canadian ministers often took opportunities to meet with their European counterparts while attending multilateral meetings and summits held in these coun-

tries. For instance, when Secretary of State for External Affairs Mark MacGuigan attended the North Atlantic Council meeting in Luxemburg in May 1982, he also met with that country's Foreign Affairs Minister for bilateral consultations. Later, a visit to Belgium allowed for discussions with Foreign Relations Minister Léo Tindemans, who was also the President of the Council of Ministers of EC. Similarly, in early 1983 Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs Allan MacEachen visited Belgium and Switzerland, where he co-chaired the EC-Canada Joint Co-operation Committee in Brussels; met with European Commission President Gaston Thorn; addressed the Committee on Disarmament in Geneva; participated in the Davos Symposium of the European Management Forum; and met with Swiss President Aubert in Berne. He also visited Ireland.

Visits of various ministers from these countries to Canada also reflected the importance of these relationships. Of special note were exchange visits at the head of state level with Greece. In May, the Governor General, accompanied by Minister of State for External Relations Pierre de Bané, went to Greece and Greek President Karamanlis visited Canada in October. At the end of March 1983, Greek Prime Minister Papandreu and several ministers made an official visit to Canada.

The pursuit of good relations between Canada and Turkey is favoured by our common membership in NATO, OECD and the UN. It was particularly unfortunate that these relations were disturbed by the first acts of international terrorism that have taken place in Canada, the attempted assassination of a Turkish diplomat and the later assassination of the Turkish military attaché in Ottawa.

Canadian Exports to Western Europe by country

	1980 (\$000)	1981 (\$000)	1982 (\$000)
United Kingdom	3,191,724	3,293,308	2,664,003
Gibraltar	97	159	382
Ireland	113,959	136,576	96,976
Malta	1,477	3,052	2,356
Austria	69,430	57,401	41,394
Belgium-Luxemburg	987,829	829,372	763,114
Denmark	85,682	90,801	82,817
Federal Republic of Germany	1,640,645	1,287,066	1,231,185
Finland	138,135	100,789	110,563
France	995,261	976,143	709,494
Greece	128,172	74,618	75,959
Iceland	8,234	9,694	6,155
Italy	988,124	916,814	691,170
Netherlands	1,433,947	1,197,013	1,076,866
Norway	344,965	422,443	254,556
Portugal	100,410	92,863	121,272
Spain	222,822	196,459	189,175
Sweden	269,424	223,288	192,410
Switzerland	372,729	213,131	218,613
Total	11,093,065	10,120,988	8,528,460

Canadian imports from Western Europe by country

	1980 (\$000)	1981 (\$000)	1982 (\$000)
United Kingdom	1,974,280	2,376,588	1,900,774
Gibraltar	376	76	2
Ireland	100,564	117,898	128,715
Malta	2,005	2,125	2,658
Austria	95,679	90,471	91,862
Belgium-Luxemburg	251,194	297,089	263,313
Denmark	120,071	159,448	129,009
Federal Republic of Germany	1,455,169	1,611,460	1,382,806
Finland	66,699	97,273	96,424
France	772,602	878,587	876,787
Greece	30,938	54,148	30,313
Iceland	6,053	6,511	4,931
Italy	610,520	702,177	724,538
Netherlands	263,609	295,763	267,622
Norway	80,558	169,137	92,685
Portugal	51,676	53,005	43,647
Spain	186,600	237,770	189,823
Sweden	416,209	445,164	366,956
Switzerland	521,900	424,013	429,786
Total	7,006,702	8,018,703	7,022,649

Several events contributed to retaining the strength of ties with the Vatican during 1982. In May, two Canadians, Brother André Bessette and Mother Marie-Rose Durocher were beatified, and on October 10, Mother Marguerite Bourgeoys became the first Canadian to be canonized. The Vatican also announced that His Holiness the Pope would visit Canada in 1984.

Eastern Europe

East-West relations remained at a low ebb throughout 1982 for a number of reasons. However, the passing of the Brezhnev era in the U.S.S.R. and the designation of Yuri Andropov as General Secretary signalled that new opportunities for a more favourable political climate might exist. Progress in nuclear arms control talks in Geneva would be of signal importance in this respect.

Of major concern was the situation in Poland. In response to the imposition of martial law on December 13, 1981, Canada and its NATO allies adopted measures to demonstrate disapproval to both the Polish Government and the Soviet Union, particularly of the violations of the human rights of the Polish people. Although martial law was suspended in December 1982, these measures, which included the refusal to extend export credits for goods other than food, remained in place while Canada and its allies assessed the Polish government's progress towards national reconciliation.

The developments in Poland dealt yet another blow to détente. NATO foreign ministers denounced them as violations of the Helsinki Final Act in February 1982, at the Madrid meeting of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE). The meeting adjourned for eight months and only in November resumed work towards a conclusion which

Canada and its allies insist must be balanced and substantive and reflect western concern for implementation of the Final Act.

At this time of strains in East-West relations and transition of power in the Soviet hierarchy, Canada has been a strong advocate of keeping open the essential political dialogue between East and West. In November, for the first time since the Soviet invasion of Afghanistan in 1979, high-level diplomatic talks took place between Canada and the Soviet Union. Deputy Minister for Foreign Policy de Montigny Marchand led a delegation to Moscow to meet with counterparts to discuss the resumption of dialogue in some areas of interest to Canada, such as in scientific and academic exchanges. The Prime Minister also visited Moscow in November 1982 to attend the funeral of Leonid Brezhnev and to confer with the new Soviet leadership.

Canada has continued its policy of maintaining links with the East European countries on a selective basis, because of potential benefits in trade and other exchanges and because such links may reduce East-West tensions. Trade relations were carried on in this context of strain and the persisting and severe economic difficulties in most of the East European countries, especially Poland, Romania and Yugoslavia. Canadian exports to Eastern Europe rose 10 per cent in 1982, to reach \$2.5 billion. Our imports from Eastern Europe however, declined by 31 per cent to \$241 million, reflecting the general decline in Canadian imports for the year.

Canada's main trade clients were the Soviet Union, Poland, Yugoslavia and Czechoslovakia. In 1982, almost 90 per cent of our exports to Eastern Europe were agricultural products, mostly grain. However, several hundred Canadian firms found markets for a variety of other products such as

pulp and paper, machinery and equipment, aircraft, industrial and agricultural machinery, telephone equipment and motor vehicles. Canadian firms continued their work on several major projects in East European countries.

Trade fairs and trade missions are an effective way of promoting Canadian exports in Eastern Europe and Canada participated in six commercial fairs. The Program for Export Market Development (PEMD) processed about half-a-dozen applications for projects in Eastern Europe.

Besides a number of incoming and outgoing trade missions of many businessmen covering a wide range of industrial activities, Canada had bilateral trade consultations with Romania and Czechoslovakia during the year. The Governor General visited Romania in May, in June the Prime Minister was accompanied by a business delegation when he visited Yugoslavia, the Hungarian foreign minister visited Canada, and the Minister of State for International Trade conducted a business mission to Hungary in January 1983.

Countertrade, which is paying for imported goods and services by bartering goods of local production, has become an increasingly important factor in East-West trade. The Department of External Affairs and the Canadian Export Association (CEA) co-sponsored seminars in Toronto, Montreal and Calgary to familiarize Canadian exporters with this new marketing possibility.

Canada's trade with Eastern-bloc countries is conducted with respect for other foreign policy considerations. Canada, with its NATO allies and Japan, complies with the Co-ordinating Committee for Strategic Controls (COCOM) embargo on the sale of military goods and technology to these countries. The January 1982 high-level COCOM meeting reviewed and reaffirmed the strategic objectives of COCOM and recommended measures to improve the effectiveness of the present system of controls.

In addition, Canada was signatory to communiqués issued by the NATO and Versailles summit meetings in June. Both statements committed partners to exercise commercial prudence in the granting of export credits to Warsaw Pact countries. At the October meeting of NATO foreign ministers in Quebec, the ministers agreed to conduct a comprehensive review of East-West economic relations, including a review of other high technology not presently included on the COCOM list whose transfer could be inimical to Western security interests.

In 1982 Canada and the Soviet Union continued negotiations aimed at concluding a new bilateral fisheries agreement. The main Canadian objectives are to strengthen the provision concerning conservation of stocks beyond Canada's 200-mile economic zone, and to seek better provisions for the purchase of Canadian fish products. On December 31, 1982 the agreement establishing a Joint Fisheries Consultative Commission came to an end.

Canada entered into consultations with Yugoslavia and negotiations with the German Democratic Republic (East Germany) with a view to settling outstanding claims by Canadian citizens against both of these countries. In the case of Yugoslavia, a preliminary informal exchange of views took place in September 1982 and a first round of consultations in February 1983 in Belgrade, Yugoslavia.

With regard to Canadian claims against the German Democratic Republic, Canada submitted a formal list of outstanding claims to the East German authorities at the end

of 1982, and a first round of negotiations took place in East Berlin in April 1983. Negotiations with both countries are expected to proceed to a second round during 1983-84, when the Claims Section of the Department hopes for a satisfactory resolution of these matters.

Asia and the Pacific

The past year saw continued expansion of the broad scope of Canada's relations with the countries of the Asia and Pacific regions and an increase of over one-half billion dollars in our exports to the area. Japan is an important consultative partner for Canada, especially in the context of economic summit meetings, and remains our second-largest bilateral trading partner. Relations with China are based on long-standing goodwill buttressed especially by Canada's early recognition of the Peoples' Republic. Trade and cultural exchanges increased during 1982. The Republic of Korea and Hong Kong are also especially important trading partners, while a stable and healthy political relationship with countries belonging to the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) has favoured the rapid growth of trade in the last decade with these nations.

The importance of the region for Canadian interests is reflected in the evolving dialogue between Canada and the nations of the Pacific region on the subject of a Pacific Community. An important development in March 1983 was the establishment of a Founding Committee for the Asia-Pacific Foundation to demonstrate Canadian commitment to the region and provide leadership in mutual understanding and co-operation.

The increased number of official visits is further evidence of Canada's interest in the region. In June, the Secretary of State for External Affairs attended the annual ASEAN foreign ministers' meeting and the post-ministerial conference, also attended by the other Dialogue Partners (Australia, New Zealand, Japan, the United States and the European Community); the third annual Canada-Japan Foreign Ministers' consultation was held in Canada in October; and the Prime Ministers of Australia and New Zealand as well as the Presidents of Pakistan and the Republic of Korea visited Canada. The Prime Minister travelled to the five ASEAN countries and Brunei and to Japan in January 1983, and the following month, the Minister of State for International Trade visited Tokyo for discussions with his counterparts from the United States, the EC and Japan. Federal and provincial Cabinet ministers visited Australia, China, Japan, Republic of Korea, India and Thailand. Enhancing trade was the central element of most of these visits.

Canada has an active public affairs program in Japan and to a lesser degree in other Asian and Pacific countries. During 1982 there were 94 promotional projects which included 16 trade fairs, as well as 51 incoming and 27 outgoing trade and business missions. This represented an increase in projects of 56 per cent over the previous year. Business influenced by these activities exceeded \$1.2 billion and involved the participation of more than 400 Canadian companies.

Japan

The past year saw the election of a new and dynamic Prime Minister in Japan. He has taken early and significant foreign policy initiatives that indicate a more internationalist outlook. Japan is an important potential source of investment capital and new technologies for Canada and dialogue con-

tinued in such institutions as the annual Foreign Policy Consultations, the Canada-Japan Business Co-operation Committee, the Joint Economic Committee and the biannual science and technology consultations. During the year, a large investment mission from Japan visited Canada to investigate matters related to FIRA, the National Energy Program and labour and concluded that Canada represents a favourable environment for long-term Japanese investment.

Canadian exports to Japan were up marginally over the previous year at \$4.6 billion. However, Canada's surplus increased significantly from \$460 million to \$1 billion, principally as a result of a decrease in Canadian imports of Japanese automobiles and trucks. The negotiations for both 1982 and 1983 limits on Japanese auto exports to Canada were a major activity of International Trade Ministers Lumley and Regan. In August 1982 a quota agreement was announced by Mr. Lumley after months of negotiations, and in February 1983, Mr. Regan announced that an interim agreement for the first six months of 1983 had been reached.

China

Canada's bilateral relationship with China continued to expand, focused on China's drive to modernize, drawing on foreign technology and credits. Featured during the year were many technical, cultural and commercial visits. The Canadian Ministers of Defence, Sports, and National Health and Welfare also visited China. Health Minister Bégin's visit led to identification of areas of co-operation in the medical field and the signing of an agreement to support a twinning arrangement between the University of Toronto and the Sichuan Medical College. In the four years since a student agreement was signed, Canadian institutions have received over 1300 scholars and students from China. Cultural exchanges during the year included a visit by opera star Maureen Forrester to China and a tour by the Wuhan Circus in Canada.

Next to Japan, China remained our largest Pacific Rim market at \$1.2 billion in sales. The main exports were wheat, metals and minerals, wood pulp and synthetic rubber. Textiles make up the largest sector of imports from China. Other imports include agricultural products, handicrafts and household furnishings.

In May, the eighth meeting of the Canada-China Joint Trade Committee was held in Ottawa. China's modernizing program presents promising opportunities for Canadian equipment suppliers in resource-related areas such as forestry, mining and agriculture as well as in high technology.

About 2,500 Chinese immigrants came to Canada in 1982, making an overall total of some 26,000 since the Family Reunification Agreement was signed in 1973.

Republic of Korea and Hong Kong

Our exports to both Republic of Korea and Hong Kong rose in 1982. Although both of them maintained a favourable balance of trade with Canada, the market opportunities in these countries are increasing. Canada's Export Development Plan for Korea, published in 1982, identified the most promising sectors for Canadian goods and services as nuclear power, energy products, telecommunications, grains, aircraft and pulp. During the first-ever visit of a South Korean president to Canada in August 1982, President Chun Do Hwan was accompanied by business representatives, Cabinet ministers and officials who met with their Canadian counterparts.

South and Southeast Asia

The strategic position of these countries has brought the attention and involvement of the superpowers and the region remains the scene of interest and power rivalry for China, the Soviet Union, the United States and Japan. Canadian ministers continued to express support for the ASEAN initiative which calls for a peaceful settlement in Cambodia involving a Vietnamese withdrawal and the freedom of the Khmer people to choose their own government.

Canada's largest development assistance programs are in the regions of Asia and the Pacific. The massive exodus of Indochinese refugees, over 70,000 of whom have come to Canada since 1975, elicited a strong response from Canadians and sharpened our perception of Southeast Asia. Canada donated over \$2 million to relief operations for Cambodian refugees during 1982.

Canada also maintained its support of international efforts to secure a withdrawal of Soviet forces from Afghanistan so that the Afghan people may choose their government without outside interference. The establishment of a South Asia Regional Cooperation Forum as a vehicle for self-help among Bangladesh, Bhutan, India, the Maldives, Nepal, Pakistan and Sri Lanka is proceeding. Canada takes a favourable view of this progress as an important step towards improved co-operation among countries of the region. The emphasis is on technical co-operation and an exchange of experts and data in fields such as communications and meteorology.

With departmental support and participation, Canadian businessmen formed a Canada-India Business Council, mounted a Canada-India Business Opportunities Conference in Toronto (November 1982) and organized a trade mission to India (February 1983).

Canada-Pakistan relations were enhanced by the visit of President Zia to Ottawa in December 1982. There were useful discussions on bilateral trade relations and the problem of the Afghan refugees in Pakistan. Canada established diplomatic relations with the Maldives.

ASEAN

Canada has made a strong commitment to enhance economic and commercial ties with the five member countries of ASEAN: Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand. The Economic Co-operation Agreement with ASEAN signed in 1981 came into force on June 1, 1982. Its purpose is to expand the framework for consultation. The growing profile of the region was demonstrated at the second Pacific Rim Opportunities Conference held in Toronto in February 1982.

A number of Canadian companies have large investments in ASEAN countries and Canadian banks have offices there. Trade with these countries reached \$1.1 billion in 1982 and Canadian exports increased by 27 per cent over 1981, with a trade surplus increase of 66 per cent due largely to high value-added end products such as machinery, aircraft and locomotives.

Development co-operation is an important element in Canada's relations with ASEAN. The third session of the Canada-ASEAN Dialogues took place in Manila in May, 1982. The Dialogues have moved beyond the traditional donor-recipient aid relationship and have focused increasingly on the commitment of Canada and ASEAN to go beyond the con-

ventional aid context to include local involvement and local content in development projects. Specific areas for this kind of co-operation include agriculture, forestry, energy, science and technology, transportation, communications, human resource development, information and culture.

Singapore's CANEX '82 in June was an important exhibition funded by CIDA, with exhibits representing 20 firms and candidates for joint ventures. Its purpose was to foster the transfer of Canadian technology to ASEAN firms. Other significant developments included the signing of a Nuclear Co-operation Agreement with Indonesia and the signing of an Agreement on Foreign Investment Insurance, an Agreement on Development Co-operation and a Transfer of Offenders Agreement with Thailand.

Australia and New Zealand

The new Australian Prime Minister, Robert Hawke, elected on March 5, 1983, has said he intends to strengthen Canada-Australia trade and economic links. This was also a principal reason for the establishment of a new Canadian Consulate General in Perth, opened in May.

Trade with Australia decreased in 1982 as a result of problems associated with the current recession. However, prospects are good for growth and diversification of Canadian exports to Australia. Capital goods such as machinery, transportation equipment and a wide range of consumer durables account for more than 66 per cent of Australia's imports and its import requirements are in sectors where Canada has a demonstrated export capability. Canada's two-way trade with Australia in 1982 amounted to \$1.1 billion.

Reciprocal trade with New Zealand totalled more than \$300 million in 1982, an advance of 13 per cent in our export over 1981. The New Zealand market presents a broad range of opportunities in consumer durables, foodstuffs, machinery, forestry equipment and electronics.

The South Pacific

In Papua-New Guinea, Phase 2 of the \$1.7 billion OK Tedi Copper-Gold Mining Project is expected to be implemented in 1984. Although Canadian firms had only limited success in Phase 1, prospects are brighter for Phase 2, given Canada's experience in producing equipment for mineral extraction, handling and processing.

Africa and the Middle East

In the Middle East, the year was marked by an escalation of violence, despite the completion in April of Israel's withdrawal from the Sinai peninsula. The Israeli invasion of Lebanon on 6 June 1982, leading rapidly to major hostilities in Beirut itself, radically changed the regional scene. Two United Nations Security Council appeals for a ceasefire and withdrawal of Israel forces went unheeded. The Canadian Government expressed strong opposition to the Israeli invasion, which Prime Minister Trudeau deplored in a letter to the Israeli Prime Minister. Two atrocities in September – the assassination of President-elect Bashir Gemayel and the massacre by Lebanese Militia of Palestinian refugees in two camps near Beirut – dramatically intensified the focus of regional and international attention on the tragic course of events in Lebanon.

Canada throughout supported the independence, sovereignty and territorial integrity of Lebanon, and sought

the withdrawal of all foreign forces except those which were there at the explicit request of the Lebanese government. As for regional peace efforts, the Canadian Government continued to support a just, lasting and comprehensive peace settlement which would both ensure Israel's well-being and security as an independent state in the Middle East, and provide for realization of the right of the Palestinians to play a full part in negotiations to determine their future as well as their right to a homeland in the West Bank and the Gaza Strip.

Although peace proposals were launched by President Reagan and by the Arab Summit Conference at Fez in Morocco in the autumn of 1982, neither the situation in Lebanon nor regional peace prospects had shown any appreciable improvement by March 1983. Recurrent outbreaks of hostilities in Lebanon were especially discouraging. Another major threat to regional stability was the continuing conflict between Iran and Iraq, involving heavy casualties on both sides.

Canada maintained its efforts to strengthen and expand bilateral political and economic ties with Middle Eastern countries. A Canadian Embassy was opened in Amman, Jordan, in response to both political and trade development interests. Total exports to the region showed a modest increase over the previous year, while imports decreased substantially. Saudi Arabia remained Canada's largest market in the area.

In January 1982 the Minister of Industry, Trade and Commerce, Herb Gray, led a Canadian delegation to Jerusalem for a meeting of the Canada-Israel Joint Economic Committee, at which a letter of understanding envisaging the expansion of commercial, economic and industrial co-operation was signed. A multi-sector trade mission to Israel, sponsored by the Department, followed in March. Also in January of 1982, Energy Minister Marc Lalonde travelled to Saudi Arabia, Egypt and Kuwait to promote trade relations and co-operation in energy affairs. A joint declaration on nuclear co-operation with Egypt was made during his visit to Cairo, and the consequent nuclear co-operation agreement was signed in Ottawa in May. Egypt's Deputy Prime Minister and Foreign Minister paid an official visit to Canada in November, preparatory to the state visit of President Mubarak at the end of January 1983.

Other significant exchanges designed to encourage and assist the expansion of relations with Middle Eastern countries were the conclusion with Iraq of an agreement on trade, economic and technical co-operation, and the visit of Minister of State for International Trade Gerald Regan in January 1983 to Oman, Kuwait, the United Arab Emirates and Saudi Arabia.

In Africa, the Organization of African Unity, plagued by internal disagreements, twice failed to hold its annual summit. In the latest chapter of the 17-year-old civil war in Chad, the Pan-African peace force withdrew from the country when Hissène Habré seized control of most of Chad and became its president. Disagreements among African states on the Western Sahara continued. Upper Volta, was the stage for another *coup*. The expulsion of foreign workers illegally resident in Nigeria early in 1983 strained the resources of Togo and Bénin through which refugees passed on their way to Ghana, which received about 500,000 returning citizens.

South Africa persisted in its illegal occupation of Namibia. The Western Contact Group, which includes Canada, France, West Germany, Britain and the United States, continued in their efforts to negotiate a peaceful transition to independence for Namibia. In October 1982, the foreign ministers of five

contact group countries met for the second time that year and expressed satisfaction with the results of recent consultations with the Front Line States, the South West Africa People's Organization (SWAPO), and South Africa, which had been reported to the Secretary-General of the United Nations. Among issues still unresolved in early 1983 was the South African demand, supported by the U.S., that the withdrawal of South Africa from Namibia should be linked to the withdrawal of Cuban troops from Angola.

Amid severe economic problems in other parts of the continent, the countries in northern Africa, South Africa and Cameroon remain prominent trading partners. In 1982, Canada exported \$1.7 billion worth of goods to Africa, and imported goods worth about \$682 million. The main markets were Algeria, Egypt, South Africa and Morocco.

Canada mounted various development and promotional activities to try and increase sales, the most notable of which was a series of seminars on export possibilities to Africa in Montreal, Toronto, Halifax and Edmonton. These seminars drew more than 1,000 businessmen and African representatives and demonstrated the potential of the African market. Among export capabilities highlighted at these seminars were electrification, energy, telecommunications, transport and forestry.

In March 1982 the African Development Bank (ADB) sent a mission to explain to businessmen across Canada how Canadians could take advantage of its arrangements. Canada joined the ADB early in 1983.

Bilateral meetings with Algeria, Tunisia, Morocco and Cameroon under the joint committee structure provided opportunities to review commercial and economic relations, including Canadian aid and credit programs.

Ministerial visits to and from Africa remained a cornerstone of bilateral relationships. Among the more important was that of International Trade Minister Lumley to Kenya, Zimbabwe and Swaziland in January 1982, which resulted in five major contracts for the supply of Canadian goods and services. In March 1983, Minister of State for External Relations Charles Lapointe paid his second visit to Africa, stopping in Cameroon, Mali, Guinea and Nigeria. The presidents of Somalia, Cameroon and Guinea visited Canada during this period.

The Department organized commercial missions in various sectors such as tourism in Morocco and Algeria; urban transport equipment in Saudi Arabia and Egypt; and telecommunications and fisheries equipment in Saudi Arabia and the Gulf States. Canadian companies were also encouraged to take part in the trade fairs in Algeria and Baghdad, as well as sectoral fairs such as the Home Leisure Show in Saudi Arabia and the Abidjan commercial week.

At the third annual ministerial meeting of the Southern African Development Co-ordination Conference (SADCC), Canada made its first pledge in support of a major SADCC-sponsored project, the Nacala-Entrelagos railway. This rehabilitation project will improve the railway through Mozambique that links Malawi with Zambia, from Nacala in northern Mozambique to Entrelagos on the Malawi border. The project will provide better access to the sea for these landlocked countries.

Latin America and the Caribbean

Serious economic difficulties afflicted most countries in Latin America and the Caribbean during 1982. The resulting political instability and internal upheavals caught the world's attention as never before. Of special note were the increasing violence in Central America, and the Falkland Islands conflict.

Canada joined many other nations in condemning Argentina's violation of Article 2 of the UN Charter by resorting to military force to settle an international dispute. Together with the European Community and other nations, Canada placed an embargo on all sales of military equipment and material to Argentina and suspended export credits and imports of all goods from Argentina. Nevertheless, Canada maintained correct relations with Argentina throughout the crisis, and since the conclusion of hostilities, both sides have worked to restore normal relations.

The final report of the House of Commons Sub-committee on Canada's Relations with Latin America and the Caribbean, tabled in November, reviewed Canada's relations with Latin America over the past decade. Recognizing the tangled and difficult problems of the various countries in the region, the report reaffirmed Canada's policy of using its influence, where possible, to encourage peaceful solutions instead of armed confrontation and widespread violation of human rights. A majority of Sub-committee members also recommended that Canada seek full membership in the Organization of American States (OAS).

Governments changed in many countries. Elections produced new governments in Mexico, the Honduras, the Dominican Republic, Colombia and Costa Rica. A welcome change of government in Bolivia brought in a regime pledged to provide democratic rule. Argentine President Galtieri was deposed and the new junta promised to hold general elections. Amidst continuing violence in El Salvador, controversial elections were held in March. Fraudulent elections in Guatemala were followed by a *coup d'état* and a new *régime* which pledged itself to reform and respect for human rights; but violence continued in the countryside. There were border incidents between Nicaragua and its neighbours, the Honduras and Costa Rica. Peace initiatives in this area did not bear fruit. Guatemala's territorial dispute with Belize continued. In response to civil strife, Canada enlarged its program for admitting Latin American refugees.

Most Latin American countries faced unprecedented financial crises and attempted to reschedule their foreign debts. Devaluations, stricter foreign exchange controls and tightening of import licensing requirements reflected the serious economic difficulties in the region. Canada's exports to Latin America and the Caribbean declined by 21 per cent and imports by 15 per cent from 1981. Manufactured goods made up more than 60 per cent of our exports of \$3 billion. Imports were mostly agricultural products and raw materials, with about 60 per cent being petroleum from Mexico and Venezuela.

In spite of the economic difficulties of the region, and indeed because of the deteriorating trade situation and the importance of retaining markets, Canada conducted a vigorous trade development program with these countries. For instance, the International Trade Minister released Canada's *Export Development Plan for Brazil* in July to assist those in the public and private sectors interested in exporting to that coun-

try. The Trade Fairs and Missions Program contributed more than \$80 million in projected export sales as a result of participation in 14 regional trade fairs and 30 trade missions. The Bogota International Trade Fair alone resulted in more than \$6 million in immediate sales. The largest solo Canadian event was a successful building products show in Trinidad in which 42 Canadian firms participated.

Visits by ministers have enhanced both political and trade relations with countries of the region. The Prime Minister and a delegation of businessmen visited Mexico in 1982. Canadian ministers travelled to Brazil, Mexico, Colombia, Venezuela, and Trinidad and Tobago. Ministers from Peru, Colombia, Nicaragua and Mexico visited Canada. In July, President Figueiredo of Brazil led a mission which included several ministers and more than 100 businessmen to Canada. During that visit he signed a Memorandum of Understanding with Canada which provides for political consultations in the context of the agreement. Canada also concluded a similar agreement with Venezuela during the year, and convened meetings of joint trade and economic committees with Cuba, Brazil, and Mexico.

In the face of strong international competition, increased Canadian focus on the area, high-quality products and more competitive export financing have resulted in Canadian firms winning major contracts for the provision of products and services such as mining and materials handling equipment in Colombia, transportation equipment in Mexico, the Brazilian domestic communications satellite system and a major overhaul of the Trinidad telephone system.

Departmental co-operation with provincial and private sector organizations interested in exporting to the region continued through participation in provincially sponsored seminars and trade missions, and notably, in the private sector, the Canadian Export Association, the Canadian Association for Latin America and the Caribbean (CALA) and the Brazil-Canada Chamber of Commerce. Strong support was provided for the CALA and Brazil-Canada Chamber of Commerce annual meeting with Government in November, as well as for CALA's Mexico and Colombia Businessmen's Committees and its Inter-American Conference on Private Enterprise, which attracted 300 visitors to Montreal in September. Officials also participated in CALA missions to Washington and the Caribbean, and in seminars on Venezuela and Colombia.

At the Commonwealth Heads of Government meeting in St. Lucia in February 1983, the Prime Minister reaffirmed Canada's commitment to a priority relationship with the Caribbean Commonwealth nations and its pledge to double development assistance to the area by 1986. A virtual tripling of development assistance to Central America over five years was announced in February 1982. Canada also continued its association with Colombia, Mexico, Venezuela and the United States in the Caribbean Basin Initiative, which promotes bilateral and international efforts to stimulate economic and social development in the area. In October 1982, Canada appointed a resident Ambassador to Guatemala with concurrent jurisdiction in the Honduras, and increased the diplomatic staff in the Embassy in Costa Rica to ensure more effective Canadian representation in Central America.



Chapter 3

MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION

Multilateral institutions complement bilateral channels in the promotion of Canadian interests and provide an essential means of responding to the growing economic, political and social interdependence of nations.

The Commonwealth

The Commonwealth Secretariat's review of objectives and priorities was unanimously adopted by Commonwealth senior officials at their meeting in Arusha, Tanzania, in December 1982. The review underlined the value which member countries attach to the Commonwealth as a vehicle for consultations, especially on North-South issues.

The Commonwealth Games in Brisbane, Australia were the big event of the year in international sport for Canada. The Department provided support services for more than 250 Canadian athletes, officials and media who attended the Games. Canada played a useful role in the negotiations concerning New Zealand's sporting contacts with South Africa, which had generated controversy a year earlier. The result was the adoption of a Commonwealth Code of Conduct on sporting contacts with South Africa, which removed some ambiguity for conduct under the 1977 agreement condemning such contacts.

The Prime Minister attended the Caribbean Commonwealth Heads of Government meeting in St. Lucia in February 1983. This was an opportunity for Canada to reaffirm the Commonwealth connection, and pledge continued Canadian economic support.

The following Commonwealth Ministerial Meetings took place: (1982) – Health Ministers, Geneva, May; Employment/Labour Ministers, Geneva, June; Finance Ministers, London, August; Trade Ministers, Geneva, November; (1983) – Law Ministers, Colombo, February. Canada participated in all these meetings.

La Francophonie

The new Secretary General of the Agency for Cultural and Technical Co-operation, François Owono-Ngéma visited Canada in the spring of 1982. Canada's relations with la Francophonie were strengthened by the Prime Minister's official visit to the Agency's headquarters in Paris in November.

North-South co-operation

Canada maintained its strong commitment to the North-South dialogue despite the effects of the recession, not only on the prospects of developing countries but also on the capacity of donor countries to respond to their assistance requirements. A co-ordinated overall approach ensures that

Canada's economic policies take North-South implications into account and identifies interlinking issues of debt and finance, trade and aid.

The government reaffirmed its intention to increase its aid program to 0.5 per cent of the Canadian GNP by 1985-86. Canada also continued its efforts to promote greater understanding of the reality of global interdependence and the necessity of maintaining a constructive atmosphere for North-South co-operation. At the annual meeting of the World Bank and the International Monetary Fund in Toronto in September, Canada played a leading role in creating a special bridging fund for the International Development Association, the soft-loan affiliate of the World Bank.

The focus of the Department's activities in North-South co-operation was the effort to launch Global Negotiations, notably in the follow-up to the Versailles Economic Summit in June. In early 1983, the Department made extensive preparations for the Sixth Session of the UN Conference on Trade and Development (UNCTAD VI). This meeting was scheduled for Belgrade in June, 1983 as the principal North-South forum of the year, with the theme of "Recovery and Development."

During 1982, the Department co-operated with the Ministry of State, Fitness and Amateur Sport, and the Coaching Association of Canada, to initiate a program of co-operation in sport development with Third World countries. Pilot projects were undertaken with Singapore, the leader in the field among the ASEAN countries, and with the Supreme Council for Sport in Africa (SCFA), which co-ordinates the technical development of African sport. These first steps included an exchange of technical delegations to identify African priorities and objectives and the participation of senior African coaches in the Canadian National Coaches' Seminar. They also provided sport-technical documentation of the Sports Information Resource Centres of both the SCSA and Singapore, and projects for upgrading the personnel and technical resources of the SCSA information centre.

The United Nations

The year was a difficult one, with constant economic crisis and armed conflict among nations. The effectiveness of the United Nations in helping resolve such issues remained under heavy scrutiny. However, the new Secretary General, Javier Perez de Cuellar of Peru, won universal respect for his candid analysis of threats to international security and how the UN might be strengthened to respond to them, and his efforts to mediate the Falkland Islands conflict. He visited Canada

in August and the Governor General travelled to the United Nations for UN Day in October.

Canadians presided over efforts to revitalize the UN Development Program (UNDP), chaired the General Assembly's legal committee and the Executive Board of the World Health Organization and won appointment to the Secretariat's top financial position. Canada undertook initiatives in multilateral forums to put the UN development agencies' finances on a more assured footing and chaired the Governing Council of the UNDP. A notable event was our accession to the African Development Bank. The Prime Minister addressed the Second Special Session on Disarmament (UNSSOD) in June, in which Canada played a key role in launching a disarmament campaign.

The UN Conference on Trade and Development (UNCTAD) continued its attempts to solve some issues of international trade in commodities. Canada signed and undertook to apply provisionally, the Sixth International Tin Agreement, which came into force July 1, 1983. Canada also participated in the renegotiation of the International Coffee Agreement and the negotiation of the International Jute Arrangement, the first co-operative producer-consumer commodity arrangement intended to provide for technical and market development measures.

As a follow-up to the 1981 Ottawa and Cancun summits, Canada was active in sustaining the prospect of Global Negotiations. Related developments at the UN were not encouraging, notwithstanding the fundamental importance of progressing in this front.

In March 1983, the non-aligned summit in New Delhi set a somewhat more moderate course for its 101 members as the chairmanship passed from Cuba to India.

Potentially serious damage to the UN system was averted when Israel was accepted for the International Telecommunications Union conference after its credentials were rejected by a procedural motion at an International Atomic Energy conference in September.

Law of the Sea

A highlight of the year was the signing of the UN Convention on the Law of the Sea, which the UN Secretary General called "possibly the most significant legal instrument this century." The Third UN Conference on the Law of the Sea began to meet in 1973 to adopt a comprehensive instrument for the management of ocean affairs. On April 30, 1982 in New York, the Eleventh Session of the Conference adopted the Convention by a vote of 130 in favour (including Canada), 4 against (United States, Israel, Turkey and Venezuela) and 17 abstentions. The Convention was signed by 117 countries, including Canada, at a final session held in Montego Bay, Jamaica, December 6-10, 1982. No UN Convention has ever received such a large number of signatures on its first day.

The Convention covers all aspects of maritime law, including jurisdiction of the coastal state; navigation; mining of the seabed beyond national jurisdiction; the settlement of disputes; the protection and preservation of the marine environment; marine scientific research; and the development and transfer of marine technology.

Canada played a major role in providing leadership at the Conference and generating ideas to resolve the vast range of issues. Canada, as a leading coastal state, is a major beneficiary of the Conference, having obtained recognition of

its right to control offshore living and non-living resources as well as to take measures for the prevention of marine pollution, particularly in Arctic waters.

The Convention, when it comes into force one year after the deposit of the sixtieth instrument of ratification or accession, will create an International Seabed Authority to manage the exploitation of the resources of the deep seabed beyond national jurisdiction. In order to prepare for this, the Conference set up a Preparatory Commission for the International Seabed Authority and the International Tribunal on the Law of the Sea. The Preparatory Commission held its first meeting in Kingston, Jamaica, the future site of the headquarters of the International Seabed Authority, from March 15 to April 8, 1983, and discussed its method and program of work.

The past year has thus marked the culmination of many years of negotiations on the law of the sea. The adoption of the Convention provides a clear set of rules for the management of ocean affairs and is an important contribution to world peace and security.

Environmental questions

The Governing Council of the UN Environment Program (UNEP) held a Session of Special Character in Nairobi in May to mark its 10th anniversary. The Canadian delegation helped to formulate the ensuing "Nairobi Declaration" which reaffirmed global commitment to the principles enunciated in 1972 at Stockholm. The Declaration recognized that greater co-operative efforts would be required to deal with persistent and newly emerging environmental problems, identified trends and priorities and recommended future directions for UNEP over the next decade. Among the dozen recommended priority areas were marine pollution from land-based sources, protection of the ozone layer and the transport, handling and disposal of toxic and hazardous waste. Detailed strategy elements were recommended for each of the priority areas.

An Ad Hoc Working Group of Legal and Technical Experts, in which Canada participates, met in Stockholm, January 20-28, 1982, to initiate work on the elaboration of a convention for the protection of the stratospheric ozone layer.

A ministerial Conference on Acidification of the Environment in Stockholm in June 1982 provided political follow-up to the UN Economic Commission for Europe (ECE) Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution (LRTAP), which Canada, the United States and most other ECE members have ratified. The conference recognized acid precipitation as a major international environmental problem requiring urgent co-operative action.

The seventh consultative meeting of the Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter, commonly referred to as the London Dumping Convention, was held in London, February 14-18, 1983. The meeting focused on the dumping of low-level radioactive waste at sea. The meeting adopted a resolution proposed by Spain that called for a suspension of dumping of radioactive waste until the report of an expert scientific group set up to study the issue is presented, in approximately two years time.

Energy

The year was marked by declining world demand for oil as a result of structural factors, such as substitution and con-

ervation, and cyclical factors, such as the slowdown in the world economy.

Canada and its economic partners continued their co-operation towards common objectives – to ensure a secure future for energy and to promote conservation, increased efficiency and oil substitution. The decline in demand for oil during 1982 forced the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC) to reduce its market price for oil early in 1983. Consumer countries welcomed the economic stimulus provided by lower oil prices; however, the lower prices raised concerns over the stability of international financial institutions because of the huge indebtedness of several oil-producing countries, notably Mexico and Venezuela.

In pursuit of its energy objectives, Canada took part in many international meetings, particularly at the International Energy Association (IEA), such as the UN Conference on New and Renewable Sources of Energy in Rome.

Against the background of multilateral relationships developing in the energy sector, Canada undertook extensive bilateral discussions with a number of countries. With the U.S., for instance, the Energy Consultative Mechanism was revived as a vehicle for official discussion on energy matters such as the trade in natural gas, and met in both Ottawa and Washington. Canada had political consultations with important oil exporters such as Nigeria, Kuwait, Saudi Arabia and Norway, and renewed the oil supply contracts with Mexico. Petro-Canada International Assistance Corporation completed its first year of operation, spending \$25 million on energy development projects in Barbados, Jamaica, Tanzania and Senegal, and making plans to include Asia in its 1983 operations.

The international energy situation continued to influence the domestic one: it necessitated a review of federal-provincial pricing agreements and further delayed oil sands and heavy oil mega-projects. Decreased domestic demand for oil led to the authorization of short-term light oil exports to reduce the substantial problem of shut-in oil production. The National Energy Board authorized new gas exports to the U.S., and for the first time, to Japan. Net exports of electricity declined slightly while the value of coal exports increased.

Human rights

The promotion and protection of human rights is one of the main principles of Canadian foreign policy. It reflects a heritage which has emphasized the primacy of rights and freedoms and compassion for the disadvantaged and threatened, but it recognizes the constraints imposed by the current international environment of distrust, disillusionment and insecurity.

Political problems often complicate solutions to human rights issues. In Central America, the Middle East, southern Africa and southeast Asia, it is difficult to isolate human rights from political confrontation. Human rights have become an

increasingly divisive issue in East-West relations as some East European states claim that the basic standards set by the Helsinki Final Act are matters for only internal concern. The use of human rights as tactical weapons in wars of ideology of economic interest seriously compromise the ability of the international community to respond quickly and fairly to humanitarian tragedies.

Canada has not hesitated to speak out on human rights violations, especially in Poland, El Salvador, Guatemala, South Africa and Afghanistan. Our aid policy takes account of human rights considerations in determining eligibility for Canadian aid by excluding countries where government excesses have resulted in massive social breakdown. During bilateral meetings with leaders of countries with poor human rights records, the Prime Minister has expressed concern, and has often made commitments for improved relations and development assistance should that country's record improve.

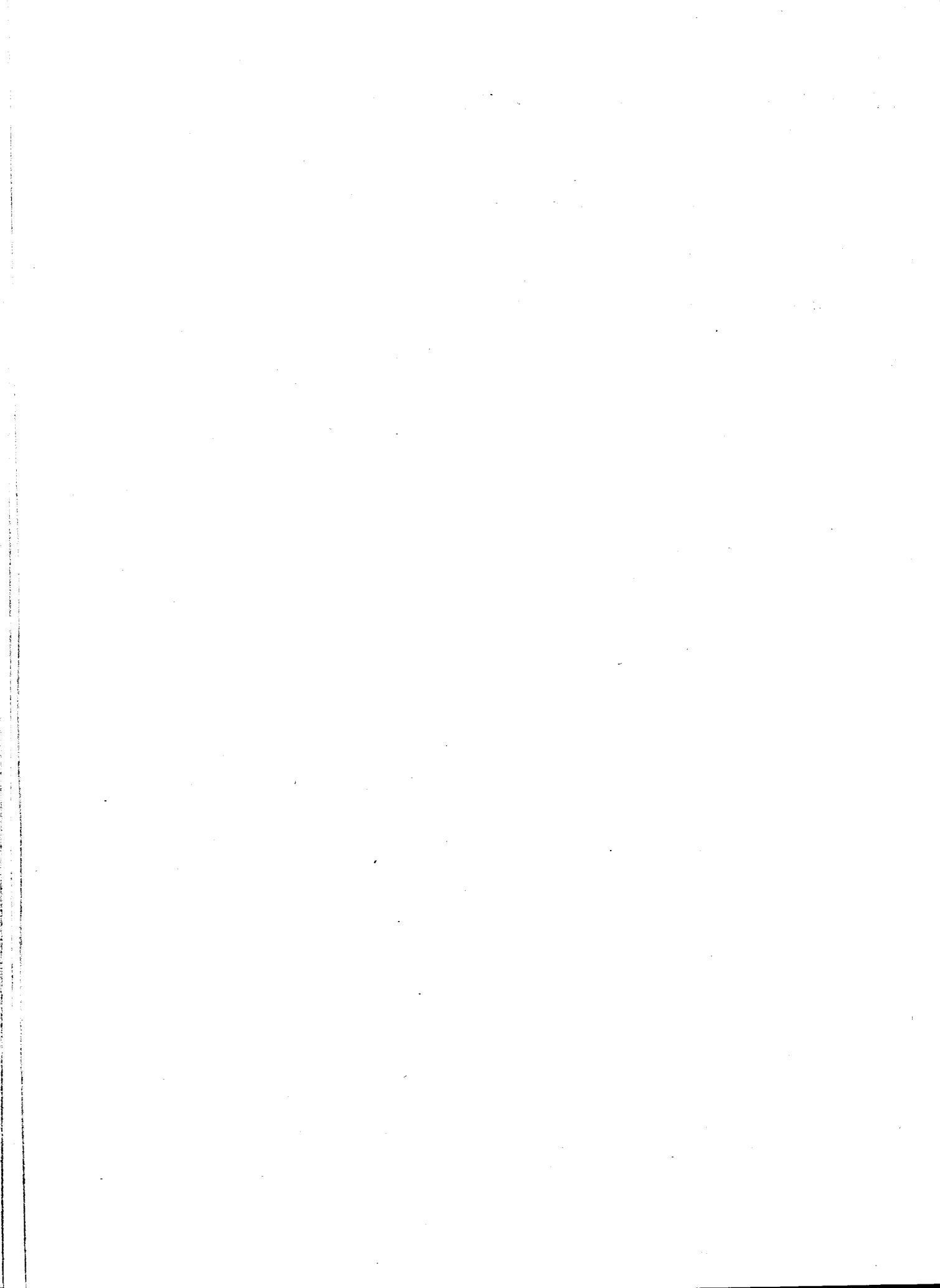
At the UN General Assembly and in the Commission on Human Rights in Geneva, Canada has taken two main approaches: first, action on generic or thematic violations, and second, a search for opportunities to develop new machinery for monitoring violations.

In January, 1982, the International Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women came into force. Canada was one of the principal drafters and supporters of this convention and a Canadian was elected to the committee that will monitor its implementation. Canada is also a member of the working group on a draft convention against torture and has pressed hard to ensure that the convention will include a provision on universal jurisdiction. Such a provision would allow the prosecution of a torturer in any state, regardless of nationality, the nationality of the victim or the place where the torture occurred.

The UN Working Group on Disappeared Persons was a Canadian initiative which since 1980 has reported on more than 2,100 missing persons in 22 countries. It has also established an emergency procedure, the first of its kind within the UN, which authorizes the chairman to respond to urgent reports of disappearances by an immediate direct approach to the government concerned.

Canada was also responsible for the preparation of a report on sudden mass migrations that analyzes their root causes and explores ways of preventing both the exodus and the related human rights violations.

Canada has tried to make full use of the opportunities offered by the Madrid meetings of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE). Canada took a stand there on human rights, especially on implementation of the Final Act's provisions for freedom of movement, and demanded that progress in military security be matched with comparable progress in humanitarian matters. The Canadian delegation has proposed a meeting of experts to discuss human rights in the follow-up to the Madrid meeting.



Chapter 4

DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY

East-West relations and collective defence

East-West relations continued to deteriorate. Soviet involvement in Afghanistan; the disturbed situation in Poland; the rising pitch of superpower rhetoric; the arms build-up; the use of surrogate forces to advance strategic objectives in the developing world; and differences within NATO between American and European attitudes and approaches to East-West relations and economic issues contributed to a difficult and challenging year. Throughout, Canada remained a strong advocate of keeping open the essential political dialogue between East and West.

NATO

Spain formally joined to NATO as its sixteenth member. External Affairs Minister MacGuigan, as Honourary President of the North Atlantic Council, welcomed Spanish membership at the May 1982 meeting of NATO foreign ministers, noting that this was both a contribution to Western collective security and a step towards Spanish reintegration into the Western community.

In June the Prime Minister attended the NATO Heads of State and Government Summit Meeting in Bonn. The meeting provided an occasion to issue a broad and balanced statement of Alliance principles and purpose. Members confirmed the NATO "two-track" policy of strengthening collective defence while at the same time continuing to negotiate on the broad range of arms control. The Final Declaration also demonstrated a renewed effort to explain NATO policies on arms control and disarmament to the general public of the member nations.

Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs MacEachen invited NATO foreign ministers to a special informal meeting at Val David, Quebec, in October 1982. From this meeting, the first of its kind, there emerged a consensus to adopt a forward-looking approach on collective security and a more comprehensive approach to policy on East-West relations which would include the economic dimension.

At the Quebec special meeting and at the regular NATO ministerial meeting in December 1982, foreign ministers reaffirmed the consensus that economic relations with the Soviet Union and Eastern Europe should be conducted with Western security interests in mind and without contributing to the Soviet Union's military or strategic advantage. Foreign ministers also agreed that historic NATO policies had stood the test of time and remained valid; and that, although flexibility was required to face the new Soviet leadership, Western security must be strengthened.

Canada signed an agreement with Italy in May, 1982, to allow a limited program of pilot training in Canada for members of the Italian Air Force. In February 1983, Canada signed a framework agreement with the United States concerning the use of Canadian facilities and airspace for testing and evaluation of American defence systems.

In the longer term program of replacement and renewal of defence equipment, the first McDonnell-Douglas CF-18A fighter aircraft were delivered to the Canadian Forces, and work continued on the final contract definition stage of the new Canadian patrol frigate.

Arms control and disarmament

The pursuit of verifiable arms control and disarmament agreements continued as a priority of Canada's foreign policy. During the year it remained a serious, controversial and urgent issue as talks on intermediate range nuclear forces, begun in 1981, continued and the U.S. and the U.S.S.R. resumed the crucially important talks on strategic arms limitation and reduction.

The second special session on disarmament at the United Nations (UNSSOD II), June 7 - July 9, 1982, was a specific focus of attention, together with hearings on security and disarmament in the House of Commons Standing Committee on External Affairs and National Defence in February 1982.

In his address to UNSSOD II, the Prime Minister reminded the conference that the real problem was to break the arms spiral and that this would never be possible as long as any country fears for its security. He supported NATO's two-track policy, and the decision to deploy Pershing II and cruise missiles by the end of 1983 to counter the Soviet deployment of SS-20 missiles, if negotiations on arms limitation are not successful. The Prime Minister also reaffirmed Canada's commitment to a comprehensive test ban treaty and proposed an early start on a treaty to prohibit development, testing and deployment of all weapons for use in outer space.

The Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs outlined Canadian priorities in a major speech to the Committee on Disarmament, the multilateral negotiating body in Geneva, on February 1, 1983.

At UNSSOD II Canada reiterated its commitment to play an active role in resolving questions related to the seismic verification of nuclear weapons testing under the possible test ban agreement. Canada has also contributed three papers to the experts' group on the use of chemical weapons, and on March 29, 1983 assumed chairmanship of the Chemical Weapons Working Group of the Committee on Disarmament.

Canada continued to take an active role in NATO consultations on the U.S.-U.S.S.R. talks on intermediate-range nuclear forces (INF) and welcomed the resumption of the strategic arms reduction talks (START) in mid-1982.

At the Mutual and Balanced Force Reduction Talks (MBFR) in Vienna, the West tabled a draft treaty for a four-stage agreement. At the Madrid meeting of the CSCE efforts continued towards an agreement on a mandate for a conference on confidence and security-building measures and disarmament in Europe.

Terrorism

Canada was the scene of Armenian terrorist activity in 1982. One Turkish diplomat was seriously wounded while another was assassinated. Abroad, violence and terrorism continued as near-daily occurrences and few areas of the world were spared.

The Bonn declaration on hijacking of aircraft was implemented for the first time in 1982 when Germany, France and Britain terminated their air agreements with Afghan Airways (Ariana) after Afghanistan had failed to prosecute or extradite the hijackers of a Pakistani civil aircraft which included Canadians among its passengers.

Chapter 5

PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS

Consular assistance

Canadians sometimes encounter problems when they travel abroad. Through its consular, passport, legal and other services, the Department of External Affairs can often protect the interests of these Canadians if they ask for help when in distress or detention or when they are caught in civil disturbance or natural disaster.

There has been an increasing demand for consular services in the past few years. Standard consular assistance includes issuing passports, providing citizenship services and information as well as helping in more serious cases such as illness, death, criminal charges, child custody and financial distress.

A revised *Manual of Consular Instructions* was issued in 1982. It reflects a number of adjustments in the consular program to ensure that it maintains a high level of effectiveness and can respond adequately to changing needs and priorities.

When Canadians travel abroad the overwhelming majority go to the United States. However, although there was an overall decrease in travel abroad in 1982, nearly 1.5 million Canadians went to countries other than the U.S., a marginal increase over the previous year.

Our diplomatic posts abroad reported that more than 600 Canadians had been detained or sentenced in foreign prisons during the year. Five Canadians were repatriated from prisons in the United States, Mexico and Peru under the Transfer of Offenders Agreements.

At departmental headquarters in Ottawa, the Consular Services Branch provided the necessary backup services to posts abroad, kept in touch with families and friends of de-

tainees and carried on often lengthy attempts at the reunification of families. On an average day, the Branch receives 115 telegrams and sends 40, makes 135 telephone calls and receives three ministerial requests. The Branch also carries on an active media relations program, giving information and interviews to newspapers, radio and television.

During the year, the Branch undertook an intensive review of its plans for assisting Canadians caught in emergency situations in regions of civil or political instability. The revised plans take account of changing conditions and any other factors which might affect our capability to react effectively in an emergency.

In some areas where Canada has no career diplomatic or consular representation, Honorary Consuls provide front-line consular services to Canadians travelling or living abroad. They also help with the needs of our trade development program. During 1982, Honorary Consuls were appointed for the first time in Douala (Cameroon), Monrovia (Liberia) and Curaçao (Netherlands Antilles), bringing the total number of Honorary Consuls to 18.

Canada continued to negotiate additional agreements with other countries for the transfer of offenders so that Canadians imprisoned abroad can complete their sentences in Canada, close to family and friends and under conditions which improve their prospects for rehabilitation.

Preparations continued, in consultation with the provinces, for the resumption of negotiations on consular treaties with Hungary, Romania and other East European countries. There were also consultations with Mexican authorities towards the resolution of certain problems which some Canadian tourists have had there.

Selected Consular Statistics

Canadians registered abroad (approx.)	66,872
Canadians residing abroad, including dual nationals (approx.)	1,500,000
Passports	
Valid passports in circulation	3,478,436
Total issued in 1982	700,000
Issued by posts	50,077
Increase in total over previous year	8%
Travel	
Total visits abroad	34.7 million
• U.S. (of which 11.2 million at least 1 night)	33.3 million
• Countries other than U.S.	1.4 million
• Europe	743,000
• Bermuda and Caribbean	402,000
Consular activities	
Total number of Canadians to whom services were rendered	668,000
• Financial assistance	1,725
• Repatriation with undertaking to pay	339
• Arrests, detentions	835
• In prison abroad, known to the Department (75% on drug charges)	144
• Hospitalization	525
• Deaths	341
• Mental cases	22
• Whereabouts	203
Consular resources during the fiscal year 1982/83	
Direct and indirect costs	\$14,488,000
Funds advanced against undertaking to repay	
1981-82	\$181,347
1982-83	\$144,000
Recovery rate	32%
Person-years, headquarters and abroad	311

Passport services

Three and one-half million Canadians currently hold valid passports. Over a five-year period, the number of passports issued has increased at an average of 5 per cent annually, although there was a moderate decline in 1982. On November 1, the fee for a Canadian passport was increased to \$21.00 from \$20.00.

The Passport Office issued a total of 615,437 Canadian passports, Certificates of Identity and UN Refugee Convention travel documents during 1982. Of these, 566,549 were issued in Canada and 48,888 at diplomatic posts abroad. These figures compare with 587,158 issued in Canada and 45,546 at posts abroad in 1981.

Government refugee programs continued to influence the issue of Certificate of Identity documents as 4,659 Certificates of Identity and 212 refugee travel documents were issued in 1982, an increase of 37.2 per cent over the already substantial 1981 volume.

During the year an Interdepartmental Task Force on Processing Efficiencies examined the extent to which technological innovation and the streamlining of procedures could improve the efficiency of immigration processing. As a result of the study, the Department launched pilot projects using computers, word processors and microfilming.

The fifteen regional passport offices across Canada pro-

vided over-the-counter services to 74.7 per cent of passport applicants in Canada, a 6.3 percent increase over 1981. This continuing shift of passport applicants towards regional offices is a result of increased public awareness of the fast, local facilities they provide. The Passport Office is encouraging this trend by active promotion of regional passport office services not only for passports but for travel and consular-related problems of Canadians in difficulties abroad.

The Passport Office installed a toll-free telephone service

across Canada to ensure that passport information is readily accessible to all Canadians.

Many departmental activities take place on the international stage with nations, governments and their leaders as the leading players whose decisions have a widespread effect on world populations. At other times, when the Department implements Canadian foreign policy for immigration, human rights and refugees, the work has a direct and personal effect on the individual.

Immigration and refugees

Visas issued in 1982

Post or Area	Immigrant Visas	Visitor Visas
Western Hemisphere		
United States	13,283	64,875
Caribbean	8,459	15,075
Latin America	4,048	12,714
Sub-total	25,790	92,664
Africa and the Middle East		
Africa	3,615	28,646
Middle East	3,567	49,568
Sub-total	7,182	78,214
Europe		
Western Europe	32,459	28,010
Eastern Europe	8,629	26,409
Sub-total	41,088	54,419
Asia and the Pacific		
Hong Kong	10,437	17,267
New Delhi	6,845	11,068
Manila	5,340	7,637
All Others	12,000	23,930
Sub-total	34,624	59,902
TOTAL	108,684	285,199

The Canada Employment and Immigration Commission responded to a deteriorating job market in Canada by placing restrictions on the selection of immigrants destined for the labour market. These restrictions required all applicants in the independent category to have pre-arranged employment and curtailed immigration from our traditional sources of skilled workers. In 1982, Canadian diplomatic posts abroad issued 108,684 immigrant visas, 15 per cent fewer than in 1981, and 285,199 visitor visas, a slight increase over the previous year.

Special immigration efforts for oppressed and displaced persons and for refugees continued to provide solutions for some of the world's distressed. In 1982, refugee programs

brought more than 16,000 persons to Canada. The year was the most successful in family reunification since the Vietnamese Family Reunification program began in 1979. Officers of the Department visited Ho Chi Minh City six times during the year and granted visas to a total of 2,180 persons.

One of the world's great tragedies continues in Indochina and Canada is deeply involved and committed to finding a resolution to the underlying problems. Canada has said it will help ASEAN in its search for a peaceful settlement in Cambodia which will remove foreign occupation, allow the Khmer people to choose their own government free from external pressures and halt the flow of refugees. The Secretary of State for External Affairs has assured the ASEAN foreign ministers

that as long as Vietnam refuses to end its occupation of Cambodia, Canada will not help subsidize its military activities by extending development aid to Vietnam.

Civil strife in Central America continued to force large numbers of Salvadoreans and Guatemalans to flee for safety to other countries in the region. In response, Canada's government-sponsored program for Latin American refugees was increased in size. The large number of Polish self-exiled persons in Vienna who applied for permanent settlement in Canada necessitated the dispatch of a special processing task force to Vienna.

Private international law

In the area of private international law, the Department offers a variety of services to facilitate legal proceedings involving Canadian and foreign jurisdictions on the basis of conventions or by arranged procedures. Social security benefits, maintenance orders and judgements and other related matters have become subjects of international co-operation due to the greater mobility of individuals. As many of these subjects come under provincial jurisdiction, the Department carries on liaison with the provinces to establish and administer the necessary reciprocal arrangements. In 1980, the Department published a booklet entitled *International Judicial Co-operation in Civil, Commercial, Administrative and Criminal Matters*. This publication, aimed at assisting Canadian lawyers and law enforcement officials with international legal problems, continues to have wide distribution.

Another area of co-operation between states involves the enforcement of criminal law. In this area also, the Department ensures the required liaison in Canada and abroad. A new Extradition Treaty between Canada and Norway is expected to be signed in the near future. Albert Helmut Rauca, the first Canadian citizen ever arrested for war crimes, has been ordered extradited to the Federal Republic of Germany.

The Department continues to be extensively involved in the international aspects of a number of civil kidnapping or "childnapping" cases involving disputes between a mother and a father over custody of a child. The Department has attempted to obtain reports on the well-being of the children involved and, where possible, has helped arrange for their return to Canada in cases where Canadian courts have already ruled on custody. In part because of the acute personal distress caused by such disputes, there has been considerable public interest in the role of the federal and provincial governments.

Internationally, Canada played a role in the completion, in 1980, of the Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction at the fourteenth session of the Hague

Conference on Private International Law. Canada signed this Convention on October 25, 1980, and discussed it with provincial authorities prior to ratifying it. The Convention has also been ratified by France and will come into effect shortly after its ratification by a third country. The main purpose of the Convention is to ensure judicial co-operation in achieving the prompt return of the child wrongfully removed from the custodial parent to the country from which he or she was abducted. So far, New Brunswick, Ontario, Manitoba and British Columbia have passed the necessary implementing legislation. Other provinces are expected to take similar action in due course.

During the course of the year, the Claims Section of the Legal Bureau responded to numerous enquiries from Canadian citizens as to possible rights to claim against foreign governments for taking of property. Such claims have involved many countries ranging from the United States to Iran, Nicaragua and Mexico.

The Claims Section also assisted the Foreign Claims Commission in the performance of its duties by obtaining background material on claims submitted to the Commission. It also drafted and secured passage of domestic regulations to govern the activities of the Commission after signature of the claims settlement agreement between Canada and the People's Republic of China.

Unlawful seizure of individuals

The Department has been concerned for many years with the issues raised by the unlawful abduction of individuals in Canada by persons purporting to be acting under U.S. federal or state authority and their forcible return to that country for prosecution. The situation has occasionally had its counterpart in similar forcible abductions on the U.S. side of the border and return of individuals to Canada. The alleged kidnapping of Sidney Jaffe, a Canadian citizen, from his residence in Toronto by two U.S. bounty hunters on September 23, 1981, has illustrated the gravity of the problem with its resultant and disproportionate strain on Canada-U.S. relations. The Jaffe case has attracted widespread media coverage in both countries.

In a series of protests Canada has made its position clear to the U.S. Government over the failure to meet its request for Mr. Jaffe's release and return to Canada. This position is based on the breach of Canadian sovereignty, of international law, and of the Extradition Treaty of 1976 between the two countries whose antecedents may be traced back to 1842, as well as on Mr. Jaffe's human rights.

The extradition of the two U.S. bounty hunters was granted and they waived further appeals. They were released on bail, to await trial.

Chapter 6

INTERNATIONAL LAW

Fisheries

During 1982, Canada continued its efforts to resolve boundary disputes and to expand its bilateral fisheries relationships. Canada also sought to strengthen co-operation for the purpose of conserving and managing the living resources of the sea.

Canada participated in the preparations for the eventual entry into force of an Atlantic Salmon Convention that was adopted at a diplomatic conference in Reykjavik (Iceland), on January 22, 1982. The Convention has been signed by Canada, the United States, the European Community, Iceland, Sweden, Norway and Denmark in respect of the Faroe Islands. The purpose of the treaty is to promote the conservation, restoration, enhancement and rational management of salmon stocks in the North Atlantic Ocean through international co-operation. In establishing the functions of the North Atlantic Salmon Conservation Organization, the treaty recognizes the desirability of reducing intercepting fisheries and prohibits the harvesting of salmon beyond the territorial seas except off Greenland (40 miles) and the Faroe Islands (200 miles).

At a meeting held in November 1982, the International Commission for the Conservation of Atlantic tuna recommended that the 1983 harvest of bluefin tuna in the western Atlantic Ocean be slightly higher than the 1982 catch. This decision was made on the basis of scientific advice and responded to repeated Canadian demands for more regulatory action to protect declining bluefin stocks.

The Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO) held its annual meeting in Halifax, in September 1982, to establish conservation and management measures for fish stocks in the NAFO Regulatory Area and for stocks overlapping Canadian fisheries waters.

The Gulf of Maine case

Canada and the United States have referred the delimitation of their maritime boundary in the Gulf of Maine area to the International Court of Justice. This boundary will divide the continental shelf and 200-mile economic zone appertaining to each country. The case will be heard by a special five-member Chamber of the Court in the Hague, whose decision will be final and binding.

In September 1982, Canada and the United States simultaneously filed the first set of written pleadings ("Memorials") in the case. These documents set out the views of both governments as to the law and facts in dispute. Written pleadings are to be exchanged again in 1983 and oral hearings are expected to take place in the spring of 1984, with a decision to be rendered later that year.

The Gulf of Maine case involves the first determination by an international tribunal of a single maritime boundary dividing both seabed and water-column jurisdiction beyond the limits of the territorial sea. This also marks Canada's first appearance before the International Court of Justice and the first time that Canada will appear on its own behalf in an international boundary adjudication.

At the heart of the Gulf of Maine dispute lie the valuable fishery and potential hydrocarbon resources of Georges Bank. The Canadian claim – an equidistance line – would divide the bank so as to allocate less than one half to Canada. The United States claim, on the other hand, would give the whole of Georges Bank to that country.

Outer space law

For several years, attempts were made to develop international principles governing the use of Direct Broadcasting Satellites (DBS) and Canada was closely associated with the drafting of a set of principles. Unfortunately, it proved impossible to reconcile the concept of freedom of information, advocated by most of the Western countries, with the concept of sovereignty which, in the view of a large number of governments, was threatened by DBS technology. While the UN had previously adopted by consensus all agreements relating to outer space law, the set of principles on DBS was put to a vote in the General Assembly. On December 10, 1982, the principles were adopted by a large majority of delegations. Canada abstained in order to express its regret that despite years of discussion and negotiation, a consensus had not been reached. Canada wished to emphasize its commitment to the consensus method as representing the only satisfactory way of developing principles of general application.

The development of rules governing the use of nuclear power sources (NPS) in outer space is one issue with which Canada has been closely associated since the disintegration over Canadian territory in 1978 of the Soviet satellite Cosmos 954. As a result of a Canadian initiative, a working group has been meeting since 1981 in the Legal Sub-Committee with a mandate to consider the possibility of supplementing the norms of international law relevant to the use of NPS. In March 1983, Canada submitted a working paper to the UN containing a consolidation of ideas to facilitate the drafting of a set of principles governing the use of NPS. At its 1983 session the Legal Sub-Committee was able to adopt agreed language on the question of notification prior to the re-entry of NPS on Earth. There is general concern in the international community about the danger represented by the use of NPS in outer space, and Canada will continue to lend its support

to the efforts made in the UN to adopt rules governing the use of nuclear-powered space objects.

Legal aspects of development

Efforts continued to focus on the launching of Global Negotiations based on UN General Assembly Resolution 34/138 calling for more international economic co-operation for development. However, a procedural impasse still impeded progress at year's end.

The Sixth Committee of the UN General Assembly reviewed an analytical study on the "consolidation and progressive development of the principles and norms relating to the new international economic order" authorized by General Assembly Resolution 35/166. During the Committee's consideration of this study, Canada stressed the importance of an examination of state practice, treaties and conventions in identifying legal norms in this area and warned against an over-reliance on UN resolutions, declarations and decisions not supported by a broad consensus of states at different levels of development and with different social systems. While supporting the basic objectives of a new international economic order, Canada abstained on the resolution authorizing further study, as Canada does not accept unequivocally that all provisions of the new international economic order have or are necessarily developing a legal status.

Negotiations continued on issues relating to science, technology and know-how. Canada participated in the informal working groups which met to discuss outstanding issues in the negotiations on the international code of conduct on the transfer of technology. The code is designed to create a set of rules to encourage the flow of technology from the developed to the developing countries. Negotiations also continued on a code of conduct for transnational corporations, the purpose of which is the clarification of the respective responsibilities of host states, home states and transnational corporations. A third session of the Diplomatic Conference on the Revision of the Paris Convention for the Protection of

Industrial Property achieved progress on some less controversial issues. The purpose of the Conference is to revise the 1967 Stockholm text of the Convention which governs the international protection afforded industrial property, to reflect the concerns of the developing countries. Finally, the Working Group on the New International Economic Order continued to draft a legal guide on contracts for the supply and construction of large industrial works.

Treaty law

During 1982, Canada signed 30 bilateral agreements. In the course of the year, 19 bilateral agreements entered into force for Canada upon signature and 8 by ratification or the exchange of notifications. The year also saw Canada sign 7 multilateral agreements, while 13 multilateral agreements entered into force for Canada following ratification, acceptance, approval or accession.

The preparation of a list of treaties in force for Canada was completed. The first edition of this publication, *Treaties in Force for Canada as of January 1, 1982*, will appear in mid-1983.

In addition to its responsibility for the drafting and interpretation of treaties and the preparation of all formal treaty instruments, the Department maintains up-to-date records on the status of all treaties affecting Canada. International agreements governed by international law to which Canada is a signatory or party are indexed in the *Canada Treaty Register*. The Treaty Register contains particulars of the date and place of signature of a treaty, the dates of tabling in, or approval by, Parliament, together with ramifications or accessions, if applicable, and information on entry into force, reservations or declarations, subsequent amendments and termination. Non-binding arrangements entered into by Canada, such as memoranda of understanding, are indexed in a separate *Register of Understandings and Arrangements*. For more information, contact the Department's Treaty Section.

Chapter 7

INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS

Public affairs at home and abroad

What people in other countries think about Canada and Canadians has an important effect on our international relations. Therefore one of the essential tasks of the Department of External Affairs is to try to increase public knowledge of Canada, especially among influential opinion makers in other countries. International cultural and academic relations stimulate interest in an attractive way, while information on the quality of life in this country serves to advance Canada's foreign policy and trade objectives.

Public affairs programs promote an image of Canada as a democratic, federal state, a reliable trading partner open to foreign investment, capable of developing and using sophisticated technology, a country with a unique cultural life rooted in its bilingual and multicultural heritage.

In Canada, too, the Department provides information to newspapers, radio and TV, for people and institutions with a special interest in foreign affairs and for the general public, in the hope that it will broaden public discussion on Canada's part in international affairs and increase public awareness of the Department's role and the services it provides for Canadians.

Cultural exchanges

Prestigious foreign institutions, galleries and festivals invited Canadian artists and performing arts companies to take part in their activities as a result of the Department's efforts to promote Canada's cultural achievements. This encouragement and facilitation of contacts between institutions in Canada and abroad has also brought a growing number of applications for travel grants from all sections of the arts community. During the year, Canadian performing groups toured Europe, the United States, Latin America, Asia and Africa under the Department's auspices. These groups included the Toronto Symphony Orchestra, which performed successfully for the demanding audiences in London, Amsterdam, Zurich and Vienna; Montreal's *Ligue nationale d'improvisation*, which was well received in France, Belgium and Switzerland; and the mime group, Theatre Beyond Walls, which toured Japan and was later invited back under commercial auspices. A number of major exhibitions were mounted, including one by the painter Riopelle at the Centre Pompidou in Paris; at London's new Barbican, "Contemporary Canadian Tapestry," which later toured Madrid, Germany and Denmark; and "O Kanada," a multi-media exhibition on Canadian culture at Berlin's *Akademie der Kunst*.

The biennial consultations with the Netherlands and the Federal Republic of Germany took stock of the ever-increasing cultural activities and sketched a framework for continuing development of Canada's cultural relations with the two countries. Canada has also lent its support to the Youth Exchange Initiative which the United States launched in the spring of 1982. This program seeks to increase youth exchanges among the seven Economic Summit nations.

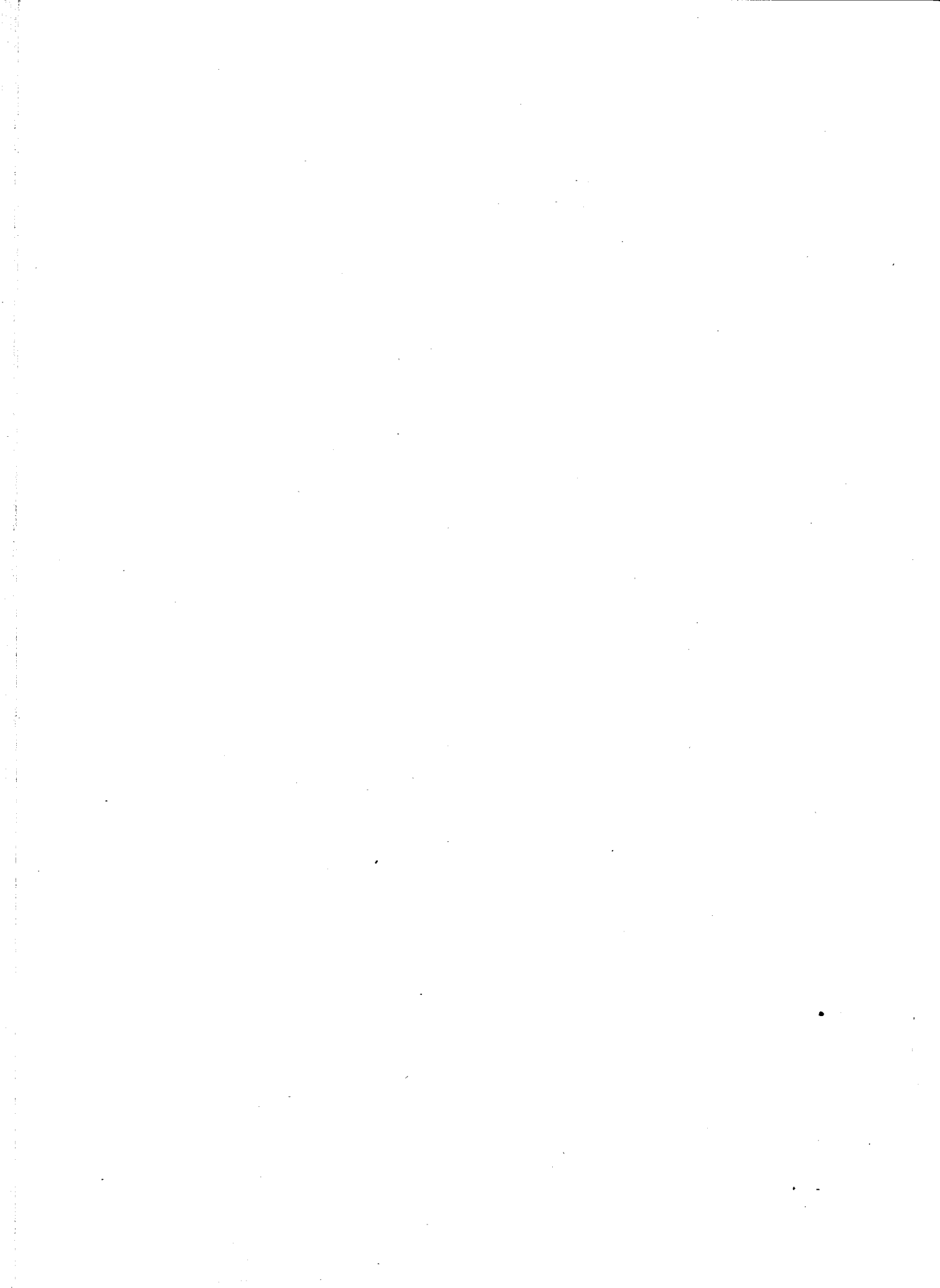
The annual Joint Committee meeting with Belgium assumed more importance owing to Belgium's recent policy of regionalization which provided added incentive to enhance our cultural ties with the Flemish as well as the Walloon parts of the country. As a consequence of the 1981 meeting, the 1982 federal-provincial consultations on cultural policies helped consolidate the participation of provincial governments in the international cultural relations process.

Canadian studies

Encouragement of Canadian studies in foreign universities continued as an important element of the Department's academic relations program. Canadian studies associations in Australia, New Zealand and Ireland held their first conferences. The association in the United States took the major step of setting up a permanent office. The quality of participants in the graduate and post-doctoral awards program for foreign nationals of 17 countries was exceptionally good.

UNESCO

The world conference on cultural policy met in Mexico during July and August. The "Mexico Declaration" adopted a number of principles in the areas of cultural identity, development, heritage and international cultural co-operation. The Canadian delegation proposed two resolutions, one on the safeguarding of world heritage and a second on the ties between culture, information and communication. The conference adopted both resolutions. In November, in preparation for the next general conference, UNESCO convened a special general conference to study and revise the medium-term plan of activities for 1984 to 1989. Finally, Canada took part in the December meeting of the intergovernmental council's program for international communications development which set in progress a Third World aid program for technical co-operation. The UN proclaimed 1983 World Communications Year with the objective of developing and improving communications infrastructures all over the world.



Chapter 8

INFORMATION PROGRAMS AND PRESS SERVICE

The Department supports three distinct information services: one for Canadian diplomatic posts abroad, another for Canada and a third, the departmental Press Office, which combines media relations with elements of the other two.

Media relations

The Department's Media Relations Office develops and implements the services necessary for the Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs and the two Ministers of State to carry out their relations with the press. The director of media relations is the Department's official spokesman on foreign policy who answers questions from journalists and arranges briefings, press conferences and interviews in Ottawa and abroad. The two deputy directors act as spokesmen for the Ministers of State.

The Press Office will, on request, assist Canadian journalists travelling abroad on assignment, by planning the visit, providing background material and ensuring that Canadian diplomatic posts will brief them on the political, economic and social situation of the countries visited.

Press office

When the Prime Minister or any of the three External Affairs ministers travel abroad on official visits, the Press Office briefs the accompanying journalists on the objectives of the visit and usually distributes a press kit containing background political and economic data. There were several occasions of this kind in 1982. In the same way, when foreign dignitaries make official visits to Canada, the Press Office arranges coverage, briefings, meetings and interviews for journalists accompanying the visitor and interested Canadian journalists. When necessary, the Office arranges accreditation for foreign and Canadian journalists. It also regularly assists some 40 foreign correspondents who cover the Canadian scene, living in Canada or the United States.

All departmental news releases are issued through the Press Office, as are speeches and formal announcements. For diplomatic posts abroad, the office sends a daily telegraphic transmission of news gathered from Canadian newspapers, a key element in keeping posts informed on events in Canada.

World exhibitions

The World Exhibitions Program is responsible for managing Canadian participation in world exhibitions, sometimes referred to as world fairs. Canada participated in Energy Expo 82 in Knoxville, Tennessee with a pavilion dedicated to explaining the Canadian energy scene. This exhibition drew an audience of 11 million visitors. Invitations to participate

at other large exhibitions were received from the United States for Expo 84 in New Orleans, on the theme of river cultures and from Japan for Expo 85 in Tsukuba, on science and technology for man at home. Plans continue to develop for universal exhibitions in Paris in 1989 and Chicago and Seville, Spain for 1992. Registration for these events is expected to be complete by 1983.

Canada will host the 1986 World Exposition, Expo 86, in Vancouver, on transportation and communications. The World Exhibition Program is responsible for the government-to-government promotion and co-ordination of the Exposition. Fifteen countries have already agreed to take part and it is anticipated that as many more will follow.

The World Exhibitions Program also manages a collection of 35 travelling exhibitions which provide general information on Canada. These exhibits may be used as elements of Canada's information program abroad or serve the important function of attracting foreign audiences to other events such as Canada Days, film weeks and travel or trade promotion.

Information programs abroad

The Department keeps Canadian diplomatic posts informed of both current news in Canada and longer-term policy matters. Some public affairs activities are co-ordinated from headquarters, others are at the discretion of the individual post. A constant exchange of information, advice and requests passes back and forth between Ottawa and the posts. The Department uses a variety of means to help them inform their local publics about Canada and promote our trade and policy objectives.

In 1982, some 3,000 copies of National Film Board and private sector films went out to the 90 film libraries at the posts, who use them for general or prestige screenings. "Canada Today/Canada d'Aujourd'hui," a half-hour film produced in 1981, was translated into 19 foreign languages, thus becoming accessible to much larger audiences. Two new films, "Taking the Leap" and "Long and Lean", were produced in support of trade promotion. In a new program to keep information officers and foreign journalists abreast of Canadian political developments, the Department distributes video tapes and audio cassettes of television public affairs programs. Short television documentary tapes were produced for distribution to television stations by our U.S. posts. During the year, two special projects were the production of a memorial recording of pianist Glenn Gould's work and a Telidon display tape for use at the opening of the Munich consulate. A photo library of more than 30,000 colour

transparencies is available to Canadian diplomatic posts for use in publications, exhibitions and trade shows.

The Department produces a wide variety of publications, brochures and fact sheets for foreign distribution. Response sheets, for example, which are used to answer common questions, cover 18 topics in ten languages. *Canada weekly* and *Hebdo Canada* are the principal departmental vehicles for Canadian news sent abroad. These weekly publications are also produced bi-weekly in Spanish and Portuguese. Total readership of these four publications is over two million. Fourteen Canadian posts produced regular publications that reach more than 250,000 readers in Australia, Belgium, Brazil, France, the Federal Republic of Germany, Italy, the Netherlands, Francophone Africa, Britain, Mexico, the United States, Japan and the EC headquarters in Brussels.

The external information program also supplies posts with texts and background material on topical issues, texts specially written for post publications, departmental brochures, international exhibits, and press and information kits. Daily summaries of federal, provincial and economic news were sent to posts by telex or facsimile for use of foreign service officers in their information duties. Extracts from the House of Commons question period were also often transmitted.

Special projects included sending embargoed copies of National Energy Board reports and the federal budget to the posts; page creation for three Telidon projects; co-ordination of the Head of Post book presentation program and the preparation of the press briefing book for the International Monetary Fund-World Bank annual meeting in Toronto.

Funds devoted to advertising are used to promote Canada in foreign publications as a trading nation and in Canada to inform a domestic audience of opportunities abroad, with the ultimate goal of increasing the export of Canadian goods and services.

The Visits and Speakers Program enables journalists and other foreign opinionmakers to come to Canada on study tours to acquire a general or specific knowledge of the country. In 1982, 714 visitors came to Canada in 127 separate visits, mainly from France, the United Kingdom, the Federal Republic of Germany, the United States, Japan and Australia.

This program also facilitated travel abroad by 17 Canadian specialist lecturers in fields such as medicine, education, public administration, culture, satellite communications and computer technology.

Information programs in Canada

The Department's domestic information activities increased significantly in 1982 as a result of its expanded mandate under which it is responsible for meeting Canada's export trade objectives. Exhibits, displays, brochures, booklets, radio spot announcements, audio-visual presentations, and advertisements were prepared for dissemination to the Canadian business community.

In addition, the Domestic Information Division continued its more traditional role as the focal point for the Department's public information activities directed to domestic audiences. These activities included responding to general enquiries; preparation of various publications dealing with the Department and aspects of Canada's external relations; arranging for foreign policy experts to address domestic audiences; and organizing trips abroad by representatives of groups with a special interest in international relations.

Historical affairs

The Department's Historical Affairs Division is the keeper of the keys to the history of Canada's past foreign policy and the Department. It collects departmental historical material, disseminates it to researchers and writers at home and abroad and co-operates with requests from universities and other research organizations as well as individuals for controlled access to departmental files. The division is also responsible for preparing departmental files for the anticipated proclamation of the Access to Information and Privacy legislation. During the year, the 1948-49 volume in the *Documents on Canadian External Relations* was completed and is being prepared for publication. As part of its continuing work, the division interviews many former and present employees for its oral history program and is reproducing the Department's historical documents on microfiche.

Chapter 9

POLICY FORMULATION AND MANAGEMENT

The Department of External Affairs operates a network of foreign posts and deals with a wide array of complex issues. To function efficiently, it requires central co-ordination of policy development and execution as well as administration. The Department manages property owned or rented by the government in many countries and staffs departmental offices in Canada and at our 122 diplomatic posts abroad. It thus needs administrative units to deal with multi-currency budgets, an office of protocol to look after foreign diplomatic representatives and an efficient communications network to keep in touch with them all.

Policy planning

The secretariats for foreign policy and international economic policy assist the Under-Secretary of State for External Affairs and senior management by assessing current policies and developing alternative options or new directions in the light of current world and domestic conditions. The secretariats also work to strengthen the Department's new mandate as the central agency responsible for co-ordinating all aspects of Canada's foreign policy and trade.

Security and intelligence

The Security and Intelligence Branch is responsible for the physical security of documents and communications and the safety of personnel both at the posts and at headquarters. The Branch collects and analyzes political and economic intelligence from many sources to assist in the development of policy on matters affecting Canada's interests. It is also responsible for matters of international terrorism and emergency preparedness.

Federal-provincial co-ordination

The government's objective of ensuring greater cohesion in Canada's external relations extends to federal and provincial activities and objectives outside Canada's borders. Provincial governments devote considerable staff and financial resources to the promotion of their specific interests abroad. The Department provides support for these activities, and has expanded its consultations with provinces to ensure that their interests are taken into account in the conduct of our international relationships.

Federal-provincial co-ordination and co-operation includes facilitating provincial participation in multilateral institutions, international economic, trade, social, cultural, environmental and immigration affairs, and liaison with provincial offices abroad. The departmental communications network is available to the provinces so that they can have rapid ac-

cess to the services offered by Canada's diplomatic posts. Many foreign reports are also made available to the provinces.

In addition, the Department helps arrange visits abroad for provincial ministers and delegations and assists in arranging visits by foreign delegations to meet provincial ministers, officials and businessmen.

Interdepartmental co-ordination

The Committee of Deputy Ministers on Foreign and Defence Policy, which replaced the Interdepartmental Committee on External Relations in 1980, is chaired by the Under-Secretary of State for External Affairs. The Committee reviews proposals for major policies and expenditures, referred to it either by Cabinet or prepared by departments for Cabinet committees. This review makes sure that such proposals are consistent with government priorities and objectives and that the necessary resources will be available to implement them. The committee deals with political, economic and other issues of foreign affairs, aid and defence. It has a sub-committee that acts as the focal point for interdepartmental consultation.

Communications, information storage and retrieval

Communications provide the central nervous system for the Department in Canada and for the 122 Canadian diplomatic posts abroad. The Communications Centre transmitted more than 1 billion words in 7 million messages during the year, in the service of the Department and other government departments with offices or interests around the world. In addition, messages are sent by facsimile, by telephone, and both messages and documents may be sent by courier.

The telecommunications service also provides technical and communications security, chancery and personnel security, training and briefing, special communications services for VIP and Royal Visits, audio-visual services, radio, telephone and teletype. Facsimile and word processing programs for our consulates are nearing completion and many posts now have the benefit of digital telephones and computer systems.

Personnel

The Personnel Branch is responsible for the recruitment, assignment, remuneration and working conditions of its 4,132 Canadian employees, 2,849 of whom are in the rotational foreign service and 1,283 in the non-rotational group who work only in Canada. In addition, the Department has a number of locally engaged employees working at posts abroad. During 1982, the reorganization of the Department to include hundreds of people from the former Department

of Industry, Trade and Commerce had a considerable impact on the work of the Branch.

The work of harmonizing the senior levels of the foreign service with the new management category system that applies to the whole public service continued during the year. This long-term project includes the eventual restructuring of all levels in the foreign service.

The branch also arranges several hundred transfers of foreign service personnel posted to and from Canada with their families and household possessions.

Management review and audit

The Management Review and Audit Branch reviews and audits compliance with established policies, procedures and practices both at the posts abroad and at headquarters.

Program evaluation is also an integral part of the Department's managerial process, in accordance with Treasury Board guidelines. It involves the formal review of the continuing relevance and effectiveness of Departmental programs. During the period under review, the branch evaluated programs of technical assistance, immigration, health facilities and library services. The branch also continued its work of

bringing evaluation policy and plans up to date in light of the Department's new structure and priorities.

Foreign representation in Canada and protocol

Canada has diplomatic relations with 140 countries. There are 74 resident and 30 non-resident ambassadors, 23 resident and 13 non-resident high commissioners. Other representational offices in Canada are the International Civil Aviation Organization (ICAO) with representatives from 47 countries, the Delegation of the Commission for the European Communities, the International Labour Organization, the UN High Commission for Refugees, the UN Centre for Human Settlements (Habitat), the Northwest Atlantic Fisheries Organization and the International Atomic Energy Agency.

During 1982, the Department's Protocol Branch maintained liaison with all these missions and provided services and advice in accordance with Canada's obligations under international conventions and agreements and Canadian laws and regulations. The Branch is responsible for the physical protection of diplomatic and consular representatives and premises, the accreditation arrangements of foreign and Canadian heads of posts and the ceremonial aspects of state visits

Major budget expenditures

	(\$ millions)
Operations	
Relations with foreign governments	86.1
International trade	77.5
Immigration and aid	24.7
Consular services to Canadians abroad	14.3
Information and cultural relations	35.6
General administration	41.1
Support services abroad	159.7
Contributions to employee benefit plans	13.1
TOTAL	452.1
Capital	
Construction and acquisition of real property	26.1
Replacement of equipment	30.6
TOTAL	56.7
Grants and contributions	
International organizations	103.5
International trade development	15.6
Information and cultural relations	6.3
TOTAL	125.4

to Canada. It also oversees the privileges and immunities of the 795 consular representatives and 285 representatives of international organizations, with their families and servants. When foreign representatives first arrive in Canada, the protocol branch helps them to understand Canadian customs, laws and regulations.

The Protocol Branch is responsible for welcoming foreign visitors and offering them government hospitality. In 1982,

these official visitors included the Presidents of Brazil, Cameroon, Greece, Guinea, Korea, Pakistan and Somalia; the Prime Ministers of Australia, Barbados, France, New Zealand and Portugal; the Deputy Prime Ministers of Australia, Egypt and Gabon; the Secretary of State of the United States; and the foreign ministers of 17 countries.

The Branch also co-ordinated travel arrangements for the Governor General's visits to Romania, Greece, Greenland and

the United Nations; the Prime Minister's visits to 12 countries and the visits of the Secretary of State for External Affairs to 13 countries.

The office of the Chief of Protocol co-ordinated Canada's participation in the Fifth National Conference of Protocol Officials, held in Edmonton. At these conferences, federal and provincial authorities exchange views on questions of common interest.

Privileges and immunities

The Department is responsible for the interpretation and application, in Canada and abroad, of the principles contained in international agreements on privileges and immunities affecting diplomatic missions, consular posts and international organizations.

The *State Immunity Act*, which provides for immunity of foreign states in Canadian courts came into force on July 15, 1982. It incorporates into Canadian law the principle that a foreign State may be brought before the courts of Canada in respect of its commercial acts and activities. Thus it restricts their immunity in certain respects so as to place them in a legal position that more readily approximates that of the ordinary Canadian citizen. There has been considerable uncertainty in the law about the immunity to which foreign states are entitled in Canadian courts, which have tended to apply the principle of absolute immunity. This principle, which developed in another time and under other circumstances, has gradually been abandoned over the years by most states. The *State Immunity Act* brings the Canadian approach in line with general international practice.

Budgetary estimates

Departmental estimates for fiscal year 1982-1983 totalled \$634.3 million. This includes operating and capital expenditures as well as grants and contributions.

Operating and maintenance expenditures are used for the management and co-ordination of operations at home and abroad, including salaries, wages and other personnel costs, rental properties abroad, travel and communications and costs for the conduct of foreign operations. Capital expenditures are for the long-range capital program to increase Crown ownership of office and living accommodation abroad as an economical alternative to escalating rental costs. Capital funds also are necessary for replacement of vehicles and of security, communications and other equipment abroad.

Expenditures for grants and contributions are non-discretionary for the most part. They arise from Canada's membership in international organizations such as the UN,

NATO, OECD, the Commonwealth, the Agency for Cultural and Technical Co-operation and the like; from relations with intergovernmental institutions; international trade development and information and cultural relations.

Physical resources

The Physical Resources Branch provides all accommodation and supporting material assets for the Department's overseas operations. The branch is also responsible for the Long-range Capital Program, the object of which is to increase Crown ownership of office and living accommodation abroad. This program is currently funded at over \$26 million annually. The estimated value of the Department's real property is over \$500 million. During this period, the branch completed the superstructure of a new chancery in Belgrade (Yugoslavia), and the excavation for the Riyadh (Saudi Arabia) embassy complex as well as major renovations to the Paris chancery and Canada House in London. Extensive renovations continued on the future official residence in Rome, and began on a major project to modernize MacDonald House, the principal chancery in London. Planning continued on the construction of new chanceries in Peking, Lagos (Nigeria) and Washington. Smaller construction projects in Peking, Brasilia and Port-of-Spain (Trinidad) and minor alterations at a number of posts abroad were completed at a cost of \$2.2 million. A property maintenance program of \$9 million was implemented during the year.

A major challenge for the branch was the provision of office and residential properties for recently-opened diplomatic and consular posts in Perth (Australia), Amman (Jordan), Munich (West Germany), Kigali (Rwanda) and Conakry (Guinea). Purchases included a chancery in Rio de Janeiro (Brazil), official residences for heads of post in the Vatican and Chicago, additional space for the residence of Ambassador to the United Nations in New York City, and staff quarters in Bangkok (Thailand), Singapore, Cleveland, the Hague (Netherlands), Harare (Zimbabwe) and Kingston (Jamaica). New chanceries in Lagos, Atlanta and Yaoundé (Cameroon), in addition to the chancery in Bangkok, and an official residence in Quito (Ecuador) were leased during the year.

For the first time, the Department appointed a professional curator to administer its fine arts program. The departmental collection of some 3,000 Canadian works of art, displayed in public areas of chanceries and official residences at diplomatic posts abroad as well as in the headquarters building and at 7 Rideau Gate in Ottawa, now benefits from professional maintenance, documentation and conservation on a full-time basis.

APPENDICES

Appendix I: Export-import trade

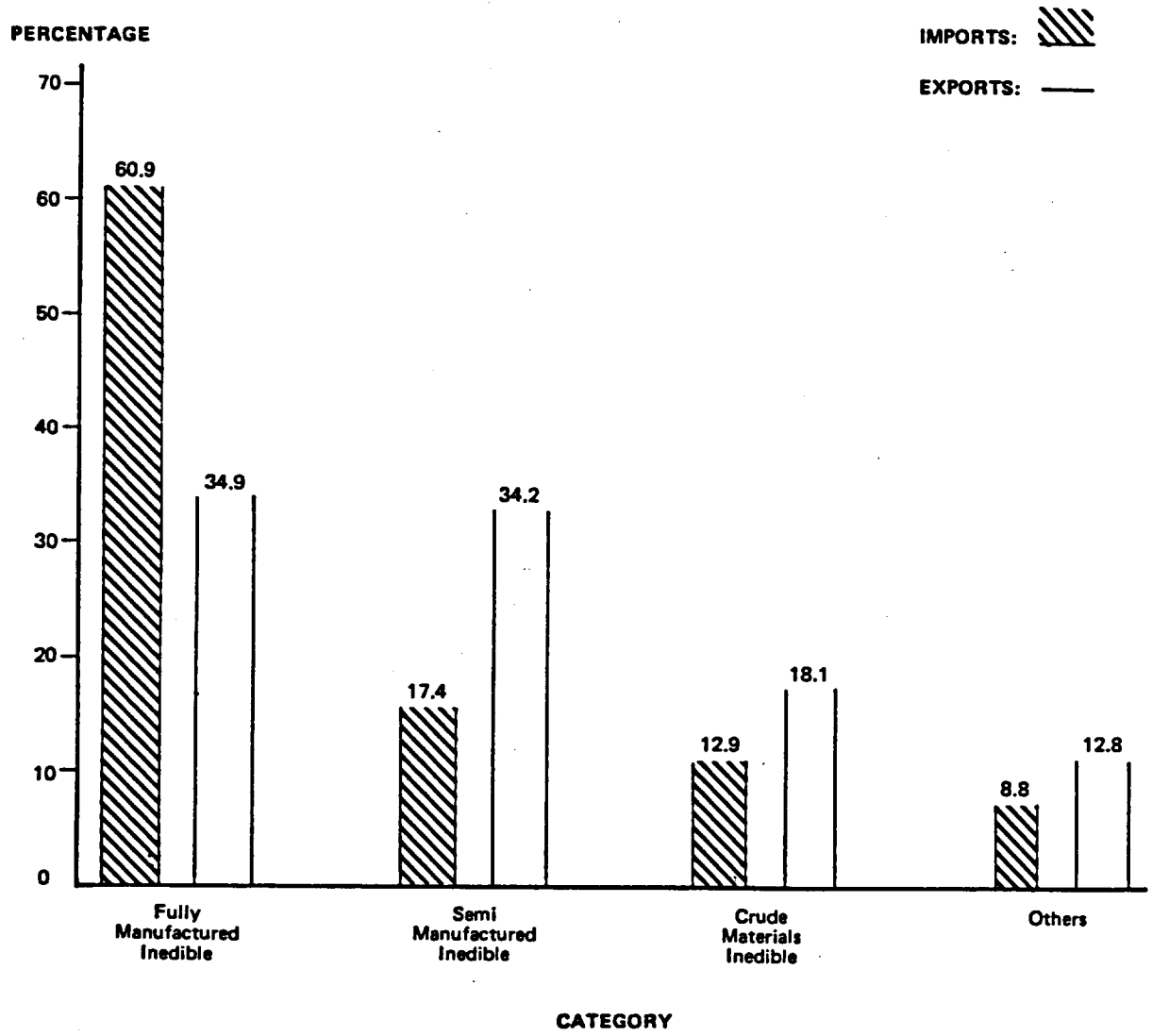
Imports from principal trading areas

Trading area	Year	Live animals	Food, feed, beverages and tobacco	Crude materials, inedible	Fabricated materials, inedible	End products, inedible	Special transactions	Total imports
(all figures in \$ thousand)								
United States	1980	108,950	2,392,409	5,165,913	9,198,001	31,184,460	563,909	48,613,642
	1981	196,330	2,651,546	4,423,283	10,281,743	36,099,067	698,310	54,350,280
	1982	137,332	2,570,983	3,825,619	8,386,316	31,674,705	767,145	47,362,100
United Kingdom	1980	805	154,619	110,669	455,688	1,212,599	39,901	1,974,280
	1981	994	146,043	440,860	507,083	1,242,716	38,892	2,376,588
	1982	969	148,788	359,300	461,850	889,626	40,243	1,900,774
Other EC	1980	1,781	347,674	73,177	922,533	2,192,868	64,993	3,603,027
	1981	2,060	394,189	103,774	1,384,223	2,162,790	69,535	4,116,572
	1982	2,111	448,580	87,051	1,069,806	2,125,331	70,225	3,803,103
Japan	1980	17	48,667	42,547	484,600	2,196,642	23,371	2,795,844
	1981	35	47,171	46,857	630,242	3,285,983	28,099	4,038,388
	1982	30	47,488	53,885	495,588	2,904,096	26,098	3,527,185
Other O.E.C.D.	1980	319	586,607	189,691	500,202	808,827	19,436	2,105,082
	1981	574	533,210	290,792	487,332	845,275	22,032	2,179,214
	1982	204	475,551	206,378	443,701	754,586	28,665	1,909,085
Other America	1980	54	776,437	2,469,676	523,401	270,830	11,268	4,051,666
	1981	437	849,790	3,338,178	602,325	287,909	14,253	5,092,892
	1982	367	752,182	2,725,708	474,302	353,029	26,128	4,331,716
Other Countries	1980	947	383,347	3,292,873	623,854	1,790,056	39,226	6,130,303
	1981	1,007	415,852	3,526,743	659,053	2,313,456	59,309	6,975,420
	1982	683	354,056	1,414,963	462,818	2,231,549	57,307	4,521,378
All Countries	1980	112,874	4,689,761	11,344,544	12,708,279	39,656,282	762,104	69,273,844
	1981	201,437	5,037,800	12,170,487	14,552,002	46,237,195	930,431	79,129,353
	1982	141,696	4,797,627	8,672,904	11,794,381	40,932,922	1,015,811	67,355,341

Exports to principal trading areas

Trading area	Year	Live animals	Food, feed, beverages and tobacco	Crude materials, inedible (all figures in \$ thousand)	Fabricated materials, inedible	End products, inedible	Special transactions	Total domestic exports	Total re-exports
United States	1980	216,611	1,779,467	9,061,308	18,843,901	16,837,993	201,591	46,940,871	1,232,852
	1981	179,437	2,091,763	9,235,817	21,420,935	20,276,578	586,266	53,790,797	1,587,376
	1982	277,660	2,463,131	9,399,130	19,648,298	23,431,056	223,139	55,442,413	1,788,590
United Kingdom	1980	698	538,949	713,611	1,543,793	392,383	2,289	3,191,724	53,087
	1981	1,101	683,939	684,933	1,448,295	451,351	23,689	3,293,308	53,654
	1982	305	555,776	405,981	1,285,854	413,481	2,606	2,664,003	57,052
Other EC	1980	10,110	714,229	1,401,002	3,219,629	992,554	1,578	6,339,102	93,145
	1981	9,269	651,429	1,329,487	2,722,980	777,499	10,966	5,501,631	119,612
	1982	9,370	664,698	1,281,940	2,006,673	761,828	3,073	4,727,582	166,289
Japan	1980	6,374	765,559	1,943,072	1,535,621	105,747	145	4,356,518	16,988
	1981	5,069	1,058,217	1,929,737	1,392,355	112,234	49	4,497,660	24,034
	1982	4,891	1,048,735	1,947,243	1,394,358	167,319	223	4,562,768	21,517
Other O.E.C.D.	1980	2,133	180,308	602,524	842,908	749,919	1,082	2,378,875	69,594
	1981	4,091	243,617	681,036	686,146	689,975	8,839	2,313,704	143,843
	1982	892	301,076	500,189	602,809	638,924	7,042	2,050,932	99,857
Other America	1980	13,698	1,156,460	221,841	1,171,893	1,300,301	14,831	3,879,026	157,616
	1981	15,461	1,051,526	327,499	1,122,364	1,264,834	13,517	3,795,202	430,844
	1982	9,805	933,645	235,535	828,101	1,030,708	14,376	3,052,169	380,536
Other Countries	1980	4,354	2,874,143	816,016	2,187,158	1,471,586	6,602	7,359,859	89,342
	1981	14,359	3,431,796	1,020,975	1,737,705	1,778,774	27,380	8,010,989	115,312
	1982	22,609	3,927,179	990,373	2,116,904	1,893,637	13,404	8,964,107	168,885
All Countries	1980	253,979	8,009,116	14,759,376	29,344,903	21,850,483	228,118	74,445,976	1,712,624
	1981	228,787	9,212,287	15,209,484	30,530,781	25,351,246	670,707	81,203,291	2,474,675
	1982	325,532	9,894,240	14,760,392	27,882,996	28,336,953	263,862	81,463,974	2,682,727

Canada's trade share by commodity, 1982



Appendix III

Distribution of personnel and Canadian diplomatic posts abroad by geographical region

	Program Personnel	Support Personnel
International Organizations	57	106
United States	305	473
Anglophone Africa	66	231
Francophone Africa	73	326
Middle East	65	203
Latin America	116	278
Caribbean	94	238
South and Southeast Asia	144	602
North Asia and Pacific	152	306
Western Europe	441	1,101
Eastern Europe	64	237
Total	1,577	4,101
GRAND TOTAL		5,678

Appendix IV

Deployment of person-years abroad by program

Program	Program Personnel	Support Personnel
Consular	45	133
Customs and excise	10	13
Defence relations	111	124
Immigration	297	450
General relations	240	180
International development assistance	110	71
Police	45	30
Information and culture	117	207
Science, technology and environment	18	12
Tourism	70	47
Trade	401	305
Transport, communications and energy	11	7
Administration	102	2,522
Total	1,577	4,101
Grand Total		5,678

Bilateral international agreements

ASEAN

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Association of Southeast Asian Nations on Economic Co-operation

New York, September 25, 1981
In force June 1, 1982

Bangladesh

Agreement between Canada and the People's Republic of Bangladesh for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Dacca, February 15, 1982

Brazil

Long-term Wheat Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Brazil

Ottawa, July 20, 1982
In force July 20, 1982 with
effect from January 1, 1983

Bulgaria

Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of Bulgaria concerning a definitive settlement of certain Bulgarian bonds.

Ottawa, June 14, 1982
In force June 14, 1982

Cameroon

Convention between Canada and the United Republic of Cameroon for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income (with related letter)

Ottawa, May 26, 1982

China, People's Republic of

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China extending the Trade Agreement of October 13, 1973

Beijing, December 3, 1982
In force October 13, 1982

Egypt

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Ottawa, May 17, 1982
In force November 8, 1982

Protocol between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt on the establishment of the Canadian Institute in Egypt

Cairo, September 21, 1982

Development Loan Agreement between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt

Cairo, December 8, 1982

European Coal and Steel Community

Protocol concerning Commercial and Economic Co-operation between Canada and the European Coal and Steel Community (ECSC)

Brussels, July 26, 1976
In force February 1, 1982

France

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the French Republic constituting an Agreement amending the Air Transport Agreement between Canada and France, signed at Paris on June 15, 1976

Paris, December 21, 1982
In force December 21, 1982

Guinea

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Revolutionary People's Republic of Guinea on Development Co-operation

Conakry, June 8, 1982
In force June 8, 1982

India

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of India on the Avoidance of Double Taxation of Airline Income, supplemental to the Air Services Agreement between the Government of Canada and the Government of India, signed July 20, 1982

New Delhi, July 20, 1982
In force July 20, 1982

Agreement between the Government of Canada and the Government of India on Air Services

New Delhi, July 20, 1982
In force August 31, 1982

Indonesia, Republic of

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Indonesia concerning the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Ottawa, July 12, 1982

Iraq, Republic of

Agreement on Trade, Economic and Technical Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Republic of Iraq

Baghdad, November 12, 1982

Italy

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Italy concerning the training in Canada of personnel of the Italian Air Force

Ottawa, May 3, 1982
In force May 3, 1983

Malta, Republic of

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Republic of Malta constituting an Agreement relating to Foreign Investment Insurance (with arrangement)

Valletta, May 24, 1982
In force May 24, 1982

New Zealand

Agreement on Trade and Economic Co-operation between the Government of Canada and the Government of New Zealand

Ottawa, September 25, 1981
In force January 1, 1982
(with the exception of Article IV)

Papua-New Guinea

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Papua-New Guinea constituting an Agreement relating to Investment Insurance

Papua-New Guinea, May 6 and 31, 1982
In force June 10, 1982

Poland

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Polish People's Republic on their Mutual Fisheries Relations

Ottawa, May 14, 1982
In force May 15, 1982

Romania

Long-term Agreement between the Government of Canada and the Government of the Socialist Republic of Romania to promote and to develop Economic and Industrial Co-operation

Bucharest, May 19, 1981
In force September 24, 1982

Rwanda

General Agreement for Development Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Republic of Rwanda

Kigali, October 25, 1981
In force June 1, 1982

Sri Lanka

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka constituting an Agreement relating to Investment Insurance

Colombo, June 17, 1982
In force June 17, 1982

Convention between the Government of Canada and the Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital

Colombo, June 23, 1982

Sudan

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Democratic Republic of Sudan concerning Development Co-operation

Khartoum, September 16, 1979
In force June 24, 1982

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Democratic Republic of Sudan for the training in Canada of personnel of the armed forces of Sudan

Khartoum, October 31, 1982
In force October 31, 1982 with effect from April 1, 1978

Tunisia

Convention between Canada and the Republic of Tunisia for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income and on Capital

Tunis, February 10, 1982

Union of Soviet Socialist Republics

Protocol to further extend the Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics signed at Ottawa on February 29, 1956

Moscow, January 21, 1982
In force January 21, 1982

Agreement between Canada and the Union of Soviet Socialist Republics on their Mutual Fisheries Relations

Moscow, May 19, 1976
In force May 19, 1976
Canadian Notice of termination of Agreement dated May 12, 1981, effective May 19, 1982

Extension of Notice of termination of May 12, 1981, effective September 30, 1982

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics concerning Fisheries Matters of Mutual Concern

Ottawa, December 22, 1975
In force December 22, 1975
Canadian Notice of termination of Agreement dated June 7, 1982, effective December 30, 1982

United States

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Agreement Concerning Allocation of Television Channels, dated June 23, 1952

Washington, February 26 and April 7, 1982
In force April 7, 1982

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Agreement of October 24, 1962 concerning the Co-ordination and Use of Radio Frequencies Above 30 Megacycles per Second, as amended by the Exchange of Notes of June 24, 1965

Washington, February 26 and April 7, 1982
In force April 7, 1982

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America adding a further annex (Annex V) to the Joint Marine

Pollution Contingency Plan, brought into force by an Exchange of Notes between Canada and the United States of America at Ottawa on June 19, 1979.

Ottawa, March 5 and 17, 1982
In force March 17, 1982

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America together with the annexed Memorandum of Agreement amending the Agreement concerning the application of Tolls for the St-Lawrence Seaway (1959) as amended

Washington, March 18, 1982
In force March 18, 1982

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement amending the existing Agreement concerning the use of the National Research Council Space Research Facilities by the United States and extending it for an additional three year period, until June 30, 1985

Ottawa, October 8 and 26, 1982
In force October 26, 1982
with effect from July 1, 1982

Venezuela

Co-operation Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Venezuela

Ottawa, June 25, 1982
In force December 20, 1982

Multilateral international agreements

I Acts of the XIIth Congress of the Postal Union of the Americas and Spain

Done at Managua, Nicaragua, August 28, 1981
Signed by Canada August 28, 1981
The second Additional Protocol and General Regulations entered into force for Canada on January 1, 1982

II Protocol on Intelsat Privileges, Exemptions and Immunities

Done at Washington, May 19, 1978
Entered into force October 9, 1980
Canada's Instrument of Accession deposited December 15, 1981
Entered into force for Canada January 4, 1982

III Protocol to the North Atlantic Treaty on the Accession of Spain

Done at Brussels, December 19, 1981
Signed by Canada December 10, 1981
Canada's Instrument of Acceptance deposited at Washington, January 8, 1982

IV Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women

Done at New York, March 1, 1980
Signed by Canada at Copenhagen, July 17, 1980
Entered into force September 3, 1981
Canada's Instrument of Ratification deposited at New York, December 10, 1981
Entered into force for Canada January 9, 1982

Statement

In a letter accompanying the instrument of ratification, the Government of Canada made the following Statement:

"The Government of Canada states that the competent legislative authorities within Canada have addressed the concept of equal pay referred to in article 11 (1) (d) by legislation which requires the establishment of rates of remuneration without discrimination on the basis of sex. The competent legislative authorities within Canada will continue to implement the object and purpose of article 11(1)(d) and to that end have developed, and where appropriate will continue to develop, additional legislative and other measures."

V Convention establishing an International Organization of Legal Metrology

Done at Paris, October 12, 1955
Entered into force May 28, 1958
Canada's Instrument of Accession deposited at

Paris, December 23, 1981

Entered into force for Canada January 22, 1982

VI International Convention for Safe Containers (CSC)

Done at Geneva, December 2, 1972
Entered into force September 6, 1977
Canada's Instrument of Ratification deposited at London on February 19, 1981

VII Convention for the Conservation of Salmon in the North Atlantic Ocean

Done at Reykjavik, March 2, 1982
Signed by Canada March 18, 1982

VIII International Natural Rubber Agreement 1979

Done at Geneva, October 6, 1979
Signed by Canada June 30, 1980
Entered into force provisionally October 23, 1980
Canada's notification of provisional application of Agreement deposited at Geneva, November 7, 1980
Canada's Instrument of Ratification deposited at New York, December 15, 1981
Entered into force definitively April 15, 1982

IX Final Acts of the World Administrative Radio Conference, Geneva, 1979

Done at Geneva, December 6, 1979
Signed by Canada, subject to approval, December 6, 1979
Canada's Instrument of Approval deposited at Geneva, April 27, 1982

The following Reservations by the Government of Canada were deposited April 27, 1982

Reservations

Mobile satellites operating in the UHF band

"In developing its mobile-satellite systems under Radio Regulation 641 Canada agrees that such systems should be co-ordinated and notified according to Articles 11, 12, 13 and 14. However, once such satellites are placed in operation, Canada considers that these systems operate with a primary status for the duration of their operational life."

HF broadcasting

"Canada considers that the problem of severe congestion of the bands allocated to the broadcasting service at HF below 9 MHz was not resolved by the World Administrative Radio Conference (Geneva, 1979).

A proposal by Canada for the addition of 100 kHz of spectrum between 7,300 and 7,400 kHz for this service on a world-wide basis, which would have helped

to solve the problem, was rejected at the Conference by a narrow margin. For this reason, Canada reserves its right, in approving the Final Acts, to satisfy certain of its broadcasting requirements in the band segment 7,300 – 7,400 kHz. Insofar as possible Canada, of course, will respect the rights of administrations operating in accordance with the Final Acts of the World Administrative Radio Conference (Geneva, 1979).”

X Sixth International Tin Agreement

Concluded at Geneva, June 26, 1981
Signed by Canada at New York, April 29, 1982
Canada's notification of provisional application deposited at New York, May 11, 1982

XI 1979 International Convention on Maritime Search and Rescue

Done at Hamburg, April 25, 1979
Canada's Instrument of Accession deposited at London, June 18, 1982

XII Protocol extending the Arrangement Regarding International Trade in Textiles to July 31, 1986

Adopted at Geneva, December 22, 1981
Entered into force January 1, 1982
Canada's Instrument of Acceptance deposited at Geneva, July 12, 1982
Entered into force for Canada July 12, 1982

XIII Constitution of the United Nations Industrial Development Organization

Done at Vienna, April 8, 1979
Signed by Canada August 31, 1982

XIV Extension of the International Coffee Agreement, 1976

Done at New York, January 31, 1976
Signed by Canada July 30, 1976
Canada's Instrument of Ratification deposited at New York September 17, 1976
Entered into force provisionally October 1, 1976
Entered into force definitively August 1, 1977
Canada's notification of acceptance of extension of Agreement from October 1, 1982 to September 30, 1983, deposited at New York, September, 1982

XV Protocol amending the Agreement on the Joint Financing of certain Air Navigation Services in Greenland and the Faroe Islands done at Geneva on September 25, 1956

Done at Montreal, November 3, 1982
Signed by Canada at Montreal, November 3, 1982
Enters into force provisionally January 1, 1983

XVI Protocol amending the Agreement on the Joint Financing of certain Air Navigation Services in Iceland done at Geneva on September 25, 1956

Done at Montreal, November 3, 1982
Signed by Canada at Montreal, November 3, 1982
Enters into force provisionally January 1, 1983

XVII Final Acts of the International Telecommunication Conference with annexes

Done at Nairobi, November 6, 1982
Signed by Canada at Nairobi, November 6, 1982

XVIII United Nations Convention on the Law of the Sea

Done at Montego Bay, December 10, 1982
Signed by Canada at Montego Bay, December 10, 1982

XIX Agreement establishing the African Development Bank, as amended

Done at Khartoum, August 4, 1963
Entered into force September 10, 1964
Canada's Instrument of Acceptance deposited at New York, December 23, 1982
Entered into force for Canada December 23, 1982

Reservation

In depositing its instrument of acceptance, the Government of Canada made the following reservation;

“In so accepting the said Agreement, the Government of Canada, pursuant to paragraph 3 of Article 64, hereby retains for itself the right to tax the salaries and emoluments paid by the Bank to Canadian citizens, nationals and residents.”